

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

# LÉGISLATION COMPARÉE

SUR

# LES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ

## DES OUVRIERS MINEURS

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

ALBERT TAILLIANDIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1898











Digitized by the Internet Archive  
in 2026



THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LÉGISLATION COMPARÉE  
SUR  
**LES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ**  
**DES OUVRIERS MINEURS**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le samedi 5 novembre 1898, à 4 heures*

PAR

ALBERT TAILLIANDIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

---

*Président* : M. JAY.

*Suffragants* : { MM. CAUWÈS, } *professeurs.*  
CHÉNON, }

---



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1898



## INTRODUCTION

Dans l'antiquité, à Rome, le travail des mines était, plus encore peut-être que tout autre travail manuel, œuvre servile. On n'y voyait que peu d'hommes libres, et encore étaient-ils engagés à vie ; la majeure partie des ouvriers se composait d'affranchis, d'esclaves publics, enfin de condamnés. Afin d'éviter les désertions, tous étaient marqués au fer rouge, et l'enfant devait continuer le métier de son père (1).

Aujourd'hui il n'en est plus de même ; le mineur n'est plus considéré comme un paria dans la société. Il est l'égal des autres hommes ; comme eux il a droit au bien-être matériel et moral.

Exposé par la force des choses à des dangers de toute nature, sans compter les maladies qui peuvent résulter de travaux souterrains, il peut, contre les périls spéciaux à sa profession, bénéficier dans le siècle où nous vivons d'une législation particulière. Aussi, et ce sera le sujet de cette thèse, dans certains pays, a-t-on décidé la *création de délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*.

Nous étudierons ces essais qui, s'ils ne sont pas tous

(1) C. Théodos., X, 20.



parfaits, ont du moins le mérite d'aider à la pacification sociale.

Sans doute, des lois de détail de cette nature ne tendent pas au renversement de l'ordre de choses existant, que rêvent certains esprits plus utopiques que pratiques, mais, en apportant à des misères dignes d'intérêt un réel soulagement, elles contribuent largement à faire entrer dans les rapports entre les classes plus d'humanité et de justice.

Et, du reste, le sujet que nous embrassons est déjà par lui-même suffisamment vaste, car nous nous proposons d'étudier les délégués mineurs non seulement en France, mais à l'étranger. Quand y aura-t-il en effet réellement *délégué* à la sécurité des ouvriers mineurs ?

Nous comprendrons dans ce terme générique, quiconque, *dans les mines*, aura été choisi par un mode d'*élection*, pour prévenir les *accidents*, et, lorsque, par malheur, ils ont eu lieu, les constater et en rechercher les causes.

Dès lors, rentreront dans le cadre que nous avons adopté aussi bien les nominations par les ouvriers de quelques-uns des leurs pour veiller à leur sécurité, que les cas très rares d'élection par les patrons de députés ayant pour mission de surveiller les accidents et d'en empêcher le retour. Nous ne négligerons pas non plus, dans ce travail, les choix faits par des assemblées composées à la fois de patrons et d'ouvriers.

**Plan.** — La loi française de 1890 et la loi belge de

1897, ayant en cette matière une importance capitale, attireront surtout notre attention. Avant d'aborder l'étude de ces lois, nous rechercherons ce qui a pu être fait dans les autres pays pour atteindre le but proposé.

Et nous terminerons en nous demandant quelles conséquences a pu produire chez nous la législation en vigueur. Quant à celles qu'on pourra constater en Belgique, la date trop récente de la loi ne permet pas de les apprécier.

De là quatre parties dans cette thèse :

- 1° **Législations autres que celles de la Belgique et de la France ;**
- 2° **Étude approfondie de la loi française de 1890 ;**
- 3° **Étude approfondie de la loi belge de 1897 ;**
- 4° **Résultats de la loi de 1890.**





## PREMIÈRE PARTIE

### LÉGISLATIONS AUTRES QUE CELLES DE LA BELGIQUE ET DE LA FRANCE.

Ce n'est pas seulement en France et en Belgique qu'on s'est préoccupé de la sécurité des ouvriers mineurs. Dans tous les pays du monde où l'exploitation des mines a reçu une certaine extension, on a songé à y veiller.

Des essais très originaux ont été tentés dans ce but ; et, au seuil même de cette étude spéciale sur les délégués, nous constatons des indications intéressantes chez divers peuples.

Ainsi nous trouvons des députés choisis par les patrons des mines au Mexique et au Pérou ; des délégués élus par les ouvriers dans certaines parties des États-Unis, et surtout en Angleterre et en Allemagne.

#### 1<sup>o</sup> Nomination par les patrons.

##### MEXIQUE.

La législation mexicaine quant aux mines a été pendant huit ans soumise au code promulgué le 22 novembre 1884. Le titre VI contient des règles précises quant à la surveillance des travaux (1) ; il y est dit par exem-

(1) *Guide to the mining laws of the world*. Oswald Walmesley. London, 1894 (ouvrage non traduit).

ple que l'aération doit y être complètement assurée; des prescriptions sont édictées quant à l'épuisement des eaux; mais là n'est pas le côté original du système.

L'industrie des mines (1), c'est ce qui est important, est placée sous la direction supérieure du ministère des travaux publics (*Fomento*) au point de vue administratif, au point de vue judiciaire, des juges et tribunaux locaux; elle est confiée non seulement au corps des ingénieurs, mais, dans chaque district, aux *députés de mines* qui forment des assemblées appelées *diputaciones de mineria*. Il ne semble pas que, d'après le code de 1884, ces assemblées fussent obligatoirement constituées; elles n'existaient que là où la nécessité s'en faisait sentir (2).

*Attributions.* — Le règlement du 28 novembre 1884, combiné avec le code de la même année, les détermine. Les *diputaciones* sont des corps administratifs chargés dans leurs districts respectifs des *denuncios*, adjudications de la propriété minière, et des affaires administratives qui se rattachent aux ouvrages souterrains. Mais leur rôle ne s'en tient pas là. Les députés des mines ont à voir si les règles du code et les règlements de police relativement aux travaux sont exécutés, et, dans ce but, ils sont obligés de visiter au moins tous les deux ans, et plus souvent, quand ils le jugent nécessaire,

(1) Olry, *Réglementation de l'inspection officielle des mines, minières, etc.* Paris, 1889.

(2) *Bulletin du ministère des Travaux publics*, avril 1887. Mexique, loi du 22 novembre 1884.

chaque mine de leur district. Ils se rendent ainsi compte des conditions de sécurité que présentent les exploitations. Quand ils remarquent quelque infraction, ils doivent en avertir par écrit le propriétaire de la mine pour qu'il y remédie dans un temps déterminé.

Si leur avis n'est pas tenu en respect, l'exploitant sera frappé d'une amende qui sera doublée au cas de nouvelle désobéissance (1).

Le député prononcera cette amende ; il pourra même aller jusqu'à suspendre l'exploitation, tant qu'il ait été tenu compte de ses observations.

En cas d'accident, immédiatement, il sera prévenu.

Pour en finir avec les fonctions de ces députations de mines, disons encore qu'elles rassemblent et recueillent les statistiques minières et doivent les envoyer au Ministère des Travaux publics.

Quand elles statuent dans des affaires litigieuses, elles les font instruire par des experts nommés par elles (2).

Des salaires peuvent leur être alloués pour les services qu'elles rendent.

*Election.* — Chaque district élit deux députés et quatre suppléants qui forment sa députation de mines. Ils sont nommés au scrutin secret, pour deux ans, et rééligibles. Sont électeurs : 1° les mineurs de chaque localité inscrits, sur leur demande, comme ayant été, depuis un an, propriétaires ou ingénieurs ;

(1) *Guide to the mining laws of the world, ibid.*

(2) Oly, *ibid.*

2° Ceux qui, immatriculés dans un autre district, ont acquis la propriété là où ils demandent à être inscrits.

Pour être éligible, il faut figurer sur les listes et être citoyen mexicain (1).

Nous avons insisté sur cette législation parce qu'elle offre, à notre avis, un effort digne d'être remarqué, pour faire intervenir, légalement, les intéressés dans la surveillance des exploitations souterraines. Certes, les plus directement menacés par les accidents, c'est-à-dire les ouvriers, ne figurent nullement dans cette ébauche; mais un principe important s'en dégage, c'est que le pouvoir administratif ne doit pas rester seul chargé de prévenir et de constater les catastrophes qui font de nombreuses victimes. Une part y appartient à l'initiative privée.

Au Mexique, il est vrai, tout cela devait disparaître bientôt, car l'application de la loi de 1884 laissait beaucoup à désirer.

Les conflits étaient incessants entre les autorités locales de droit commun et les députés anciens. La délimitation nette entre les attributions des uns et des autres n'existait pas. Il en résultait une complexité inextricable.

Le Code de 1892 trancha la difficulté en supprimant purement et simplement les *diputaciones*.

Le ministre des travaux publics, de la colonisation et de l'industrie fournira désormais des ingénieurs ins-

(1) *Guide to the mining laws of the world.*



pecteurs des mines, en assez grand nombre pour exercer une surveillance suffisante.

Toutes les questions juridiques qui peuvent être soulevées dans la matière des mines doivent être déterminées, dans les districts fédéraux et les territoires de chaque Etat, par les tribunaux compétents, selon le Code de commerce (1).

Les infractions à la loi sont désormais soumises au droit commun.

En réalité, tout élément électif disparaît.

#### PÉROU.

Le droit minier du Pérou résulte de la combinaison d'anciennes ordonnances et surtout de la loi du 12 janvier 1877. Il n'y a pas eu au Pérou de remaniements de législation, depuis dix ans, aussi importants que ceux opérés au Mexique. Ici encore, on trouve des députations élues dans chaque district par l'assemblée des mineurs immatriculés. Mais un article spécial décide qu'à défaut d'un *renouvellement annuel* régulièrement effectué, ou en cas d'empêchement, les attributions administratives et judiciaires des députés seront exercées par les juges ordinaires ou de première instance (2).

Quoi qu'il en soit, les députés des mines au Pérou se sont maintenus, avec à peu près les mêmes fonctions

(1) *Guide to the mining laws of the world.*

(2) Olry, *Réglementation des mines, minières*, 1889.

que d'après la loi mexicaine ancienne. Eux aussi sont chargés par conséquent de la surveillance des exploitations, à l'effet de prévenir et de constater les accidents. Actuellement, leur rôle principal, il est vrai, n'est pas celui-là. Ils ont surtout à tenir un registre des mines (1) qui, à ce qui nous semble, contient les titres de propriété (*titles*). Ils doivent envoyer des copies de ces registres au Ministère des finances et du commerce, sous lequel est la direction des mines, qui le transcrit sur un registre général appelé « *le padron general de Minas* », publié à Lima dans les mois de mai et de septembre de chaque année.

Somme toute, cet essai d'institution, offrant quelque analogie lointaine avec les délégués mineurs tels que nous les concevons, disparaîtra très certainement du continent américain. L'évolution qui s'est accomplie au Mexique, où on en est revenu au droit commun, paraît en effet en voie de se réaliser au Pérou, où déjà, dans bien des cas, les juges ordinaires se substituent, en fait, aux députés de mines.

#### Nomination par les ouvriers.

##### ANGLETERRE.

Le premier *Act* du Parlement qui se soit spécialement occupé des ouvriers employés dans les travaux souterrains, date de 1842. Les dispositions en furent modifiées et complétées en 1850, 1860 et 1862.

(1) *Guide to the mining laws of the world*, 1894.

Dans l'intervalle, les mineurs s'étaient formés en associations puissantes ; leurs efforts réunis et bien dirigés par le premier président de leur union, M. Alexander Macdonald, ancien ouvrier, et plus tard membre du Parlement pour le comté de Strafford, amenèrent l'adoption de nouvelles mesures législatives (1). Les *trades-unions* minières réclamaient surtout, pour la surveillance officielle de l'exploitation, l'adjonction aux inspecteurs royaux de sous-inspecteurs pris parmi les ouvriers (2).

La loi du 10 août 1872 intitulée *Coal mines act*, permet, pour la première fois, aux travailleurs d'avoir, afin de veiller à leur sécurité, plusieurs représentants revêtus de fonctions déterminées, et salariés par eux (3).

En 1882, les *trades-unions*, jugeant cette réforme insuffisante, réclamèrent la nomination d'un plus grand nombre d'inspecteurs ouvriers. Mais leur pétition fut accueillie par une fin de non-recevoir.

La loi du 25 juin 1886, modifiée par celle du 16 septembre 1887, ne fit que confirmer, au point de vue spécial qui nous occupe, les dispositions antérieures ; elle stipule ce qui suit :

« Les personnes employées dans une mine peuvent, de temps en temps, désigner deux des leurs ou plus de

(1) *Recueil de rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers*, Grande-Bretagne. Paris, 1891.

(2) Van Overbergh, *Les inspecteurs du travail*.

(3) Le texte en a été cité au Sénat français en 1885 et commenté par MM. Paris et Blavier.

deux personnes qui ne sont pas ingénieurs, mais des mineurs pratiques, pour inspecter l'exploitation à leurs propres frais ; et l'on permettra, au moins une fois par mois, aux personnes choisies, accompagnées, si le propriétaire, le gérant ou le directeur le juge utile, par ces derniers ou par un ou plusieurs employés, de se rendre en tous les points des chantiers et d'inspecter les puits, les galeries, les plans inclinés, les tailles, les retours d'air, les appareils d'aérage, les vieux travaux et les machines.

En vue de cette inspection, le propriétaire, gérant ou directeur et le personnel sous leurs ordres devront laisser toute faculté. Les personnes désignées feront un rapport sincère du résultat de leur visite ; ce rapport sera inscrit sur un livre qui doit être tenu à la mine dans ce but ; il sera signé par ceux qui l'auront rédigé.

Si le rapport constate l'existence d'un danger, copie exacte en sera envoyée à l'inspecteur royal du district par le propriétaire, le gérant ou le directeur (1). »

Ce qui frappe très nettement à la lecture de ces dispositions, ce sont deux traits caractéristiques.

1<sup>o</sup> Suivant la loi anglaise, le délégué n'est *pas obligatoire* et, dans les compagnies où les ouvriers reconnaissent eux-mêmes que toutes les précautions sont prises pour assurer la sécurité, ils se dispenseront de nommer des représentants. Au contraire, dans les exploitations

(1) Article 38 de l'*act* de 1887.



où les dangers sont très nombreux, il leur est loisible d'en désigner un nombre plus considérable (1).

2° Les mandataires des travailleurs *sont payés* par ceux qui les désignent, c'est-à-dire par leurs camarades. Par ce moyen, l'institution établie conserve un caractère purement d'ordre privé ; les inspecteurs ouvriers ne sont en aucune façon des fonctionnaires. Ils ne dépendent nullement de l'administration.

*Résultats.* — Le droit d'inspection s'exerce en fait comme il suit :

Les mineurs tiennent un *meeting* et font choix pour inspecter les travaux de deux des leurs, parfois, mais fort rarement, de personnes étrangères. Les délégués préviennent la direction, la veille du jour choisi pour leur visite. Dans les grands charbonnages, leur inspection complète peut durer trois, quatre ou même cinq jours. Ils sont payés ordinairement par l'Union des mineurs. Parfois, à cette fin, les propriétaires de charbonnages subsidient la caisse de l'Union (2).

Pendant leurs visites, les mandataires des ouvriers sont accompagnés d'un agent de la direction.

Dans le district de Newcastle, où l'inspection se pratique dans environ 10 pour cent des charbonnages et seulement tous les trois ou quatre mois, ils ont réclamé le droit de descendre seuls et en tout temps. Ils n'ont

(1) Discours Paris, Blavier, Sénat français, décembre 1885.

(2) Haveu, *Les délégués ouvriers*.

pas obtenu satisfaction; eux-mêmes ont abandonné leur demande à ce sujet.

Pratiquement, ils signalent souvent des dangers aux inspecteurs royaux qui prennent alors des mesures en conséquence.

Parfois cependant les résultats appréciables sont beaucoup moins heureux. Ainsi au charbonnage de Llanerch, le 14 novembre 1889, les ouvriers désignaient deux des leurs pour inspecter la mine; à part un peu de grisou, signalé dans un long plan incliné, les délégués déclarèrent que toutes les tailles, les voies et les vieux travaux étaient sans danger. Cette affirmation surprit les mineurs qui, en janvier 1890, désignèrent deux autres mandataires; ceux-ci affirmèrent encore que les chantiers étaient en parfait état de sécurité et que rien n'était à craindre. Cependant, en février suivant, une explosion de grisou survenait à cette mine, causant la mort de 176 personnes.

En somme, cet exemple ne prouve rien. Les délégués ouvriers, nous aurons l'occasion de nous le demander, sont-ils compétents pour constater la présence de gaz inflammables? Il est permis d'en douter, et ce serait trop exiger d'eux.

Les résultats sont donc plutôt satisfaisants là où la représentation des travailleurs est organisée, mais l'est-elle partout? Il ne le semble pas.

Elle ne fonctionne pas en Ecosse, est peu appliquée dans l'important bassin du pays de Galles, et s'est seu-

lement un peu développée dans les régions industrielles du Nord où les unions ouvrières sont puissantes (1).

Les enquêtes minières si complètes opérées en Angleterre, principalement celle de 1894 (2), nous fournissent ici de précieuses indications. Les patrons paient fréquemment une partie des frais pour aider les ouvriers à organiser leur inspection. « L'importance réelle qu'ils y attachent réside dans cette cause qu'un ouvrier qui a une tranquillité d'esprit complète, par le fait même qu'il croit sa sécurité entièrement garantie, fait un bien meilleur ouvrage quotidien qu'un homme inquiet et qui se croit en danger » (3).

D'après la plupart des exploitants, c'est un grand bien que des inspections faites annuellement par des mineurs, et dont les résultats sont affichés à l'entrée des puits, car cela seul suffit à calmer toute crainte de la part de la classe laborieuse (4).

Les patrons sont également heureux de se voir débarrassés d'une part de leur responsabilité sans compter que, quand il se produit une cause de danger, ils en sont ainsi avertis. Les inspecteurs royaux eux aussi se montrent satisfaits, et pour les mêmes raisons (5).

Quant aux ouvriers eux-mêmes, ils ne demandent qu'à voir l'institution se généraliser. Elle n'existe, à la

(1) Enquête de MM. Firk et Desclaye, citée par Haveu. Cf. Discours Denis, 16 février 1897. Chambre belge, Nyssens, 10 février.

(2) *Final report, 1894, of the commission of labour.*

(3) Déposition Jacob Ray (*Rhondda Valley*), n° 11.161.

(4) Discours Denis, 16 février 1894. Chambre belge, Nyssens, 10 février.

(5) Discours Fléchet. Chambre belge, 2 février 1897.

vérité, que dans 10 0/0 des mines du Royaume-Uni. Pourquoi ne pas la créer dans toutes les mines, puisqu'il n'y a que fort rarement des conflits qui puissent en résulter ?

D'autres réclamations, dans le sens d'une application plus large de l'inspection ouvrière, sont encore formulées.

L'institution des délégués à la sécurité devrait exister aussi bien dans les travaux du jour que dans ceux du fond, car les uns et les autres sont dangereux. Cette extension étant faite, il importerait d'admettre les femmes au rôle de surveillantes, aussi bien que les hommes (1).

Autre demande. Il y aurait intérêt à ce que les délégués fussent obligatoires (2). Ainsi une inspection réellement forte serait établie. Le payement incomberait à l'État.

Un congrès de mineurs tenu à Leicester, en janvier 1897, a précisé ces divers desiderata (3). Il demandait, en plus, un accroissement des pouvoirs des mandataires choisis.

La question en est là. Donnera-t-on droit à toutes ces aspirations. Il nous semble que, sur un point, les mineurs recevront difficilement satisfaction.

(1) Report par sir John E. Gorst, *Final report*, 1894.

Il ne peut pas être question d'appeler les femmes à la surveillance, du moment où l'institution des délégués n'existe que dans les travaux souterrains, car les femmes sont exclues de cette catégorie de travaux.

(2) Discours Maroille, Chambre belge, 18 février 1897.

(3) Cf. *Final report*, 1894, *Working-men inspectors*.

Là où les délégués ouvriers existent, ils ont des fonctions extraordinairement multiples et qui dépassent un simple rôle de surveillant à la sécurité (1). Très souvent plutôt que de risquer un accident, ils font les travaux eux-mêmes ; ils sont déjà surchargés de besogne.

Leur action ne saurait être étendue, si leur nombre n'est pas accru, et si, à cet effet, chez nos voisins d'outre-Manche on ne sanctionne légalement, d'une façon plus nette qu'on ne l'a fait jusqu'ici, l'inspection ouvrière si précieuse à tant de points de vue.

On se demande en effet avec quelque surprise comment, dans un pays où elle a donné jusqu'ici de si bons résultats, une pareille institution ne s'est pas généralisée. De deux choses l'une : elle est mauvaise ou insuffisante, et alors chez un peuple pratique comme le sont les Anglais elle n'aurait même pas dû prendre naissance ; ou elle est bonne et répond à des besoins réels, et alors ce même sens pratique aurait dû la vulgariser dans toutes les exploitations ouvrières et la faire adopter partout.

A notre avis, tout le mal vient non pas de l'imperfection de la création nouvelle, mais de son caractère facultatif. Dans l'organisation actuelle, il suffit du mauvais vouloir des patrons, rare à vrai dire, pour mettre à néant toutes les prescriptions bienfaisantes des lois de 1872 et de 1887.

Et, bien souvent, les ouvriers, soit par insouciance de

(1) *The colliery guardian*, 1898 (impressions de l'exploitation des mines de houille de Durham).



périls avec lesquels l'habitude les a trop familiarisés, soit par défiance d'une institution dont toute la portée ne leur apparaît pas nettement, soit enfin par crainte de dépenses qu'ils ne veulent pas assumer, les ouvriers, disons-nous, hésitent à prendre cette initiative sur laquelle a semblé se reposer le législateur.

Pour toutes ces raisons, on a vu au Congrès international des travailleurs, réuni à Londres en 1892 (1), les Anglais du Nord, tenant absolument à rendre l'institution des délégués ouvriers obligatoire, aller jusqu'à critiquer même leur nomination par leurs camarades. C'est à l'État qu'ils voulaient confier le soin de les choisir. C'est à l'État que devait incomber la charge de les payer.

Les Anglais du Nord réclamaient en outre certaines garanties de capacité technique chez les surveillants ouvriers. Par là, ils espéraient créer des agents réellement impartiaux et en état d'accomplir la tâche qui leur appartient.

Ils ne voulaient instituer ni une catégorie d'ouvriers privilégiés, ni des inspecteurs élus et désireux avant tout de conserver leur popularité, mais des praticiens auxquels l'État n'accorderait sa confiance qu'après s'être assuré de leur valeur.

« Quant à l'institution telle qu'elle fonctionne actuellement en Grande-Bretagne, ce n'est qu'un pis-aller. Elle

(1) Circulaire du *Musée social*, n° 16, série A, 1897, *Les mineurs européens*.

n'est pas nuisible, elle est même plutôt utile, mais elle ne constitue pas une inspection régulièrement efficace. »

De ces opinions résulte très nettement ceci : les ouvriers considèrent les délégués mineurs comme une innovation bonne (1), et, s'ils montrent peu d'enthousiasme pour ces inspections, c'est qu'ils sont aux prises avec de réelles difficultés, dont la plus considérable est très certainement la question de paiement, qui ne peut être résolue que là où il existe de puissantes associations ouvrières. Alors parfois ceux qui sont chargés de ces inspections sont payés à raison de 6 fr. 25 par jour et sont occupés en général trois ou quatre jours par mois ; ils ne touchent cependant souvent que leur salaire moyen.

Dans tous les autres cas, c'est-à-dire, toutes les fois que les *trades-unions* ne viennent pas au secours des travailleurs, ceux-ci profitent peu de la faculté que leur donnent les lois de 1872 et de 1887 et, quand ils en usent, ce n'est que par intervalles assez longs, tout au plus une fois par trimestre.

Nous en resterons là sur la loi anglaise, sans chercher à reprendre une à une les diverses exploitations où il se rencontre une inspection ouvrière. Ce qu'il importe de dégager dans des études de la nature de celle que nous entreprenons, ce sont des idées générales, sans nous perdre dans des détails qui ne seraient, après tout, que des exemples.

(1) *Revue universelle*, note publiée en 1891 par M. L. Demaret.

Et, d'ailleurs, les documents n'abondent pas.

#### ÉTATS-UNIS

On trouve dans la législation minière de la plupart des États de l'Union, l'esprit général qui a présidé à l'élaboration des lois anglaises des 10 août 1872 et 16 septembre 1887.

Il existe très certainement des délégués dans le Colorado.

Les mineurs y ont le droit de nommer, tous les mois, deux représentants ayant pour mission de s'assurer du bon entretien des échelles et machines, et toutes les facultés nécessaires doivent leur être accordées pour cet examen (1).

Dans l'Illinois (2), l'Indiana (3), l'Iowa (4), le Kansas (5), le Missouri (6), les mesures de sécurité prescrites dans les travaux souterrains sont analogues à celles en vigueur dans le Colorado.

Là encore la faculté de se choisir des mandataires appartient aux ouvriers.

(1) *Recueil de rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers*. Etats-Unis (Paris, 1891).

(2) Illinois, Lois du 14 juin 1883 et du 29 juin 1885.

(3) Indiana, Lois du 3 mars 1883 et de 1885.

(4) Iowa, Loi du 18 mars 1884.

(5) Kansas, Lois du 28 février 1883 et de 1885.

(6) Missouri, Lois du 23 mars 1881 et de 1885.

## ALLEMAGNE

Les tentatives relativement aux délégués sont en Allemagne peu nombreuses.

Nous retrouvons les *Vertrauensmänner* dans la loi allemande sur l'assurance contre les accidents du 6 juillet 1884. Les articles 41, 78 et 81 de cette loi fixent les règles de la participation des représentants ouvriers à l'élaboration des mesures réglementaires propres à prévenir les accidents.

L'article 79 donne voix délibérative aux représentants des ouvriers, dans les réunions corporatives ayant ce grave objet.

Quelle est la portée d'une telle intervention ? Quelle est son efficacité morale ? M. Cheysson, dans une étude sur la prévention des accidents, s'exprime ainsi au sujet de la loi allemande (1) :

« Certains pays, dans la pensée qu'on ne saurait, sans injustice et sans imprudence, tenir les mineurs à l'écart de la fixation des mesures qui les intéressent au plus haut degré, les appellent à participer à l'élaboration des règlements de sécurité.

« Ainsi concertés avec le personnel, ces règlements acquièrent une force nouvelle et peuvent être appliqués avec plus de rigueur que s'il y était resté étranger.

(1) Discours Denis, Chambre belge, 16 février 1897.

Qu'importe en effet l'adoption des mesures les plus sages, des appareils préventifs les mieux combinés, si l'ouvrier les élude, et s'il peut impunément enfreindre les règlements qui les prescrivent ? »

En dehors de cette intervention des mandataires ouvriers dans la préparation des règlements, on peut encore citer, en Allemagne, deux exemples où les travailleurs ont obtenu le droit d'être représentés.

M. Grüner, dans les études intéressantes auxquelles il s'est livré, signale en effet : 1° aux mines royales de Saarbruck et 2° dans la Haute Silésie, des tentatives curieuses (1).

#### Mines de Saarbruck.

Pour répondre au désir exprimé par l'empereur dans ses rescrits que les mines royales fussent des modèles d'organisation, sous tous les rapports (2), le ministre du commerce et de l'industrie ordonna en février 1890 que des délégations ouvrières seraient créées dans chaque section ou inspection des mines royales de Saarbruck.

Le règlement du 21 février 1890 décide :

*Election.* — Est électeur tout membre de la corporation minière, en service actif, âgé de plus de 21 ans, qui est occupé depuis plus de trois ans aux mines royales de Saarbruck (art. 1).

(1) M. Grüner nous a facilité notre besogne en mettant lui-même à notre disposition ce qu'il avait publié au Comité des houillères. Nous lui en sommes reconnaissant.

(2) Rescrit du 5 février 1890.



Est éligible tout membre de la corporation minière, en service actif, âgé de plus de 25 ans, qui est, depuis plus de cinq ans ininterrompus, occupé dans la même mine de l'administration royale (art. 2).

Chaque section de mineurs (1) élira un délégué qui devra faire partie de la section.

L'administration royale des mines fixe le jour de l'élection qui est annoncée au moins un jour à l'avance par un avis écrit du directeur (art. 3).

L'élection a lieu, sous la présidence du directeur de la mine ou d'un agent délégué par lui, dans la salle commune de l'exploitation. Elle a lieu au scrutin secret. Deux mineurs sont désignés par le directeur comme assesseurs pour composer le bureau électoral.

La procédure de vote est réglée par l'administration royale des mines.

Celui qui réunit la majorité des voix des électeurs présents est élu. S'il n'y a pas de majorité acquise par aucun candidat, le scrutin de ballottage ne peut porter que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité de voix au second tour, le sort désigne l'élu (art. 4).

Le délégué est investi de son mandat pour deux ans, mais indéfiniment rééligible (art. 5).

Il est considéré comme cessant ses fonctions dans certains cas : s'il donne sa démission, s'il est malade ou

(1) La section de mineurs est la circonscription d'un maître mineur.

en congé plus de trois mois, s'il quitte volontairement le travail de la mine. Il en est de même quand il est renvoyé ou qu'il passe à un autre puits. Dans tous ces cas, comme aussi en cas de décès, il y a lieu à une nouvelle élection dans le délai de quatre semaines du jour de la cessation de fonctions.

La nomination n'est valable que pour le temps restant à courir (art. 6).

*Mission.* — Les délégués auront pour mission d'informer le directeur des mines des propositions, des désirs et des réclamations des ouvriers et de lui exposer tout ce qui se rattache aux conditions du travail et aux modifications à apporter aux règlements. Le bien-être des ouvriers et de leurs familles attirera également leur sollicitude. Ils seront, en plus, conciliateurs dans les querelles et litiges que les ouvriers peuvent avoir entre eux, ils s'efforceront de mettre un terme à ces différends regrettables.

Enfin, ils feront observer consciencieusement et exactement par les mineurs le règlement du travail et les prescriptions tendant à protéger les travailleurs contre les maladies ou les accidents (art. 7).

Les conférences des délégués mineurs avec le directeur réunissent, suivant les cas et les sujets, les représentants d'une mine ou seulement d'un puits. Elles ont lieu tous les trois mois. Elles peuvent être plus fréquentes si le directeur le pense nécessaire ou si cinq délégués au moins adressent, à cet effet, à l'inspection à la-

quelle ils sont subordonnés, une demande accompagnée de l'indication des questions à discuter (art. 8) (1).

Le directeur de la mine préside la conférence, fixe l'ordre du jour qui ne pourra pas être modifié.

Procès-verbal de chaque réunion sera communiqué à la direction royale des mines (art. 9).

*Résultats.* — Dans l'esprit des auteurs du règlement, on fait appel à la vigilance des délégués pour discipliner leurs mandants. Le nom qu'on leur donne, *Vertrauensmanner*, hommes de confiance, est là pour le prouver. C'est sur la confiance des ouvriers en leurs représentants qu'on se fonde pour assurer la prévoyance (2).

Pourtant il semble que, tout d'abord, les premiers effets du règlement de 1890, ont été peu heureux dans les mines de Saarbruck.

Les trois quarts de ces délégués, il y en avait 220, faisaient partie de l'Association minière pour la défense des droits des mineurs, dont le chef était promoteur de la précédente grève (3).

Comme les inspecteurs ouvriers n'avaient que le pouvoir de discuter amiablement, ils furent mécontents de cette mission trop étroite. Prenant à cœur les revendications sans cesse formulées de leurs mandants, ils demandèrent immédiatement le droit de rendre des décisions arbitrales, fixant les salaires, la durée du travail.

(1) Circulaires du comité central des houillères de France, nos 224, 546.

(2) Discours Denis, Chambre belge. Séance du 26 février 1897.

(3) Circulaire du Comité n° 367 (9 janvier 1891). Discours Gilleaux, Chambre belge, 5 février 1897.

C'est avec ces désirs qu'ils assistèrent aux séances, ayant reçu très certainement un mot d'ordre d'un chef commun. Ils soulevaient, en effet, toujours les mêmes questions dans chacune des directions. Des conflits s'élevèrent.

D'une part, les ouvriers étaient irrités de ce qu'on ne tenait nullement compte de leurs revendications, si nettement exprimées par leurs élus.

D'autre part, l'administration tout en montrant une grande déférence vis-à-vis des délégués et en discutant avec eux, les maintenait dans les stricts termes de leur mandat et leur refusait satisfaction.

Le 3 décembre 1890, à Dudweiler, l'assemblée plénière de tous les délégués, reprenant les revendications de l'assemblée socialiste de Völkughen en mai précédent(1), demanda :

- 1° Un salaire minimum ;
- 2° La journée de 8 heures ;
- 3° La réadmission des ouvriers renvoyés ;
- 4° Une justice arbitrale comme en Angleterre.

Mais, depuis 1893, la situation est la suivante :

L'administration semble avoir compris que les délégués, bien que s'écartant du but primitif pour lequel ils ont été institués, formulent et précisent des revendications parfois justes de leurs camarades. Ils n'exercent pas une surveillance bien effective pour la sécurité,

(1) Circulaire n° 358 (22 décembre 1890)

mais ils ont surtout un rôle de conciliateur qui peut être utile (1).

Les mineurs, de leur côté, qui aux élections des délégués en 1893, s'étaient encore, pour les deux tiers, abstenus de voter ont vu que les inspecteurs nommés par eux au suffrage universel pouvaient leur rendre des services, d'autant plus qu'ils n'agissent pas isolément, mais en groupes, à titre de corps consultatif.

#### Haute-Silésie (2).

L'institution des *Vertrauenmänner* existe également dans les mines royales de Haute-Silésie. Elle a été établie, à la même époque qu'à Saarbruck, pour les mêmes raisons, de la même manière, par un arrêté ministériel spécial.

Ici toutefois ce n'est plus chaque circonscription d'un maître mineur qui nomme un délégué, c'est chaque groupe de travailleurs (maîtres mineurs, ouvriers du fond, machinistes) qui choisit des hommes de confiance chargés de représenter spécialement leur partie.

Le directeur de la mine détermine les différentes catégories de votants et fixe le nombre des *Vertrauenmänner*.

C'est huit jours à l'avance qu'il doit donner avis du

(1) Cf. Haveu, *Les délégués ouvriers*. Discours Fléchet, 2 février 1897, Chambre belge ; discours Denis, 16 février 1897, Chambre belge.

(2) Circulaire n° 312, Etablissement de délégations ouvrières dans les mines royales de Haute-Silésie.



jour du vote, par affiches et publication sur le carreau de la mine.

Pour tout le reste, l'arrêté ministériel relatif à l'établissement de délégations ouvrières dans les mines royales de Haute-Silésie est identique à ce règlement relatif à l'élection et aux fonctions des représentants miniers à Saarbruck.

---

Ces tentatives, bien que subsistant, avaient été jugées insuffisantes, car elles ne s'étaient pas propagées en Allemagne : l'institution n'existait pas dans les charbonnages de la Ruhr.

Bien plus, les inspecteurs ouvriers allemands avaient, somme toute, des attributions assez mal définies et n'offraient en réalité que des ressemblances très vagues avec ce que nous entendons par des délégués ouvriers à la sécurité.

Le terrible accident survenu le 17 février 1898 dans les mines de Carolinengluck et qui avait coûté la vie à un grand nombre d'ouvriers, rendit à la question de la création des délégués mineurs comme un regain d'actualité.

Le 24 février, le ministre du commerce et de l'industrie montait à la tribune du Landtag prussien et, sous le coup de l'émotion profonde qu'avait produite dans l'Allemagne entière l'épouvantable catastrophe, reconnaissait l'insuffisance au point de vue de la sécurité des institutions qui régissaient l'industrie minière. Il pro-

mettait solennellement la révision de toutes les lois et ordonnances de police relatives à la surveillance, notamment en ce qui touchait l'aérage et la création d'agents inférieurs chargés de veiller à la sécurité des ouvriers c'est-à-dire de délégués mineurs.

Pour rechercher et préparer les éléments de la révision promise, le gouvernement chargeait deux ingénieurs de l'Etat d'aller étudier, en France, en Belgique et en Angleterre, l'organisation des délégués mineurs.

Une mission semblable était confiée par le comité des houillères de Westphalie à M. Pieper, directeur de la mine de Constantin-le-Grand.

En même temps, un arrêté du 5 mars 1898 réclamait des autorités minières supérieures un mémoire sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de faire visiter plus fréquemment les chantiers et cela par des surveillants inférieurs. Le ministre paraissait attendre les meilleurs effets de cette institution et reconnaissait implicitement ainsi l'insuffisance, au point de vue de la sécurité, du service des ingénieurs tel qu'il était organisé.

En somme, un problème se présentait actuel et impérieux : Convient-il d'abandonner la surveillance des mines aux agents officiels de l'État ou d'en charger les représentants des ouvriers ?

A la suite de ces incidents, l'agitation fut grande dans le monde minier ; elle gagna même le monde politique, et les partis s'occupèrent avec passion de la création de délégués à la sécurité.

Les mineurs socialistes réunis en congrès à Dortmund, pendant la semaine de Pâques, la réclamèrent avec énergie.

Les mineurs socialistes chrétiens firent entendre le même vœu, et leur syndicat fut chargé de rédiger une pétition à cet effet et de la soumettre au Landtag. Une commission fut nommée pour examiner les desiderata des ouvriers, et, dans sa séance du 9 mai, elle entendit les commissaires du gouvernement. Ceux-ci n'hésitèrent pas à reconnaître que l'organisation de la surveillance par les agents de l'État présentait des lacunes et que la législation devait être modifiée de façon à établir un service d'agents inférieurs destinés à pourvoir à la sécurité des chantiers. Ils ajoutaient que l'institution nouvelle serait beaucoup moins coûteuse pour l'État et donnerait satisfaction aux revendications des ouvriers.

**Pétition du Comité des houillères de Westphalie  
du 8 août 1898.**

Ni l'arrêté ministériel du 5 mars, ni les déclarations faites le 9 mai, au nom du gouvernement devant la commission du Landtag, n'avaient examiné l'institution des délégués mineurs au point de vue de la politique générale. On ne s'était pas non plus préoccupé des garanties à exiger de ces nouveaux représentants des travailleurs.

Ces diverses questions restaient à résoudre. Sans doute

les commissaires chargés par le ministre d'étudier sur place dans les Etats voisins de l'Allemagne, la création de surveillants pris parmi les travailleurs eux-mêmes, n'ont pas encore déposé leur rapport. Mais le Comité des houillères de Westphalie a condensé le résultat des recherches de M. Pieper, dans une pétition adressée au ministre du commerce à la date du 8 août 1898.

D'après le Comité des houillères de Westphalie, des objections de deux catégories s'opposent à la création de délégués mineurs, les unes sont d'ordre technique, les autres d'ordre politique.

*Objections d'ordre technique.* — I. Si des accidents nombreux se produisent dans les mines, il ne faut pas en conclure, comme semble le faire l'arrêté du 5 mars, que les inspecteurs actuels ne peuvent exercer une surveillance suffisante.

La fréquence des catastrophes provient de la nature même des travaux miniers, et aucune mesure administrative ne saurait ni les prévenir ni y remédier. On doit se contenter de faire en sorte que tous les moyens préventifs connus soient scrupuleusement appliqués. La sécurité absolue n'est pas réalisable, d'autant plus que les mines, à la différence des autres grandes industries, n'ont que des chantiers isolés où chaque travailleur est indépendant, et par conséquent beaucoup plus menacé par les forces naturelles.

II. Le moyen le plus efficace de diminuer le nombre des accidents est d'éveiller et de fortifier le sentiment

de la responsabilité chez chaque ouvrier et employé, en exigeant par exemple, comme il est de règle en Westphalie, que les ouvriers ne soient qu'après un assez long apprentissage employés au défilage.

Or, tout au contraire, en créant un corps d'inspecteurs inférieurs, on est bien certain de diminuer chez les travailleurs ce sentiment de responsabilité.

III. Les surveillants pris parmi les ouvriers ne sont pas qualifiés au point de vue de la compétence. De mine à mine, les conditions d'exploitation diffèrent considérablement : allure des couches, méthode d'abattage, nature de la roche, développement des gaz, etc., tout concourt à rendre impossible, même après une expérience de plusieurs années, une appréciation exacte et pratique des chantiers souterrains. Relativement à l'aérage en particulier, si l'on n'a pas une connaissance assez étendue de la physique et de la chimie, on n'exercera pas un contrôle efficace. Il y a là des mensurations et des calculs que ne peuvent songer à opérer des personnes n'ayant qu'une expérience pratique.

Et si des délégués rencontrent déjà tant de difficultés pour connaître exactement la mine à laquelle ils sont attachés, que sera-ce quand il s'agira d'inspecter des puits auxquels ils sont totalement étrangers ?

IV. D'autre part, est-on certain que le personnel de l'inspection ouvrière présentera les garanties morales suffisantes et notamment la force de caractère que nécessite la mission qui lui est confiée ? Il est permis d'en



douter. Les représentants des mineurs constateront-ils une faute imputable à l'un de leurs mandants, ils seront aussitôt assaillis d'objurgations ou de menaces pour les obliger à garder le silence. Auront-ils la force d'y résister, et garderont-ils l'indépendance nécessaire vis-à-vis de leurs électeurs ?

V. Très souvent, et surtout dans les cas urgents, les délégués seront obligés, par la force des choses, de donner à leurs camarades des conseils en opposition avec les ordres des ingénieurs.

Une semblable dualité d'influence entraînera évidemment des conséquences fâcheuses ; peut-être même les accidents seront-ils par là multipliés. De plus, l'autorité des employés de la mine souffrira de la création nouvelle.

*Objections d'ordre politique.* — Le Comité des houillères de Westphalie attache une importance particulière à cette catégorie d'objections.

I. L'innovation proposée, dit-il, serait une concession de nature à augmenter l'influence du parti socialiste révolutionnaire, chose qu'il faut à tout prix éviter.

Déjà ce parti se vante d'avoir inspiré les projets, et saisit l'occasion pour affirmer qu'aucune réforme favorable aux travailleurs n'est réalisable qu'avec ses indications. Voilà un moyen d'agitation qui prend naissance. Et qu'importe ensuite que l'État soit chargé de désigner les délégués ou qu'il les laisse nommer par leurs camarades ? Le parti socialiste triomphera de l'a-

doption du premier système comme d'une première concession et s'empressera de continuer l'agitation en faveur de l'élection directe et au scrutin secret.

II. Il serait également imprudent de se figurer que les électeurs deviendront peu à peu des modérés et échapperont aux meneurs. Presque toujours les représentants des ouvriers appartiendront au parti socialiste, voire même aux agitateurs habituels. Ainsi s'exercera une tyrannie nouvelle, car le législateur aura armé lui-même d'une autorité considérable les pires ennemis de la société. Et les conséquences de cet état de choses ne tarderaient pas à avoir, dans les élections politiques, un funeste contre-coup.

Pour toutes ces raisons : manque complet de compétence, crainte d'un socialisme envahissant et qui ne tarderait pas à s'attaquer aux autres industries, le Comité des houillères de Westphalie repoussait énergiquement la création de contrôleurs ouvriers subalternes.

Il lui paraissait bien plus efficace, pour éviter les accidents, de fortifier l'autorité des employés et surtout des ingénieurs responsables. Et si cette augmentation de pouvoir ne suffit pas, qu'on accroisse le nombre de ceux qui, dûment qualifiés et offrant des garanties suffisantes de capacité technique, sont plus à même de rendre de réels services.

A côté de quelques idées justes, l'appréciation émise par le Comité des houillères de Westphalie présentait d'évidentes exagérations ou du moins plaçait la question

sur le terrain brûlant de la politique. Aussi les socialistes, qui se sentirent visés, ne manquèrent-ils pas de protester avec indignation soit par la voie de la presse, soit dans les réunions publiques.

Les choses en sont là (1), et le gouvernement attend, pour se prononcer, le résultat des enquêtes de ses commissaires sur lequel il doit fonder sa décision.

(1) Nos renseignements nous permettent de suivre la question des délégués mineurs en Allemagne, jusqu'au 25 août 1898. S'il en est ainsi, c'est à M. Fuster, du Comité des houillères de France, que nous le devons. Il nous a communiqué un travail très complet sur les enquêtes de cette année dans le monde minier allemand. Nous n'avons eu qu'à puiser dans les indications qu'il nous fournissait. Il faut rendre à chacun ce qui lui revient, et c'est avec plaisir que nous le faisons ici, en adressant à celui qui nous a ainsi facilité notre travail tous nos remerciements.



## DEUXIÈME PARTIE

### LÉGISLATION FRANÇAISE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### PRINCIPES GÉNÉRAUX (1).

Sans vouloir examiner ici toutes les dispositions de l'ensemble un peu confus de lois sur les mines (2), il faut en signaler les caractères essentiels, en ce qui touche la propriété même, et surtout la surveillance dont est chargée l'administration. La loi du 8 juillet 1890, en effet, ne fait qu'ajouter en laissant subsister les rouages

(1) Voir sur ces principes généraux :

1<sup>o</sup> Féraud-Giraud, *Code des mines et minières*.

2<sup>o</sup> Aguillon, *Législation des mines françaises et étrangères*.

3<sup>o</sup> *Dictionnaire de l'administration française*, Block, au mot : Mines.

4<sup>o</sup> Rapport sur les mines. Piou, n<sup>o</sup> 3542, 1889.

5<sup>o</sup> Rapport Baihaut, 1886, sur les mines, etc. etc.

(2) En France, les mines, minières, carrières sont régies par la loi fondamentale du 21 avril 1810, complétée ou modifiée par celles des 27 avril 1838, 17 juin 1840, 9 mai 1866 et 27 juillet 1880. Citons, en outre, les décrets des 28 novembre 1810, 6 mai 1811, 3 janvier 1813 et 23 octobre 1852. De plus, de multiples règlements d'administration publique ont été rendus en exécution de ces diverses lois.

antérieurs ; elle renforce l'ancienne organisation par des délégués ouvriers mineurs, sans la supprimer ni même la changer (1).

#### A) Propriété des mines.

Diverses théories peuvent se concevoir :

a) A l'origine de presque toutes les législations, les mines sont considérées comme des *dépendances de la surface* ; c'était la doctrine du droit romain, ce fut celle des physiocrates avec Quesnay.

b) Pour Turgot, l'occupation est le fondement de cette propriété et la mine appartient à *l'inventeur*.

c) D'après une troisième opinion, les mines seraient à *l'Etat* ; elles feraient partie de son domaine privé. Ce principe, admis en certains pays, est repris aujourd'hui par quelques jurisconsultes.

d) Enfin, une quatrième thèse consiste à affirmer que les mines sont *res nullius*, n'appartenant à personne. A la différence des biens vacants qui ont perdu leur maître, elles n'en ont jamais eu. Elles ne commencent à en avoir un que le jour où l'État, représentant la société, en concède la propriété à celui qui lui paraît le plus apte à en tirer parti.

(1) Il n'y a qu'une modification, c'est celle apportée par l'article 14 de la loi du 8 juillet 1890, relativement à l'article 7, § 3, du décret du 3 janvier 1813. Il y est question d'attribuer un rôle au délégué dans une expertise spéciale. Nous aurons, du reste, l'occasion de revenir sur ce point dans l'étude de la loi, et nous pourrons alors constater que le changement opéré s'imposait naturellement.



Sans se prononcer catégoriquement pour l'une ou l'autre de ces doctrines, le législateur français avait, le 28 juillet 1791, adopté cette maxime restée célèbre et formulée si heureusement par Mirabeau : « Les mines sont à la disposition de la nation, en ce sens seulement que ces substances ne pourront être exploitées que de son consentement et sous sa surveillance. »

Mais, sous l'empire de cette loi, les concessions faites par l'État n'étaient que temporaires, et ne pouvaient être faites que pour une durée de cinquante ans.

Ce système de concession limitée a été abandonné par la loi du 21 avril 1810, qui, ne se prononçant pas davantage sur la question de principe, donne au gouvernement le droit de concéder la mine, sans être soumis à aucune condition ni gêné par aucune entrave. L'État choisit donc le bénéficiaire comme il lui plaît, c'est-à-dire qu'il prend celui qui semble lui donner le plus de garanties de bonne exploitation. Il a le droit régalién de concéder la propriété du tréfonds minéral, ce qui rend celle-ci absolument distincte de la propriété de la surface. Mais une fois concédée, « la propriété (article 7) est perpétuelle, disponible et transmissible, comme tous les autres biens, et on n'en peut être exproprié que dans les cas et selon les formes prescrites pour les autres propriétés ». Il semblerait résulter de ce texte que les mines sont une propriété absolument semblable à celle des autres biens ; et cependant il n'en est rien. Sans doute, par ce que nous venons de dire, la loi de

1810 a bien tenté de mettre le concessionnaire à l'abri de toute atteinte. Toutefois, elle ne pouvait retirer aux mines leur caractère de propriété *sui generis*, caractère que les parlements lui ont sans cesse reconnu, en votant des lois spéciales aux mineurs.

Que deviendra le droit du propriétaire de la surface ? Le législateur de 1810 l'a sauvegardé en établissant, à son profit et à la charge du concessionnaire, un ensemble de redevances, qui représentent la propriété tréfoncière (1).

Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur ces théories spéculatives qui sortent de notre sujet. Qu'il nous suffise de rappeler les termes dans lesquels M. de Marcère, dans son rapport des 16-17 août 1874, résume la pensée du législateur de 1810 : « L'intérêt de l'État  
« veut que les mines soient exploitées de façon à utiliser  
« le mieux possible leurs richesses dans l'intérêt général. L'intérêt du propriétaire foncier veut qu'on tienne  
« compte de ses droits de propriétaire du sol. Enfin,  
« l'intérêt de l'exploitant exige qu'il puisse se créer, par  
« ses travaux et ses sacrifices, en compensation des  
« risques et des hasards de toute nature qu'il ne cesse  
« de courir, une propriété bien déterminée, hors des atteintes de l'État et du propriétaire de la surface. La  
« loi de 1810 est une transaction entre ces trois intérêts. »

(1) Pour plus de renseignements, sur ces délicates questions, voir Féraud-Giraud, t. 1<sup>er</sup>, p. 225.

**B) Surveillance.**

L'exploitation des mines nécessite, tant au point de vue de son importance économique qu'au point de vue du nombreux personnel qu'elle occupe, une organisation spéciale. Certes il existe entre les diverses exploitations des différences assez considérables ; on peut dire toutefois que nous trouvons chez toutes, en France, la hiérarchie suivante :

Au sommet, un directeur chargé de la conduite générale des travaux et de la gestion commerciale. Au-dessous de lui, des ingénieurs et sous-ingénieurs, qui sortent d'ordinaire des écoles du gouvernement : école des mines de Saint-Étienne, école centrale des arts et manufactures ou école supérieure des mines. C'est entre eux que la mine est partagée, et chaque division comprend à son tour un certain nombre de sections à la surveillance de chacune desquelles est affecté un maître mineur assisté par des porions, aides-porions et chefs de poste. Ce personnel se recrute soit dans les écoles de maîtres mineurs d'Alais ou de Douai, soit parmi les anciens ouvriers que leur intelligence et leur bonne conduite ont signalés à l'attention de leurs chefs et qui ont ainsi mérité leur confiance.

Le législateur ne pouvait s'en tenir là. Tant en ce qui concerne la sauvegarde des richesses minérales, un des éléments, et non le moindre, de la fortune du pays, qu'au point de vue de la sécurité de cette armée du travail, il

devait, au-dessus de l'action des exploitants, étendre sa surveillance souveraine et protectrice.

Pour y pourvoir, la loi du 21 avril 1810, le décret du 3 janvier 1813 et bien d'autres actes législatifs ont édicté de sages prescriptions.

La surveillance administrative a un triple objet :

1° La conservation de la mine au point de vue de l'exploitation rationnelle des gisements et de la satisfaction des besoins des consommateurs ;

2° La protection de la surface ;

3° La sécurité du personnel employé dans les travaux.

Elle s'exerce par des inspecteurs généraux, des ingénieurs en chef et ordinaires des mines et des agents secondaires placés sous leurs ordres et désignés sous le nom de garde-mines. Les lois et décrets leur confèrent les pouvoirs les plus étendus.

Nous pourrions examiner ce qui a trait à la conservation de la mine et à la protection de la surface, reprendre et commenter les dispositions législatives qui réglementent ces deux points, mais ceci nous entraînerait trop loin.

Nous rechercherons seulement quelles mesures ont été prises pour prévenir les accidents, et, lorsqu'ils se sont produits, les constater et en rechercher les causes.

Il est tout d'abord évident que les mineurs sont soumis au droit commun et tombent sous le coup des articles 319 et 320 du Code pénal. Si, par sa désobéissance envers le chef des travaux, un ouvrier a com-

promis la sûreté des personnes ou des choses de la mine, il sera poursuivi devant les tribunaux correctionnels et passible d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cinquante à six cents francs, en cas de mort d'un tiers occasionnée par cette désobéissance; ou d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de seize à cent francs, ou d'une de ces deux peines seulement, en cas de blessure subie par d'autres mineurs, sans préjudice, bien entendu, de la réparation civile s'il y a lieu.

Il fallait, en outre, à cette armée de travailleurs une discipline sévère. « Nul ouvrier ne sera admis dans les travaux, s'il est ivre ou en état de maladie » (article 29 du décret de 1813). En outre, (art. 26, *ibid.*) tout ouvrier doit avoir un livret; cette obligation, il est vrai, a disparu depuis la loi du 2 juillet 1890. Le directeur n'en doit pas moins tenir un contrôle exact et journalier des travailleurs employés soit à l'intérieur, soit à l'extérieur (art. 27); ces contrôles seront inscrits sur un registre qui sera coté par le maire et paraphé par lui tous les mois et visé par les ingénieurs inspecteurs des mines lors de leur tournée.

Au nombre des mesures préventives, citons encore l'obligation de soumettre les travaux [projetés à l'assentiment de l'administration. Le concessionnaire doit tenir des plans réguliers des exploitations et les adresser périodiquement au préfet; s'il ne le fait pas, ces plans seront levés d'office et à ses frais.

Les ingénieurs ont, en outre, le droit de provoquer des arrêtés préfectoraux prescrivant les mesures que nécessite chaque cas particulier. L'abandon même de la mine peut être imposé, si la sécurité l'exige.

En somme, l'administration possède un pouvoir discrétionnaire. Elle peut, par exemple, intervenir au moyen de règlements, de circulaires ministérielles adressant aux exploitants des recommandations spéciales, ou d'arrêtés préfectoraux obligatoires.

Des mesures plus immédiates encore sont prescrites. Les exploitants sont tenus d'entretenir sur leurs établissements des médicaments et moyens de secours ; un chirurgien payé par eux doit être attaché à chaque mine.

Si, malgré toutes les précautions prises, un accident est survenu, l'exploitant doit en aviser sur le champ le maire et l'ingénieur des mines. Ce dernier, ou, en cas d'absence, le garde-mine se transportera immédiatement sur les lieux, constatera l'accident, en déterminera les causes si c'est possible et dressera du tout procès-verbal qui sera transmis au préfet et au procureur de la République.

D'autre part, le maire et les officiers de police informent les autorités supérieures, s'entendent avec l'ingénieur pour agir comme le réclament les circonstances et font même, s'il y a lieu, les réquisitions nécessaires.

Ainsi une double enquête commence au moment de l'accident :

- 1<sup>o</sup> L'une, administrative, conduite par les agents du



gouvernement qui doivent pénétrer immédiatement dans les travaux, et, après avoir pourvu au plus pressé, se rendent compte de l'état des lieux, sollicitent des renseignements et interrogent les ouvriers ;

2° L'autre, judiciaire, dirigée par les commissaires de police, la gendarmerie et les magistrats du parquet se livrant aux mêmes investigations que les hommes de l'art.

La victime ou ses ayants droit ont toujours, évidemment, le droit de recourir à la justice civile pour obtenir réparation du préjudice causé.

## CHAPITRE II

COMMENT LA LOI DU 8 JUILLET 1890 A PRIS NAISSANCE.

### § 1. — Historique.

Bien des critiques ont été formulées contre le régime minier tel qu'il résulte de la législation existante. Déjà de nombreuses modifications de détail y ont été introduites ; mais elles sont souvent contradictoires, par rapport à des textes non officiellement abrogés. Des questions importantes sont encore sans solution, et si, dans la plupart des cas litigieux, la jurisprudence a pu fixer l'interprétation, elle est encore hésitante sur un assez grand nombre de points (1).

Une enquête avait été ordonnée, le 12 juillet 1873, par l'Assemblée nationale sur la situation de l'industrie houillère en France. Les résultats en sont consignés dans un rapport présenté par M. de Marcère (2). Tout ceci n'aboutit qu'à un projet de M. de Freycinet, du 21 mai 1878, et d'où sortit la loi du 27 juillet 1880 qui n'apportait qu'un changement de peu d'importance.

En 1884, M. Clémenceau, rapporteur d'une commission d'enquête parlementaire sur la condition des ou-

(1) Rapport Bailhaut, 1886, *Documents parlementaires*, t. XX, p. 108.

(2) Rapport Lacombe, 1896, p. 17.

vriers de l'agriculture et de l'industrie en France, se préoccupait surtout de la grève d'Anzin (1).

Rien n'était sorti de ces enquêtes au point de vue des principes généraux concernant les mines. Entre temps cependant on s'était inquiété, d'une façon spéciale, d'assurer plus complètement la sécurité des ouvriers.

Des congrès ouvriers, en 1881, et, au mois d'octobre 1882, la Chambre syndicale des mineurs de Saint-Etienne (2) formulèrent cette idée que le soin de veiller à leur propre sécurité devait être remis aux ouvriers, et qu'il fallait donner à des délégués nommés par eux, sur la présentation de la Chambre syndicale, le droit de visiter, chaque mois, les mines et rédiger les procès-verbaux en cas d'accident.

Dans l'esprit des congressistes, les délégués cessaient de travailler, possédaient un droit de surveillance sur 4, 5 ou 6 puits, non seulement pour sauvegarder la sécurité des ouvriers, mais aussi afin d'assurer une bonne exploitation dans l'intérêt de la nation ; ils prêtaient serment comme les garde-mines ; enfin l'État était chargé de les rétribuer.

Sans doute cet ensemble de réformes était vague au début ; il s'est précisé, dans la suite, dans le sens que nous venons d'indiquer. Nous n'en prendrons pour exemple que les dépositions faites par M. Michel Ron-

(1) Rapport Clémenceau, n° 2695, session de 1884.

(2) Cahier des doléances des mineurs de Saint-Etienne.

det, dans l'enquête à laquelle il a été procédé en 1886 (1), et sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

L'opinion publique s'émut. Deux propositions de lois tendant à l'institution de délégués mineurs furent déposées : 1<sup>o</sup> par MM. Reyneau et Gilliot, le 21 novembre 1882 ; 2<sup>o</sup> par M. Waldeck-Rousseau et autres, le 23 novembre de la même année. Une enquête fut faite en 1883 sur cette intéressante question. Un projet fut adopté pour la première fois, le 16 octobre 1884, en première délibération et, le 7 mai 1885, en seconde. C'était la sanction donnée au rapport déposé par M. Girard, le 5 juillet 1885, suivi d'un supplément, en date du 3 avril 1884.

Depuis lors, le projet primitif a été sans cesse remanié. Il est, à maintes reprises, allé du Sénat à la Chambre, à cause tant des objections de principe soulevées contre lui, que par suite des dissentiments profonds qui existaient entre les deux assemblées. Et ce n'est qu'après huit ans de vicissitudes qu'il a enfin abouti (2).

(1) Enquête Audiffred, 1886.

(2) Voici, pour compléter l'historique, quelques indications :  
1883, 1<sup>re</sup> enquête.

7 mai 1885. Vote du 1<sup>er</sup> projet à la Chambre.

18 décembre 1885. Modifications par le Sénat.

1886. 2<sup>e</sup> enquête parlementaire, Audiffred.

8 juillet 1887. 2<sup>e</sup> vote de la Chambre.

15 juin 1888, le projet au Sénat.

24 mai 1889, — à la Chambre, 3<sup>e</sup> fois.

13 juillet 1889, — au Sénat, 3<sup>e</sup> fois.

19 mai 1890, — à la Chambre, 4<sup>e</sup> fois.

24 juin 1890, — au Sénat, 4<sup>e</sup> fois.

## § 2. — Griefs des ouvriers.

Avant d'aborder l'étude détaillée de la loi du 8 juillet 1890, nous avons à nous demander quels étaient les griefs des ouvriers contre ce qui existait auparavant, et quelles objections formulaient les patrons contre tout projet de réforme. Nous tâcherons de mettre les choses au point.

1<sup>er</sup> *Grief*. — Les compagnies, disaient les ouvriers, ne cherchent qu'à s'enrichir, sans se préoccuper de la sécurité des travailleurs. L'important pour elles est d'offrir à leurs actionnaires de gros dividendes. C'est pour le haut personnel le moyen de se faire allouer de gros traitements et d'importantes gratifications.

2<sup>e</sup> *Grief*. — Les ingénieurs qui exercent la surveillance avec l'Etat tiennent toujours avec les exploitants. Ils ont avec eux une communauté, sinon d'intérêt, au moins d'origine et de situation. Vivant en excellents termes avec tous ceux qui touchent de près ou de loin à la direction de la compagnie, ils manquent de zèle et d'impartialité.

3<sup>e</sup> *Grief*. — En admettant même qu'ils fussent bien intentionnés, ils sont trop peu nombreux pour pouvoir exercer un contrôle et une action efficace. Du reste, le texte même de la loi semble ne pas les obliger à faire beaucoup de visites dans chacune des exploitations placées dans leur circonscription. Une fois par an suffit. Que peut-on attendre d'actes de présence aussi rares ?

4° *Grief*. — Si encore la loi était exécutée ; mais il s'en faut qu'il en soit ainsi.

« Un point ébouleux se produit, un bloc mal étayé et mal surveillé se détache, une explosion de feu grisou vient surprendre les travailleurs. Immédiatement, un ou plusieurs ouvriers sont ensevelis, écrasés, broyés, projetés et brûlés. Que se passe-t-il (1) ?

« Les premiers secours sont donnés aux victimes et l'on appelle l'ingénieur de l'Etat ou le garde-mine qui souvent ne peut immédiatement se transporter sur les lieux en raison, soit de la distance qui le sépare du chef-lieu de l'exploitation, soit de l'exercice de ses fonctions qui l'ont appelé à faire sa tournée dans une autre direction. Il ne peut donc venir examiner l'état des travaux ni ouvrir son enquête avant un temps déterminé. Ce qui arrive est bien simple.

« Les Compagnies emploient ce délai à mettre le lieu du sinistre dans un état tout différent de ce qu'il était au moment de l'accident, précaution qui leur permet de déplacer singulièrement les responsabilités ou tout au moins de les atténuer.

« A son arrivée, l'ingénieur de l'Etat ou le garde-mine qui traite les exploitants en collègue, habitué qu'il est à considérer l'ouvrier comme une entité négligeable, nous dirons presque comme une sorte de terrain secondaire, prend quelques notes, fait subir quelques in-

(1) Voir entre autres documents la *Réponse des ouvriers mineurs aux mémoires des patrons*. Albi, Nouguiès, 1884, p. 19.



terrogations pour la forme, rédige du tout et en double expédition si l'on veut, un rapport insignifiant, rassure l'exploitation un moment alarmée, se laisse accompagner à la gare voisine et tout rentre dans l'ordre. La classe ouvrière compte quelques invalides ou quelques veuves de plus, mais qu'est-ce que c'est ? C'est le métier qui le veut. »

### § 3. — Réponses des patrons.

I. Il est faux que les compagnies ne songent qu'à gagner de l'argent. Leur intérêt même veut qu'elles se préoccupent de la sécurité des ouvriers et de leur bien-être, ne serait-ce que pour obtenir d'eux une plus grande somme de travail. Et ce, abstraction faite des sentiments d'humanité qu'il serait injuste de leur dénier. En veut-on des exemples ?

Consultons la déposition de M. Ch. Ledoux, ingénieur des mines, représentant de la compagnie d'Anzin, dans le rapport Clémenceau (1). Il nous montre l'étendue des sacrifices faits par les exploitants pour les ouvriers : allocations aux caisses de secours et de retraites, service médical et pharmaceutique, subventions aux écoles et aux hospices, frais de funérailles, chauffage gratuit, pertes d'intérêts sur les maisons des mineurs.

Bien loin de spéculer sur la vie de leurs ouvriers, les

(1) Rapport Clémenceau, 1884, p. 148.

patrons se montrent pour eux pleins d'une sollicitude attentive et éclairée.

L'un des plus éminents d'entre eux, M. Plichon, ingénieur civil, député du Nord, membre du conseil d'administration des mines de Béthune, à la bienveillance duquel nous devons de précieux documents, s'exprime en ces termes (1) :

« Si le patron envisage simplement l'ouvrier comme un moteur, comme une machine, la plus parfaite de la nature sans doute et que nul ne pourrait perfectionner puisqu'elle a une âme, le patron, dis-je, non seulement se trompe étrangement, mais, je ne crains pas de l'ajouter, commet une faute grave. Il ne suffit pas, en effet, de rendre aux muscles fatigués, une vigueur nouvelle par une alimentation et un confortable suffisants, il faut donner à l'homme plus que satisfaction matérielle des sens assouvis, il faut nourrir son intelligence et son cœur, en les élevant au-dessus de la besogne terre à terre, faite pour les oblitérer. Ceci est un devoir, mais de l'accomplissement de ce devoir résulte encore un avantage, car c'est le seul terrain où il soit possible de rencontrer chez l'ouvrier autre chose que des sentiments de haine, d'envie et de rancune sociale. »

La preuve la plus concluante de l'efficacité des efforts faits par les compagnies, pour les travailleurs, est la

(1) *La situation des mineurs en France et à l'étranger*, Plichon, Paris, 1890, p. 26.

diminution du nombre des accidents (1). En 1872, il y a 1 ouvrier tué sur 425, 1 blessé sur 59, tandis que dans la période décennale de 1872 à 1881, la moyenne est de 1 tué sur 476, et de 1 blessé sur 77, preuve indéniable que la situation s'améliore et ne mérite pas toutes les critiques dirigées contre elle.

En outre, ainsi que l'indique un état rédigé par M. Hasslacher, conseiller des mines en Prusse sur les accidents survenus dans les divers pays, de 1871 à 1880, le nombre des ouvriers tués a été en Saxe de 1 sur 295, en Prusse de 1 sur 345, en Belgique de 1 sur 414, en Angleterre de 1 sur 424, chiffres de décès sensiblement supérieurs à ceux que fournissent pour la France les diverses statistiques. Ces résultats ne font-ils pas honneur à la vigilance des ingénieurs et à la sollicitude des exploitants pour leur personnel ?

Il y a plus. Le travail des mines est loin d'être, comme l'affirme un préjugé trop généralement répandu, le plus dangereux. On peut citer, comme plus meurtrières, bon nombre d'industries telles que les chemins de fer, la marine marchande, la verrerie, les scieries mécaniques, les fonderies et ateliers métallurgiques (2). Quant aux pêcheurs de morue en Islande, ils perdent en moyenne par naufrage ou accidents : 9.20 sur 1000 ou 1 sur 109, et quand même cette proportion serait excessive, il n'en

(1) Vuillemin, *Les accidents dans les mines*, décembre 1883 ; Aguillon, *Législation des mines françaises et étrangères*, 1886.

(2) Gomel, *Le projet de loi sur les délégués mineurs*, Chaix, 1887.

est pas moins certain que la population maritime est bien plus cruellement éprouvée par les accidents que la population minière.

II. C'est faire injure aux ingénieurs que de les supposer capables de sacrifier leur devoir à leur intérêt. Leur qualité de représentants de l'État leur interdit toute partialité. Et leur surveillance s'exerce aussi bien sur le haut personnel que sur la classe laborieuse. Dans la recherche des causes qui amènent des accidents, ils sont obligés de déterminer toutes les responsabilités : celles qui incombent à la direction comme celles qui résultent de l'imprudence des ouvriers. Et, à en croire certains patrons, ce serait toujours par la faute de ces derniers que se produisent les accidents (1).

III. On a dit que le nombre des ingénieurs est insuffisant. Il est difficile de nier que, avec le développement considérable qu'ont pris en France les gisements miniers, il serait à souhaiter que le personnel auquel l'État en confie la surveillance se trouvât renforcé. Si nous examinons la principale région minière de la France, celle du Nord et du Pas-de-Calais, nous ne trouvons, en 1890, que 12 ou 15 ingénieurs ou contrôleurs des mines pour une population de 50.000 mineurs (2). Il est bien certain que les ingénieurs ne sont obligés qu'à une visite par an dans chacune des exploitations minières placées dans leur circonscription mais, indépendamment

(1) *Mémoires de M. Dupont*, Chaix, 1883.

(2) Féraud-Giraud, t. III, p. 239.

de leurs tournées annuelles, la loi prescrit aussi de visiter à toute heure et dans toutes conditions non seulement les exploitations dans lesquelles il serait arrivé un accident, mais aussi celles qui exigeraient une surveillance particulière (art. 23 du décret du 3 janvier 1813) (1). Dans ces conditions, vu l'étendue de leurs circonscriptions, les ingénieurs sont surchargés de besogne. Mais si une réforme est jugée nécessaire, qu'on augmente leur nombre, sans créer un organe nouveau.

IV. Si des accidents se produisent encore, il ne faut pas en accuser le personnel chargé de la surveillance. Sa compétence est hors de doute. Formés par des études spéciales, les hommes qui le composent possèdent une forte culture scientifique, et sont ainsi à la hauteur de la mission qui leur est confiée.

Ainsi que le disait l'ingénieur en chef des mines, Rigaud à la séance du 8 novembre 1885, dans une réunion de la Société de l'industrie minérale du Sud-Est, sans distinguer l'ingénieur-directeur général de l'entreprise, de ses auxiliaires et des agents de l'État :

« Les économistes nous parlent sans cesse du capital et du travail comme étant les deux facteurs de l'industrie ; il me semble qu'ils négligent à tort un troisième facteur, qui forme la liaison nécessaire entre les deux premiers.

« C'est l'ingénieur qui doit guider le travail de l'ouvrier

(1) Baihaut, Discours du 19 mai 1890, Chambre.

dans la voie la plus productive et qui porte en même temps le fardeau de la sécurité du travailleur ; c'est lui qui étudie le plus judicieux emploi des capitaux dans un but industriel bien déterminé, et sans lui les richesses du sol restent à peu près inertes. Dans cette mission bien souvent délicate les luttes ne manquent pas et parfois le malheureux ingénieur devient le bouc émissaire d'une entreprise mal conçue ou mal dirigée. Il a contre lui la routine, l'imprudence et l'exigence de l'ouvrier, contre lui encore l'impatience du capitaliste et de l'actionnaire ; bien heureux quand la vindicte publique ne vient pas cruellement lui demander compte d'un désastre qu'il n'a pu empêcher. Résister aux entraînements des uns et aux faiblesses des autres, appuyer des conseils sur une instruction étendue, sur l'expérience et sur un caractère ferme et loyal, défendre ainsi jusqu'à la dernière extrémité les intérêts qui lui sont confiés, telle est la mission de ce collaborateur oublié. »

Et lorsque les ouvriers viennent dire que la loi n'est pas exécutée :

1<sup>o</sup> Parce que l'ingénieur ne peut pas se rendre immédiatement sur les lieux où s'est produit un accident ; 2<sup>o</sup> parce que les Compagnies se hâtent de modifier l'état de la mine de façon à changer les responsabilités ; les patrons répondent que, conformément à une circulaire du 30 avril 1883, l'agent de l'État ne manque jamais d'accourir, d'interroger chaque témoin



séparément, et, au sortir de la mine, il va même entendre le blessé si la chose est possible (1).

En ce qui concerne les responsabilités, elles sont régies par les articles 1382 et suivants du Code civil (2). Si les mineurs prouvent qu'il y a faute des patrons, ils ont droit à une indemnité. L'état des lieux n'est modifié que si cela est absolument indispensable pour éviter un accident plus grave.

#### § 4. — Critiques contre l'institution des délégués mineurs.

Non seulement les exploitants défendaient l'inspection telle qu'elle était organisée, mais ils s'élevaient énergiquement contre l'idée émise par la Chambre syndicale de St-Etienne et contre les projets de loi s'en inspirant.

I. Créer des délégués ouvriers, ce serait établir la guerre et le désaccord à l'état permanent et aigu (3). Pour qu'une surveillance soit effective, il faut qu'il y ait unité.

Quand les ouvriers auront des délégués qui parleront en leur nom, et qui s'inscriront en faux contre tout ce qui sera fait par les ingénieurs, il y aura conflit perpé-

(1) *Mémoires de M. Etienne Dupont* et des représentants des bassins du Nord et du Pas-de-Calais, de la Loire, de l'Allier, de Brassac, du Midi et de Saône-et-Loire.

(2) La loi récente sur les accidents (1898) a modifié cet état de choses.

(3) *La question des délégués mineurs*, Chaix, 1887.

tuel, ce sera l'anarchie passée à l'état d'institution.

L'esprit de discipline disparaîtra ; les mineurs seront toujours disposés à recourir à la force pour imposer aux exploitants leurs prétentions, même les moins justifiées. La grève sera une menace permanente (1). Comment, dans de pareilles conditions, l'industrie minière pourrait-elle, non pas prospérer, mais vivre ?

Elle a déjà à lutter contre des obstacles économiques de toute nature.

Les prix de vente vont s'avitissant, alors que les prix de revient augmentent par suite de la hausse des salaires. Ajoutez à cela la concurrence étrangère, chaque jour plus redoutable, et vous comprendrez qu'il serait périlleux d'aggraver une situation déjà si alarmante. L'institution nouvelle sera dangereuse, parce que cette complication du jeu de l'organisation deviendra une entrave, et que l'exagération du rôle que se donneront les délégués servira de prétexte à une guerre continuelle (2).

En effet, qu'on l'avoue ou non, les ouvriers, au lieu d'assurer leur sécurité, chercheraient à s'immiscer sans cesse dans les questions techniques d'exploitation, récrimineraient perpétuellement, rendraient impossible toute action dirigeante. Ils compromettraient l'existence même de l'industrie qui les fait vivre, et n'aboutiraient

(1) Gomel, *id.*

(2) *Enquête législ.*, 1883 (Tranchant, administrateur des mines de la Loire).

qu'à exaspérer encore la lutte du travail contre le capital (1).

II. Ce serait, ajoutent les patrons, étendre d'une façon abusive l'intervention de l'État. N'est-ce pas déjà beaucoup que le législateur ait soumis l'industrie des mines à une réglementation toute spéciale? Dans aucune autre il n'est porté de plus sérieuses atteintes à la liberté des contrats, au droit qu'a l'individu de disposer à son gré de son activité. Sous le couvert d'intérêt public et supérieur, l'État intervient dans tout, se mêle de tout. Un pas de plus et c'est le socialisme d'État (2).

III. La compétence des délégués est au moins contestable. « Il faudrait méconnaître les premiers éléments de l'art des mines pour croire que l'ouvrier le plus habile dans sa spécialité recevra, de par la grâce efficiente de l'élection, cette compétence générale en matière d'exploitation des mines, qui peut seule permettre de se prononcer en connaissance de cause dans les questions que cette exploitation soulève (3). » Il est certain que, dans le travail auquel il est journellement employé, le mineur peut, qu'il soit piqueur ou boiseur, avoir une opinion assez nette (4). En dehors de ces occupations spéciales, quelles garanties de savoir et d'expérience peut-il offrir si, par exemple, ainsi que le réclame la Cham-

(1) *Enquête législ.*, passim.

(2) *Enquête* Clémenceau, 1884. L'Etat doit-il intervenir ? — *Observations* sur le projet de loi Waldeck-Rousseau.

(3) Aguillon, *Traité de législation des mines*.

(4) *Enquête* Audiiffred, 1886, déposition Voilquin.

bre syndicale de Saint-Etienne, il doit s'inquiéter de la marche générale des travaux ?

IV. La création nouvelle serait inutile. En effet, comme l'a établi M. Guary, directeur général des mines, devant la commission de la Chambre (1), parmi les causes d'accidents, on peut constater 995 cas fortuits sur 1000. Ils se sont produits avec une soudaineté telle qu'il aurait été impossible de les prévenir, même par une visite faite une heure avant la catastrophe. Il en est ainsi des éboulements de pierres, des chutes d'ouvriers dans les plans inclinés, etc.

Quel élément nouveau de sécurité apporterait donc la présence de délégués ? Changeront-ils ce qui tient à la force des choses ? D'ailleurs n'y a-t-il pas dans les galeries des maîtres mineurs, des patrons, des chefs de poste, qui toujours là, exposés aux mêmes périls, ont le même intérêt à les prévoir et à les éviter ?

V. Si encore ces représentants des travailleurs se renfermaient strictement dans l'exercice des fonctions que leur aurait confiées une loi sagement élaborée, on pourrait en attendre d'utiles services, mais, très certainement, ils ne tarderaient pas à dépasser leurs pouvoirs (2). Toujours enclins à se créer une popularité facile, ils élargiront sans cesse dans la pratique leurs droits d'investigation, s'occuperont des questions qui

(1) Gomel, *Le projet de loi sur les délégués mineurs*.

(2) *Observations* présentées au nom des concessionnaires et exploitants des mines diverses de la Loire, du Nord, etc.

leur sont le plus étrangères, exciteront les ouvriers contre le haut personnel et, au lieu de faire œuvre utile, ne seront que des politiciens.

VI. Et du reste, ajoutaient enfin les patrons, tout ce que l'on a tenté dans ce sens n'a jamais réussi.

Si nous prenons les lois anglaises de 1872 et 1887, nous voyons que des différences essentielles existent entre ce qu'elles ont décidé sur ce point et l'institution proposée en France (1). Et cependant, les dispositions relatives à ces représentants des ouvriers salariés par eux et facultatifs sont tombées en désuétude.

Chez nous, en 1848, les ouvriers mineurs du bassin de la Loire ont, de leur propre initiative, créé des délégués auxquels on donna le nom de présidents des puits (2), et sans que ce fait fût sanctionné par aucune loi. Leur mission était de protéger leurs camarades contre les hasards de l'exploitation, et aussi de servir d'intermédiaires entre eux et les sociétés de mines qui les employaient.

Le résultat de cette tentative fut mauvais (3) ; non seulement ces intermédiaires n'agissaient pas dans le sens de la conciliation, mais tout au contraire multipliant les réclamations auprès des directeurs, ils entravaient la marche de l'exploitation. En effet, les ouvriers soutenaient leurs mandataires, et menaçaient, à

(1) Blavier, discours 24 juin 1890, Sénat.

(2) Rapport Audiffred, 1886. Déposition Voilquin.

(3) Féraud-Giraud, t. III, *Les délégués mineurs*. — Gomel, *Le projet de loi sur les délégués mineurs*.

chaque instant, de ne plus descendre dans les mines. « Certains ingénieurs furent obligés de quitter leurs travaux, d'autres furent menacés, et enfin, lorsque l'ordre fut rétabli, on considéra la création des délégués mineurs comme quelque chose de calamiteux. » Somme toute, l'institution ne dura que 4 mois et disparut dans des conditions telles que la tentative ne fut point renouvelée. Un essai qui a donné d'aussi déplorables résultats réussirait-il mieux aujourd'hui ?

Au cours de l'enquête Audiffred, dans la séance du 23 mars 1886, il fut allégué que la compagnie d'Anzin avait déjà fait l'expérience de représentants ouvriers ressemblant fortement à ceux que proposait le projet de loi. Le fait était certifié par un administrateur de la compagnie et par M. Brossard, sénateur (1).

D'après une note ultérieure de M. Brun, de la société de l'Escarpelle, voici, selon les déclarations de M. Guary, directeur de la compagnie d'Anzin, ce qui a donné naissance à cette allégation.

« Il est d'usage à la compagnie d'Anzin et dans d'autres exploitations grisouteuses du bassin de faire procéder, tous les lundis et les lendemain des jours de chômage, à une visite des travaux avant l'entrée des ouvriers dans la mine. Cette visite, qui est d'ailleurs prescrite par les règlements homologués de certaines compagnies, est faite dans chaque quartier de l'explo-

(1) Enquête Audiffred. Observations du président sur l'article 2.



tation par le porion du quartier accompagné de un ou deux ouvriers de confiance. Depuis quelque temps dans une des cinq divisions de la compagnie d'Anzin, ces ouvriers qui secondent le porion dans sa visite sont choisis par les administrateurs des caisses de services mutuels, au lieu d'être désignés par les chefs de la mine. Mais il est bien entendu qu'il s'agit ici d'une surveillance particulière qui n'a aucun caractère permanent, et qui ne ressemble pas dès lors à l'institution projetée » (1).

§ 5. — Raisons qui ont fait adopter la loi.

De ces débats, dans lesquels des intérêts opposés se trouvaient en présence et où la passion avait dû nécessairement conduire les esprits à de certaines exagérations, il est permis de dégager certaines vérités dont l'évidence s'est imposée au législateur et a fait triompher le principe des délégués mineurs.

Nous ne nous arrêterons pas aux reproches adressés aux administrations des mines de ne chercher qu'à satisfaire leurs actionnaires, et aux ingénieurs de manquer de zèle et d'impartialité. Si ces accusations ont pu paraître fondées dans certains cas exceptionnels, il serait injuste de généraliser.

Il pourra arriver que la compagnie concessionnaire se

(1) Enquête Audiffred, 1886. Note ultérieure de M. Brun.

trouve placée entre le désir que lui inspire l'humanité d'éviter les accidents et le désir né de son intérêt d'échapper aux dépenses nécessaires pour assurer plus complètement la sécurité (1). Cependant elles exercent une surveillance très active, et au fond la situation est meilleure en France que partout ailleurs.

Quant aux ingénieurs, ils sont particulièrement compétents, leur valeur est incontestable, et ils ont donné en maintes circonstances des preuves de dévouement dignes de tout éloge. Mais suffirait-il d'augmenter leur nombre pour assurer une surveillance absolument efficace ? On ne l'a pas pensé et avec raison selon nous.

Les ouvriers manquent de confiance dans les ingénieurs. Il a donc paru nécessaire de donner aux travailleurs plus directement exposés aux accidents, des représentants dans la surveillance, afin que, moins timorés, ils ne craignent pas de signaler les dangers qu'ils redoutent (2).

Le délégué mineur a, en outre, l'avantage de pouvoir constater *de visu* l'état des lieux, presque immédiatement après l'accident, ce qui permet d'établir bien nettement les responsabilités (3).

Et qu'objecte-t-on contre le projet de loi ?

Il est injuste de dire qu'il serait une source de conflits. Il est vrai que des actes d'indiscipline se produisent

(1) Baihaut, Discours dans la séance de la Chambre du 19 mai 1890.

(2) Féraud-Giraud, t. III. *Les délégués mineurs*.

(3) Enquête 1886. Déposition de M. Brun.

quelquefois dans les mines, mais faut-il en conclure que les représentants des ouvriers seront animés d'un esprit hostile contre leurs supérieurs hiérarchiques? Il n'y a là ni anarchie, ni désorganisation à craindre. Le délégué n'étendra jamais ses investigations sur la partie technique de l'exploitation en tant que direction ou conduite scientifique des travaux. Ce rôle appartiendra aux directeurs et aux ingénieurs (1).

Certains initiateurs du projet de loi avaient peut-être songé à porter jusque-là la compétence du mandataire des travailleurs; mais cette idée première avait été très vite abandonnée. Et dès lors, que restait-il à craindre?

Dira-t-on que c'est comme un prélude du socialisme d'État? Partout où l'intérêt général est en jeu, l'État a le droit et le devoir d'intervenir. Deux thèses se trouvent en présence : — l'individualisme pur, laissant à chacun le libre exercice de son activité, sans qu'aucune réglementation puisse venir le gêner; dans ce système l'individu est tout, la collectivité n'est rien; — l'étatisme où chaque homme disparaît, perdu dans la nation. Alors, les détails de la vie sont si minutieusement prévus et ordonnés qu'il n'y a plus place pour la liberté (2).

Ces deux systèmes économiques sont faux, car ils sont absolus, la vérité est entre les deux. Dans la ques-

(1) *Réponses des ouvriers mineurs français aux mémoires*, 2<sup>e</sup> partie. *Les délégués mineurs*.

(2) Cf. Discours Paris, du 3 décembre 1885 au Sénat.

tion des mines, le législateur semble s'être préoccupé de sauvegarder à la fois le droit qui appartient aux travailleurs de veiller eux-mêmes à leur sécurité (1), et le droit de police supérieur qu'on ne saurait refuser à l'État; en faisant ainsi la part aux intéressés d'un côté, et de l'autre à l'autorité centrale, bien loin d'exagérer d'une façon abusive l'intervention de l'État, on semble au contraire la restreindre, en laissant aux individus groupés une plus grande initiative.

Nous nous trouvons d'ailleurs ici en présence d'une propriété présentant un caractère tout particulier, concédée gratuitement, subventionnée même parfois, et touchant davantage à l'intérêt général. En faut-il plus pour justifier l'action de l'État, alors surtout qu'il ne s'agit plus, comme en 1810, d'établir un contrôle direct, mais simplement de faciliter par voie législative aux intéressés l'exercice de leurs droits ? (2).

Quant à la compétence des délégués, qu'elle ne soit pas générale, c'est bien évident et cette prétention ne saurait être admise; mais il est hors de doute que leurs connaissances pratiques et leur présence constante dans la mine les rendent auxiliaires précieux du corps des ingénieurs. Et en pareille matière, quand il est ques-

(1) Cf. Jay, *L'évolution du régime légal du travail*, *Revue politique et parlementaire*, juin 1897 (quant à la légitimité de l'intervention des intéressés).

(2) Rapport Lacombe, 1896, *Légitimité de l'intervention de l'Etat sur la sécurité dans les mines*. — Rapport Clémenceau, 1884, *L'Etat doit-il intervenir sur Anzin ?*

tion de sauver la vie de plusieurs centaines d'hommes que la nature de leur travail expose à tant de dangers, rien ne saurait être négligé (1). Quelque nombreux que soient les surveillants, ils ne seront jamais assez, et la sécurité absolue du travail des mines est un idéal qu'on poursuivra longtemps encore, sans jamais hélas l'atteindre complètement (2).

Qu'on ne craigne pas que le mandataire des ouvriers dépasse sa mission. La loi n'est-elle pas là, renfermant dans de sages limites le rôle qu'il doit remplir ? C'est qu'en effet, si à la Chambre on se préoccupait moins de délimiter son action, on semble avoir tenu au Sénat à préciser ses fonctions.

Il n'est du reste pas tout à fait exact de dire que les tentatives en ce sens, n'ont jamais réussi. La loi anglaise n'a peut-être pas été assez généralement appliquée, comme nous le savons ; mais n'est-ce pas aux différences essentielles la séparant de la législation française qu'il faut attribuer ce résultat insuffisant ?

Si, en 1848, les présidents de puits n'ont pas réussi, c'est qu'ils étaient institués à une de ces époques troublées de notre histoire, où les esprits surexcités manquent de pondération, et se laissent plus facilement encore entraîner par les passions politiques.

Quant à la création des surveillants particuliers dont parlait M. Brun, il y a là, à notre avis du moins, un pré-

(1) *Réponses des ouvriers mineurs français aux mémoires.*

(2) *Ibid.*

cèdent aux délégués mineurs. Comme eux ils sont nommés à l'élection, et peu importe après cela par qui ils sont choisis, si leur rôle est très restreint, et s'ils sont temporaires.

Le principe est posé, il appartient au législateur de 1890 de le développer.



## CHAPITRE III

### QU'EST-CE QUE LE DÉLÉGUÉ ? — ÉTENDUE DE SA CIRCONSCRIPTION.

#### § 1. — Qu'est-ce que le délégué ?

L'article 1<sup>er</sup>, § 1, de la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs décide :

« Des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs sont institués conformément aux dispositions de la présente loi pour visiter les travaux souterrains des mines, minières ou carrières dans le but *exclusif* d'en examiner les conditions de sécurité pour le personnel qui y est occupé et d'autre part, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit. »

De ce texte, résulte le caractère obligatoire des délégués. Mais cette idée ne fut pas admise sans discussion.

A la Chambre, M. Piou proposait la création facultative de représentants des ouvriers. On aurait pu, dit-il (1), « imiter la législation anglaise de 1872, laisser à l'institution des délégués mineurs un caractère absolument privé. Leurs camarades auraient eu la mission de les nommer, de les surveiller, de les rémunérer. Cette ins-

(1) Piou, séance du 17 juin 1887, Chambre.

titution aurait dû se rattacher à un vaste système de représentation ouvrière qui aurait eu pour effet d'arracher l'ouvrier de la grande industrie à l'état d'impuissance et d'isolement auquel il est réduit, et en même temps de multiplier les rapports entre lui et les patrons. Par cette réciprocité on serait arrivé à faire cesser les défiances et les malentendus. » Et ce système avait déjà été soutenu à diverses reprises à la Chambre, dès 1885; il le fut encore, le 1<sup>er</sup> juillet 1887, par M. de Clercq, qui disait en substance : La législation proposée en France ne ressemble en rien à ce qui a été tenté en Angleterre. On peut concevoir qu'on ait jugé utile de laisser aux ouvriers le droit de se donner des mandataires, quand ils le jugeront convenable, là où les exploitants n'étaient pas responsables des accidents du fond, et où la propriété du dessus entraînait celle du fond (1).

Au Sénat, MM. Paris et Blavier avaient soutenu la même idée. L'amendement proposé était ainsi conçu :

« Dans toutes les exploitations ouvrières qui occupent plus de 200 ouvriers travaillant à l'extraction ou employés au fond de la mine, *il pourra* être établi, à la demande de la majorité, un ou plusieurs délégués mineurs et autant de suppléants. »

La protection obligatoire, en effet, violerait le principe même de la liberté du travail, serait contraire au but que l'on se propose. Quand il s'agit de protéger les majeurs,

(1) Débats parlementaires, Chambre. Discours de Clercq, 1<sup>er</sup> juillet 1887.

il conviendrait au moins de les consulter (1). Même en se plaçant au point de vue purement ouvrier, ce présent forcé pourrait avoir des inconvénients : « Qu'un accident de mine survienne, disait M. Paris, et que l'on en recherche les causes ; sur le registre contenant les observations des délégués mineurs, on lira que, la veille, le jour même de l'accident, la visite réglementaire a été faite, que tout a été trouvé dans un parfait état.

« La famille de la victime, réclamant des dommages-intérêts, cherchera à établir telle ou telle défectuosité dans le boisage, dans les appareils de transport. On lui opposera le procès-verbal rédigé par le délégué : Tout était en règle ! Les familles des mineurs pourront donc être compromises dans leurs intérêts, quand elles soulèveront des réclamations au point de vue de la réparation du dommage causé à un père, à un mari tué dans son travail ; et cela par le fait même de la protection que vous leur aurez imposée (2). » L'éminent orateur insistait et se demandait ce qui arriverait si la majorité des ouvriers, rejetant une protection suspecte à leurs yeux, refusait de voter. Comment les y contraindre ? Comment empêcher les plus turbulents, qui seuls se réuniront, de choisir les délégués parmi eux ?

D'autre part, le principe de l'obligation était énergiquement soutenu.

Parfois, il est vrai, disait-on, la présence du délégué

(1) Discours Paris, 3 décembre 1885, Sénat.

(2) *Ibid.*, 3 décembre 1885, Sénat.

mineur pourra changer la responsabilité, au désavantage de l'ouvrier, mais là n'est pas la question. L'idée de justice doit dominer en pareille matière; les tribunaux resteront maîtres de leur décision. Ils trouveront dans les rapports transmis par les représentants ouvriers des éléments d'appréciation précis, formels, qui permettront de statuer en parfaite connaissance de cause (1).

En fait, avec le système obligatoire, ajoutait M. Béral (2), les ouvriers ne s'abstiendront pas de voter, sauf quelques rares exceptions. Il n'y a donc pas à redouter une application de la loi dans les conditions les plus déplorable; la fraction la plus turbulente des mineurs ne sera pas la seule à user de son droit. Il faut se méfier singulièrement du bon sens, de l'intelligence, de la raison des ouvriers, pour penser qu'ils laisseraient ainsi tomber, de gaieté de cœur, des intérêts aussi graves entre les mains des personnalités les plus dangereuses. Du reste, ceux qui veulent que l'institution nouvelle soit une simple faculté ne semblent pas prévoir une objection qui peut leur être adressée : Ils créeraient en effet une cause permanente de discorde entre les exploitants et leurs ouvriers. Lorsque la loi s'impose à tous, les répugnances des patrons doivent se taire. Les ouvriers, de par un arrêté préfectoral, seront convoqués pour voter. Si la nomination des représentants ouvriers est purement facultative il n'en sera plus de même. Les exploi-

(1) Discours Béral, 5 décembre 1885, Sénat.

(2) *Ibid.*, 5 décembre 1885, Sénat.

tants viendront dire : nous nous opposons à un vote qui porte atteinte à un droit de propriété et à la discipline. Ajoutons à cela les divisions qui existeraient entre les mineurs eux-mêmes, parmi lesquels il y aura deux partis, ceux qui voudront user de la permission accordée par la loi et ceux qui seront animés du même sentiment que les patrons (1).

Et nous comprendrons pourquoi le Sénat repoussa l'amendement Paris-Blavier par 163 voix contre 84.

Les partisans de la nomination facultative des délégués n'avaient point désarmé. Tout en ne négligeant pas dans une certaine mesure les objections formulées à la tribune en 1885, M. Blavier présenta le 26 juin 1890 un amendement à l'article 1<sup>er</sup> déjà tant de fois remanié, « Dans toute exploitation — disait-il — de mine, minière ou carrière reconnue dangereuse *par un décret du Président de la République, sur l'avis du conseil général des mines*, des délégués à la sécurité des ouvriers sont constitués conformément aux dispositions de la présente loi pour visiter les travaux souterrains dans le but exclusif d'en examiner les conditions de sécurité pour le personnel qui y est occupé, etc... »

Par là, les délégués mineurs seraient constitués non plus lorsque la majorité des ouvriers l'aurait demandé, ainsi que le voulait l'amendement de 1885, mais quand l'autorité administrative l'aurait décidé, après avis des

(1) Demôle, ministre des travaux publics, 5 décembre 1885, Sénat.

personnes compétentes (1). Mais déjà dans le sens de la commission, M. Béral, rapporteur, n'avait pas eu de peine à montrer que c'était imposer au conseil général des mines une tâche excessivement difficile, celle de faire une classification entre les exploitations en raison des dangers qu'elles peuvent présenter.

Dans la discussion publique au Sénat, les mêmes arguments furent repris et développés. Ce serait faire peser sur l'administration une redoutable responsabilité. Le jour où un accident se produirait dans une mine dispensée de délégués, un concert d'imprécations et de malédictions ne manquerait pas de s'élever contre l'imprévoyance ou l'impéritie du gouvernement (2). Ces observations étaient justes, le Sénat le comprit, et, par 192 voix contre 63, repoussa la proposition Blavier et le principe de l'obligation était définitivement adopté.

Quand on étudie l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1890, on doit encore remarquer que le titre même en avait été précisé. Il s'agit non plus de *délégués mineurs*, mais de *délégués à la sécurité des ouvriers mineurs*. On a tenu à spécifier nettement le but de cette institution de manière à empêcher tout empiétement dans l'ordre politique. Le Sénat (et c'est un des points où il se séparait de la Chambre pour qui cette préoccupation n'était que secondaire), craignait en effet de voir ces élus des ou-

(1) Discours Blavier, 26 juin 1890, Sénat.

(2) Discours Béral, 26 juin 1890, Sénat.



vriers devenir une sorte d'état-major de grève, un cadre tout préparé pour la guerre sociale (1).

Il fallait donc circonscrire nettement le rôle de ces mandataires, et voilà pourquoi ils sont créés *dans le but exclusif* de veiller à la sécurité.

## § 2. — Circonscriptions.

### *Règles générales.*

« Un délégué et un délégué suppléant exercent leurs fonctions dans une circonscription souterraine dont les limites sont déterminées par un arrêté du préfet rendu sous l'autorité du ministre des travaux publics, après rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant entendu.

« Tout ensemble de puits, galeries et chantiers dépendant d'un même exploitant et dont la visite détaillée n'exige pas plus de six jours, ne constitue qu'une seule circonscription. Les autres exploitations sont subdivisées en deux, trois, etc. circonscriptions, selon que la visite n'exige pas plus de douze, dix-huit jours, etc.

« Un même arrêté statue sur la délimitation des diverses circonscriptions entre lesquelles est aussi divisé, s'il y a lieu, l'ensemble de puits, galeries et chantiers voisins dépendant d'un même exploitant, sous le territoire d'une même commune ou de plusieurs communes contiguës.

(1) Discours Yves Guyot, 26 juin 1890, Sénat.

« A toute époque, le préfet peut, par suite de changements survenus dans les travaux, modifier, sur le rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant entendu, le nombre et les limites des circonscriptions.

« A l'arrêté préfectoral est annexé un plan donnant la délimitation de chaque circonscription et portant les limites des communes sous le territoire desquelles elle s'étend. Ce plan est fourni par l'exploitant en triple expédition sur la demande du préfet et conformément à ses indications.

« L'arrêté préfectoral est notifié dans la huitaine à l'exploitant auquel est remis en même temps un des plans annexés audit arrêté.

« Ampliation de l'arrêté préfectoral avec un des plans annexés reste déposée à la mairie de la commune qui est désignée dans l'arrêté parmi celles sous lesquelles s'étendent les circonscriptions qu'il délimite ; elle y est tenue, sans déplacement, à la disposition de tous les intéressés.

« Un arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines, peut dispenser de délégués toute concession de mines ou tout ensemble de concessions de mines contiguës ou tout ensemble de travaux souterrains, de minières ou carrières qui, dépendant d'un même exploitant, emploierait moins de vingt-cinq ouvriers travaillant au fond (article 1, suite et fin). »

Il ressort du texte un peu confus de cet article divers points qu'il importe de mettre en lumière :

1° L'étendue de la circonscription est déterminée par le temps qu'il faut pour la visiter, et chacune d'elles ne pourra comprendre que des travaux dont la visite détaillée n'exige pas plus de six jours. Dans ces conditions, comme le délégué, ainsi que nous le verrons dans un article subséquent, n'est astreint qu'à deux visites par mois, il sera au maximum occupé pendant douze jours sur trente.

2° La circonscription devra dépendre du même exploitant.

3° Elle sera délimitée par arrêté préfectoral rendu sous l'autorité du ministre des travaux publics.

4° Le préfet peut modifier les circonscriptions sur le rapport de l'ingénieur des mines après avoir entendu l'exploitant, si des changements sont survenus dans les travaux.

5° Il peut, dans les mêmes formes, dispenser de délégués les mines où sont employés moins de vingt-cinq ouvriers (1).

Le premier de ces points a donné lieu à de graves désaccords entre la Chambre et le Sénat. Une importante question en effet se posait, celle de l'indépendance des délégués mineurs. Doit-on, disait M. Jaurès le 24 mai 1889, restreindre la circonscription de chaque délégué de façon que celui-ci reste en même temps ouvrier, ou doit-on au contraire l'étendre, renfermer le délégué

(1) Rapport Baihaut, Annexe à la séance, 15 mars 1890. Chambre.

dans l'exercice de ses fonctions et disposer ainsi de tout son temps ?

Divers systèmes ont été soutenus.

I. Dans l'ordre chronologique, on a tout d'abord proposé *un délégué par puits*, dès que la loi s'est formulée un peu nettement. L'avantage de cette idée était incontestablement la simplicité ; mais elle soulevait de graves objections présentées par les ouvriers eux-mêmes.

On aura grand'peine, disaient-ils, à trouver dans chaque puits deux ouvriers ayant des connaissances techniques suffisantes.

En outre, les puits sont très dissemblables quant à leur importance (1). Le nombre des ouvriers qui y sont employés varie suivant les régions dans la proportion de 1 à 8. Tandis que, dans les grandes fosses, un délégué serait tout à fait insuffisant et ne pourrait avoir qu'un rôle inefficace quant aux accidents à prévoir ou à constater, dans les petites, un élu spécial n'est pas nécessaire et ne trouverait pas à s'y occuper.

Pour toutes ces raisons, la commission de la Chambre tout d'abord favorable à l'idée d'un délégué par puits, revint sur son impression et proposa le rejet de l'article.

II. Une théorie nouvelle apparut qui prenait pour base des circonscriptions *non plus le nombre des puits mais celui des ouvriers*. Au reste voici le texte de l'ar-

(1) Cf. les dépositions de M. Roudet. Enquête Audiffred, 1886.

ticle 1<sup>er</sup> tel qu'il fut voté en 1885 par le Sénat modifiant légèrement ce que la Chambre avait déjà adopté en ce sens :

« Dans toutes les exploitations minières qui occupent *plus de deux cents ouvriers* travaillant à l'extraction ou employés au fond de la mine il devra être établi une ou plusieurs circonscriptions à chacune desquelles seront attachés un délégué mineur et un délégué suppléant appelé à le remplacer en cas d'empêchement.

« Il pourra être établi des circonscriptions de délégués dans les exploitations occupant un moins grand nombre d'ouvriers. Il sera même loisible de grouper, pour être comprises dans une même circonscription, des exploitations distinctes d'un même bassin.

« Dans l'un et l'autre cas, il y sera pourvu par des décrets qui fixeront l'étendue de chaque circonscription...

« A toute époque, des décrets pourront créer de nouvelles circonscriptions, modifier les circonscriptions existantes et même les supprimer si elles ne se trouvent pas ou ne se trouvent plus dans les conditions visées par le paragraphe premier. »

Ainsi l'obligation de nommer les délégués existe pour les exploitations occupant plus de deux cents ouvriers, la nomination est facultative si le nombre des ouvriers n'est pas supérieur à deux cents (1).

(1) Féraud-Giraud, t. III, *Les délégués mineurs*.

D'après les affirmations de M. Rondet (1), dans l'enquête Audiffred, les ouvriers repoussaient le chiffre de deux cents pris pour base d'évaluation. On ne trouvera pas, disait le déposant, un délégué par 200 ouvriers sachant lire et écrire et connaissant tous les genres de travaux souterrains. Le plus souvent, les mineurs débutent à 10, 12, 14 ans et n'ont pas fait d'études ; ils se recrutent parmi les populations les plus pauvres et les moins instruites (2). On avait déjà fait la même objection, comme nous l'avons vu, pour le système d'un élu par puits.

III. Sans trop tenir compte de ces critiques, la commission de la Chambre, en 1886 (3), proposa : « dans toute exploitation de mine, carrière souterraine et carrière à ciel ouvert assimilée, il devra être établi un délégué et un délégué suppléant aux fins prévues dans la présente loi. Toutefois un arrêté du préfet rendu sur le rapport des ingénieurs des mines pourra dispenser de délégués les exploitations qui occuperaient moins de 25 ouvriers au fond.

« Si une exploitation occupe plus de 250 ouvriers au fond, un arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines, pourra la diviser en sections ayant chacune un délégué suppléant. Ces sections seront des

(1) Enquête Audiffred, 1886. Article I, *Délégués mineurs*. Quant aux controverses soulevées par ce système, dépositions Pernolet, Dupont et Voilquin.

(2) Rondet. Enquête Audiffred, 1888, *Délégués mineurs*. Article I.

(3) Rapport Guillaumou, *Délégués mineurs*, 12 juillet 1886.



circonscriptions souterraines définies par un plan qui restera annexé à l'arrêté du préfet.

Ce texte était loin d'être clair. Malgré les commentaires de M. Guillaumon qui, il faut bien le dire, y découvrirait ce qu'on n'apercevait pas à la lecture, il resta toujours confus et la Chambre en fit prompte justice. Il semblait toutefois en résulter ceci : le rapporteur accordait *un délégué par 250 ouvriers travaillant sous les ordres d'un même concessionnaire*.

IV. M. Basly présenta un contre-projet d'après lequel la circonscription devait comprendre *un ensemble de deux mille ouvriers* travaillant à l'extraction ou au fond de la mine (1). Pour y arriver, des exploitations distinctes d'un même bassin peuvent être groupées. Lorsque le nombre des ouvriers dans un bassin sera inférieur à deux mille, des circonscriptions doivent être cependant établies.

Il y a là une extension très considérable du nombre des ouvriers pris pour point de départ. D'où venait cette différence d'opinion ? Du désir alors pleinement exprimé d'assurer au représentant des travailleurs une complète indépendance. Les congrès ouvriers tenus à St-Etienne avaient nettement montré sur ce point leur manière de voir. Ils voulaient donner au délégué une mission assez étendue pour occuper tout leur temps et les soustraire ainsi à l'action des patrons. M. Basly avait été, en cette circonstance, leur interprète.

(1) Basly, séance de la Chambre du 24 juin 1887. Dumolard, Thèse sur les délégués mineurs, 1897, Paris. Cf. Chambre des députés, 24 juin 1887.

M. de Heredia prouva d'une façon évidente, prenant la parole en sa qualité de ministre des travaux publics, l'impossibilité matérielle de la réalisation de ce désir. Il n'y a, en tout, que 7 concessions de mines sur 476 existant en France et en Algérie qui occupent 2.000 ouvriers. Dans ces conditions l'amendement fut retiré.

V. M. Jaurès, se ralliant à une transaction présentée par M. Basly, fit, au nom de la Commission, un rapport verbal à la Chambre et s'exprima en ces termes :

« Nous prenons pour base non plus tel ou tel groupe d'ouvriers, mais une unité réelle l'*exploitation de la mine* et nous disons : à toute exploitation, quel que soit le nombre des ouvriers, qu'il y en ait 250, 500 ou 1000, il sera attaché un délégué et il n'en sera attaché qu'un. »

Si le chiffre des ouvriers travaillant à l'exploitation dépasse 1.500, afin d'éviter que le délégué soit permanent, l'exploitation sera sectionnée, au moins, en deux parties (1).

Dans cette proposition, le nombre des journées consacrées par le délégué à sa fonction, oscillait entre un maximum variable suivant les difficultés et déterminé par l'administration et un minimum fixé par la commission. Ce minimum était de 2 journées pour moins de 250 ouvriers, de 4 pour 250 à 500, de 8 pour 500 à 1000 et enfin de 10 pour 1000 à 1500 travailleurs, non compris les visites éventuelles faites pour la constatation

(1) Jaurès, séance de la Chambre du 8 juillet 1887.

des accidents ou pour accompagner les ingénieurs et contrôleurs des mines.

Le Sénat eut à donner son avis sur ce système que la Chambre avait adopté. Il le repoussa, le 15 juin 1888, sur le rapport de M. Béral, comme outrepassant le domaine législatif en se préoccupant non pas seulement du nombre de visites mensuelles imposées au délégué, mais de la fixation du minimum de nombre de journées à consacrer à chaque visite (1).

VI. Depuis lors, entre la Chambre et le Sénat commença une lutte qui devait retarder de deux ans le vote de la loi. A la Chambre, M. Basly, le 24 mai 1889, déclarait encore le projet une amère déception pour les ouvriers, du moment où on n'assurait pas l'indépendance des délégués, et il citait à l'appui de sa thèse non seulement les discours prononcés au Corps législatif en 1887, mais l'opinion de la Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Carmaux et des lettres émanant de Saint-Étienne, de Bessèges et de l'Aveyron. Partout le *statu quo* est déclaré cent fois préférable à la création d'élus sous le joug des patrons (2).

Et M. Basly fit adopter le même jour un contre-projet maintenant des circonscriptions électorales étendues (3), et n'en admettant le sectionnement qu'au-dessus de 1500 ouvriers (4).

(1) Voir séance du Sénat du 15 juin 1888. Compte rendu analytique, Béral.

(2) Séance du 24 mai 1889, Chambre. Discours Basly.

(3) *Ibidem*.

(4) Cf. projet adopté à la Chambre en 1887.

Le Sénat, au contraire, était partisan des circonscriptions restreintes, et adopta à diverses reprises le chiffre de 1 délégué par 250 ouvriers (1). Il était manifestement impossible de s'entendre en calculant par le nombre d'ouvriers. La solution fut une transaction, et dans la doctrine qui finalement triompha on reconnut que le nombre d'ouvriers travaillant au fond n'était pas un élément suffisant pour définir les circonscriptions ; on prit, au contraire, pour base *le temps qu'exigerait effectivement la visite détaillée faite deux fois par mois par le délégué* (2).

Voilà comment naquit l'article 1<sup>er</sup> dans sa partie la plus essentielle : il reste à voir les difficultés qu'il soulève.

#### *Interprétation administrative.*

On peut se poser trois questions :

1° Comment déterminer et délimiter les circonscriptions ?

2° A quelles exploitations la loi s'applique-t-elle ?

3° Dans quels cas doivent-elles être dispensées de délégués ?

*Détermination et délimitation des circonscriptions de délégués.* — C'est là une opération délicate ; l'administration supérieure en a tracé les règles dans la cir-

(1) 15 juin 1888, 13 juillet 1889 et rapport Bérenger, 1889, Sénat.

(2) Sénat. Discours Béral, 24 juin 1890. *Ibid.*, Rapport Baihaut, 15 mars 1890. Chambre.

culaire du 9 juillet 1890. Nous allons essayer d'en dégager les dispositions principales, ce qui ne laisse pas que de présenter quelques difficultés par suite de la confusion du texte lui-même (1).

Nous savons ce qu'est une entreprise ou exploitation minière. On doit entendre par là l'ensemble des travaux ouverts dans la concession ou les concessions contiguës d'un même exploitant ou dans les tréfonds contigus dont peut disposer un même exploitant de minière ou de carrière.

Ceci posé, on statuera par arrêté et plan spéciaux ou par arrêté et plan collectifs.

On sera dans le premier cas quand la visite détaillée de travaux souterrains exigera moins de six jours et quand en outre ils constitueront un ensemble technique.

Qu'est-ce donc qu'un ensemble technique ?

Lorsque un siège d'extraction, avec tous ses services annexes d'aérage, d'épuisement et de remblais, formera un groupe sans communication matérielle par puits et galeries avec le groupe similaire formant le siège d'extraction le plus voisin, un pareil siège doit être considéré, en général, comme formant cet ensemble dont nous parlons, et il doit constituer légalement, si la visite n'en exige pas plus de six jours, une circonscription à définir et à délimiter par un arrêté et un plan spécial.

Donc, on procédera par arrêté et plan collectifs pour

(1) Circulaire du 9 juillet 1890, *Bulletin du ministère des travaux publics*, t. XXII, juillet 1890.

les circonscriptions à établir, soit sur un siège d'extraction indépendant, dont la visite détaillée exigerait plus de six jours, soit sur des sièges d'extraction réunis ou communiquant les uns avec les autres par puits ou galeries dans des conditions qui ne permettent pas de considérer ces sièges comme indépendants. — Chaque fois qu'on statuera par arrêté et plan collectifs, on devra délimiter les circonscriptions de la manière la plus rationnelle au point de vue technique, et en se préoccupant de faciliter la surveillance. Rien ne s'opposera à ce que cette séparation se fasse par étage, par couche, ou par quartier ; on pourra même avoir des circonscriptions superposées. Mais on stipulera soigneusement, afin d'éviter des confusions, à quelles circonscriptions appartiennent en tout ou en partie, les travaux comme puits ou galeries et les appareils de circulation dont l'usage leur serait commun.

Nous venons de voir quelle importance la loi attache au siège d'extraction considéré comme formant un élément technique, et comme ayant de l'utilité quant au caractère distinctif qui s'endéduit. Il importe toutefois de ne pas exagérer cette notion. On ne considérera donc pas comme devant constituer nécessairement des circonscriptions distinctes, une série de galeries de sortage voisines, sans communication entre elles, mais n'ayant pas de ramifications très étendues.

On réunira entre eux dans une même circonscription ou on rapprochera d'une circonscription voisine ces ou-



vrages isolés. Il en sera ainsi pour des puits en fonçage ou des galeries en percement.

Des sièges d'extraction importants réunis entre eux par des galeries ou puits, sans utilité pour l'exploitation, pourront, par contre, être considérés comme indépendants.

En somme, dans chaque cas, une large part sera laissée à l'appréciation raisonnée.

Ainsi, l'aménagement de l'aérage est d'une importance telle qu'il pourra servir de base à une délimitation (1); on tiendra compte plus encore, ce nous semble, des divisions imposées à l'exploitant lui-même par l'étendue des travaux et la nature du sol. Les solutions varieront, par conséquent, selon les circonstances, et s'il y a incertitude, c'est à l'autorité supérieure du ministre qu'il appartiendra de décider.

La loi, dit la circulaire (2), veut être appliquée avec intelligence, on se gardera d'établir des circonscriptions trop réduites, comme d'en augmenter le nombre sans utilité. Par exemple, les parties de la mine qui ne sont plus en exploitation n'auront nullement besoin du contrôle des délégués (3).

Les paragraphes 5 à 7 de l'article 1<sup>er</sup> ont trait à la procédure à suivre pour déterminer les circonscriptions. Ajoutons-y quelques règles pratiques.

(1) Cf. Déposition Penolet (article 8) et suivantes, enquête Audiffred, 1886.

(2) Circulaire du 9 juillet 1890.

(3) Conseil d'État, 11 mars 1892.

Le préfet, pour l'arrêté qu'il prendra, recevra les propositions des ingénieurs des mines et donnera un délai de quinze jours à l'exploitant pour fournir ses observations. A l'expiration de ce délai, et sur le vu des critiques du concessionnaire, s'il en a fourni, les ingénieurs formuleront leurs propositions définitives, désignant les travaux qu'embrassera chaque circonscription et indiquant quel plan spécial ou collectif il est à propos d'établir. Quand le préfet aura statué, notification en sera donnée à l'exploitant : par les ingénieurs des mines dûment avisés ; ces derniers fixeront le délai dans lequel seront déposés les plans en triple expédition exigés par la loi.

L'obligation de dresser ces plans est impérative pour l'exploitant et munie de sanction.

Si, sans motifs légitimes, il ne s'y est pas conformé dans le délai fixé, le préfet s'adressera aux ingénieurs, et les frais de confection seront recouvrés sur l'exploitant dans les formes ordinaires, sans préjudice des peines qu'il aura pu encourir par son mauvais vouloir.

Les plans en question comprendront la délimitation de chaque circonscription, les limites des communes sur le territoire desquelles elle s'étend, l'indication des puits ou galeries de sortage, celles [des galeries maîtresses qui forment l'ossature de l'exploitation, enfin le tracé de l'enveloppe extérieure des travaux actuels, sans préciser tous leurs détails. Ils porteront la mention qu'ils ont été vérifiés par les ingénieurs, et seront certifiés par le préfet.

Toutes ces formalités accomplies, le préfet prendra son arrêté définitif qui constituera l'état civil de la circonscription et sera notifiée à l'exploitant dans la huitaine. L'original pour ainsi dire du plan demeurera annexé à cet acte administratif ; quant aux trois expéditions elles sont destinées à rester, l'une entre les mains de l'exploitant, l'autre à la mairie de la commune où auront lieu les élections, la troisième dans le bureau de l'ingénieur en chef.

*A quelles exploitations s'applique la loi ?* — L'institution des délégués mineurs est de règle dans les exploitations souterraines. Ceci résulte très nettement de l'article 1<sup>er</sup>. Quant aux exploitations de mines, minières et carrières à ciel ouvert (article 18), elles pourront, en raison des dangers qu'elles présentent, être assimilées aux travaux souterrains, et la loi s'y appliquera alors. Pour cela, les ingénieurs des mines adresseront des propositions aux préfets qui statueront en se conformant, quant aux détails de la procédure, aux règles que nous avons longuement examinées.

La circonscription à créer comprendra, suivant les circonstances, la totalité ou partie seulement des travaux à ciel ouvert d'une même entreprise.

Il est des cas où les travaux d'exploitation se poursuivent à la fois souterrainement ou à ciel ouvert. Il sera loisible alors, en s'inspirant de considérations pratiques, de les réunir dans une seule circonscription, questions de fait à résoudre.

Mais, ce sont des exceptions ; en principe, les exploitations à ciel ouvert sont privées de délégués.

*Exploitations à dispenser de délégués (1).* — Seules, les exploitations occupant moins de 25 ouvriers, peuvent ne pas avoir de délégués, pure faculté du reste. L'intérêt de la sécurité des ouvriers doit tout dominer en pareille matière ; et quelque faible que soit l'effectif employé, toute entreprise où des dangers réels existent se verra refuser la dispense. Les ingénieurs des mines seront, du reste, consultés à cet effet par le préfet, et ne donneront un avis favorable qu'après s'être assurés que les défauts d'exploitation ont disparu, s'il en a existé. Jamais, d'ailleurs, la dispense n'est accordée d'une manière définitive, elle est toujours précaire et révocable.

Elle serait rapportée, certainement, si le nombre des ouvriers dépassait 25 ; on ne l'accorderait même pas ou on la retirerait si l'effectif oscillait autour de ce chiffre.

(1) Circulaire du 9 février 1890.

## CHAPITRE IV

### OBLIGATIONS DES DÉLÉGUÉS.

« Le délégué doit visiter deux fois par mois tous les puits, galeries ou chantiers de sa circonscription. Il visitera également les appareils servant à la circulation et au transport des ouvriers.

« Il doit, en outre, procéder sans délai à la visite des lieux où est survenu un accident ayant occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers ou pouvant compromettre la sécurité des ouvriers. Avis de l'accident doit être donné sur le champ au délégué par l'exploitant.

« Le délégué, dans ses visites, est tenu de se conformer à toutes les mesures prescrites par les règlements en vue d'assurer l'ordre et la sécurité des travaux.

« Le délégué suppléant ne remplace le délégué qu'en cas d'empêchement motivé de celui-ci, sur l'avis que le délégué en a donné tant à l'exploitant qu'au délégué suppléant » (article 2).

« Les observations relevées par le délégué dans chacune de ses visites doivent être, le jour même ou, au plus tard, le lendemain, consignées par lui sur un registre spécial fourni par l'exploitant et constamment tenu sur

le carreau de l'exploitation à la disposition des ouvriers.

« Le délégué inscrit sur le registre les heures auxquelles il a commencé et terminé sa visite ainsi que l'itinéraire suivi par lui.

« L'exploitant peut consigner ses observations et dire sur le même registre, en regard de ceux du délégué.

« Des copies des uns et des autres sont immédiatement et respectivement envoyées par les auteurs au préfet, qui les communique aux ingénieurs des mines.

« Lors de leurs tournées, les ingénieurs des mines et les contrôleurs des mines doivent viser le registre de chaque circonscription. Ils peuvent toujours se faire accompagner dans leurs visites par le délégué de la circonscription » (article 3).

#### Commentaire.

##### § 1. — Attributions générales des délégués.

La mission des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs consiste à prévenir dans la mesure du possible les accidents auxquels peuvent être exposés les travailleurs, et à les constater lorsqu'ils se sont produits. Dès lors deux sortes de visites leur sont imposées par la loi :

1° Visites préventives ;

2° Visites de constatation.

I. *Visites préventives.* — Il en est de deux espèces : Les unes sont *la règle*, les autres *l'exception*.

A. *Le délégué se rendra deux fois par mois* dans tous les puits, galeries et chantiers de la circonscription,



c'est-à-dire dans tous ceux tenus à l'état d'entretien, et qui jouent actuellement un rôle quelconque dans le régime de la mine (1), les galeries d'aérage feront l'objet de l'attention du délégué de même que celles du retour d'air. Il se préoccupera également de la solidité des ouvrages. L'état des revêtements, l'absence ou la présence des gaz inflammables ou irrespirables, les boisages ou muraillements seront de sa part l'objet d'un examen particulièrement minutieux. Il s'assurera que les appareils servant à la circulation ou au transport des hommes sont en bon état de fonctionnement. Il veillera à ce que les prescriptions réglementaires soient exécutées sur les explosifs et sur l'éclairage.

Tels sont tracés par la loi et l'administration, les multiples devoirs qui incombent au délégué mineur. Cette énumération est-elle limitative ?

Quant au nombre des visites, il ne peut être augmenté sans préjudice bien entendu de celles faites en compagnie des ingénieurs, ou pour constater les accidents. Le délégué ne multipliera pas les tournées qui lui sont imposées ; il en fera non pas deux au moins, mais deux obligatoires et au plus par mois (2).

Les ouvriers avaient demandé que leur représentant pût descendre pendant le travail ou en dehors du travail. Il devrait être libre de circuler dans la mine et d'y péné-

(1) Circulaire du 19 août 1890, *Bulletin du ministère des travaux publics*.

(2) Rapport Béral, Sénat, août 1888.

trer à son gré. Comment si cette faculté lui est refusée lui sera-t-il possible de prendre les exploitants en flagrant délit de négligence (1)? Quand sa deuxième visite mensuelle aura été accomplie, la mine restera sans contrôle. Avec l'idée de la surveillance du délégué deux fois par mois et plus souvent s'il le juge à propos, il lui sera facile d'employer toutes ses journées à des vérifications.

Il visitera telle galerie, un jour, une autre le lendemain, et verra fréquemment les mêmes chantiers. Ainsi sa fonction l'occupera sans cesse, il aura une profession distincte de celle de l'ouvrier (2).

Ce système fut vivement combattu; la Chambre et le Sénat se trouvaient en 1887 d'accord pour le repousser. Dans la séance du 8 juillet 1887, M. Francis Laur (3) avait voulu intercaler dans l'article 2 le paragraphe suivant :

« L'administration des mines pourra demander aux délégués mineurs de faire toutes descentes supplémentaires intéressant la sécurité des ouvriers, le bon aménagement de la richesse minérale ou les travaux de sauvetage en cas d'accidents. » C'était, sous une forme déguisée, affirmer que les mandataires des mineurs pourraient descendre tous les jours, pour se rendre compte des travaux souterrains (4).

(1) Dépôts Lamendin et Rondet. Enquête Audiffred, 1886.

(2) Gomel, *Les délégués mineurs*, 1887.

(3) Francis Laur, Discours, Chambre, 8 juillet 1887.

(4) Piou, *ibid.*

Cette adjonction ne fut pas admise ; on craignait en effet de créer dans les exploitations des foyers d'agitation politique (1).

Si, pour le nombre de visites, la loi a édicté des dispositions limitatives, en est-il de même quant aux fonctions conférées au délégué ? Doit-on pour celles-ci s'en tenir aux textes ou les interpréter dans un sens large ?

On peut soutenir l'une ou l'autre de ces idées, et avec des arguments sérieux de part et d'autre.

Le législateur, c'est ce qui ressort au premier abord, a tenu, en effet, à déterminer étroitement les attributions de l'élu. L'article 2 déclare : Il visitera tous les puits, galeries et chantiers de la circonscription ainsi que les appareils servant à la circulation des ouvriers. Et, dans les travaux préparatoires, on s'était demandé si les conditions d'aérage et d'extraction seraient soumises au contrôle.

Un ouvrier est-il assez expérimenté pour se rendre compte de la situation d'une exploitation minière à ce point de vue spécial ? Bon nombre de patrons ne le pensaient pas ; ils croyaient que si les ouvriers sont capables d'avoir une opinion très nette et bien justifiée sur la plupart des questions intéressant leur propre chantier, pour toutes les questions scientifiques soulevées par la mine prise dans son ensemble, ainsi que pour

(1) Cf. Enquête Audiffred.

les appareils d'aérage et d'extraction, il serait dangereux de leur permettre de s'en occuper (1).

Et, se conformant à ces observations, la Chambre, d'accord sur ce point avec la Commission, avait retranché des attributions des délégués cette partie du service (2).

Ceci n'est-il pas en faveur de la thèse strictement limitative ?

Par contre, si, dans le texte même de la loi, les appareils d'aérage ont disparu, ils reparaissent dans la circulaire du 19 août 1890 qui, dès lors, consacre la doctrine diamétralement contraire, et admet que tout ce qui intéresse la sécurité des ouvriers dans les travaux souterrains rentre dans les fonctions des délégués. Sans doute ils se renfermeront exclusivement dans ce rôle, mais ils l'auront tout entier. Et qu'importent après cela des énumérations plus ou moins complètes ?

Nous nous rangeons à cette doctrine plus large qui a non seulement pour elles la circulaire ministérielle mais aussi l'opinion du Parlement, au moment qui a précédé immédiatement le vote définitif.

M. Marcel Barthe, le 13 juillet 1889, au Sénat (3), présentait en effet un amendement disposant : Les délégués auront uniquement à vérifier si toutes les mesures prescrites par les lois et règlements relatifs aux mines sont

(1) Enquête Audiffred. Dépôts Pernolet (parmi les dépôts ouvriers).

(2) Séance du 8 juillet 1887, Chambre.

(3) Séance du 13 juillet 1889, Sénat.

observées. « Pour cela, il sera délivré à chaque délégué et suppléant et il sera déposé dans chaque exploitation une instruction spéciale énumérant et précisant les mesures à prendre pour prévenir ou atténuer les accidents pouvant se produire par éboulements, inondations, incendie, asphyxie, par défectuosité ou défaut d'entretien des machines, appareils, outillage de toute sorte, par émanation nuisible ou par toute autre cause. »

Dans l'esprit du signataire, les délégués mineurs n'auraient eu à s'occuper *exclusivement* que des points cités dans l'amendement; en dehors de là, leurs droits de constatation n'existeraient pas.

A notre avis, il était inutile d'énumérer les diverses sortes d'accidents, et de dire : le délégué n'est-il pas compétent pour les constater ou les prévenir tous, du moment où on affirme qu'il peut prévenir et constater les accidents occasionnés par toute cause ? Il y a là une grossière contradiction ; personne ne l'a relevée.

Mais il n'en reste pas moins un fait acquis : le Sénat repoussa la demande de M. Marcel Barthe. Car, de deux choses l'une : ou son amendement a pour but d'augmenter les droits des délégués et d'exiger d'eux beaucoup plus d'aptitude et de savoir qu'il ne semble possible d'en attendre de simples ouvriers — et alors il va trop loin ; — ou, au contraire, il cherche à restreindre les attributions des représentants des mineurs sous prétexte de les préciser, et en ce cas, il enlève presque toute utilité à l'institution nouvelle (1).

(1) Cf. Bérenger, Sénat, 13 juillet 1889.

Cette attitude de la moins libérale de nos deux Chambres établit le sens de la portée de la loi.

Une autre question s'est encore posée relativement aux visites réglementaires bi-mensuelles. Le délégué ne pourra-t-il descendre dans la mine qu'accompagné par un agent des patrons ? A la Chambre, M. Silhol l'avait pensé (1). Il croyait, en effet, donner par là une garantie aux exploitants. Les représentants ouvriers ne pourraient plus ainsi sortir de leur rôle ni se livrer à des critiques souvent intempestives d'où sortiraient affaiblis le principe d'autorité et l'esprit de discipline.

Mais l'amendement présenté en ce sens par M. Silhol fut retiré par son auteur, sur les observations très justes faites par M. Alfred Girard, rapporteur de la commission. Il était évident, en effet, que cette intervention patronale aurait eu pour conséquence immédiate d'exciter contre la surveillance nouvelle la défiance des ouvriers, précisément ce qu'il fallait éviter.

B. *Visites exceptionnelles*.— Il importait, nous l'avons vu, de ne pas laisser aux délégués une trop grande latitude quant aux descentes par eux opérées individuellement dans les mines. On en avait limité le nombre, et on en avait déterminé le caractère. Mais ces restrictions ne devaient pas être préjudiciables à la sécurité. C'est pourquoi, le dernier paragraphe de l'article 3 dit que les ingénieurs peuvent se faire accompagner par l'élu toutes les fois qu'ils le jugeront utile. La dispo-

(1) Chambre, séance du 7 mai 1885.



sition est prudente ; les ingénieurs seront, grâce à ce concours, mieux placés pour obtenir des renseignements utiles en ce qui concerne les causes possibles d'accidents, et ils seront tenus bien au courant des desiderata ouvriers. Peut-être même arrivera-t-on à éviter bien des conflits. La loi, dépassant le but que se proposait le législateur, aura des résultats heureux qu'on ne prévoyait pas au début.

II. *Visites de constatation*. — Le délégué sera appelé toutes les fois qu'il y aura *blessures graves ou a fortiori mort*. Il se rendra sur le champ à l'endroit où s'est produit l'accident. Il notera, au point de vue technique, les circonstances de fait dans lesquelles l'événement s'est produit, et spécialement l'état dans lequel il trouve, en y arrivant, le lieu du sinistre (1).

Evidemment, il doit s'abstenir de ce qui pourrait gêner la constatation de l'ingénieur des mines, ou de la justice. Il est institué pour saisir au passage les causes du mal, mais non pour supprimer les indices susceptibles de mettre sur la trace de ces causes (2). Du reste le texte est formel. Le mandataire des ouvriers a un droit de constat et n'a que cela. Il ne saurait, comme l'ingénieur des mines, donner des ordres ; il ne peut même enjoindre de relever les blessés.

Reste à savoir exactement dans quels cas, le délégué doit être appelé par l'exploitant. Outre les puits, galeries

(1) Circulaire du 19 août 1890.

(2) Chambre, 7 mai 1885. Discours du rapporteur.

ou chantiers qui constituent la mine proprement dite, il n'est guère d'exploitation qui ne comprenne, au jour, des installations de nature diverse formant ses dépendances. Les unes, que l'on nomme communément les dépendances légales, sont considérées comme le prolongement même des travaux souterrains ; les autres ne sont reliées à la mine que par un simple lien industriel ; elles ont pris le nom, dans la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours ou de retraites, d'industries annexes.

De ces dernières, le délégué ne connaît pas, bien évidemment ; mais il y a plus : parmi les accidents survenus dans les dépendances légales de la mine ou des installations de surface, il ne s'occupera que de ceux résultant des appareils qui servent à la circulation et au transport des ouvriers, comme les puits, galeries et chantiers (1). A part cette exception, les exploitants ne donneront donc avis immédiat au délégué que des accidents survenus dans la mine même.

Voyons maintenant quand il y aura *blessures graves*.

Cette expression n'a pas toujours figuré dans les projets de loi. On lisait dans le premier, tel du moins qu'il a été voté le 7 mai 1885, par la Chambre : « Les délégués doivent procéder sans délai à la *constatation des accidents* survenus dans les mines ou causés par les travaux des mines.

(1) Circulaire ministérielle du 9 décembre 1897, relative aux déclarations et enquêtes en suite d'accidents survenus dans les mines, minières et carrières.

« Les exploitants ne pourront sans encourir les peines portées à l'article 96 de la loi du 21 avril 1810, apporter aucune entrave aux visites et constatations ci-dessus.

« Ils sont tenus, sous la même pénalité, d'avertir sur le champ le délégué ou à son défaut le délégué suppléant de la *survenance des accidents* » (1).

Le 18 décembre 1885, le Sénat (2) disait encore : Ils (les délégués) doivent procéder sans délai à la constatation des accidents survenus dans les mines (article 8) ; mais il montrait sa pensée en ajoutant (art. 8, *in fine*) : Les exploitants sont tenus « d'avertir sur le champ le délégué suppléant de la survenance des accidents ayant occasionné *la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers ou pouvant compromettre la sécurité des ouvriers.* »

Ce texte disparut dans les deuxième et troisième projets votés par la Chambre des députés (3) où est introduit un terme nouveau « *blessures entraînant la cessation de travail...* ». Mais, jugeant l'expression trop large, le Sénat (4) revint à la formule « blessures graves » qui, finalement, resta dans la loi (5).

Elle se trouve dans l'article 11 du décret du 3 janvier 1813 — sans être autrement spécifiée.

Dans le Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791,

(1) Chambre, séance du 7 mai 1885.

(2) Sénat, séance du 18 décembre 1885.

(3) Séances des 8 juillet 1887 et 24 mai 1889, Chambre.

(4) Séances des 15 juin 1888 et 13 juillet 1889, Sénat.

(5) Chambre, séance du 19 mai 1890, Sénat, 24 juin 1890.

il est question de blessures rendant la victime « incapable de vaquer pendant plus de quarante jours à aucun travail corporel ». L'article 309 du Code pénal modifié par la loi du 13 mai 1863 parle d' « incapacités de travail personnel pendant plus de vingt jours » (1).

Dès lors, pour définir les blessures graves, on pouvait hésiter entre ces deux durées de suspension de travail : vingt ou quarante jours. M. Yves Guyot, ministre des travaux publics, au moment où la loi a été promulguée, s'en est tenu au premier de ces deux chiffres (2).

N'était-ce pas encore trop peu libéral ?

**§ 2. — Attribution spéciale du délégué. Expertise.**

L'article 7, § 3, du décret du 3 janvier 1813 est ainsi modifié :

« En cas de contestations, trois experts seront chargés de procéder aux vérifications nécessaires. Le premier sera nommé par le préfet, le second par l'exploitant, et le troisième sera de droit le délégué de la circonscription, ou sera désigné par le juge de paix, s'il n'existe pas de circonscription.

Si la vérification intéresse plusieurs circonscriptions, les délégués de ces circonscriptions nommeront parmi eux le troisième expert » (art. 14).

(1) 2<sup>e</sup> partie, titre 2, section 1, article 20.

(2) Discours Basly, Chambre, 13 mars 1897.

Une fois le principe des délégués mineurs admis, leur expérience pratique en faisait des experts tout désignés. Leur présence était de nature à calmer les inquiétudes des ouvriers, toujours enclins à considérer les experts comme disposés à favoriser les patrons.

La loi prévoit, du reste, ici un cas intéressant tout particulièrement les travailleurs, c'est celui de la mise à l'interdit d'une mine ou portion de mine compromettant leur sûreté (1).

Si l'ingénieur des mines ne juge pas possible d'exécuter les réparations convenables et suffisantes, il en fera un rapport motivé au préfet. Ce dernier prendra l'avis de l'ingénieur en chef et entendra l'exploitant ou ses ayants cause. « Dans les cas où la partie intéressée reconnaîtrait la réalité du danger indiqué par l'ingénieur, le préfet ordonnera la fermeture des travaux.

En cas de contestations, ajoutait l'article 7 du décret du 3 janvier 1813 « trois experts seront nommés, le premier par le préfet, le second par l'exploitant et le troisième par le juge de paix du canton ».

La loi du 8 juillet 1890 remplace par le délégué l'expert nommé par le juge de paix. On en reviendra à l'ancien mode de nomination, quand il n'y aura pas de circonscription. S'il y en a plusieurs intéressées à la vérification, le troisième expert sera pris parmi les délégués de ces circonscriptions et nommés par eux. Comment

(1) Article 7 du décret du 3 janvier 1813.

et dans quelles formes aura lieu cette élection ? Notre article est muet sur ce point ; il paraît donc certain que toute latitude est laissée à ce sujet.

En résumé, l'innovation est double :

1<sup>o</sup> Lorsqu'une seule circonscription est intéressée, son délégué est expert *de droit* ;

2<sup>o</sup> Si plusieurs le sont, il appartiendra à leurs délégués de choisir l'un d'entre eux.

Quel est exactement le rôle de ces experts (1) ? Ils se transporteront sur les lieux, accompagnés de l'ingénieur en chef et, en présence d'un membre du conseil d'arrondissement désigné à cet effet par le préfet, procéderont aux vérifications nécessaires. Ils feront un rapport motivé au préfet qui lui-même en réfèrera au ministre en donnant son avis. A son tour, le ministre, sur l'avis du préfet, et sur le rapport du directeur général des mines, statuera, sauf le recours au Conseil d'Etat.

### § 3. — Règles communes aux deux espèces de visites.

*Observations.* — Toutes les fois que le délégué aura visité la mine, il consignera sur un registre spécial, le lendemain au plus tard, le résultat de ses observations ; il n'aura plus à rédiger un *procès-verbal* de ses constatations, comme l'exigeaient les anciens projets (2).

On fit disparaître ce terme « *procès-verbal* » pour ne

(1) Féraud-Giraud, t. II, titre IV, ch. V, et texte de l'article 7.

(2) Rapport Béral, 1890, Sénat.



pas confondre ce témoignage avec celui des agents assermentés (1).

Le registre spécial devra être fourni, dit l'article 3, par l'exploitant et constamment rester à la disposition des ouvriers sur *le carreau de l'exploitation*. Cette dernière prescription est beaucoup plus nette que si l'on s'était borné à dire : il sera tenu *sur la mine* (2). Pour y satisfaire, le registre spécial sera déposé dans le poste de surveillants le plus proche des points d'entrée et de sortie du personnel, où des employés se trouvent habituellement à demeure, aux heures de changement de poste.

Il contiendra, tout d'abord, l'arrêté préfectoral qui a défini la circonscription et un calque du plan officiel joint audit arrêté, et sera, à la requête de l'exploitant, coté en première et dernière feuille par le maire de la commune où est déposé l'acte administratif de délimitation.

La page de gauche sera réservée au délégué ; celle de droite à l'exploitant.

La première comprendra cinq colonnes verticales, destinées à recevoir respectivement pour chaque visite : 1° un numéro d'ordre ; 2° la mention de l'année, du mois et du quantième ; 3° l'heure de l'entrée ; 4° celle de la sortie ; 5° la durée de la visite. Le restant de la page

(1) Rapport Baihaut. 1890, Chambre.

(2) Cf. 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> projets votés à la Chambre, 1<sup>er</sup> projet voté au Sénat.

sera réservé aux observations, datées et signées soit par le délégué soit par son suppléant.

Sur le recto laissé à l'exploitant, on rappellera, dans deux colonnes spéciales à gauche, le numéro d'ordre et la date de la visite du délégué ; les remarques de l'exploitant devront être datées et signées (1).

Le représentant des ouvriers aura soin, quand il inscra ses observations, d'indiquer l'itinéraire suivi par lui, pour permettre aux ingénieurs des mines de s'assurer que les visites ont été faites ponctuellement. Il pourra même se borner à cette simple mention, toutes les fois que son rôle consistera à descendre avec l'ingénieur ou le contrôleur. Le plus souvent, du reste, il n'aura, dans ces conditions, aucune constatation personnelle à faire.

Les observations des parties intéressées ainsi rédigées passeront sous les yeux de l'administration supérieure des mines qui en tiendra compte au besoin. Aussi, seront-elles visées par les ingénieurs et contrôleurs des mines dans leurs tournées ; ils pourront y trouver d'utiles renseignements.

Mais tout ne s'arrête pas là. Des extraits textuels du registre sont envoyés, au fur et à mesure, au préfet. Ils peuvent n'être pas accompagnés de lettres d'envoi. Il suffit de les faire précéder de la mention suivante :

(1) Circulaire du 19 août 1890.

|          |   |    |
|----------|---|----|
| Mine     | } | de |
| Minière  |   |    |
| Carrière |   |    |

exploitée par.....

Circonscription de.....

|              |   |                          |
|--------------|---|--------------------------|
| Observations | } | du délégué.....          |
|              |   | de l'exploitant..... (1) |

Le préfet prend connaissance de ces pièces, et les transmet, dans le plus bref délai, à l'ingénieur en chef qui, après examen, adresse des instructions à l'exploitant, ou fait examiner les faits sur place, ou encore ajourne cet examen à la plus prochaine tournée de service.

L'ingénieur ordinaire reçoit, à cet effet, les instructions nécessaires.

*Cas d'empêchements du délégué.* — Autant que possible, le délégué remplira, personnellement, les devoirs dont il est législativement chargé, il ne pourra s'en décharger sur son suppléant que dans des cas d'empêchements absolus, et celui-ci alors indiquera sur le registre des observations, sa qualité, les causes de l'absence du délégué, et l'avis qui a dû en être donné à l'exploitant.

Mais quand donc le titulaire sera-t-il considéré comme ayant un motif légitime pour se faire remplacer ? La loi ne l'a pas dit, c'est donc une question de fait à

(1) Circulaire du 19 août 1890.

apprécier. Toutefois les raisons alléguées doivent être sérieuses ; c'est ce qui résulte très nettement du dernier paragraphe de l'article 2, à la simple lecture.

On avait songé à introduire dans la loi une cause juridique et obligatoire d'empêchement pour le délégué. M. Thellier de Poncheville, dans la séance de la Chambre du 8 juillet 1887 (1) avait proposé :

« Lorsqu'un délégué sera le parent ou l'allié en ligne directe, à tous les degrés, et en ligne collatérale jusqu'au degré de cousin germain inclusivement de la victime ou de l'une des victimes de l'accident, il devra se récuser et sera remplacé, pour les constatations à faire, par le délégué suppléant. »

Application très mitigée du droit commun, cet amendement avait pour objet, en cas d'accident, d'empêcher que l'impartialité du mandataire des ouvriers pût être soupçonnée.

L'intention était bonne, mais la commission fit une objection absolument irréfutable. Est-il possible, disait-elle, quand un accident se produit tout à coup, quand se répand dans une fosse la triste nouvelle d'un éboulement ou d'une explosion, de se conformer aux règles de la procédure ordinaire ?

Comment savoir lorsque des centaines de victimes gisent ensevelies dans les profondeurs de la mine, si le délégué appelé en toute hâte compte ou ne compte pas parmi eux quelque proche parent (2) ?

(1) Chambre des députés, 8 juillet 1887. Discours Thellier de Poncheville.

(2) *Ibid.*

M. Thellier de Poncheville retira son amendement et émit cette idée d'un optimisme peut-être un peu chimérique que, par une organisation généreuse et pratique, prudente et sage, les litiges qui naissent à propos d'accidents deviendront de plus en plus rares ; et « on en arrivera enfin à diminuer sinon à tarir complètement la source de tous ces procès si irritants pour tous les ouvriers et presque toujours si onéreux pour les patrons, qui sont une des causes de désaccord entre le capital et le travail ».

Quoiqu'il en soit depuis lors, il fut établi non seulement que le délégué n'est pas forcé de se déclarer incompétent dans certains cas, mais qu'il est dans l'obligation, à moins de raisons légitimes, d'accomplir lui-même la mission à lui confiée.

*Attitude des délégués : leurs rapports avec les ingénieurs.* — Le rôle du délégué est seulement un rôle de surveillance, d'investigation ; il n'est pas autre chose qu'« un œil ouvert » au fond de mine afin de voir les défauts du travail de nature à engendrer un péril pour les ouvriers et il les signale aux ingénieurs (1).

Il n'a pas le droit d'enlever un ouvrier dans son travail pour se faire accompagner dans ses visites.

Et cependant, parfois, il y aurait danger pour le délégué à s'aventurer seul dans une partie de l'exploita-

(1) Chambre, 7 mai 1885. Discours du rapporteur.

tion qu'il ne connaît qu'imparfaitement. Il irait au hasard, et, paierait peut-être de sa vie une tournée faite dans de si défavorables conditions.

C'est pourquoi, il lui est loisible de demander à l'exploitant ou à son représentant de mettre à sa disposition des agents de la direction ou de la surveillance, aptes à le guider dans tous les puits, galeries ou chantiers de la circonscription (1). Mais il est bien entendu que le représentant des ouvriers est libre de se faire ou non aussi accompagner. C'est une simple faculté qui lui est laissée et dont il peut ne pas user. On ne retombe donc pas dans les inconvénients qui ont déterminé la Chambre à repousser l'amendement de M. Silhol, d'après lequel l'élu aurait dû être *toujours* et *obligatoirement* suivi d'un agent de la compagnie (2).

La loi ne laisse pourtant pas les exploitants désarmés devant le délégué. Ce dernier n'est pas libre d'enfreindre à son gré les règlements. Il est obligé de s'y conformer ; l'article 2 le dit expressément. Quel serait en effet l'utilité de la nouvelle institution si, par exemple, le mandataire des ouvriers, par sa désobéissance aux dispositions réglementaires relatives à la police de la descente et de la remonte, occasionnait un accident ? Dans une mine renfermant du grisou, l'usage et le manie-ment des lampes sont, avec raison, l'objet de sévères

(1) Circulaire du 19 août 1890.

(2) En fait la loi n'est pas toujours appliquée dans un sens aussi libéral.



prescriptions. Il ne faudrait pas que le délégué, sans tenir compte de ce qui a été soigneusement édicté, pût, par son imprudence, déterminer d'épouvantables catastrophes. Il ne saurait ignorer les règlements, s'il travaille actuellement dans la circonscription. Mais, même s'il est ancien ouvrier, il prendra connaissance de toutes les recommandations qu'il est d'usage de notifier par affiches au personnel, dans des points déterminés. L'exploitant ne doit pas, de son côté, négliger d'instruire, au besoin, le représentant ouvrier des règles qu'il lui est indispensable de connaître.

Le délégué n'oubliera du reste pas que si, en principe, sa responsabilité n'est pas engagée à l'occasion des conséquences d'un accident qui se serait produit dans la mine soumise à son inspection, elle le serait très certainement s'il avait été la cause immédiate d'une catastrophe. L'abus de fonction ne saurait en effet être couvert par l'ignorance et l'incapacité de celui auquel on le reproche (1).

Quand le mandataire des ouvriers se sera ainsi strictement renfermé dans les pouvoirs dont il est chargé, quelle sera, devant les tribunaux et en cas de contestation, *la valeur juridique de ses déclarations* ?

Quand les ingénieurs des mines, assimilés à des officiers de police judiciaire, constatent les accidents qui se produisent sur les chantiers, le Procureur de la République est libre d'entamer ou non les poursuites ; il lui

(1) Féraud-Giraud, t. III, *Les délégués mineurs*.

appartient d'apprécier et, pour cela, il ouvrira au besoin une information préalable. De même, lorsque le tribunal sera saisi, il aura à juger si le fait constitue un délit ; ici encore les déclarations contenues dans les procès-verbaux seront prises en telle considération qu'il appartiendra.

Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs n'auront, évidemment, pas plus d'autorité auprès du ministère public et des juges que les ingénieurs et les officiers de police judiciaire. Tout en ces questions de fait est laissé à la conscience du magistrat ; il trouvera, simplement, dans les observations qui lui sont soumises, de quoi se former une opinion éclairée (1).

En somme, tous ceux qui exercent une autorité quelconque dans les travaux souterrains, qu'ils soient ingénieurs ou délégués ouvriers, ont avec des pouvoirs différents et plus ou moins étendus, la mission d'assurer la sécurité. Mais ils agissent, les uns au nom de l'État et des exploitants, les autres au nom des travailleurs. La diversité de leurs caractères pourrait être une source de conflits entre eux. Au lieu d'être des auxiliaires pour le bien général, ils deviendraient, si on n'y prenait garde, des antagonistes. C'est pourquoi, et dans les séances de nos assemblées, et dans les circulaires ministérielles qui ont accompagné la loi, on a tenu à déterminer les sphères dans lesquelles ils devaient agir (2).

(1) Féraud-Giraud, t. III, *Les délégués mineurs*.

(2) Circulaires du 19 août 1890 et du 17 février 1891.

Simple visiteurs rapporteurs, les délégués mineurs ne sont ni des fonctionnaires publics, ni des agents de la compagnie. S'il leur est commandé de se renfermer étroitement dans le mandat dont ils sont investis, ils ont le droit d'attendre et de réclamer, lorsqu'ils s'y seront loyalement conformés, l'appui de l'administration, et ils ne sont nullement les subordonnés des ingénieurs.

§ 4. — Sanctions des obligations des délégués.

Des infractions diverses seront sans doute commises à l'occasion du fonctionnement des délégués, les unes par les mandataires même des ouvriers, les autres par les exploitants, les ingénieurs ou toute personne étrangère à la mine.

*Infractions du délégué.* — « Tout délégué ou délégué suppléant peut, pour négligence grave, ou abus dans l'exercice de ses fonctions, ou à la suite de condamnations prononcées en vertu des articles 414 et 415 du Code pénal, être suspendu, pendant trois ans au plus, par arrêté du préfet, pris après enquête, sur l'avis motivé des mines et le délégué entendu » (article 15, § 1).

*Historique.* — Cet article n'existait pas dans le premier projet voté par la Chambre des députés. Mais il avait sa raison d'être. Le législateur ne devait pas permettre au délégué d'abuser de la situation qui lui est faite sans que des textes précis ne permettent de l'atteindre. Le Sénat le premier le comprit, et l'article 10

de son projet voté le 18 décembre 1885 prévoit une sanction, s'il existe des infractions commises. Il fallait, c'est certain, tenir le délégué en respect et l'empêcher de devenir non plus un simple rapporteur, comme le voulait la loi, mais un vulgaire politicien.

La Chambre, se plaçant à un point de vue identique, adopta la même idée, quand la loi lui revint. Et en 1890, dans son rapport supplémentaire du 8 mai (1), M. Baihaut ajouta, parmi les cas d'infraction prévus, toute condamnation en vertu des articles 414 et 415 du Code pénal, ce qui n'avait pas figuré dans les propositions antérieures. L'article 6, nous le verrons plus tard, contient, il est vrai, une clause rendant inéligible tout candidat ayant encouru les peines dont il est question ici ; mais, si un délégué subissait une condamnation de cette nature, durant les trois années de son mandat, ne serait-il pas plus juste que le gouvernement eût le droit de le suspendre ?

Et que l'on ne vienne pas affirmer que la disposition nouvelle qui ajoute les articles 414 et 415 était inutile. De ce qu'un ouvrier est inéligible dans des conditions déterminées, il ne s'en suit pas nécessairement qu'il soit possible d'agir contre lui, quand, après sa nomination, il se rend indigne d'être réélu.

Sans doute, en droit parlementaire et en droit municipal, il est de principe qu'un citoyen frappé au cours de

(1) Chambre des députés, *Documents parlementaires*, séance du 8 mai 1890.

son mandat d'une condamnation entraînant la perte de la capacité électorale ne saurait continuer à représenter le collège qui l'a nommé (1). Mais peu importe.

Le législateur a cru utile d'insister pour éviter toute équivoque possible : *quod abundat non vitiat*.

*Cas prévus.* — Il y aura donc manquement du délégué ou du délégué suppléant dans trois cas :

1° *Négligences graves.*

2° *Abus dans l'exercice de ses fonctions.*

3° *Condamnations en vertu des articles 414 et 415 du Code pénal.*

En ce qui touche les deux premiers points, il est inutile d'insister. On ne pouvait s'engager ici dans l'énumération de toutes les négligences et de tous les abus possibles; c'est pourquoi on a préféré prendre des termes assez vagues qui permettent au juge d'avoir un large pouvoir d'appréciation. Au reste, les expressions ici employées sont parfaitement juridiques, et les décisions des tribunaux ont déjà eu l'occasion d'en déterminer la signification et l'étendue.

Toutefois, la circulaire du 19 août 1890 a donné, quant aux négligences, des indications. Le délégué convaincu d'avoir porté sur le registre des itinéraires sciemment erronés, manquerait gravement à ses devoirs; l'article 15 devrait lui être appliqué.

Il en serait encore de même de celui qui, après avoir

(1) E. Pierre, *Droit politique et parlementaire*. Cas de déchéance. Hauriou, *Droit administratif* (maires et conseillers municipaux).

reçu en moins de trois mois, deux avertissements d'un ingénieur ordinaire des mines, pour avoir soit omis les visites réglementaires, soit les avoir mal exécutées, manquera de nouveau à ses devoirs.

Examinons maintenant en quoi consistent les articles 414 et 415. Ils sont ainsi conçus, depuis 1864 :

Art. 414. — « Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de seize francs à trois mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer à la hausse ou à la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail. »

Art. 415. — « Lorsque les faits, punis par l'article précédent, auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis par arrêt, ou par le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Par là, sont prévus des actes de violence et de fraude, des atteintes matérielles à la liberté du travail. On peut regretter le terme vague et menaçant de *manœuvres frauduleuses* dont la généralité laisse tant de place à l'arbitraire (1).

Les défenseurs mêmes du maintien de ces articles, lors

(1) *Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels* du 21 mars 1884 (Ledru et Worms) (1885).



de la discussion de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, ont reconnu que leur rédaction laissait à désirer.

Mais nous aurons l'occasion de revenir sur cette question, quand nous nous occuperons des conditions d'éligibilité des délégués mineurs.

*Pénalités.* — Elles ne seront prononcées que si le manquement de l'élu est absolument établi. Dès lors il faudra :

1° Procéder à une enquête ; 2° prendre l'avis motivé des ingénieurs des mines ; 3° entendre le délégué dans ses explications.

La circulaire ministérielle du 13 janvier 1892 donne des détails :

C'est aux ingénieurs des mines plus spécialement qu'il incombe de procéder, sur place et par eux-mêmes, à l'enquête et à l'audition de la défense du délégué.

En conséquence, toutes les fois qu'ils seront saisis par les préfets d'une plainte visant contre le représentant des ouvriers un abus de nature à entraîner l'application de l'article 15 ou toutes les fois qu'ils auront relevé sur le registre des observations ou dans les procès-verbaux des contrôleurs des mines ou constaté dans une de leurs tournées un fait susceptible de motiver l'application de l'article 15, l'ingénieur ordinaire devra, tout d'abord, procéder sur place par lui-même à l'enquête nécessaire pour établir la réalité des faits ; il devra entendre les explications orales du délégué, auquel il devra

faire connaître les faits qui lui sont imputés et la mesure disciplinaire que ces faits peuvent motiver, sans pouvoir jamais déléguer à un contrôleur des mines le don de recueillir aussi les explications et la défense du délégué(1).

L'enquête de l'ingénieur ordinaire fera l'objet d'un procès-verbal dressé séance tenante, sur lequel seront consignées par écrit les questions et observations de l'ingénieur ordinaire, et les réponses et explications du délégué, ainsi que les dépositions des diverses personnes entendues à titre de témoins. Le délégué et les témoins devront recevoir lecture de la partie du procès-verbal qui les concerne respectivement et chacun sera mis en demeure de confirmer, par sa signature, l'exactitude de l'inscription de ses dires. Ce procès-verbal sera annexé au rapport de l'ingénieur ordinaire et transmis aussitôt à l'ingénieur en chef.

L'ingénieur en chef ainsi saisi, s'il subsiste quelque doute sur un point de l'affaire, aura à procéder lui-même à un complément d'enquête.

S'il y a des difficultés spéciales, l'ingénieur en chef, en même temps qu'il transmettra le dossier au préfet, adressera directement au ministre des travaux publics un compte rendu sommaire des points essentiels du débat.

Toutes ces formalités n'empêchent nullement le pré-

(1) Circulaire ministérielle, 13 janvier 1892.

fet, avant de statuer, de faire procéder à un supplément d'enquête par les ingénieurs ; ils pourront même interroger eux-mêmes le délégué (1).

Cette procédure sera toujours obligatoire, dit le texte. Ceci n'est-il pas trop absolu ? Si une condamnation est encourue par le délégué, en vertu des articles 414 et 416 du Code pénal, ne suffira-t-il pas de représenter l'extrait du jugement ? Il est bien certain, à notre avis, que, malgré les termes généraux de la loi, la décision rendue par la justice ne pourra en cette circonstance être remise en discussion. Ce serait porter atteinte à l'autorité de la chose jugée ; il n'y aura donc qu'à constater le fait. Le seul cas, semble-t-il, où le délégué pourrait être entendu utilement, serait celui où il prétendrait que la condamnation ne s'applique pas à lui.

Ces formalités remplies, le préfet prendra son arrêté. Il pourra suspendre le délinquant, et encore ce ne sera que pour trois mois au plus.

« L'arrêté de suspension est, dans la quinzaine, soumis par le préfet au ministre des travaux publics, lequel peut lever ou réduire la suspension et, s'il y a lieu, prononcer la révocation du délégué » (art. 15, § 2).

Le contrôle de l'autorité supérieure est une garantie de plus donnée aux ouvriers ; l'arrêté ne doit pas rester longtemps dans les bureaux.

Il importe que l'on soit promptement fixé sur la situation faite au représentant des ouvriers. Le délai de

(1) Circulaire du 13 janvier 1892.

15 jours est formel. Il commence à courir du jour de la signature de l'arrêté préfectoral.

Le ministre des travaux publics peut opter entre trois partis : il lève la suspension, ou l'abrège, ou encore, si le délégué a commis une faute trop grave, il prononce la révocation.

La loi présente ici (1) une sorte d'anomalie. Les condamnations prononcées en vertu des deux articles du Code pénal déjà citées, rendent inéligibles aux fonctions de délégué, et ici elles n'ont pour conséquence que d'entraîner la suspension pendant trois mois au plus par le préfet, avec faculté pour le ministre de lever cette suspension.

Ces dispositions sont contradictoires. On aura peut-être un délégué maintenu par l'administration dans des fonctions *électives* pour lesquelles il est *inéligible*!

Il y aurait un moyen d'éviter cette difficulté, ce serait de dire : Le ministre des travaux publics révoquera certainement le mandataire des ouvriers qui aura encouru une condamnation en vertu des articles 414 et 415 (2).

Quel sera, pour terminer, l'effet de la révocation ? Il n'y a point là d'incapacité perpétuelle, mais « les délégués et délégués suppléants ne peuvent être réélus avant un délai de trois ans ».

(1) Dumay, séance de la Chambre des députés, 18 mai 1890.

(2) Le ministère des travaux publics doit-il connaître d'une affaire à laquelle un préfet n'a donné aucune suite ? Oui, dit la circulaire du 13 janvier 1892, elle fixe même comme point de départ au délai de quinze accordé pour transmettre le dossier au ministère, le jour de la clôture de l'instruction. Cette opinion est incontestablement en désaccord avec l'esprit de l'article 15.

## CHAPITRE V

### ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS.

Le mode de nomination des agents de la surveillance, a une importance considérable. Selon le système adopté, on se trouvera en présence de délégués ou de simples fonctionnaires.

Nous avons vu que le principe même de l'élection a été attaqué, mais une fois le principe admis, il restait à déterminer si on s'adresserait au suffrage universel ou à un autre mode de nomination. Ils furent rares ceux qui soutinrent la deuxième opinion. Et pourtant, dans la séance du 8 juillet 1887, à la Chambre, elle trouva des défenseurs.

M. de Clercq, député du Pas-de-Calais, demandait la désignation des délégués par le ministre des travaux publics. A cet effet, des listes sont préparées par les ingénieurs en chef des mines, à la suite de concours publics portant sur les matières enseignées dans les écoles des maîtres mineurs instituées par l'État. Peuvent seuls être admis à cet examen, les ouvriers français âgés de 21 ans et ayant travaillé au minimum un an au fond, à moins qu'ils ne soient brevetés des écoles des maîtres mineurs (1).

(1) Chambre. Discours de Clercq, 8 juillet 1887.

Cet amendement présente une curieuse conception de la représentation accordée aux ouvriers, en vue de la sécurité.

Les agents ainsi choisis seraient de véritables fonctionnaires, et dépendraient directement de l'administration. En outre, ils seraient présentés, non par les ouvriers, mais par les ingénieurs en chef des mines. Nous ne pouvons nous empêcher de les comparer aux *diputaciones di mineria* du Mexique et du Pérou. Il est même probable que, si on avait tenté l'essai d'un pareil système, on aurait abouti ici comme là-bas à un échec, et, sûrement, pour les mêmes raisons. Bien plus, les travailleurs n'obtenant pas satisfaction, quant aux revendications qu'ils formulaient, n'auraient pas été satisfaits et auraient manqué de confiance.

Rendons toutefois justice à l'auteur de la proposition. Il était surtout préoccupé du soin d'assurer à tous les agents de la surveillance, d'où qu'ils viennent, la capacité nécessaire pour remplir leur délicate mission :

« Je veux, disait-il (1), que les délégués mineurs passent un examen. C'est la seule manière, selon moi, d'avoir des délégués compétents.

« Vous voulez des délégués ouvriers ; je vous les accorde ; mais j'y mets comme condition que ceux qui désireront passer l'examen devront avoir travaillé un an au fond, ou bien être brevetés des écoles des maîtres mineurs de l'État.

(1) Séance de la Chambre, 8 juillet 1887. Discours de Clercq.



« Les ouvriers admis dans ces écoles passent pendant les deux années scolaires, trois mois par an dans une mine voisine comme ouvriers du fond ; par conséquent, à leur sortie, ces élèves ont six mois de séjour au fond. »

Cette idée d'examen n'était-elle pas heureuse, et n'aurait-on pas dû la conserver, en la mûrissant au besoin dans un sens démocratique ?

Quoi qu'on en puisse penser, l'amendement de M. de Clercq fut repoussé à une grande majorité.

M. Renard, député du Nord, reprenant, au sujet de la discussion de l'article 4, la notion du délégué fonctionnaire, n'en confiait plus la nomination au ministre des travaux publics. Ici, l'élément ouvrier intervient en dressant dans chaque siège d'exploitation, au scrutin, une liste de présentation. Il n'y a plus d'examen, mais les listes ne peuvent comprendre que dix ouvriers ayant a qualité de Français, vingt-cinq ans accomplis, jouissant de leurs droits politiques, exempts de toutes condamnations prévues par les dispositions de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813, et attachés à l'exploitation depuis deux ans au moins.

C'est parmi eux que les ingénieurs des mines choisissent et proposent aux préfets, auxquels appartient la nomination (1).

Tout en rendant hommage aux intentions de M. Renard, le rapporteur (c'était alors M. Jaurès) mit les

(1) Amendement proposé le 8 juillet 1887.

choses au point, en ce qui concerne ce mode hybride de nomination.

« Apporter ainsi, disait-il, des restrictions à l'exercice du suffrage universel pour l'institution des délégués, c'est aller contre l'esprit même de l'institution. Les travailleurs des mines se disent : les ouvriers ne sont peut-être pas suffisamment garantis ; il faut qu'il y ait quelques-uns d'entre eux qui soient chargés de veiller à la sécurité de leurs camarades, et ce serait d'avance discréditer absolument dans leur esprit cette institution que de ne pas leur accorder le dernier mot pour le choix de ceux qui doivent être leurs représentants directs » (1).

Et la Chambre se rangea à l'avis du rapporteur.

Le suffrage universel avait définitivement triomphé ; restait à l'organiser.

« Le délégué et le délégué suppléant sont élus *au scrutin de liste* dans les formes prévues aux articles suivants » (art. 4). Et la loi effectivement trace les règles relatives à l'électorat et à l'éligibilité.

#### § 1. — Electorat.

Dans le premier projet voté par la Chambre des députés, le 7 mai 1885, étaient électeurs : « tous les mineurs travaillant à *l'extraction* et les ouvriers employés *au fond* de la mine dans le périmètre de leur circonscrip-

(1) Jaurès, Discours 8 juillet 1887, Chambre.

tion, quel que soit le lieu de leur domicile, pourvu qu'ils satisfassent aux conditions suivantes :

- 1° Etre Français ;
- 2° Jouir de leurs droits électoraux politiques ;
- 3° Etre âgés de vingt-cinq ans accomplis ;
- 4° Etre attachés depuis un an au moins à l'exploitation » (art. 2).

Le Sénat adopta ces dispositions, sans y rien modifier. Mais cet accord entre les deux Chambres ne devait pas durer.

Lors de l'enquête de 1886, les patrons demandèrent qu'un mineur ne pût être électeur s'il n'était attaché, depuis deux ans au moins, à l'exploitation (1). Par contre, les ouvriers trouvaient suffisant que les électeurs fussent employés aux chantiers avant le décret de convocation, sans exiger d'eux une durée quelconque de présence.

Au lieu de vingt-cinq ans accomplis, ils proposaient vingt et un ans (2).

On fit en outre remarquer que le texte : « ouvriers travaillant à l'extraction ou employés au fond de la mine » n'a pas de sens précis (3). On peut y comprendre soit tous les mineurs y compris ceux du dehors, soit seulement les ouvriers du fond et les machinistes s'occupant les uns et les autres, à un point de vue différent de l'extraction.

(1) Enquête Audiffred, déposition Dupont.

(2) Enquête Audiffred, déposition Rondet.

(3) Enquête Audiffred, déposition Dupont et Voilquin.

Le rapport Guillaumou tint compte de tout ce qui, dans ces observations, était libéral, évitant soigneusement de restreindre la portée de la loi (1). Il abaissa l'âge de l'électorat à 21 ans. Les ouvriers entrent généralement dans la mine à 15 ans ; à 21 ans, ils ont certainement l'expérience suffisante pour désigner en connaissance de cause les délégués les plus capables d'indiquer les mesures à prendre pour prévenir les accidents dans la mine où ils travaillent.

Pour faire cesser l'équivoque naissant d'une rédaction insuffisamment claire, le rapporteur au nom de la commission décidait : les ouvriers du jour seront électeurs ; eux aussi courent des dangers, ils sont donc intéressés à la question.

Enfin, pour constater le droit de vote des mineurs, il se référerait à l'inscription sur la dernière feuille de paye.

La Chambre adopta les modifications proposées par la Commission (2).

Le Sénat ne la suivit pas sur tous ces points. Il maintint les travailleurs du fond comme seuls aptes à voter. C'est qu'en effet, l'ouvrier du jour n'a pas une notion spéciale de la mine, parce que, pour exercer un contrôle efficace, il importe avant tout de connaître (3). Quelle différence du reste entre celui qui est occupé à la sur-

(1) Rapport Guillaumou, 12 juillet 1886, *Documents parlementaires*.

(2) Séance de la Chambre, 8 juillet 1887.

(3) Rapport Béral au Sénat, 17 mai 1888, *Doc. parlam., ibid.* ; rapport à la Chambre, Discours de la Batie, 8 juillet 1887.

face et celui qui est employé à l'exploitation souterraine !

Le premier est nomade ; il quitte les champs pendant la mauvaise saison, quand l'agriculture ne réclame pas ses services, et offre son travail sur le carreau de la mine.

Le second est permanent, et il reste longtemps occupé à une œuvre toujours identique.

Comment trouver de parité entre eux ?

Comment leur donner les mêmes droits ?

Le Sénat ajoutait de plus : à quoi bon parler de l'âge de vingt et un ans accomplis comme condition d'électorat, du moment où il est spécifié qu'il faut être Français et jouir de ses droits politiques ?

Cela ne suffit-il pas pour exclure ceux qui seraient trop jeunes ?

Ces justes remarques assurèrent le triomphe de l'opinion du Sénat, et *l'article 5 actuel dispose* :

« *Sont électeurs* dans une circonscription les ouvriers qui travaillent au fond, à la condition :

« 1° D'être Français et de jouir de leurs droits politiques ;

« 2° D'être inscrits sur la feuille de la dernière paye effectuée pour la circonscription avant l'arrêté de convocation des électeurs. »

Cinq conditions sont donc requises pour voter :

1° *Être Français*. — Dans la loi sur les syndicats professionnels de 1884, on s'est contenté de décider que

les administrateurs et directeurs doivent avoir la qualité de Français, mais les simples membres peuvent être étrangers (1).

Pour les délégués ouvriers mineurs, il est indispensable que non seulement pour l'éligibilité, mais encore pour l'électorat, l'on soit de notre nationalité.

Il n'y a pas eu, à ce sujet, d'hésitation. C'est qu'en effet, principalement sur nos frontières du Nord, nous avons dans la classe ouvrière de nombreux étrangers qui viennent prendre part aux travaux. Si on n'avait pas pris de précautions, ils auraient parfois la majorité. et choisiraient un des leurs, qui agirait, dans la mesure de son pouvoir, aux détriments des intérêts français (2).

Et, d'ailleurs, dans quelle élection admet-on les étrangers au droit de voter ? On s'est même demandé ce qui arriverait si on avait lieu de croire que tous les ouvriers d'une circonscription sont étrangers, et comment on concilierait leur exclusion du droit de voter avec l'obligation de nommer des délégués.

L'administration a résolu la question : une date d'élection sera fixée, un bureau électoral constitué sous la présidence du maire ; comme il n'y aura pas d'électeurs présents, les assesseurs seront pris dans le conseil municipal, et le procès-verbal constatera l'absence d'électeur. Par là, aucune violation de la loi ne se produira.

(1) *Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels* (Ledru et Worms), 1885.

(2) *Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels* (Ledru et Worms) (Discours de Pierre Legrand).



« En cas d'abstention persistante (1) des électeurs, on peut attendre trois ans pour faire procéder à de nouvelles élections, sauf à avertir l'administration supérieure de toute réclamation qui viendrait à se produire ; celle-ci aviserait aux mesures à prendre. »

Un seul ouvrier français se présentant peut-il assurer la nomination ?

Le Conseil de préfecture du Nord, dans sa séance du 12 décembre 1890 répond : la participation *d'un seul* votant au scrutin, ne suffit pas pour constituer une élection régulière (2).

C'est là une application de la jurisprudence adoptée en matière de prud'hommes (3).

2° *Jouir des droits politiques.* — Cette disposition est de droit commun. Le droit de vote n'appartient qu'au citoyen français, c'est-à-dire à l'individu mâle et majeur. Il n'est accordé, par conséquent, ni à l'étranger, ni à la femme française (4), et pas plus à celui âgé de moins de 21 ans. L'indigène des colonies non naturalisé ne peut pas davantage y prétendre (5).

Dans le même ordre d'idées, les droits politiques n'appartiendront qu'à ceux qui ont un minimum de mora-

(1) Circulaire du 9 septembre 1893.

(2) *Revue de la législation des mines*, 1891.

(3) Le vote d'un seul électeur ne suffit pas pour constituer une majorité en second tour (Conseil d'Etat, 13 juin 1891, Bagnaux, élections de Montluçon).

(4) Cass., 5 mars 1885, 21 mars 1893.

(5) Cass., Ch. civile, 18 avril 1896.

lité (1). Sont donc exclus de l'électorat tous les individus dont l'honorabilité est atteinte soit par condamnations criminelles, soit par certaines peines correctionnelles. La déclaration de faillite et la destitution d'emploi auront la même conséquence.

Toutes ces prescriptions s'imposent en matière d'électorat pour les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

3° *Etre ouvrier*. — Ce terme a été inséré dans la loi, afin de bien montrer que les représentants des travailleurs devaient être choisis exclusivement par eux, et non pas par ceux qui, de près ou de loin, touchent aux patrons, et peuvent avoir avec ceux-ci des intérêts communs.

Sans doute, en écartant ainsi de l'électorat les surveillants et porions, on se privait d'un élément dont la compétence était indiscutable (2). Mieux éclairés que les mineurs ordinaires, ils sont plus aptes à désigner les hommes qui doivent remplir des fonctions si importantes et si délicates à la fois.

Mais il ne suffit pas d'être compétent, il faut être indépendant. Et personne ne peut affirmer que cette catégorie d'employés le soit.

Le Conseil d'Etat a interprété l'article 5 dans le sens que lui ont donné les législateurs, ainsi qu'il résulte

(1) Hauriou, *Précis de Droit administratif et de Droit public général*, 1897. — E. Pierre, *Traité de Droit politique électoral et parlementaire*, 1893.

(2) Chambre, 8 mai 1885. Discours de M. de Lanjuinais.

tant des discussions préparatoires que de l'esprit général qui se dégage du texte. Aux termes des dispositions contentieuses de cette assemblée :

« Quiconque est préposé par une Compagnie minière à la surveillance des ouvriers n'est pas considéré comme ayant conservé l'aptitude électorale » (1).

4° *Travailler au fond.* — Les ouvriers de la surface sont exclus. Une difficulté peut cependant se présenter. Certains mineurs sont employés tantôt au jour, tantôt dans les chantiers souterrains (2). Comment déterminer exactement leur situation au point de vue de l'électorat ? Quelle sera, chez eux, la qualité dominante ? Ceci nous amène à parler de la cinquième condition requise pour voter.

5° *Etre inscrit sur la dernière feuille de paye.* — Sera donc considéré comme attaché au fond, quiconque figurera, en cette qualité, sur la dernière feuille de paye effectuée pour la circonscription avant l'arrêté de convocation. Depuis 1887 (3), l'idée d'une sorte de stage a été abandonnée : il n'est plus nécessaire, pour être électeur, d'avoir été dans l'exploitation depuis un temps plus ou moins long.

Des difficultés existaient quant au délai ; c'était un moyen de les trancher.

(1) Conseil d'Etat 14 mai 1891.

» 20 juin 1891.

» 20 juin 1891, 2<sup>e</sup> affaire.

» 11 mars 1892.

(2) Rapport Guillaumou, 12 juillet 1886. *Documents parlementaires*, Chambre des députés.

(3) *Ibid.*

## § 2. — Éligibilité.

Plaçons-nous en juin 1886, deux textes se trouvaient en présence, l'un, le premier en date, émanant de la Chambre des députés, l'autre élaboré par le Sénat.

1<sup>er</sup> PROJET (Chambre). — « Sont éligibles, à la condition de savoir lire et écrire et en outre de n'avoir jamais encouru de condamnation, aux termes des articles 93 et suivants de la loi du 21 avril 1810 ou *de l'article 22* du décret du 3 janvier 1813 sur les mines :

1° Les électeurs ci-dessus désignés ;

2° Les anciens mineurs et anciens ouvriers du fond, ayant été attachés à l'exploitation pendant un an au moins, âgés de 25 ans accomplis et jouissant de leurs droits électoraux politiques » (1).

2<sup>e</sup> PROJET (Sénat). — « Sont éligibles, à la condition de savoir lire et écrire et, en outre, de n'avoir jamais encouru de condamnation, aux termes des dispositions de la loi du 21 avril 1810, du décret du 3 janvier 1813 et *de l'article 414 du Code pénal* :

1° Les électeurs ci-dessus désignés, *attachés depuis deux ans au moins aux exploitations du bassin* ;

2° Les anciens mineurs et anciens ouvriers du fond, âgés de 25 ans accomplis, jouissant de leurs droits électoraux politiques, *domiciliés dans le périmètre de la circonscription* et ayant été *attachés aux exploita-*

(1) Chambre, séance du 7 mai 1885.

*tions du bassin pendant cinq ans au moins, dont trois ans dans la circonscription » (1).*

Lors de la discussion de la loi à la Chambre, M. Silhol avait proposé que l'âge des délégués fût porté de 25 à 30 ans. Ce ne fut pas admis. — Il demandait aussi que les anciens ouvriers ne pussent être désignés comme délégués, parce qu'ils seraient hostiles systématiquement, s'ils avaient été préalablement congédiés ; ou incapables, s'ils étaient depuis longtemps sortis des chantiers. Cet amendement fut repoussé. Reproduit par MM. Paris et Blavier, lors de la discussion du Sénat, l'amendement fut admis à la première lecture et rejeté à la seconde (2).

Les textes adoptés par les deux assemblées n'en restaient pas moins très différents.

Le Sénat était beaucoup plus rigoureux quant aux conditions exigées (3).

Il demandait que les ouvriers fussent inéligibles par suite d'une condamnation en vertu de l'article 414 du Code pénal et qu'ils aient été attachés pendant deux ans au moins aux exploitations du bassin. Il y avait là déjà deux garanties de moralité imposées au délégué (4).

En outre, en deuxième délibération, on avait ajouté deux dispositions nouvelles relatives aux anciens mineurs et ainsi complété le texte. Ils devaient : 1<sup>o</sup> avoir

(1) Sénat, séance du 18 décembre 1885.

(2) Féraud-Giraud, t. III, *Les délégués mineurs*.

(3) Sénat, séance du 17 décembre 1885.

(4) Sénat, discours Paris, séance du 3 décembre 1885.

leur domicile dans le périmètre de la circonscription ;  
2° avoir été attachés aux exploitations du bassin pendant cinq ans au moins, dont trois ans dans la circonscription.

Par là on évitait le choix d'anciens ouvriers pour ainsi dire nomades et n'ayant qu'une expérience médiocre des travaux (1).

Les patrons trouvaient pourtant le texte sénatorial encore insuffisant. Si l'institution des délégués mineurs, disaient-ils, peut rendre quelques services, ce sera à la condition expresse que les élus soient des ouvriers travaillant présentement à la mine (2).

Ils seront âgés d'au moins trente ans et employés depuis trois ans dans les exploitations du bassin (3).

Les ouvriers, de leur côté, voulaient élargir plus encore que la Chambre, le cadre de l'éligibilité, et soutenaient l'inutilité pour le délégué d'avoir été, pendant un certain temps, attaché aux travaux (4). Ceci n'était pas fait pour simplifier le désaccord. Il devait s'aggraver encore. Puis une *transaction*, en fin de compte, fournit une solution.

Il en résulta le texte de l'article 6 : « *Sont éligibles* dans une circonscription, à la condition de savoir lire et écrire, et en outre de n'avoir jamais encouru de condamnation pour infraction aux dispositions soit de la pré-

(1) Sénat, séance du 17 décembre 1885.

(2) Enquête Audiffred, 1886, déposition Dupont.

(3) Enquête Audiffred, 1886, déposition Dupont.

(4) Enquête Audiffred, 1886, déposition Rondet.



sente loi, soit de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal :

« 1<sup>o</sup> Les électeurs ci-dessus désignés âgés de 25 ans accomplis, travaillant au fond depuis cinq ans au moins dans la circonscription ou dans l'une des circonscriptions voisines dépendant du même exploitant, qui sont délimitées par le même arrêté préfectoral conformément au paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus ;

« 2<sup>o</sup> Les anciens ouvriers domiciliés dans les communes sous le territoire desquelles s'étend l'ensemble des circonscriptions comprises, avec la circonscription en question, dans le même arrêté de délimitation, conformément au susdit paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup>, à la condition qu'ils soient âgés de 25 ans accomplis, qu'ils soient Français, qu'ils jouissent de leurs droits politiques, qu'ils aient travaillé au fond pendant cinq ans au moins dans les circonscriptions comprises dans l'arrêté précité, et qu'ils n'aient pas cessé d'y être employés depuis plus de dix ans, soit comme ouvriers du fond, soit comme délégués ou délégués suppléants ;

« 3<sup>o</sup> Les anciens ouvriers ne seront éligibles que s'ils ne sont pas déjà délégués, non seulement pour une circonscription de la mine de l'exploitant, mais encore pour une circonscription d'une autre mine située dans ou en dehors du territoire de la commune.

« Pendant les cinq premières années qui suivront l'ouverture à l'exploitation d'une nouvelle circonscription,

pourront être élus les électeurs justifiant de cinq ans de travail au fond dans une mine, minière ou carrière souterraine de même nature. »

#### Commentaire.

Les conditions requises pour l'éligibilité sont les unes *générales*, les autres *spéciales*.

Les premières sont :

- 1<sup>o</sup> Savoir lire et écrire ;
- 2<sup>o</sup> Etre âgé de vingt-cinq ans ;
- 3<sup>o</sup> N'avoir pas encouru les condamnations prévues.

Les secondes s'appliquent soit aux ouvriers, soit aux anciens ouvriers.

Les ouvriers doivent :

- 1<sup>o</sup> Etre électeurs ;
- 2<sup>o</sup> Travailler au fond depuis cinq ans.

Pourront être élus, les anciens ouvriers :

1<sup>o</sup> Domiciliés dans les communes sous le territoire desquelles s'étend l'ensemble des circonscriptions du même arrêté de délimitation ;

2<sup>o</sup> Qui ont travaillé au fond pendant cinq ans au moins dans les dites circonscriptions ;

3<sup>o</sup> N'ayant pas cessé d'y être employés depuis plus de dix ans ;

4<sup>o</sup> N'étant pas déjà délégués ailleurs.

CONDITIONS GÉNÉRALES. — 1<sup>o</sup> *Savoir lire et écrire.*

— Nous avons vu que M. de Clercq avait proposé de n'admettre sur les listes d'éligibilité où le ministre

devait, dans son système, choisir les délégués, que ceux qui auraient satisfait à un examen.

Dans le texte adopté, il n'est plus question de rien de semblable. On s'est contenté d'un minimum d'instruction au-dessous duquel il était impossible de descendre. Et comment, en effet, un délégué qui ne saurait ni lire ni écrire pourrait-il inscrire ses observations sur le registre à ce destiné ?

La mesure est assurément plus démocratique, mais elle offre moins de garanties.

2° *Être âgé de vingt-cinq ans.* — On est tombé d'accord sur ce chiffre relativement assez vite. Si les patrons le trouvaient plutôt insuffisant, et proposaient celui de trente ans, jamais aucune des deux Chambres n'a adopté un âge différent. Tant que pour l'électorat, on a exigé 25 ans, pour l'éligibilité on n'a pas été plus rigoureux.

Du jour où la majorité ordinaire a suffi pour voter, on a encore maintenu, pour devenir délégué, le même âge que l'on demandait dans les premiers projets.

Les ouvriers du reste ont reconnu très vite la nécessité, pour être leur représentant, d'une certaine maturité d'esprit. En 1886, M. Rondet disait (1) : « Il est évident que, pour faire un bon mineur, il faut qu'un homme sache boiser, sache piquer, qu'il connaisse tous les travaux de la mine, et cela ne s'apprend pas en un jour ; on entre dans la mine à 12 ou 14 ans comme manœuvre, et il est impossible de faire un mineur sérieux avant

(1) Enquête Audiffred, 1886.

25 ans ; il y a là une condition de sécurité. » ... « Nous demandons que les mineurs soient âgés de 25 ans accomplis pour être éligibles. »

3° *N'avoir pas encouru les condamnations*, en vertu :

1° De la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813 ;

2° Des articles 414 et 415 du Code pénal ;

3° De la présente loi.

I. Le titre X de la loi de 1810 traite des contraventions (art. 93 et suivants).

Les contraventions des propriétaires des mines, exploitants non encore cessionnaires ou autres personnes, aux lois et règlements, seront dénoncées et constatées comme les contraventions en matière de voirie et de police (art. 93).

Les procès-verbaux contre les contrevenants sont affirmés dans les formes et délais prescrits par les lois (art. 94).

Ils seront adressés en originaux aux procureurs de la République qui seront tenus de poursuivre d'office les contrevenants devant les tribunaux de police correctionnelle, ainsi qu'il est réglé et usité pour les délits forestiers et sans préjudice des dommages-intérêts des parties (art. 95). Les peines seront d'une amende de 500 francs au plus, et de 100 francs au moins, double en cas de récidive, et d'une détention qui ne pourra excéder la durée fixée par le Code de police correctionnelle (art. 96) (1).

(1) Féraud-Giraud, t. II. *Police et juridiction* (Commentaire de ces articles).

Le décret du 3 janvier 1813, cité ici, renvoie à la loi de 1810 en ce qui concerne les pénalités pour contraventions de police qu'il édicte, même s'il n'y a pas eu d'accident (art. 31).

L'article 22 du même décret prévoit lui aussi des pénalités. Il dispose : En cas d'accident qui aurait occasionné la perte ou la mutilation d'un ou de plusieurs ouvriers, faute de s'être conformé à ce qui est prescrit par le présent règlement, les exploitants, propriétaires et directeurs pourront être traduits devant les tribunaux pour l'application, s'il y a lieu, des dispositions des articles 319 et 320 du Code pénal, indépendamment des dommages et intérêts qui pourraient être alloués au profit de qui de droit.

M. Dupont faisait remarquer, dans ces conditions (1) : « Il y a lieu de biffer la mention faite du décret du 3 janvier 1813, attendu que l'article 22 dudit décret, visé implicitement par le texte voté, ne concerne pas les ouvriers, mais seulement les exploitants propriétaires et directeurs. »

Il est très exact que l'article 22 ne s'applique pas aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, mais il y a dans le décret de 1813 des dispositions impératives qui demandent à être sanctionnées. M. Dupont oubliait l'article 31, et sa critique tombait à faux.

II. Les articles 414 et 415 du Code pénal nous sont

(1) Enquête Audiffred, 1886, déposition Dupont.

connus. Ils figurent dans la loi, parmi les causes d'ineligibilité.

Longtemps, à cause de l'opposition persistante de la Chambre, on ne les admit pas. Le nombre très restreint, affirmait-on, d'ouvriers condamnés pour atteintes à la liberté du travail, constitue une infime minorité à laquelle il serait puéril de déclarer la guerre (1).

Même au Sénat, partisan au début de l'opinion diamétralement contraire, la commission apporta un argument nouveau dans le même sens. Si la compagnie admet et conserve les ouvriers qui ont encouru les peines prévues par le Code pénal, il est évident qu'il n'y a aucun motif sérieux pour les empêcher d'être éligibles (2).

Mais, malgré l'opposition énergique de M. Dumay, M. Yves Guyot, ministre des travaux publics, désireux de faire enfin aboutir la loi, obtint de la Chambre, le 19 mai 1880, l'inscription définitive des articles 414 et 415 (3).

Beaucoup d'esprits prudents pensaient qu'admettre comme délégués les individus condamnés pour faits de grève, serait s'exposer à introduire dans les mines un ferment d'indiscipline et d'agitation, à l'état permanent (4).

(1) *Débats parlementaires*, Discours de Hérédia, 8 juillet 1887, Chambre.

(2) *Documents parlementaires*, Sénat, Rapport Béral, 17 mai 1888.

(3) *Débats parlementaires*, Chambre, séance du 19 mai 1890.

(4) Cf. *Débats parlementaires*, 1887, Discours Desjardins-Verkinden, 8 juillet.

Le Sénat n'eut pas de peine à entrer dans cette manière de voir, qui au fond avait toujours été la sienne. Il n'avait cessé, un instant, de la défendre (1) que dans un esprit de conciliation.

III. La présente loi prévoit aussi des infractions et des condamnations qui seront étudiées, dans un chapitre spécial réservé aux sanctions destinées à assurer le respect des dispositions établies.

CONDITIONS SPÉCIALES. — A. — *Ouvriers*. — 1° Ils seront *électeurs*. Par conséquent, puisque les porions et autres personnes préposées par les exploitants à la surveillance des ouvriers dans la mine ne peuvent être inscrits sur les listes électorales, ils n'auront pas le droit de devenir délégués (2).

Si l'indépendance est nécessaire chez le votant, elle l'est *a fortiori* chez l'élu.

2° *Ils travailleront au fond depuis cinq ans*, dans la circonscription ou dans l'une des circonscriptions voisines dépendant du même exploitant qui sont délimitées par le même arrêté préfectoral. Cette durée du temps de service a paru longtemps exagérée pour certains, insuffisante pour d'autres.

Chose curieuse, le Sénat a été ici plus libéral que la Chambre à un moment donné.

Si, le premier il avait exigé une certaine durée de travail (3), lorsque le projet lui revint pour les deuxième

(1) 2° et 3° projets du Sénat,

(2) Voir *Décisions contentieuses*, page 181.

(3) 1<sup>er</sup> projet voté au Sénat (2 ans).



et troisième fois, il réduisit, de sa propre initiative, à deux ans le délai de cinq ans adopté par la Chambre (1). Il craignait, en imposant un si long stage, de rendre la loi inapplicable dans les nouvelles exploitations qui ne compteraient pas encore 5 ans d'existence, et qui auraient pu cependant prendre un développement considérable.

Mais cet inconvénient ne se produira certainement plus, par suite des dispositions du nouveau paragraphe inséré à la fin de l'article 6. Dans les exploitations nouvelles, pourront être élus les électeurs justifiant de cinq années de travail dans une mine, minière ou carrière de même nature. Et du reste, c'est bien dans ce but que, par le rapport Baihaut du 15 mars 1890, cette addition a été introduite (2).

Dès lors, il n'y avait plus d'objection à faire quant au temps de service imposé pour être éligible. Bien au contraire, la sécurité sur ce point était une garantie de compétence. Et, en effet, sans doute un ouvrier qui a travaillé cinq ans dans la mine est parfaitement apte aux occupations qu'il remplit journellement, mais il a aussi acquis une connaissance générale des dangers qui menacent son existence, connaissance que n'a pas évidemment un travailleur descendu depuis peu dans les chantiers souterrains.

Et d'ailleurs, la loi va plus loin ; elle exige que le

(1) Rapport Béral, 17 mai 1888, Sénat.

(2) *Documents parlementaires*, Rapport Baihaut, 15 mars 1890, Chambre.

stage ait été accompli là où le délégué exercera ses fonctions ; elle attache à cet effet une importance capitale à l'arrêté de délimitation . Le Conseil d'État lui-même décide :

Un mineur qui a travaillé au fond pendant cinq ans, dans des concessions appartenant au même exploitant, mais moins de cinq ans dans une circonscription fixée par un arrêté préfectoral de délimitation distinct, n'est pas éligible dans cette circonscription, alors qu'il n'est pas établi que le préfet aurait dû comprendre, dans une même circonscription, l'ensemble des concessions appartenant au même exploitant (1).

Et maintenant quel sens donner à ces mots « travaillant au fond depuis cinq ans » ? Doit-on imposer la continuité du travail sans interruption notable ? Des hésitations se sont produites sur la question (2). Il ressort très nettement d'une décision au contentieux du 14 mai 1891 (élection du délégué Bosquet, circonscription de la fosse n° 4 des mines de Bruay) (3) que la loi n'exige pas cinq années consécutives. Ainsi, il suffit qu'un ouvrier actuellement occupé dans la circonscription y ait été employé pendant une durée totale de cinq ans, quelles que soient les dates et les périodes de son emploi, pour qu'il soit éligible.

(1) Conseil d'Etat, 22 février 1895 (Falguière c. Etat) ; 22 février 1895 (Lagare c. Etat).

(2) Circulaire du 9 septembre 1893.

(3) Conseil d'Etat, 14 mai 1891 (Bosquet c. Mines de Bruay).

Le Conseil de préfecture du Nord, les 5 et 19 décembre 1890, avait adopté la même solution (1).

Est-ce à dire que la loi doive être, dans tous les cas, interprétée dans un sens large ?

Nous ne le pensons pas ; on ne peut pas poser de principe général, car la jurisprudence varie selon les espèces.

Par exemple, dans une houillère où l'exploitation est suspendue presque complètement pendant plusieurs années, et où par suite il est à peu près impossible de trouver des ouvriers justifiant des conditions d'éligibilité requises, l'article 6, § 2, ne sera pas trop rigoureusement appliqué, affirme le Conseil de préfecture de la Loire, à la date du 7 novembre 1890 (2).

Par contre, le même tribunal administratif, les 21 novembre 1890 et 27 janvier 1891, décide : Le fait qu'il est à peu près impossible dans une houillère de trouver des ouvriers ayant cinq ans de travail au fond dans la circonscription n'est pas un motif pour ne pas s'en tenir aux prescriptions de la loi (3).

C'est-à-dire, semble-t-il, que nous nous trouvons en présence de difficultés sur lesquelles diverses opinions ont pu se soutenir.

B. — *Anciens ouvriers*. — Il semblait naturel au pre-

(1) Conseil de préfecture du Nord, 5 décembre 1890 (C. c. Cie de Vicoigne) ; 19 décembre 1890 (Lh. c. Cie de Vicoigne).

(2) Conseil de préfecture de la Loire, 7 novembre 1890 (Perrin c. M. de Monthieux).

(3) Conseil de préfecture de la Loire, 21 novembre 1890, 27 janvier 1891 (Chalençon c. M. de Villebœuf).

mier abord, que d'anciens ouvriers pussent être élus délégués dans leurs anciens chantiers. « Ne pourrait-on d'ailleurs pas ajouter que cette catégorie de vieux mineurs blanchis sous le harnois, si l'on me permet cette expression en pareille profession, réunit au plus haut degré les qualités que ces délégués doivent présenter : longue expérience, prudence, caractère froid, détermination, etc., et que ces ouvriers, qui ne sont plus assez vigoureux pour manier le pic, le seront encore bien suffisamment pour faire leurs tournées d'inspection ? Ne serait-ce pas encore eux, ces anciens ouvriers, qui mettraient le plus de liant dans les rapports entre exploitants et mineurs ? » (1).

Et pourtant, aucune disposition de la loi nouvelle n'a été critiquée plus amèrement par les concessionnaires. Vous aurez comme délégués, disaient-ils, non pas de *vieux* travailleurs, sages et modérés, mais d'*anciens* mineurs, agitateurs de profession. « Ce seront des ouvriers renvoyés de la mine par les exploitants, ce seront des ouvriers paresseux, ivrognes, insolents qui se vanteront très haut d'être les ennemis de l'exploitant, à qui ils en voudront mortellement et qui promettront le plus fortement d'apporter dans l'exercice de leurs fonctions une fermeté et une sévérité, dont la sécurité de leurs anciens compagnons ne sera que le prétexte et dont leur haine sera le meilleur garant ! »

(1) Riston, De l'institution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, *Revue de législation des mines*, Delecroix (mai-juin 1891).

« Quant à la capacité professionnelle de ces délégués, ajoutait-on encore, peut-il en être sérieusement question dans de semblables circonstances ? (1) »

Voici en quels termes s'exprimait M. Nibaut, ingénieur : « Ce délégué, ancien ouvrier renvoyé, sera un excellent et fougueux propagateur de la bonne parole socialiste, un agent électoral hors ligne, un excellent instrument contre les exploitants ; ce sera le perturbateur de toutes les heures, l'agent des chambres syndicales, qui auront ainsi une main dans chaque exploitation ; ce sera enfin le général en chef de la prochaine grève (2). »

Et pourtant, dans tous les textes votés par l'une ou l'autre de nos assemblées, en deuxième délibération tout au moins (3), les anciens mineurs ont été admis comme mandataires des ouvriers, avec des garanties variables, mais toujours plus considérables que celles exigées pour les travailleurs actuels.

M. Thellier de Poncheville, dans la séance de la Chambre du 8 juillet 1887, alla même jusqu'à proposer un amendement en ces termes :

« Sont éligibles les ouvriers mineurs ou carriers domiciliés dans les communes de l'exploitation considérée, ayant travaillé au fond 3 ans au moins dans l'exploitation ou la section considérée, âgés de 45 ans accomplis

(1) Riston, *ibid.*

(2) Nibaut, Paris, 1886, *Les délégués mineurs*.

(3) Une fois seulement en 1<sup>re</sup> délibération, au Sénat, l'opinion contraire a prévalu (1885).

et justifiant de 25 *années de travail* dans les mines ou âgés de 25 ans accomplis et jouissant d'une pension de retraite. » Voici la signification de ce texte : toutes les fois que l'ancien ouvrier aura abandonné son emploi à la suite d'un accident lui permettant d'avoir sa retraite, il pourra être élu, à la condition d'avoir 25 ans; mais, s'il a quitté l'exploitation de toute autre manière, il ne sera nommé valablement que dans le cas où il a 45 ans d'âge dont 25 dans la mine (1). Le législateur n'a pas voulu se montrer si sévère. Il a su distinguer entre les garanties indispensables et les exagérations qui auraient permis de retirer d'une main ce que l'on accordait de l'autre.

Certes, pour que le délégué mineur remplisse un rôle utile, il importe qu'il ait une connaissance des galeries sur lesquelles s'exercera sa surveillance. Mais la compétence ne suffit point. Il est non moins nécessaire que le représentant des ouvriers soit en état de remplir la mission à lui confiée, sans être arrêté par la crainte du patron. Et il n'est pas assez d'accorder l'éligibilité aux anciens ouvriers. Le Sénat, en effet, dans l'article 6 voté en 1888 et en 1889, demanda, par exemple, d'admettre seulement comme délégués parmi ces anciens mineurs, ceux qui auraient quitté l'exploitation *volontairement* ou *par suite de chômage* (2). Dans ces conditions, ne doit-on pas craindre que tout élu coupable d'avoir mécontenté

(1) Discours Thellier de Poncheville, 8 juillet 1887, Chambre.

(2) Cf. Blavier, Sénat, séance du 26 juin 1890.



la compagnie houillère en rédigeant un rapport défavorable, risque d'être renvoyé par elle sous un de ces prétextes toujours faciles à imaginer? L'ouvrier perdrait son gagne-pain et le délégué deviendrait inéligible (2).

Toute clause restrictive de cette nature disparut donc dans le texte définitivement adopté, et, pourtant, les précautions furent prises pour exclure les agitations.

On exige des conditions très précises pour la nomination d'aucuns ouvriers.

1<sup>o</sup> C'est d'abord *le domicile*, et non pas seulement une simple résidence. Il y a là une garantie spéciale demandée à celui qui ne travaille plus actuellement dans les chantiers souterrains.

Ne sont éligibles que les anciens ouvriers ayant leur domicile dans les communes sous le territoire desquelles s'étend l'ensemble des circonscriptions comprises, avec la circonscription en question, dans le même arrêté de délimitation. On s'est demandé si le fait que des circonscriptions non comprises dans le même arrêté de délimitation seraient exploitées par le même concessionnaire, ne permettrait pas d'étendre l'interprétation de la loi. Le Conseil d'État ne l'a pas pensé. S'il était établi que le préfet aurait dû délimiter par un même arrêté l'ensemble des concessions appartenant au même exploitant, il pourrait en être ainsi. A défaut de cette preuve, le texte doit être rigoureusement appliqué (1).

(1) Rapport Baihaut, 15 mars 1890, *Doc. parl.*

(2) Conseil d'État, 11 mars 1892, 22 février 1895 (Falguière c. État) ;



2° Les anciens ouvriers doivent avoir *travaillé au fond pendant 5 ans*. A la différence des mineurs actuels, il n'est pas possible, bien évidemment, qu'ils soient encore attachés aux chantiers souterrains ; mais, pour ce qui concerne la manière dont ce travail de cinq ans a été fait, on adoptera pour les uns et les autres les mêmes règles.

Par exemple, la continuité du travail n'est pas exigée et on ne pourrait pourtant se prévaloir, comme emploi à titre d'ancien ouvrier, du temps où on aurait été occupé comme chef mineur ou porion (1).

3° Quiconque brigue les fonctions de mandataire des ouvriers doit, en outre, ne pas avoir oublié comment sont conduites les entreprises houillères dont il va avoir la surveillance. *Le candidat n'aura donc pas quitté depuis plus de dix ans l'exploitation* où il aura pu être employé comme ouvrier délégué ou délégué suppléant (2).

4° Enfin, dernière condition d'éligibilité, *on ne sera jamais délégué de plusieurs circonscriptions*. Cette disposition, introduite par M. Berger dans la séance de la Chambre du 19 mai 1890 (3), est, pour ainsi dire, la loi sur les candidatures multiples relativement aux délégués mineurs. Elle est inspirée très certainement par l'idée

22 février 1895 (Lagare c. Etat). *Contrà* : arrêté du Conseil de préfecture de l'Aveyron du 21 février 1894 (annulé par le Conseil d'Etat).

(1) Baihaut, *Documents parlementaires*, Rapport supplémentaire, 8 mai 1890, Chambre.

(2) Conseil d'Etat, 11 mars 1890, 11 mai 1892.

(3) *Débats parlementaires*, Chambre, séance 19 mai 1890.

d'empêcher les représentants des travailleurs de se mettre en contradiction avec l'esprit général du texte du 8 juillet 1890, duquel il ressort que le délégué est employé dans ses fonctions 12 jours par mois, et n'y consacre pas dès lors tout son temps.

Est-il possible d'être éligible dans deux circonscriptions, dans l'une comme ouvrier, dans l'autre comme ancien ouvrier? Très certainement, les fonctions de délégué ne se cumulent pas ; mais là n'est pas la question. Nous nous demandons simplement si un mineur a le droit soit de se faire nommer dans la circonscription où il travaille actuellement, soit de se présenter dans l'exploitation où il a jadis été occupé.

La réponse est affirmative. Le Conseil d'État dans une décision au contentieux du 20 juin 1891 le dit implicitement.

« Remplit, en effet, les conditions d'éligibilité exigées des *anciens mineurs*, le candidat qui, au moment de l'élection, était employé comme ouvrier dans une circonscription dépendant d'une autre exploitation où, d'ailleurs, il n'était pas délégué ; il ne résulte d'aucune disposition de la loi que cette circonstance lui fasse perdre la qualité d'ancien ouvrier (1). »

(1) Conseil d'Etat, 20 juin 1891. Vicoigne-Nœux, aff. Bisiaux.

## § 3. — Convocation des électeurs. — Opérations électorales.

A. — *Convocation des électeurs.*

« Les électeurs d'une circonscription sont convoqués par un arrêté du préfet.

« L'arrêté doit être publié et affiché dans les communes sous le territoire desquelles s'étend la circonscription quinze jours, au moins, avant l'élection, qui doit toujours avoir lieu un dimanche.

« L'arrêté fixe la date de l'élection ainsi que les heures auxquelles sera ouvert et fermé le scrutin.

« Le vote a lieu à la mairie de la commune désignée par l'arrêté de convocation parmi celles sous le territoire desquelles s'étend la circonscription » (art. 8).

*Commentaire.*— La convocation des électeurs d'une circonscription a lieu par un arrêté préfectoral publié dans le *Bulletin des actes administratifs du département*, et dont les exemplaires sont affichés, et annoncé à son de caisse dans toutes les communes comprises totalement dans la circonscription (1).

Le délai entre le jour de la publication de l'arrêté de convocation et celui de l'ouverture du scrutin avait été fixé tout d'abord par le Sénat à 8 jours (2). La Chambre le porta à 30 (3). Ce dernier chiffre n'était-il pas trop considérable ? Pourquoi adopter un temps plus long

(1) Circulaire du 19 juillet 1890.

(2) Séance de la Chambre, 7 mai 1885.

(3) Séance du Sénat, 18 décembre 1885.

que pour les élections municipales ? Aussi s'est-on décidé pour le délai de quinzaine.

L'élection aura lieu un dimanche, parce que ce jour est plus commode pour les votants.

C'est là, du reste, une règle générale en la matière. Pour la députation aussi bien que pour les conseils généraux, d'arrondissements et municipaux, on procède toujours ainsi.

Si même le texte de la loi du 8 juillet 1890 n'avait pas prévu ce détail, il aurait fallu s'en référer à ce qui est d'usage constant pour les élections ordinaires. Et si nous faisons cette remarque, c'est afin de bien montrer que, dans tous les cas où les formalités prescrites quant à la nomination des délégués ne sont pas déterminées, le droit commun sera applicable.

Que doit comprendre l'arrêté préfectoral ?

Il désigne : 1° la date de l'élection, avec les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin.

2° La mairie où il devra être procédé au vote.

En ce qui concerne le premier point, le préfet agira avec tact. On devra tenir compte à la fois des habitudes du pays et du nombre des électeurs sur lequel il pourra toujours être approximativement renseigné à l'avance, par les ingénieurs des mines. Si le nombre des électeurs n'est pas considérable, si le domicile de la plupart d'entre eux n'est pas éloigné du lieu de vote, il peut être utile de n'ouvrir le scrutin que pendant la matinée ou l'après-midi. Lorsque, par contre, les électeurs sont

nombreux, il est nécessaire de veiller à ce que tous aient le temps de voter. La loi laisse donc ici un pouvoir d'appréciation au préfet, sans lui permettre de diviser les communes en sections de vote, à ce qu'il semble, du moins, d'après la circulaire du 19 juillet 1890.

Dans le choix de la mairie, il conviendra de prendre celle où sont déposés l'arrêté et le plan qui définissent la circonscription (1).

Historiquement, on s'était contenté, tout d'abord, de dire : le vote aura lieu à la mairie (2). C'était trop vague. Le législateur a complété l'article et, dans l'élaboration du texte, diverses dispositions ont disparu.

Il en est ainsi de la fixation par le Sénat, en 1885, d'un minimum de durée du scrutin de 2 heures (3). De même, en 1887, la Chambre décida que l'arrêté de convocation fixerait les heures de vote, et elle ajoutait : Le scrutin sera ouvert à 8 heures du matin et fermé à 6 heures du soir. Cette contradiction ne pouvait davantage subsister (4).

#### B. — *Liste électorale.*

« Dans les huit jours qui suivent la publication de l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs, la liste électorale de la circonscription, dressée par l'exploitant, est remise en trois exemplaires au maire de chacune des communes sous lesquelles s'étend la circonscription.

(1) Circulaire du 19 juillet 1890.

(2) Chambre, 7 mai 1885.

(3) Sénat, 18 décembre 1885.

(4) Chambre, 8 juillet 1887.

Le maire fait immédiatement afficher cette liste à la porte de la mairie et dresse procès-verbal de cet affichage ; il envoie les deux autres exemplaires au préfet et au juge de paix, avec copie du procès-verbal d'affichage. Dans le même délai de huit jours, l'exploitant fait afficher la dite liste aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers.

Si l'exploitant ne remet pas aux maires et ne fait pas afficher la liste électorale dans les délais et conditions ci-dessus prévus le préfet fait dresser et afficher cette liste, aux frais de l'exploitant, sans préjudice des peines qui pourront être prononcées contre ce dernier pour contravention à la présente loi.

En cas de réclamation des intéressés, le recours doit être formé cinq jours, au plus, après celui où l'affichage a été effectué par le maire le moins diligent, devant le juge de paix, qui statue d'urgence et en dernier ressort.

Si une circonscription s'étend sous deux ou plusieurs cantons, le juge de paix compétent est celui dont le canton comprend la mairie de la commune désignée comme lieu de vote pour l'arrêté préfectoral de convocation des électeurs (art. 7). Quant à la confection des listes électorales, le Sénat avait adopté, le 18 décembre 1885, le système suivant (1) :

Le *maire*, assisté de deux conseillers municipaux pris dans l'ordre du tableau, prépare la liste électorale (2). Il

(1) Sénat, séance du 18 décembre 1885.

(2) *Ibid.* Premier projet présenté par Waldeck-Rousseau et Chambre, séance du 7 mai 1885.

est procédé à l'inscription de chaque électeur, sur la présentation d'un certificat émané du directeur ou de l'ingénieur de l'exploitation, constatant que l'ouvrier est attaché aux exploitations de la circonscription depuis le temps fixé par la loi (c'était un an), et, à défaut de ce certificat, sur les preuves fournies par les intéressés au maire et à ses assesseurs.

La liste électorale ainsi préparée est soumise au préfet qui l'arrête et la fait publier en la forme ordinaire.

Ces prescriptions sont maintenant très simplifiées. *Pour établir les listes* des électeurs de la circonscription, ce sont *les exploitants* qui en sont chargés et non plus les maires, comme précédemment. Les concessionnaires sont d'ailleurs mieux placés que personne pour remplir ce rôle en connaissance de cause.

Dans les huit jours qui suivent l'arrêté préfectoral, non compris le jour de la publication, ils dresseront, par ordre alphabétique, l'énumération des électeurs en indiquant leurs prénoms, dates et lieux de naissance.

Ils mentionneront aussi la nature de l'emploi de chacun, ainsi que la date de son entrée dans la circonscription, où il est appelé à voter.

Comment contrôler la capacité des ouvriers ?

Il est bien évident que l'exploitant devra, lors de la réception d'un nouveau mineur, s'assurer de son identité exacte. Autrefois, cette vérification lui était de beaucoup facilitée par la communication à lui faite par l'ouvrier de son livret ; mais aujourd'hui, d'après la loi du



2 juillet 1890, le livret n'est plus obligatoire, ce qui nécessitera plus de précautions que par le passé. Il est toutefois à remarquer que les concessionnaires ne sont pas responsables des erreurs qui peuvent se glisser dans les tableaux ainsi rédigés, car les intéressés ont le moyen de faire reviser ces listes en y faisant opposition ; ce n'est donc que dans le cas de mauvaise foi que des poursuites seraient possibles (1).

Si chaque chef d'exploitation avait le droit de demander aux greffiers des tribunaux les extraits du casier judiciaire, sa tâche serait facilitée. Mais les règlements de la Chancellerie ne permettent pas de délivrer à des tiers des extraits du casier (2).

L'exécution de la loi du 8 juillet a été, de par la circulaire du 17 mars 1891, assurée au moyen du *casier administratif électoral* tenu dans chaque arrondissement.

Voici ce dont il s'agit.

Les exploitants de chaque circonscription ont-ils conçu des doutes sur la capacité de certains travailleurs ? Ils demanderont au sous-préfet de l'arrondissement où est situé le siège de l'exploitation, communication des extraits relatifs à ces individus.

De deux choses, l'une : ou ceux-ci sont originaires de l'arrondissement, et alors le sous-préfet délivrera lui-même les renseignements ; dans le cas contraire, il s'a-

(1) Riston, De l'institution des délégués mineurs, *Revue de législation des mines*, mars-avril 1891.

(2) Circulaire du 17 mars 1891 relative à la délivrance du casier administratif nécessaire à la formation des listes électorales.

dressera, pour les obtenir, directement à ses collègues s'il s'agit du même département, sinon par l'intermédiaire des préfets.

Pour les ouvriers français nés soit à l'étranger, soit aux colonies, ou dont l'origine n'est pas légalement constatée, les extraits les concernant seront réclamés directement au casier central tenu à la Chancellerie.

Pour prévenir l'usage abusif qui pourrait être fait de ces renseignements et permettre le contrôle de l'administration, mention devra être faite de l'élection, en vue de laquelle sont formées ces demandes.

Il sera du reste inutile de les rédiger sur papier timbré (1).

Ainsi renseigné, le concessionnaire rédigera la liste électorale. Il en fera plusieurs expéditions qu'il signera. Trois exemplaires seront remis dans chacune des mairies de la circonscription.

L'un sera immédiatement affiché, par les soins du maire, à la porte de la maison commune, et il sera dressé de cette opération un procès-verbal dont copie sera envoyée, avec les deux autres exemplaires, au préfet et au juge de paix. La loi a été plus explicite encore.

Une grande publicité doit être donnée à la liste électorale, afin que tous les intéressés puissent exercer leurs droits. C'est pourquoi obligation est imposée à l'exploitant de la faire apposer aux lieux habituels pour les avis

(1) Circulaire du 17 mars 1891.

donnés aux ouvriers et ce, 8 jours au moins avant l'élection.

Un paragraphe de l'article 7 vise le cas où l'exploitant ne dresse pas et n'affiche pas les listes électorales dans les délais et conditions prévus (1). Le maire constatera cette omission par procès-verbal sur le vu duquel le préfet rendra un arrêté ordonnant d'établir d'office le tableau des électeurs.

Les maires sont chargés d'afficher et de publier à son de caisse cet arrêté ; les intéressés y seront informés qu'ils ont un délai de 8 jours pour se faire inscrire, en adressant leur demande à la mairie, soit par eux-mêmes, soit par mandataire ; ils auront soin de produire les pièces justificatives à l'appui de leurs déclarations. Les listes partielles ainsi formées dans chaque localité seront envoyées au maire de la commune où les élections devront avoir lieu. Ce dernier dressera immédiatement la liste générale, l'affichera dans sa commune, et en adressera des exemplaires partout où, dans la circonscription, l'affichage est nécessaire, c'est-à-dire dans toutes les localités, ainsi qu'au préfet et au juge de paix. Comme, ici aussi, la publication devra durer au moins 8 jours avant le vote, le préfet pourra, au besoin, renvoyer l'élection à une date plus éloignée que celle à laquelle elle avait été primitivement fixée. Il y a là pour lui une question à examiner.

(1) Rapport Béral, Sénat, 17 mai 1888.

Outre les pénalités encourues en vertu de l'article 17, l'exploitant, après avoir laissé dresser la liste électorale d'office, n'en aura pas moins à supporter les frais de confection dont état sera envoyé par chaque maire au préfet, qui le rendra exécutoire par arrêté. Recouvrement s'opérera comme en matière de contributions directes (1).

Des réclamations peuvent se produire contre les formalités ainsi remplies ; elles seront portées devant le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve la mairie où a lieu l'élection. Ce recours sera formé cinq jours au plus après celui où l'affichage a été effectué par le maire le moins diligent.

Il est très certain que les tribunaux administratifs sont ici incompétents. Le Conseil de préfecture du Nord, le 5 décembre 1890 (2), a déclaré, par exemple, que l'omission alléguée de trois ouvriers mineurs, sur la liste électorale, ne pouvait être examinée par lui. En ce cas, ajoutait-il, le juge de paix seul en connaîtra.

Et, en effet, le texte de la loi aussi bien que les travaux préparatoires sont en ce sens. Si, dans le projet primitif, les réclamations devaient être portées devant le Conseil de préfecture, comme dans les matières électorales ordinaires, on a, sur la demande du Gouvernement et dès le premier vote de la Chambre (3), admis, en

(1) Circulaire du 19 juillet 1890.

(2) Conseil de préfecture du Nord, 5 décembre 1890.

(3) Chambre et Sénat, premiers projets votés.

vue de la rapidité de la procédure, que le juge de paix statue. Le Sénat a ajouté, en 1885, qu'il déciderait d'urgence et en dernier ressort (1).

A cet effet, il indiquera le jour et l'heure auxquels comparaitront les parties intéressées, en ne leur donnant que les délais nécessaires pour se présenter.

La sentence à intervenir n'est ni un acte extra-judiciaire, ni une sorte d'arbitrage; elle constitue un véritable jugement : elle sera rendue dans la salle des audiences, publiquement et avec l'assistance du greffier. Minute en sera conservée aux archives.

Elle pourra être signifiée aux intéressés ou au bureau électoral par les soins de la partie la plus diligente, au moyen soit d'une attestation signée par le juge de paix lui-même, soit par un certificat du greffier.

#### C. — *Scrutin. — Formation du bureau.*

Nous avons déjà remarqué que, pour les élections des délégués, on s'inspirait grandement des règles ordinaires en la matière ; mais la comparaison s'impose, surtout à ce point où nous sommes arrivés.

Pour la nomination des députés, la composition des bureaux électoraux est réglée par les articles 12, 13 et 14 du décret réglementaire du 2 février 1852. Le bureau de chaque collège ou section est composé d'un président, de quatre assesseurs et d'un secrétaire choisi par eux parmi les électeurs. Les collèges et sections sont prési-

(1) Circulaire du 19 juillet 1890 ; Riston, *loc. cit.*

dés par les maire, adjoints et conseillers municipaux de la commune ; à leur défaut, les présidents sont désignés par le maire, parmi les électeurs sachant lire et écrire. Les *assesseurs sont pris, suivant l'ordre du tableau, parmi les conseillers municipaux*, sachant lire et écrire ; à leur défaut, les assesseurs sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs présents sachant lire et écrire (1).

Pour les *élections municipales*, c'est l'inverse qui a lieu : *les deux plus âgés et les deux plus jeunes électeurs* présents à l'ouverture de la séance sont choisis (2).

Il fallait opter entre ces deux façons de procéder ; la loi du 8 juillet 1890 adopte le principe de la seconde, avec une modification quant au nombre de ceux qui doivent composer le bureau : les assesseurs ne sont pris parmi les conseillers municipaux que subsidiairement.

Et, en effet, « le bureau électoral est présidé par le *maire* qui prend comme assesseurs le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents au moment de l'ouverture du scrutin, et, à défaut d'électeurs présents ou consentant à siéger, deux membres du conseil municipal » (art. 9, § 1).

Trois membres suffisent donc pour diriger les opérations électorales. Est-il obligatoire pour eux de rester présents d'une façon continue, depuis l'ouverture jusqu'à la clôture des opérations (3) ? Faut-il, en cas d'absence

(1) E. Pierre, *Droit politique et parlementaire*. Bureau des collèges.

(2) Hauriou, *Droit administratif*.

(3) Circulaire du 19 juillet 1890.

de l'un d'eux, procéder à son remplacement ? Il semble qu'il est suffisant de ne pas laisser la salle du vote sans surveillance, c'est-à-dire que tout le bureau ne pourrait pas la quitter en même temps.

Il est inutile de désigner un secrétaire spécial ; le président en remplit les fonctions.

*Quid* si le maire est obligé de se faire remplacer dans le double rôle qui lui est législativement assigné ? Il lui est alors loisible, par application de l'article 82 de la loi municipale du 5 avril 1884, de déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions, à un de ses adjoints, et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à des membres du conseil électoral.

Le bureau électoral devra être muni, indépendamment des objets ordinaires tels que papier, encre, etc... de tous ceux qui ont été énumérés par le ministre des travaux publics, savoir :

1<sup>o</sup> Un exemplaire de la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ;

2<sup>o</sup> Un autre de la circulaire ministérielle du 19 juillet 1890 ;

3<sup>o</sup> Un autre encore de l'arrêté et du plan qui ont défini et délimité la circonscription.

4<sup>o</sup> Une ampliation de l'arrêté de convocation des électeurs, avec l'exemplaire annexé de l'enveloppe type certifiée conforme par le préfet.

Pour les débuts de l'application de la loi, chaque bu-



reau électoral aura, en outre, à sa disposition un approvisionnement d'enveloppes semblables, nécessaires pour contenir les bulletins.

#### D. — *Vote.*

« Le vote a lieu, sous peine de nullité, sous enveloppe d'un type uniforme déposé à la préfecture » (art. 9, § 6).

Cette question du *vote sous enveloppe* a été agitée souvent, et à propos de toutes les élections.

Il y a donc là une innovation curieuse, et qui a été introduite dans la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs par la Chambre, dans la séance du 8 juillet 1887. La Commission avait, en ce sens, adopté l'amendement déposé par M. Desmons, afin d'assurer l'indépendance des électeurs (1).

Le Sénat ne crut pas à propos d'appliquer, pour la première fois, à des élections aussi spéciales et aussi restreintes, un procédé de votation non encore pratiqué, très controversé et qui aurait, en tous cas, besoin d'être réglementé dans ses détails. Sans parler des frais nouveaux auxquels il donnerait lieu, il entraînerait certainement de sérieuses complications, et ne remédierait à rien (2).

En 1890, la Chambre ayant, comme par le passé, maintenu cette disposition nouvelle, toujours dans le but d'assurer la sincérité des élections (3), le Sénat, con-

(1) Chambre, séance du 8 juillet 1887.

(2) Rapport Béral. Sénat, *Doc. parl.*, 17 mai 1888.

(3) Rapport Baihaut. Chambre, 15 mars 1890.

formément aux conclusions de son rapporteur, se rangea à l'idée du vote sous enveloppe, ne voulant pas, pour une question de détail, retarder indéfiniment la création des délégués.

Ainsi naquit la prescription du dernier paragraphe de l'article 9.

Elle ne dit pas si l'enveloppe doit être remise fermée et si le président du bureau l'acceptera ouverte. En l'absence d'un texte formel, le président ne peut refuser une enveloppe non fermée. Il importe, en ce cas, d'attirer l'attention de l'électeur, et de l'aviser que son vote sera annulé lors du dépouillement.

Bien certainement, tout vote non remis sous enveloppe doit être refusé.

Que faut-il décider si un électeur se servait d'une enveloppe différente du type officiel ? Il n'appartient pas au bureau d'être juge en l'espèce ; mais incontestablement le suffrage ainsi exprimé sera annulé au dépouillement.

L'enveloppe-type est fournie directement par le ministre des travaux publics aux préfetures, qui les envoient, au moment voulu, aux maires des circonscriptions où doivent avoir lieu les élections en nombre sensiblement triple de celui des électeurs, afin de parer aux besoins d'un second tour de scrutin. Les votants trouveront donc dans les mairies les enveloppes qui leur sont nécessaires ; mais, d'une part, ils ne sont pas obligés de demander leurs enveloppes à la mairie et ils peuvent voter avec des enveloppes de n'importe quelle prove-

nance, pourvu qu'elles soient identiques au type officiel. D'autre part, la loi n'oblige nullement l'administration à approvisionner les électeurs ; c'est une facilité que le gouvernement a cru devoir donner pour les débuts de l'application de la loi. De ce dernier principe on tirera cette conséquence : l'on ne pourra attaquer la validité d'une élection par le motif qu'à un moment donné, le bureau s'est trouvé dans l'impossibilité de distribuer des enveloppes (1).

C'est le préfet qui déterminera par arrêté spécial le type officiel dont il vient d'être question. Un exemplaire en restera déposé à la préfecture, comme annexe à la minute de l'arrêté ; des spécimens seront envoyés à chacune des communes de la circonscription (2). Chaque bulletin ainsi clos « porte deux noms avec l'indication de la qualité de délégué ou de délégué suppléant à chaque candidat » (art. 9, § 2).

On s'était contenté, dans tous les projets antérieurs à 1890, de cette mention : « chaque bulletin porte deux noms » ; c'est sur un amendement de M. Leydet, proposé et voté le 19 mai à la Chambre (3), que l'on a exigé pour l'électeur de montrer clairement sa volonté en faisant suivre ou précéder la désignation des candidats de la qualité qu'il désire leur attribuer comme titulaire ou suppléant.

(1) Riston, *loc. cit.* Cf. circulaire 19 juillet 1890.

(2) *Ibid.*

(3) Chambre, séance du 10 mai 1890, *Débats parlementaires*.

Par cette disposition, on empêche des confusions qui se seraient infailliblement produites.

Un bulletin porte-t-il deux candidats purement et simplement. Lequel sera le délégué? N'est-ce point assez pour justifier l'addition opérée en 1890 (1)?

Dans l'interprétation fournie postérieurement au vote définitif de la loi, on s'est demandé si l'inscription d'un seul nom sur le bulletin est infraction suffisante au texte pour entraîner l'annulation du suffrage. Tout d'abord, l'administration adopta la solution affirmative, c'est-à-dire rigoureuse (2). Mais cette jurisprudence ne prévalut pas. Une décision au contentieux du 3 juillet 1891 (élection du délégué Lamette, circonscription de la fosse Renard n° 1 des mines d'Anzin), a admis une opinion plus libérale. Il y a été posé en principe que la prescription de l'article 9, § 2, n'est pas édictée à peine de nullité des bulletins sur lesquels elle n'aurait pas été observée, et qu'au juge de l'élection incombe le soin de décider, après l'examen des bulletins, s'ils contiennent une désignation suffisante pour en faire l'attribution, soit quant à la fonction du délégué titulaire ou de son suppléant. Et la circulaire du 9 septembre 1893 le dit formellement (3).

(1) Rapport Béral, 1890, *Doc. parl.* Sénat.

(2) Circulaire du 19 juillet 1890.

(3) *Contrà* : Circulaire du 19 juillet 1890 ; Riston, *loc. cit.*, pour : Conseil de préfecture du Nord, 5 déc. 1890 (Compagnie d'Azincourt) ; Conseil de préfecture de la Loire, 16 janvier 1891 ; Conseil d'Etat, 3 juillet 1891 (Lamette c. M. d'Anzin). Conseil de préfecture de la Loire, 14 nov. 1891 (Farizon c. Terrenoire).

Bien plus, « c'est avec raison que l'on attribue à un candidat les bulletins portant un surnom sous lequel il est connu et qui figure sur son livret d'ouvrier ; en ce cas en effet la manifestation de la volonté de l'électeur ne saurait laisser de doute (1).

Il sera procédé au *vote* de la façon suivante :

Il n'y a en aucun cas de cartes électorales (2) et cependant il importe de s'assurer de l'identité de chacun des ouvriers, qui se présente au scrutin en remettant au président du bureau l'enveloppe contenant son bulletin. Ne pourront prendre part au vote, comme dans toutes les élections, que les inscrits sur la liste électorale, sans que le bureau puisse se faire juge du droit du votant d'y figurer.

Toutefois, il est nécessaire de refuser le suffrage de celui qui, bien que inscrit, aurait été l'objet d'une décision du juge de paix ordonnant sa radiation, lorsque cette sentence aura été notifiée au bureau, soit par un électeur, soit par l'exploitant ou son représentant. Par contre, seront admis, quoique non inscrits, les mineurs porteurs d'une décision du juge de paix ordonnant le rétablissement de leurs noms sur la liste ou du certificat du greffier.

Mention de la nature et de la date de toute sentence

(1) Conseil d'Etat, 21 novembre 1891, *Délégués mineurs*, bulletin de vote (Cavalier et Poux c. Rigaldi et Touroux, circonscription de Campagnac).

(2) Circulaire du 19 juillet 1890.

de cette nature qui a été présentée, est portée sur la liste d'émargement.

L'identité de chaque électeur peut, en outre, se prouver comme en matière de retrait de lettres ou de dépôts de poste.

Si un mineur n'est connu d'aucun des membres du bureau, il aura, sur l'avertissement qui lui sera donné par le président, à produire un passeport, un livret militaire, une carte électorale, des actes d'état civil, des témoignages, etc...

Il ne suffit pas que l'ouvrier puisse voter, il est indispensable qu'il puisse le faire librement. Les exploitants ou leurs représentants ont, il est vrai, le libre accès de la salle du scrutin. Les ingénieurs et maîtres mineurs ou assimilés, chargés de la circonscription, jouissent du même droit. Mais le président est libre de prendre toutes les mesures indispensables au maintien du bon ordre, à l'indépendance des élections et au secret du vote (1).

Au reste, l'article 10 dispose : « Ceux qui, soit par voies de fait, violences, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un des électeurs de perdre son emploi, d'être privé de son travail ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, auront influencé le vote seront punis d'un emprisonne-

(1) Conseil de préfecture de la Loire, 14 novembre 1890 (Election de Terrenoire).

ment d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 2.000 francs.

L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué. »

Le décret organique pour l'élection des députés du 2-21 février 1852 porte, dans ses articles 38 et 39, des dispositions analogues ou du moins comparables à celles de l'article 10 de la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Il y est dit : « Quiconque aura donné, promis ou reçu des deniers, effets ou valeurs quelconques, sous la condition soit de donner ou de procurer un suffrage, soit de s'abstenir de voter, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs. Seront punis des mêmes peines ceux qui, sous les mêmes conditions, auront fait ou accepté l'offre ou la promesse d'emplois publics ou privés. Si le coupable est fonctionnaire public, la peine sera du double » (art. 38).

« Ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à s'abstenir de voter ou auront influencé un vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 5.000 francs ; la peine sera du double si le coupable est fonctionnaire public » (art. 39).

Toujours, en effet, le législateur a pris à cœur d'assurer la sincérité des votes, mais plus encore peut-être quand il s'agit de choisir des délégués mineurs, car



plus que partout ailleurs la pression est possible. Était-il nécessaire toutefois d'insérer un article spécial, et ne devait-on pas s'en référer aux termes si complets du décret du 2 février 1852 ? (1). Certains esprits l'ont pensé ; on a même proposé, soit de supprimer purement et simplement toute sanction particulière (2), soit de mettre cette mention : « Les dispositions du décret de 1852 sont applicables aux élections des délégués ouvriers. » On visait par là non plus seulement les pénalités prévues dans les articles 38 et 39 qui, à eux seuls, auraient été suffisantes, mais l'intégralité du décret. M. de la Batie, qui était l'auteur de cet amendement (3), le vit repousser par la Chambre par 345 voix contre 163, sur les observations présentées par M. Jaurès, rapporteur.

Le texte, adopté par la commission, disait-il, « prévoit en somme toutes les manœuvres que l'on peut supposer devoir intervenir (4) ».

Quant à l'article 463 du Code pénal, cité comme pouvant trouver ici sa place, il permet aux juges correctionnels de faire bénéficier le prévenu des circonstances atténuantes.

#### E. — *Dépouillement du scrutin. — Résultats.*

« Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a ob-

(1) Rapport Béral. Sénat, 17 mai 1888. *Documents parl.*

(2) Ceci existait dans les premiers projets votés : 1<sup>o</sup> à la Chambre, 1885 ; 2<sup>o</sup> au Sénat, 1885.

(3) Discours de la Batie, séance du 24 mai 1889, Chambre.

(4) Observations Jaurès, séance du 24 mai 1889, Chambre.

tenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits. »

Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des votants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant, dans les mêmes conditions de forme et de durée (art. 9, §§ 2 à 5).

Nous nous trouvons en présence du droit commun. Le dépouillement du scrutin devra donc être opéré par le bureau ou, sous sa surveillance, par des scrutateurs. Les résultats seront également relevés, constatés, appréciés et enfin proclamés. Il n'y aura de différences avec les élections ordinaires que relativement aux enveloppes, et aux indications que portera le bulletin.

Le premier soin du président sera de compter les enveloppes déposées dans l'urne et de comparer leur nombre à celui des émargements. S'ils ne concordent pas, il importera de distinguer selon que le nombre des suffrages exprimés est plus grand ou moindre que celui des votants (1). Les solutions à intervenir pourront varier suivant que l'on se trouvera en présence de l'un ou de l'autre cas (2).

En principe, les enveloppes seront fermées. Il est pos-

(1) Cf. article 27 du décret du 2 février 1852.

(2) E. Pierre, *Droit politique et parlementaire*. Etude approfondie de ces distinctions.

sible toutefois que, nonobstant les observations du président, elles aient été remises ouvertes, ou encore qu'elles se soient ouvertes dans l'urne, peut-être même auront-elles laissé échapper leurs bulletins, trouvés dès lors à découvert.

Toutes ces irrégularités étant relevées et constatées au procès-verbal, le bureau annulera les suffrages ainsi exprimés, cotera et paraphera les pièces irrégulières, en les annexant au procès-verbal.

Ne seront donc valables que les bulletins extraits d'enveloppes fermées conformes au type officiel.

La circulaire du 19 juillet 1890 donne des détails très complets sur toutes les formalités à remplir. Ainsi, au verso de toute enveloppe contestée et qui, pour ce fait, devra être jointe, sans être ouverte, au procès-verbal, les paraphes s'étendront en travers des lèvres de la fermeture, de telle sorte qu'en cas d'ouverture ultérieure, les traits disjoints en fournissent un témoignage matériel.

Si le bureau, nonobstant une protestation, juge une enveloppe acceptable, il l'ouvrira pour tenir compte de son bulletin, mais l'une et l'autre pièces seront annexées au procès-verbal, cotées et paraphées de façon à ce qu'elles puissent être ultérieurement rapprochées avec certitude.

Les bulletins blancs ou illisibles n'entreront pas en ligne ; ceux qui n'auront pas une désignation suffisante auront le même sort.

Pour ceux écrits sur papier de couleur ou portant des

signes extérieurs, la question de savoir s'ils sont attribués au candidat ne se présente plus dans les mêmes conditions que pour les scrutins ordinaires. Il n'y a point de raison, du moment où les enveloppes qui les contiennent sont valables, de ne pas en faire état. Toutefois, si la question était discutée, on en appellerait à la juridiction compétente, en se conformant aux mêmes règles que pour les autres contestations (1).

*Quid* en cas de bulletins multiples renfermés sous un même pli ? De deux choses l'une, ou ils porteront le même nom et alors on en retiendra un seul en détruisant les autres, ou ils désigneront des candidats différents et ils seront tous annulés.

« Après le dépouillement (art. 12, § 1), le président proclame le résultat du vote », fait incinérer tous les bulletins qui ne sont pas contestés, et « dresse et transmet au préfet le procès-verbal des opérations », qui sera signé de tous les membres du bureau et fait en double expédition afin qu'un exemplaire en reste déposé dans les archives de la mairie.

Le procès-verbal relatera non seulement les protestations présentées et les décisions du bureau, mais explicitement aussi l'accomplissement rigoureux de toutes les clauses substantielles des opérations. Y sont joints les bulletins ou enveloppes contestés et la feuille d'inscription des votants.

(1) Circulaire du 19 juillet 1890.

Le préfet, aussitôt les résultats définitifs connus, les portera à la connaissance de l'ingénieur en chef des mines, et ajoutera, s'il y a lieu, que tout est déféré au Conseil de préfecture. S'il le juge à propos, il adresse aussi au ministre des travaux publics le dossier des élections qui n'auraient pas été portées au Conseil de préfecture, et une simple copie du procès-verbal, dans le cas contraire. Du reste, aujourd'hui, l'examen des pièces par l'administration supérieure peut être considéré comme inutile.

La circulaire du 9 septembre 1893 déclare que le préfet peut se borner à adresser au ministre immédiatement après chaque élection un bulletin (1) indiquant le nom de l'exploitation et de la circonscription, le nombre des électeurs inscrits, celui des votants et les résultats, en spécifiant s'il s'agit d'un premier ou d'un second tour (2).

(1) Circulaire du 9 septembre 1893, concernant le renouvellement triennal des délégués.

(2) Voici le modèle du bulletin ci-dessus.

*Département d. . . . .*

| ÉLECTION DE DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS |                                               |                           |                    |         |                            |                     |              |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------|--------------------|---------|----------------------------|---------------------|--------------|
| Désignation<br>de la mine,<br>minière<br>ou carrière.   | Désignation<br>de la<br>circonscrip-<br>tion. | Date<br>de<br>l'élection. | Nombre d'électeurs |         | Résultats de l'élection    |                     | Observations |
|                                                         |                                               |                           | Inscrits           | Votants | 1 <sup>er</sup> tour       | 2 <sup>e</sup> tour |              |
|                                                         |                                               |                           |                    |         | (4)<br>Pierre 50           | (4)<br>Pierre 60    |              |
|                                                         |                                               |                           |                    |         | Jacques 50<br>(Ballottage) | (élu)<br>Jacques 40 |              |

Il sera inutile, à moins de raisons graves, d'envoyer le dossier tout entier.

Quant au second tour de scrutin, nous savons qu'il y est procédé le dimanche qui suit le vote ayant donné lieu au ballottage.

La majorité relative suffit. Dans la séance du Sénat du 5 décembre 1885, M. Blavier (1) avait déposé un amendement ainsi conçu : « Au deuxième tour de scrutin, la majorité suffit, à la condition que le nombre des suffrages exprimés soit égal, au moins, au quart des électeurs inscrits. » Dans la pensée du signataire, si le vote n'a pas fourni de résultat, une nouvelle convocation des électeurs sera faite par le préfet, mais une année après seulement. Du moment où, dans une circonscription, un nombre restreint d'ouvriers seulement manifestaient leur désir d'avoir des délégués, l'exécution de la loi y était ainsi retardée.

Le rapporteur répondit (et son avis, avec raison, prévalut) qu'il était bizarre de créer une législation spéciale pour les représentants des ouvriers, en ce qui concerne les suffrages nécessaires pour être élu. Pourquoi ne pas suivre les règles admises en matière politique et communale ? (2).

F. — *Des protestations contre les opérations électorales.*

« Les protestations doivent être consignées au procès-

(1) Discours Blavier. Sénat, 5 décembre 1885, *Doc. parlementaires*.

(2) Sénat, séance du 5 décembre 1885, *Doc. parl.*

verbal ou être adressées, à peine de nullité, dans les trois jours qui suivent l'élection, au préfet qui en accuse réception.

Les exploitants peuvent, comme les électeurs, adresser dans le même délai leurs protestations au préfet. En cas de protestation ou si le préfet estime que les conditions prescrites par la loi ne sont pas remplies, le dossier est transmis, au plus tard, le cinquième jour après l'élection, au Conseil de préfecture qui doit statuer dans les 8 jours suivants. En cas d'annulation, il est procédé à l'élection dans le délai d'un mois » (art. 12, §§ 2 à 5).

Le droit de formuler des protestations appartient à tous les intéressés, c'est-à-dire aux candidats, aux électeurs, aux concessionnaires. D'office, les membres du bureau, le maire ou le préfet jouissent de la même faculté.

Si les réclamations sont portées directement au président du bureau, elles seront consignées dans le procès-verbal des opérations.

Sinon, le délai de trois jours pour porter les griefs devant le préfet est formel. Le jour du scrutin ne comptant pas dans le calcul, la demande en annulation peut ne parvenir que dans la journée du mercredi.

Le préfet, de son côté, examinera avec la plus grande attention, même en l'absence de toute protestation, les procès-verbaux d'élection. Il saisira le Conseil de préfecture, s'il constate une grave infraction à la loi, et ce, dans



le délai de cinq jours. Afin d'éviter tout retard, les maires auront soin de transmettre directement, le soir même du vote, au chef-lieu du département tous les renseignements de nature à entraîner la nullité d'une élection. Les ingénieurs sont astreints à une obligation semblable.

Y a-t-il des cas où les réclamations ont chance d'aboutir ?

Parfois, les élus, dès avant leur proclamation, auront outrepassé leurs droits. Cette hypothèse demandait à être envisagée et c'est ce que fait l'article 11 : « Pourra être annulée, dit-il, toute élection dans laquelle les candidats élus auront influencé le vote en promettant de s'immiscer dans les questions ou revendications étrangères à l'objet des fonctions de délégués, telles qu'elles sont définies au paragraphe 1 de l'article 1 (1). »

Cet article a été introduit par la Chambre, en 1890, afin de tranquilliser le Sénat ; il avait été vivement critiqué par M. Dumay, comme pouvant être une cause de chicanes perpétuelles, et permettant aux compagnies de protester contre toutes les élections, quand les résultats ne leur plaisent pas (2). Il avait été adopté, sur les observations de M. Yves Guyot, qui avait montré là un moyen d'empêcher le délégué mineur de prendre pour plate-

(1) *Ibid.* Conseil d'Etat, 31 juillet 1861 (Compagnie de Bessèges, aff. Sonchon).

(2) Discours Dumay, séance du 19 mai 1890, Chambre. *Déb. parl.*

forme électorale d'autres questions que celles qui touchent à la sécurité à laquelle il est préposé (1).

Au Sénat, la disposition de l'article 11 fut l'objet de discussions, non pas quant à son principe admis d'avance, mais dans l'interprétation qu'il importait de lui donner. Du moment où le législateur suppose établi un fait de nature à influencer le vote, il ne saurait laisser à la juridiction compétente le choix de prononcer ou non l'annulation, et c'est cependant ce qui paraît résulter des premiers mots du texte : « Pourra être annulée... » (2).

La réponse du ministre des travaux publics permet d'affirmer que toutes les opérations électorales, qui rentreront dans l'hypothèse prévue, seront *obligatoirement* déclarées non avenues.

La circulaire du 19 juillet 1890 est dans le même sens. Aucun doute n'est plus concevable.

Il y a bien des cas, du reste, où en dehors de l'article 11, une élection sera viciée. Il en sera ainsi très évidemment toutes les fois que certaines manœuvres auront à ce point faussé les résultats obtenus qu'ils ne soient plus l'émanation des ouvriers.

La jurisprudence a fixé la doctrine sur certains points.

N'entraînent pas la nullité :

1° Le simple fait par le candidat d'avoir apposé des affiches (3).

(1) Observations Y. Guyot, *Déb. parl.* Séance du 19 mai 1890, Chambre.

(2) Discours Bérenger, *Déb. parl.* Séance du 26 juin 1890, Sénat.

(3) Conseil de préfecture du Nord, 5 décembre 1890 (Compagnie de Vicoigne).

2° L'ouverture tardive du scrutin (1).

3° L'expulsion de la salle du vote de deux candidats non électeurs dans la circonscription (2)

Par contre, tombe sous le coup de la loi :

La promesse par affiches signées et placardées de s'immiscer dans des questions ou revendications étrangères à l'objet des fonctions de délégué.

Tout ceci n'est donc qu'une question de fait.

Les protestations seront l'objet d'un rapport émanant d'un des conseillers et l'affaire portée à l'audience publique où l'arrêt sera rendu dans les huit jours, après avoir entendu les réquisitions du ministère public et les plaidoiries des intéressés.

Le Conseil ordonnera, au besoin, toutes les mesures d'instruction et de vérification qui lui sembleront nécessaires. Il renverra, s'il y a lieu, devant la juridiction compétente pour trancher une question d'état préjudicielle (3).

L'arrêté rendu sera porté à la connaissance des intéressés par l'intermédiaire du maire, et aux ingénieurs des mines par le préfet (4). Copie en sera envoyée au ministre des travaux publics avec l'avis des ingénieurs et du préfet.

(1) Conseil de préfecture du Nord, 12 décembre 1890 (Compagnie d'Azincourt).

(2) Conseil d'Etat, 16 novembre 1885 (Bucheron et Deschaumes c. Etat).

(3) Riston, *loco citato*.

(4) Circulaire du 19 juillet 1890.

Si les opérations électorales sont recommencées, elles sont effectuées dans le mois, en se conformant à toutes les règles que nous avons si longuement exposées : convocation, etc... Recours contre la décision du Conseil de préfecture sera possible devant le Conseil d'État. Il sera déposé soit au secrétariat général du Conseil d'État, soit à la préfecture ou à la sous-préfecture (1), et, dans ces deux derniers cas, il sera marqué d'un timbre indiquant la date de l'arrivée.

Tout recours ainsi formé devra être dirigé immédiatement et directement au Conseil d'État, sans qu'il soit nécessaire de le faire passer par l'intermédiaire du ministre des travaux publics. Il appartiendra à cette haute juridiction de provoquer les voies d'instruction jugées nécessaires ou utiles, telles que observations du défendeur, opinion des ingénieurs des mines ou d'autres fonctionnaires, en un mot ce qui sera de nature à éclairer sa religion (2).

Les réclamants auront soin de joindre à leur requête une expédition de l'arrêté attaqué (3) et ce, à peine de non-recevabilité.

Il y aurait de même non-recevabilité, si la requête ne contenait pas l'exposé des faits et des moyens à l'appui de la demande en annulation, par application de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 22 juillet 1806 (4).

(1) Article 61 de la loi du 22 juillet 1889.

(2) Circulaire du 3 juin 1891.

(3) Conseil d'État, 14 mai 1891 (Chalençon c. M. de Villebœuf). Conseil d'État, 20 juin 1891 (Election de Pey-Chagnard).

(4) Conseil d'État, 24 mars 1891 (mine de Ronchamp).

Le recours, comme en matière d'élection, aura lieu sans frais (1).

G. — *Cas et délais de convocation.*

« Les délégués et délégués suppléants sont élus pour trois ans ; toutefois ils doivent continuer leurs fonctions tant qu'ils n'ont pas été remplacés.

A l'expiration de 3 ans, il est procédé à de nouvelles élections dans le délai d'un mois.

Il est pourvu, dans le mois qui suit la vacance, au remplacement du délégué ou du délégué suppléant décédé ou démissionnaire ou révoqué ou déchu des qualités requises pour l'éligibilité.

Le nouvel élu est nommé pour le temps restant à courir jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplace. Il devra être procédé à de nouvelles élections pour les circonscriptions qui seront créées ou modifiées par application du paragraphe 4 de l'article 1 de la présente loi » (art. 13).

Les préfets sont donc renseignés quant aux cas et délais dans lesquels ils ont à convoquer les électeurs de chaque circonscription. Lors des premières applications de la loi, il a fallu pourvoir à la nomination de délégués au fur et à mesure que les circonscriptions ont été déterminées, en ayant soin d'échelonner les opérations si plusieurs élections devaient avoir lieu à la mairie de la même commune, le même dimanche. Partout les man-

(1) Conseil d'Etat, 24 juin 1891.

dataires des ouvriers ont été choisis dans le mois de l'arrêté de délimitation.

La durée des fonctions des délégués étant fixée par la loi à trois ans, ce sera à l'expiration de ce délai et dans le mois qui suivra qu'il sera procédé à de nouvelles nominations.

Il sera loisible de continuer à l'ancien élu son mandat. Mais, dans cet intervalle, il peut y avoir des élections occasionnelles, soit à la fois pour le délégué et son suppléant, soit seulement pour l'un d'eux, dans les cas prévus par l'article 13 ; il est spécifié qu'elles auront lieu dans le mois de la vacance (1). Un délai identique (2) sera observé chaque fois que, dans l'avenir, une circonscription sera ou créée ou modifiée. Sur ce dernier point, la loi ne précise pas, mais la circulaire du 19 juillet 1890 a comblé cette lacune.

(1) Cf. en cas d'annulation par le Conseil de préfecture.

(2) Délai de quinzaine dans le 1<sup>er</sup> projet voté par la Chambre, 7 mai 1885.

## CHAPITRE VI

### PAIEMENT DES DÉLÉGUÉS.

Diverses doctrines se soutiennent à ce sujet :

1° Paiement *par les ouvriers* ;

2° — *par l'Etat* ;

3° — *par les exploitants* ;

I. Le *premier système* est celui qui se présente tout d'abord à l'esprit. Il se recommande des acts de 1872 et de 1887 en Angleterre.

Du moment où les travailleurs exercent par eux-mêmes une surveillance dans les exploitations, dont le plus grand bénéfice est certainement pour eux, pourquoi ne point admettre qu'ils salarient leurs représentants ?

Cette idée fut vite repoussée en France. Comment les Chambres animées d'aspirations démocratiques et désireuses de créer une loi qui satisfasse la nombreuse population des mineurs, auraient-elles voté une disposition frappant les ouvriers (1) ?

Le paiement par l'État et celui par les exploitants restaient donc seuls en présence.

II. M. Blavier, au Sénat, affirmait que, puisque l'institution des délégués mineurs est commandée par l'intérêt

(1) Gomel, projet de loi sur les délégués mineurs.



général, leur traitement doit être à la charge *de l'État* (1). Si on n'en décide pas ainsi, on porte une atteinte évidente au droit de propriété des concessionnaires, tel qu'il résulte des dispositions de la loi du 21 avril 1810 (2) : « Qu'est-ce qu'une mine, disait M. Blavier, au point de vue des droits de propriété ? Incontestablement, c'est une propriété ayant un caractère spécial, elle résulte d'un acte du prince, puisque en France les mines, d'après le droit régalien, appartiennent à l'État. Le titre de cette propriété qui est l'acte de concession peut imposer et impose en effet ses obligations particulières au concessionnaire qui les accepte. D'un côté le chef de l'État fixe des conditions, de l'autre les concessionnaires les admettent dans un cahier des charges. Pour savoir si l'on peut obliger les exploitants à payer les délégués, il faut rechercher si cela est compris dans le contrat (3). » Or il est bien certain qu'on ne trouve rien de semblable. Les actes de concession ont toujours laissé à l'État le soin de pourvoir au paiement des agents de surveillance (4).

Essayera-t-on de distinguer entre les délégués et les ingénieurs des mines, en affirmant que les premiers ne sont que des ouvriers chargés d'un simple mandat ? Mais, répondait M. Blavier, les uns et les autres exer-

(1) Blavier, Sénat, 17 décembre 1885.

(2) Blavier, Sénat, 7 décembre 1885. *Ibid.*, Mémoires de M. Dupont.

(3) Blavier, discours 7 décembre 1885. Séances du Sénat. *Documents parlementaires et Compte rendu analytique*.

(4) Blavier, discours 17 décembre 1885.

cent une fonction d'ordre public identique, et ayant un caractère exclusif de surveillance. Les délégués font partie de l'administration, cela est si vrai que le ministre et le préfet ont le droit de proposer et de prononcer leur révocation.

Ils dépendent donc du pouvoir exécutif.

La solution rationnelle est la suivante. Le ministre n'a qu'à venir dire au Parlement :

« La surveillance des mines telle qu'elle est organisée avec le concours des garde-mines est insuffisante. En la complétant par l'adjonction d'un nouveau corps, composé d'ouvriers mineurs, on peut espérer réduire le nombre des accidents. En conséquence, je demande que le Parlement m'accorde les ressources nécessaires pour réaliser cette création. »

Le crédit voté, le ministre instituera par un simple arrêté le corps des délégués mineurs. Il dépendra alors de lui et de lui seul que ceux-ci soient nommés par leurs camarades (1).

— Se plaçant à un point de vue différent, les ouvriers étaient, eux aussi, d'avis que les frais des inspections ne devaient pas être supportés par les compagnies (2).

D'après le Congrès de Saint-Etienne, du moment où l'indemnité accordée est fournie par les exploitants, les délégués seront considérés par leurs camarades comme suspects de vénalité. Mieux vaudrait encore que les

(1) Discours Blavier, 7 décembre 1885, Sénat.

(2) Déposition Rondet, Enquête Audiffred, 1886 (art. 12).

journées de travail fussent à la charge des caisses de secours. Mais ce qui semble le plus naturel c'est que l'État, faisant procéder les délégués concurremment avec les ingénieurs, en accepte la rétribution (1).

III. La troisième doctrine avait aussi des défenseurs énergiques, et les arguments en sa faveur étaient nombreux.

Les salaires doivent être fournis par les *exploitants*. Voyons en effet, disait M. Demôle, quelle est la nature de la mission des délégués mineurs. Ils ne sont pas des agents de l'État, des fonctionnaires ; ils n'ont aucun ordre à donner, aucune instruction à faire prévaloir. Leur situation n'est pas non plus la même qu'en Angleterre où ils ont un mandat spécial limité à tel ou tel moment, particulier à tel ou tel point.

Ce sont simplement des agents choisis par leurs camarades avec une mission d'inspecteur, pour préserver les hommes et les choses (2).

Pour résoudre la question de leur paiement, il importe de s'en référer aux principes généraux de la législation française. En quoi le droit de propriété serait-il offensé par le fait que les frais seraient supportés par les concessionnaires ? « Quelle différence peut-on établir, au point de vue du raisonnement, entre le propriétaire des mines à qui l'on dirait : Vous payerez mensuellement les journées des hommes qui seront choisis dans

(1) *Réponse* des ouvriers mineurs aux mémoires, Albi, 1884.

(2) Discours de M. Demôle, Sénat, 7 décembre 1885.

certaines conditions pour visiter l'intérieur de votre établissement, vos travaux d'aérage et d'extraction, et la situation du propriétaire d'une maison située dans une de nos villes à qui l'on vient enjoindre dans un but d'hygiène, par exemple, de supporter une taxe municipale, qu'il n'avait certes pas prévue en achetant la maison ? »

Et, d'ailleurs, la législation minière française est très nette ; quand la sécurité et *a fortiori* la vie des ouvriers est menacée, on dictera aux exploitants les mesures à prendre, toujours à leurs frais.

Ainsi, d'après la loi du 21 avril 1810, la propriété de la mine est aux mains du concessionnaire, et c'est à la suite de cette déclaration qu'il est spécifié : si la sûreté des travailleurs est en danger, il y sera pourvu par un arrêté préfectoral comme en matière de grande voirie.

En cas d'inexécution des ordres du préfet, on agira d'office et aux frais du concessionnaire (1). Le décret du 3 janvier 1813, l'ordonnance réglementaire du 26 mars 1843, les lois de 1838 et du 27 juillet 1880 sont dans le même esprit. Parfois, il est question de la possibilité du retrait de la concession parmi les sanctions pénales à infliger.

On ne saurait donc parler de spoliation au sujet du paiement par les patrons des délégués à la sécurité des

(1) Discours de M. Demôle au Sénat, 7 décembre 1885, *Documents parlementaires*, et *Compte rendu analytique*.

ouvriers mineurs. Pour toutes ces raisons, ce fut ce dernier système qui prévalut dans le sein des Chambres. M. Blavier présenta, il est vrai, au Sénat un amendement réclamant une transaction. Les exploitants auraient été chargés de payer les indemnités aux délégués, mais seraient autorisés à les porter en réduction de la redevance fixe qu'ils doivent acquitter chaque année au Trésor et qui s'élève à 10 centimes par hectare de surface de la concession. Dès lors, toutes les fois que le produit de la redevance fixe suffirait pour salarier les représentants ouvriers, l'Etat, en fin de compte, supporterait tous les frais; les propriétaires des mines participeraient à la dépense seulement dans l'hypothèse contraire. — Cette idée n'avait aucune chance d'être admise, n'ayant même pas pour elle la simplicité. La commission, un instant, l'avait acceptée, elle l'abandonna et le Sénat la repoussa définitivement (1).

En réalité, la question de principe avait été tranchée assez rapidement, car la thèse qui consiste à mettre à la charge des patrons les dépenses occasionnées par la nouvelle loi, avait deux avantages incontestables : elle permettait de ne pas augmenter le nombre des fonctionnaires ; en outre, en l'état plutôt inquiétant des finances publiques, elle ne grevait pas le Trésor (2).

Restait à en établir l'application.

L'article 16 dispose :

(1) Séance du 7 décembre 1885.

(2) Gomel, *Les délégués mineurs*.

« Les visites prescrites par la présente loi sont payées par le Trésor au délégué comme journées de travail. Au mois de décembre de chaque année, le préfet, sur l'avis des ingénieurs des mines et sous l'autorité du ministre des travaux publics, fixe, pour l'année suivante, et pour chaque circonscription le nombre maximum de journées que le délégué doit employer à ses visites et le prix de la journée. Il fixe également le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions comprenant au plus 120 ouvriers. Dans les autres cas, l'indemnité à accorder aux délégués pour les visites mensuelles réglementaires ne pourra être inférieure au prix de dix journées de travail par mois.

Les visites supplémentaires, faites par un délégué soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, lui seront payées en outre au même prix.

Le délégué dresse mensuellement un état des journées employées aux visites, tant par lui-même que par son suppléant. Cet état est vérifié par les ingénieurs des mines et arrêté par le préfet. §

La somme due à chaque délégué est payée par le Trésor sur mandat mensuel délivré par le préfet.

*Les frais avancés par le Trésor sont recouvrés sur les exploitants* comme en matière de contributions directes » (art. 16).

Pour assurer l'exécution, en 1890, de cet article 16, la loi du 1<sup>er</sup> août de cette même année porte ouverture d'un crédit spécial.



« Art. 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert au ministre des travaux publics, au titre de l'exercice 1890, un crédit extraordinaire de quatre-vingt cinq mille francs (85.000 fr.) applicable à un chapitre à ouvrir sous le n<sup>o</sup> 35 *bis* à la 1<sup>re</sup> section du budget ordinaire sous le titre « indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ».

« Art. 2. — Les évaluations de recettes du budget ordinaire de l'exercice 1890 sont augmentées d'une somme de 85.000 francs à inscrire au paragraphe 1<sup>er</sup> (impôts directs, taxes spéciales assimilées aux contributions directes), sous le titre : « Redevances à la charge des exploitants de mines pour rétribution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ».

— Quelle est la *nature des allocations* qui incombent, en dernière analyse, aux concessionnaires, pour indemnités aux représentants ouvriers? La question a de l'intérêt. Nous savons, en effet, que deux redevances annuelles sont dues par les concessionnaires à l'Etat, l'une fixe, calculée d'après la surface concédée et de dix francs par kilomètre carré, l'autre proportionnée au produit net de l'extraction (1).

Pour cette dernière redevance, le calcul ne saurait en être établi sur le produit brut, il faut en déduire les dépenses d'exploitation, mais rien en dehors.

Si donc les sommes payées par les exploitants pour la rétribution des délégués sont des impôts, elles ne se-

(1) Féraud-Giraud, *Code des mines*, t. I.



ront pas retranchées du produit brut ; il en est autrement si, ainsi que l'a décidé le ministre des travaux publics, dans sa circulaire du 12 février 1894, elles constituent de véritables dépenses d'exploitation. Le conseil général des mines s'était prononcé dans le même sens ; il avait même formulé les observations suivantes :

Il n'y a pas là, disait-il, « une part contributive des exploitants aux frais d'un service public, mais bien la rémunération directe d'un travail spécial, accompli dans leurs propres chantiers par les délégués, à savoir les tournées de surveillance qu'ils effectuent. Les deniers ainsi versés n'entrent pas comme recettes dans les caisses de l'État et ne constituent que le remboursement d'avances faites par le Trésor. Si l'article 16, § 7, de la loi du 8 juillet 1890, a spécifié qu'ils seraient recouvrés sur les exploitants, comme en matière de contributions directes, cette disposition ne vise que le mode de recouvrement desdits deniers et ne saurait être interprétée comme les assimilant, quant au fond, aux impôts (1).

« En outre, la faculté, donnée au préfet par les articles 1<sup>er</sup>, § 8 et 18, § 1<sup>er</sup> de la loi, d'une part de dispenser de délégués certaines exploitations souterraines, d'autre part, d'imposer des délégués aux exploitations à ciel ouvert présentant des dangers particuliers, est incompatible, à raison du principe de l'égalité de l'impôt, avec l'assimilation à un impôt des indemnités dues par les exploitants. »

(1) Circulaire du 12 février 1894.

A tous ces points de vue, celles-ci ne pourront être regardées que comme une *dépense imposée dans l'intérêt de la sécurité*, et entièrement comparable à celles qu'entraînent la plupart des prescriptions réglementaires édictées par application de l'article 50 de la loi du 21 avril 1810 et par la loi du 27 juillet 1880, telles que l'institution des boute-feux, la surveillance du grisou, etc. (1).

— Ce point élucidé, étudions maintenant le texte de l'article 16 en lui-même. Il a été élaboré péniblement et il a subi de nombreuses modifications et additions. En 1885, à la Chambre, le principe en avait été seulement posé en ces termes et sans plus de détails : « Les visites et constatations ci-dessus prescrites sont payées aux délégués comme journées de travail et restent aux frais des exploitants » (2). Et quand en 1890, le projet revint une dernière fois devant le Parlement, l'accord ne s'établit pas sans peine entre nos deux assemblées. Une chose surtout restait litigieuse : la détermination du minimum d'indemnité à accorder au délégué pour ses visites mensuelles réglementaires.

Dans ses deuxième et troisième projets votés, le Sénat l'avait fixé à deux journées de travail par mois (3).

La Chambre déclara ce minimum insuffisant et le porta à dix journées de travail (4).

Mais cette disposition fut atténuée : « Considérant, di-

(1) Circulaire du 12 février 1894.

(2) Chambre, 7 mai 1885,

(3) Rapport Béral, 1888.

(4) Rapport Baihaut, 15 mars 1890.

sait M. Baihaut dans son rapport supplémentaire du 8 mai 1890 (1), que la charge résultant de cette stipulation serait excessive pour les très petites exploitations, nous croyons qu'il est équitable de conférer au préfet le droit de fixer ce minimum toutes les fois que le nombre des ouvriers ne dépasse point le chiffre de 120. »

Il en résultait nécessairement, et c'était expressément dit dans le texte que, s'il y a plus de 120 ouvriers dans une circonscription, l'indemnité mensuelle ne pourra être inférieure au prix de dix journées de travail.

Voté à la Chambre, ceci fut vivement critiqué au Sénat par M. Blavier.

Et d'abord, disait-il, pourquoi 120 comme critérium ? On n'a jamais pu le savoir (2).

En second lieu, on se trouve exposé, de la sorte, à faire payer à l'exploitant des journées non faites ; il arrivera dans certains cas que le représentant ouvrier, consacrant seulement par exemple six journées à la surveillance de la mine, se verra allouer quatre jours en sus pendant lesquels il n'y aura eu de sa part aucun travail effectif (3).

La formule choisie par la Chambre fut pourtant ratifiée par le Sénat par 170 voix contre 77 (4).

Le salaire minimum est, en effet, une indemnité, bien plutôt que la rémunération d'un service rendu ; son but

(1) Rapport supplémentaire Baihaut, 8 mai 1890, Chambre.

(2) Blavier, séance du 26 juin 1890, Sénat.

(3) *Ibidem.*

(4) Sénat, séance du 26 juin 1890. *Déb. parl.*

est d'assurer au mandataire des ouvriers une indépendance qui ne sera jamais un danger.

En aucun cas, le délégué ne saurait se dispenser de tout autre travail ; même en tenant compte des visites éventuelles que nécessiteront les accidents ou des tournées des ingénieurs et contrôleurs des mines, il ne trouvera pas ainsi de quoi vivre (1).

Jamais non plus, dans ces petites exploitations, il n'y aura un accroissement de frais abusifs par suite du minimum d'indemnité, puisque celui-ci est laissé à l'appréciation du préfet, pour les circonscriptions occupant moins de 120 ouvriers.

Pour les circonscriptions où le nombre des ouvriers dépassera 120, les journées effectives ne seront certainement pas éloignées, quant aux visites réglementaires à opérer par mois, du chiffre dix, et le surcroît de charges qui pourra résulter pour l'exploitant du texte adopté sera en somme bien peu important (2).

— L'article 16 était définitivement admis.

De son dispositif, complété par les circulaires des 9 juillet et 30 septembre 1890, on peut déduire les règles suivantes :

Le préfet, au mois de décembre de chaque année, sur la proposition des ingénieurs des mines, qui auront auparavant tous les renseignements nécessaires, détermine :

(1) Sénat, Béral, 9 juin 1890. *Doc. parl.*

(2) Sénat, Béral, 9 juin 1890. *Doc. parl.*

1° *Le prix de la journée*, base de l'indemnité à allouer. On aura pour terme d'appréciation le salaire normal d'un bon ouvrier spécial du fond (ou assimilé pour les exploitations à ciel ouvert), qu'il soit piqueur, abatteur ou boiseur. Pour des circonscriptions placées dans des conditions analogues, le même prix de journée sera fixé (1).

2° *La durée évaluée en journées de travail, nécessaire à la visite détaillée de la circonscription.*

Pour déterminer les sommes dues aux délégués, on multipliera par le chiffre du salaire établi par le préfet le nombre des journées de travail reconnues indispensables par l'arrêté de délimitation, en doublant puisque, d'après l'article 2, le représentant ouvrier opère deux visites par mois.

3° *Le minimum d'indemnité.*

Une rémunération ainsi réglée aurait été parfois insuffisante. Aussi le législateur a-t-il décidé, nous savons à la suite de quels longs débats, que le préfet ne descendrait pas au-dessous d'un minimum, dans la détermination de l'indemnité.

Quand il y a plus de 120 ouvriers, les délégués toucheront toujours au moins le prix de dix journées de travail.

S'il se trouve moins de 120 travailleurs, l'arrêté pris au mois de décembre précisera le minimum à attribuer.

(1) Circulaire du 9 juillet 1890.

Aucune indication n'ayant été donnée sur ce point dans la discussion de la loi, la circulaire du 9 juillet 1890 décide, que l'indemnité mensuelle, pour les visites réglementaires, sera en dehors de circonstances exceptionnelles de 2, 4, 6, 8 ou 10 jours suivant que la durée de la visite détaillée exigera moins d'un jour, ou sera de un jour à un jour et demi ou de deux jours à deux jours et demi, ou de trois jours à trois jours et demi, ou de quatre à cinq jours (1).

Le nombre d'ouvriers d'après lequel les exploitations se trouvent ainsi distinguées est celui des travailleurs, effectivement occupés au fond, à l'époque où se feront les évaluations.

L'arrêté du préfet du mois de décembre de chaque année qui réglera ces divers points sera notifié administrativement à chaque délégué intéressé et à l'exploitant de la circonscription par les soins de la préfecture et l'intermédiaire des maires. Copie en sera adressée au ministre des travaux publics (2).

— Comment seront mandatées les indemnités dues aux délégués mineurs ? en d'autres termes par quel moyen ceux-ci arriveront-ils à être payés ? La circulaire du ministre des travaux publics en date du 30 septembre 1890, l'a minutieusement décrit.

Au début de chaque mois, le représentant des ouvriers adressera au préfet un état unique comprenant à la fois

(1) Circulaire du 9 juillet 1890.

(2) Riston, *loc. cit.*

les visites effectuées par lui et celles de son suppléant.

Il aura soin d'y comprendre les tournées supplémentaires opérées soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, lesquelles lui seront payées au même taux.

Après vérification de l'état par les ingénieurs, le préfet établit deux mandats distincts, l'un pour le délégué, l'autre pour le délégué suppléant.

« La répartition essentielle entre les deux délégués de l'indemnité mensuelle minima prévue par la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 16 comporte l'observation suivante :

Cette indemnité minima correspond souvent à un nombre de journées supérieur au nombre maximum de journées que le délégué doit employer aux visites réglementaires, d'après l'arrêté rendu en vertu de la première phrase du même paragraphe 2. La loi n'a pas indiqué, pour ce cas, le mode de répartition de l'indemnité entre le délégué et le délégué suppléant. On admettra que l'indemnité doit se répartir proportionnellement au nombre de journées effectivement consacrées par chacun aux visites réglementaires.

— Le mandataire ouvrier fournira son état en double expédition, pour que l'une reste comme minute aux ingénieurs.

Il ne sera pas obligé de faire lui-même les frais des feuilles nécessaires à la rédaction ; pour faciliter le service, le ministre a en effet décidé que les ingénieurs



distribueraient gratuitement des formules imprimées, envoyées par l'Administration (1).

Vérification des états détaillés des délégués sera effectuée par les ingénieurs des mines qui, à cet effet, se renseigneront, soit au cours de leurs tournées, soit dans l'instruction des accidents faite par leur service, soit de toute autre manière. Aucune journée, pour laquelle le temps employé ne sera pas justifié, n'entrera en ligne de compte (2).

Les erreurs seront rectifiées avec soin, si elles ont été volontairement commises par le délégué, elles donneront lieu à l'application de l'article 15 (abus dans l'exercice des fonctions).

Toutes les sommes payées de la sorte par le Trésor, ne sont que des avances, comme elles retombent sur les exploitants en dernier lieu, l'État les recouvrera comme en matière de contributions directes. Le montant en est-il exigible par douzième, par analogie avec ce qui a lieu ordinairement, ou au contraire sera-t-il effectué immédiatement pour la totalité, dès la publication du rôle annuel : la loi des finances des 26-27 septembre adopte la seconde solution :

« Les redevances pour la rétribution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, perçues en exécution de la loi du 8 juillet 1890, seront recouvrées en une seule fois dans les 15 jours de la publication. »

(1) Circulaire du 30 septembre 1890.

(2) *Ibid.*

## SANCTION DE LA LOI.

Il nous reste, pour en terminer avec la loi du 8 juillet 1890, à examiner encore un point.

Dans le cours de notre étude, nous avons vu les sanctions que le législateur avait établies, par l'article 15, contre les infractions commises par les délégués eux-mêmes.

L'article 10 prévoit aussi certains délits au cours des opérations électorales. Il n'y a plus ici qu'à dire quelques mots sur le sens de l'article 17 qui s'exprime en ces termes :

« Seront poursuivis et punis conformément à la loi du 21 avril 1810 :

« Tous ceux qui apporteraient une entrave aux visites et constatations ou contreviendraient aux dispositions de la présente loi. »

Contre personne, le législateur ne devait être désarmé, et si, contre les délégués des pénalités sont dirigées, en cas de manquement à leurs devoirs, les exploitants eux non plus ne pouvaient rester sans responsabilité. Sans doute, l'article 17 n'est pas édicté spécialement contre ces derniers, et la preuve la meilleure qu'on puisse en donner, c'est que les mots : « les exploitants qui, etc. » figurant dans le texte des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> projets de la Chambre, ont été remplacés par l'expression générique : tous ceux qui, etc... (1) ; mais, incontes-

(1) Rapport Béral, 1883.

tablement sans cet article 17, que nous signalons, les concessionnaires échappaient à tout contrôle (1).

(1) Voir le texte des articles du titre X de la loi du 21 avril 1810.

Voir le commentaire très complet dans Féraud-Giraud, t. II, *Code des mines et Mineurs* et dans tous les ouvrages sur la législation des mines (Aguillon, Dupont, etc.).

## TROISIÈME PARTIE

### LOI BELGE.

---

Les Belges, eux aussi, ont très récemment créé chez eux des délégués ouvriers mineurs.

### CHAPITRE PREMIER

#### AVANT LA LOI.

#### § 1. — Législation minière antérieure à 1897.

La loi française du 21 avril 1810 et les décrets qui l'ont accompagnée ont été appliqués à la Belgique dès leur promulgation, ce pays faisant alors partie de la France. Cet état de choses fut maintenu sous le régime hollandais et puis sous le gouvernement belge ; cependant deux lois, l'une du 2 mai 1837, l'autre du 8 juillet 1865, ont modifié, sur quelques points, la législation primitive, mais sans toucher à l'organisation de la surveillance administrative.

Spécialement en ce qui concerne cette dernière, remarquons que les usines « minérallurgiques » soumises

en France, depuis la loi du 9 mai 1886, au droit commun restent, en Belgique, astreintes à l'autorisation et au contrôle de l'État ; les minières y sont encore régies par la loi de 1810.

Les carrières à ciel ouvert sont soumises à la police locale (art. 81 de la loi de 1810).

Enfin, dans le règlement de police du 28 avril 1884, composé de 92 articles (1), on trouve un ensemble complet des mesures de police appropriées à l'exploitation actuelle des mines. C'est certainement le plus complet qui ait jamais été rendu en pareille matière dans n'importe quel pays, car il est réellement une codification complète et méthodique de toutes les prescriptions de police que réclament les progrès de la science, et l'impérieuse nécessité de veiller à la sécurité et au bien-être des vaillantes populations minières (2).

Et en 1886, tenant à connaître la situation exacte du travail industriel dans le royaume, le gouvernement constitua une commission chargée de faire une vaste enquête où on peut aussi trouver d'utiles renseignements (3).

Le territoire minier de la Belgique est divisé en 8 arrondissements, quatre dans le Hainaut, trois dans la province de Liège, et un comprenant les provinces de Namur et de Luxembourg.

(1) Féraud-Giraud, t. II.

(2) Exposé des motifs du règlement de 1884.

(3) *Les associations du travail en France et à l'étranger*. Th. Villard, Paris, 1889.

A la tête de chacune de ces circonscriptions est placé un directeur auquel est adjoint un ingénieur principal.

Les arrondissements sont divisés en districts ; le service de chacun d'eux est confié à un ingénieur ordinaire. Somme toute, la différence la plus saillante avec la France, est l'absence d'agents correspondant aux garde-mines. Il y a, de plus, en Belgique, un service spécial pour l'étude scientifique des accidents du grisou (1).

Les articles 72, 73, 74 du règlement de 1884 ajoutent à cette surveillance administrative des mines, l'obligation pour l'exploitant d'organiser un personnel de surveillants, de porions, de chefs mineurs au nombre d'environ quatre mille, élément essentiellement ouvrier qui agit sous l'autorité d'un ingénieur directeur assisté dans les mines de quelque importance de sous-directeurs.

## § 2. — Nombre d'accidents.

La Belgique voit de jour en jour sa situation s'améliorer quant aux accidents. Consultons à cet effet le discours de M. Nyssens, ministre de l'industrie et du travail, dans la séance de la Chambre du 9 février 1897 (2).

Les accidents peuvent être classés à un triple point de vue ; ceux qui malheureusement entraînent la mort, ensuite ceux que, dans le langage des mines, on appelle

(1) Haveu, *Des délégués mineurs à l'inspection des mines*, Bruxelles, 1895. Nous devons la communication de ce document, qui n'est pas en librairie, à l'extrême obligeance de MM. Gruner et Fuster.

(2) Discours de M. Nyssens, Chambre belge, 9 février 1897.

graves, enfin dans une troisième catégorie on peut ranger les accidents légers.

Au point de vue des cas de mort, la statistique, en 1840, marque 31,07 sur 10.000 ; en 1895, elle ne donne plus que 17,08, soit un peu plus de la moitié. On a dit, à la Chambre, que cet optimiste tableau de la situation n'est vrai que pour les sinistres mortels et est absolument inexact pour les autres. Ce fait est invraisemblable. Du reste les chiffres le prouvent surabondamment.

Les blessures graves décroissent également ; et par là il faut entendre celles qui, suivant les diverses caisses de prévoyance, entraînent une incapacité de travail de plus de six, trois ou deux mois. Selon M. Defuisseaux (1), il est vrai, « d'après le dernier rapport de la caisse de prévoyance de Mons, 1316 ouvriers sur 27.000 que compte le bassin, ont reçu, en une seule année, des blessures tellement graves qu'ils sont restés plus de six mois malades et que la caisse a dû intervenir pour les pensionner pendant le restant de leurs jours ».

Mais, si l'on met les choses au point, on constate que le chiffre indiqué par M. Defuisseaux est de dix fois supérieur à la réalité. En effet, la caisse de prévoyance de Mons signale pour 1895, 1316 personnes pensionnées, mais c'est là le nombre de secourus, au total, en cette année, quelle que soit la date à laquelle remonte la blessure reçue. Il n'y avait en 1895 que 147 nouvelles pensions servies de ce chef, au lieu de 1316, c'est-à-dire un

(1) Discours de M. Defuisseaux, Chambre belge, 2 février 1897.



peu plus de 5 au lieu de 50 pour mille. La proportion est inférieure encore dans les autres bassins.

Des exagérations ont été commises aussi, relativement aux blessures légères, dans les débats parlementaires. M. Fléchet (1) en évaluait le nombre à 40 0/0 dans le district de Mons, en s'en référant aux chiffres fournis par l'administration. La vérité est que, parmi les personnes secourues, il y a bon nombre de malades qu'on assimile, par bienveillance, aux victimes d'accidents peu graves (2).

Ces proportions dénotent un progrès réel. L'application du règlement de 1884 ainsi que l'étude scientifique des catastrophes ont beaucoup contribué à ce résultat (3). Mais il y avait cependant quelque chose à faire, car le système existant soulevait des critiques souvent justifiées.

### § 3. — Critiques formulées contre la législation antérieure à 1897.

Les statistiques ne peuvent, tout d'abord, fournir que des renseignements nécessairement incertains. Quantité de cas échappent aux enquêtes officielles.

« C'est par nombre de milliers bien plus grand que beaucoup se l'imaginent que se chiffrent annuellement chez nos ouvriers mineurs, affirmait M. Harzé, ceux

(1) Discours Fléchet, 2 février 1897, Chambre belge. Discours Marolle, 3 février 1897, Chambre belge.

(2) Nyssens, 9 février 1897.

(3) Haveu, *De l'industrie houillère en Belgique*, Bruxelles, 1894.

qu'atteint par accident une incapacité de travail de plusieurs jours. On sait que, dans ces circonstances, interviennent les caisses particulières de secours des charbonnages, à moins que l'incapacité se prolonge au delà d'un service déterminé, dans lequel cas doit s'exercer l'action de la caisse commune de prévoyance (1).

En outre parmi les accidents considérés comme peu graves, il en est qui par débilité, alcoolisme, empirisme, parfois soins inintelligents ou incomplets, vont, en dépit des premières prévisions du docteur, grossir les rangs des infirmes et même augmenter le nécrologe des ouvriers mineurs.

Ces victimes, à moins qu'elles ne succombent dans les trente jours de l'accident, échappent d'ordinaire à la statistique officielle.

La situation reste donc encore très grave.

Et cela s'explique aisément.

Sans doute, la science des ingénieurs des mines est au-dessus de tout soupçon, et l'on ne doit pas non plus tomber dans les exagérations que certains socialistes n'ont pas craint d'avancer à la Chambre belge.

Mais la tâche qui incombe au corps des mines est beaucoup trop lourde, et s'accroît sans cesse avec le développement des lois, arrêtés et règlements relatifs à la police du travail et à celle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Non seulement les ingénieurs ont à s'occuper de la

(1) Discours Roger, 5 février 1897, Chambre belge (Citation Harzé).

police des exploitations minières, mais encore une partie considérable de leur activité est absorbée par le travail de la statistique et de la redevance, l'instruction de nombreuses réclamations d'ouvriers, notamment au sujet des caisses de prévoyance, l'inspection prévue par la loi du 13 décembre 1889 sur le travail dans les industries extractives et métallurgiques. Ils ont aussi dans leurs attributions la police des carrières souterraines, celle des appareils à vapeur dans toute la région wallonne du pays, enfin l'étude de nombreuses questions sociales, communales et fiscales.

Pour remplir cette pénible mission ils sont trop peu nombreux. Dans les 264 sièges miniers en exploitation que comprend la Belgique, il n'y a que 29 ingénieurs de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe chargés du service actif de l'inspection (1).

Ajoutons à cela que les travaux deviennent chaque jour de plus en plus compliqués (2) et nécessiteraient un nombre de visites impossible à réaliser. En 1895, les ingénieurs ont opéré 1357 descentes, cela suppose donc, étant donné le nombre de sièges d'exploitation, cinq descentes seulement par an dans chacun d'eux. Il est exact de dire que les surveillants dans les mines (en d'autres termes le porion dans le Hainaut, le chef mineur dans la province de Liège) sont obligés, chaque jour, de circuler

(1) Rapport de la Commission du Sénat, Cooreman. Discours Braconier et Cooreman au Sénat, séance du 6 avril 1897.

(2) Discours Braconier et Cooreman au Sénat, séance du 6 avril 1897.

dans tous les travaux et de voir si tout est en bon ordre, de façon à garantir les ouvriers contre les accidents.

Mais ce chef mineur, ce porion, représente surtout les intérêts du patron. On ne peut prétendre qu'il exerce un contrôle suffisant, car il est toujours placé entre son devoir et l'intérêt de l'exploitant qui est le sien. Fréquemment, presque toujours même, le surveillant, homme courageux, éprouvé, se conformera à ce que lui dicte sa conscience, et s'acquittera loyalement de la mission qui lui est confiée; mais parfois, cependant, il sera tyrannique ou partial.

Et, quoi qu'il en soit, les ouvriers, à tort ou à raison, n'auront pas toujours confiance dans cette inspection, parce qu'ils savent que le chef mineur est payé par le cessionnaire dont il est l'agent (1). Une réforme s'imposait; la loi de 1897 allait la réaliser.

#### § 4. — Genèse de la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués à l'inspection des mines.

Dès 1879, prit naissance l'idée d'adjoindre un élément ouvrier à la surveillance exercée par l'État et par les patrons.

En effet, à la suite de la catastrophe du charbonnage de l'Agrappe à Frameries, qui eut lieu à cette date, de nombreuses pétitions émanées de toutes les sociétés de travailleurs du pays, et en particulier d'associations

(1) Discours Fléchet, 2 février 1897, Chambre des représentants et rapport Fléchet.

de mineurs, furent adressées à la Chambre des représentants.

Elles demandaient : 1° une enquête sévère sur les causes de l'explosion de l'Agrappe et 2° de rechercher les moyens préventifs sérieux contre le retour de pareils accidents. Dans cette seconde partie de leurs réclamations, les pétitionnaires proclamaient indispensable qu'il fût institué des commissions de surveillance des travaux des mines, composées mi-partie d'ouvriers nommés par les intéressés ; que ces commissions fussent permanentes et que les frais d'organisation, ainsi que les émoluments de leurs membres fussent supportés par l'État, la province et les communes (1).

Déjà à cette époque, M. L. Defuisseaux déposait à la Chambre un rapport où il donnait tout à fait raison aux revendications des travailleurs sur ce point :

En vain, disait-il, objectera-t-on peut-être que les ouvriers ne peuvent diriger ou surveiller, concurremment avec leurs patrons, les travaux dans les mines, une institution de cette nature étant contraire à la bonne direction et à la hiérarchie, et les mineurs n'ayant pas fait les études qui rendraient leur concours efficace. « Nous pensons que tous ces arguments seraient sans valeur. En effet, si les propriétaires d'une houillère ont le droit légitime de surveiller leurs intérêts financiers, l'ouvrier a le droit non moins légitime de surveil-

(1) Discours Mansart, 3 février 1897, Chambre des représentants (Citation du journal *Le Peuple*, de Paepae).

ler les dangers que court sa vie. C'est son capital à lui ; nul n'oserait prétendre qu'il ne doive être protégé comme tout autre. L'insuffisance des ouvriers en matière de science ne peut pas, à notre sens, être un motif de les éloigner des comités de surveillance ; car s'il est vrai que la science technique leur fait généralement défaut, il est également vrai qu'ils possèdent les connaissances pratiques dont l'importance est au moins aussi grande que l'autre en pareille matière.

« L'expérience vaut la science ; et il faut les unir l'une à l'autre, lorsque la chose est possible, comme dans le cas présent » (1).

Malgré le rapport de M. L. Defuisseaux, la question des délégués mineurs fut abandonnée ; elle ne fut en 1879 l'objet d'aucun texte législatif. En fait les premiers essais de représentation ouvrière furent dus en Belgique, relativement à la sécurité, à l'initiative privée. A Mariemont et à Bascoup, en effet, lors de l'institution des conseils de conciliation, c'est-à-dire en 1887, les mineurs nommés à ces assemblées devinrent de véritables inspecteurs et, en même temps, les collaborateurs des ingénieurs.

Cette mission d'inspecteur ne leur est confiée explicitement par aucun article des règlements, mais comme ils ont pour rôle de présenter aux conseils de conciliation les demandes des ouvriers et d'y soutenir leurs re-

(1) Discours Mansart, 3 février 1897, Chambre.

vendications quand ils les jugent fondées, l'administration des charbonnages leur a reconnu le droit de parcourir les travaux pour se rendre compte de la légitimité d'une plainte ou d'une réclamation qu'ils auraient à défendre devant le conseil de conciliation.

Comme les griefs des mineurs peuvent être provoqués non seulement par les salaires, mais aussi par ce qui a trait à l'hygiène et à la sécurité, il en résulte qu'aucune des questions de travail n'est étrangère aux représentants ouvriers de Mariemont et de Bascoup ; ils sont en réalité de véritables inspecteurs.

Sur différents points, ils ont provoqué des solutions satisfaisantes. C'est ainsi qu'ils ont su attirer l'attention de l'administration sur des questions d'éclairage, de ventilation, de boisage, de remblayage (1).

Agés de vingt-cinq ans au moins et travaillant depuis cinq ans aux charbonnages qu'ils doivent visiter, élus par tous les mineurs de vingt et un ans, attachés depuis six mois à l'exploitation, ils ont, dans les conditions où ils exercent leurs fonctions, rendu de réels services.

Au début, les représentants ouvriers ont importuné les exploitants par leur excès de surveillance ; mais à peine les ingénieurs et les patrons eurent-ils pris contact avec eux, qu'ils furent obligés de reconnaître dans

(1) *Les institutions ouvrières de Mariemont*, par Bollaert ; *Les conseils de l'industrie et du travail*, par Mousseaux ; *Recueil de rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers*. Belgique, Paris, 1890 ; *Lettre de la société de Mariemont au Comité central industriel*, le 11 octobre 1895.



ces travailleurs, sinon toutes les perfections du moins l'intelligence et la bonne volonté (1).

En ce qui concerne les mineurs de Mariemont et de Bascoup, ils sont heureux d'avoir pour veiller à leur sécurité des ouvriers comme eux qui, tout en continuant leur travail habituel, s'occupent quand besoin est d'inspection. En réalité, dans les charbonnages, tout le monde est satisfait de la tentative nouvelle, car sans l'intervention des délégués, très certainement, on n'aurait pu éviter de très graves conflits.

L'initiative privée avait abouti à Mariemont et à Bascoup à des résultats appréciables.

Le nombre des accidents y était encore très nombreux, mais cela ne prouve rien, du moment où l'institution nouvelle a su par son fonctionnement le restreindre.

Mais comment généraliser dans le pays la création de délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, si l'on se contente d'une organisation libre ? Ce serait donner à beaucoup de charbonnages le droit de ne rien faire (2). Il est infiniment préférable d'adopter un système d'inspection organisé par une loi.

En 1894, M. de Bruyn, ministre du travail, disait qu'il n'était pas hostile à l'idée de compléter la surveillance

(1) Conférence de M. Weiler, ingénieur à Mariemont, citée par M. Fléchet, 17 février 1897, Chambre des représentants.

(2) Discours Cooreman, 6 avril 1897, Sénat belge ; Discours Montefiore Levi, 7 avril 1897, Sénat belge ; Discours Nyssens, 7 avril 1897, Sénat belge.

actuelle par l'adjonction d'un élément ouvrier (1), et il exposait cette thèse dans ses rapports au roi.

Le 1<sup>er</sup> mars 1895, M. A. Defuisseaux déposa à la Chambre des représentants une proposition de loi instituant des délégués ouvriers désignés par le suffrage universel des mineurs. Le texte en arrivait devant la Chambre fortement modifié par la *section centrale* (2) après avoir passé par les sections. Comme il n'avait guère de chances d'aboutir dans les termes où il était rédigé, une série d'*amendements* formulés par M. Destrée fut présentée à la dernière heure par le groupe socialiste.

Le gouvernement n'était pas resté inactif. Le ministre de l'industrie et du travail M. Nyssens avait fait parvenir à la Chambre le 30 avril 1896 un projet d'après lequel des délégués ouvriers étaient nommés par l'autorité administrative parmi des candidats proposés par le conseil de l'industrie et du travail.

Une *commission* spéciale, nommée par le bureau de la Chambre, avait apporté quelques légères modifications au projet tel que le gouvernement l'avait présenté (3).

En somme, on était d'accord au sein du Parlement pour reconnaître qu'une inspection ouvrière s'imposait, car on comprenait parfaitement dans tous les partis que la

(1) Discours Fléchet, 2 février 1897, Chambre des représentants.

(2) M. Fléchet, chargé du rapport de la section centrale, l'avait déposé le 28 novembre 1895.

(3) La commission avait nommé comme rapporteur M. Warocqué (Rapport déposé le 22 mai 1896). Au Sénat, le projet modifié du gouvernement fut examiné par M. Cooreman.

surveillance telle qu'elle était établie alors, était absolument insuffisante.

Les avis ne différaient que sur la manière dont les délégués ouvriers à la sécurité des mines seraient nommés. Et ce désaccord fut à la Chambre des représentants (1) l'occasion de longues et violentes discussions dans lesquelles il faut savoir démêler ce qui n'est que politique tapageuse et n'a dès lors rien de commun avec la question juridique qui nous occupe et d'autre part les arguments pour l'une ou l'autre thèse.

La loi devait être définitivement adoptée, le 7 avril 1897 au Sénat, sanctionnée le 11 avril, et insérée au *Moniteur* des 26-27 du même mois.

(1) Les débats eurent lieu à la Chambre les 2, 3, 4, 5, 9, 10, 11, 16, 17, 18, 19, 23, 24, 25, 26 février et au Sénat les 6 et 7 avril.

## CHAPITRE II

### NOMINATION DES DÉLÉGUÉS.

#### § 1. — Systèmes divers.

1<sup>re</sup> OPINION. — *Ils seront nommés au suffrage universel par les ouvriers.*

Cette thèse était celle de tous les socialistes, elle s'inspire surtout de ce qui a été fait en France, en Angleterre et en Allemagne (1).

Les travailleurs n'ont pas confiance dans les inspecteurs d'Etat. Les ingénieurs, en effet, annoncent généralement la veille leur descente dans les travaux, et grâce à ce *préavis* (2) les exploitants font disparaître toutes les déféctuosités qui pourraient, dans leurs chantiers, engager leur responsabilité. En outre, quand un accident se produit, les directeurs-gérants rusent avec les ingénieurs des mines, leur cachent la vérité (3). Les ouvriers dans de semblables conditions pourraient par leurs déclarations donner d'utiles renseignements, mais ils n'osent pas, car ils craignent que le secret absolu de leurs déclarations soit trahi par les agents du gouvernement.

(1) Discours Fléchet, 2 février 1897, Chambre.

(2) Discours A. Defuisseaux, 2 février 1897, Chambre.

(3) Discours Cavrot, 3 février 1897, Chambre.

Une circulaire ministérielle de M. Nyssens lui-même, disait à la Chambre M. Fléchet, constatait que les ingénieurs inspirent à l'ouvrier une certaine crainte : « Il n'y a guère actuellement, et encore dans une mesure limitée, que les industriels, patrons et gérants qui aient des rapports directs avec l'inspecteur et l'ingénieur. Les travailleurs ne les connaissent généralement que pour les avoir vus circuler dans l'établissement, en exercice de leurs fonctions ; ils ignorent leur nom, leur adresse, souvent même leur qualité ; ils n'osent pas les aborder publiquement et s'adresser à eux. »

Dans l'exploitation des mines, en réalité, le gouvernement est représenté par le corps des mines, les exploitants ont leurs surveillants, les ouvriers seuls, qui sont personnellement les plus intéressés, n'ont personne pour veiller sur eux et les défendre (1). Or il importe de laisser aux mineurs eux-mêmes le soin de prendre les mesures relatives à leur conservation et, à cet effet, de leur abandonner le choix de ceux qui protégeront leur existence. Chacun a le droit de choisir son médecin ; pourquoi refuser au travailleur ce qu'on accorde à tous (2).

Sans compter que les patrons seront nécessairement, eux aussi, satisfaits d'un mode de nomination qui dégagera dans une certaine mesure leur responsabilité.

(1) Discours Fléchet, 2 février 1897, Chambre.

(2) Discours A. Defuisseaux, 2 février 1897, Chambre.

2<sup>e</sup> OPINION.— *Le choix des délégués appartiendra au gouvernement sur la présentation des conseils de l'industrie et du travail.*

L'idée dominante est ici d'obtenir du délégué ouvrier l'indépendance vis-à-vis des deux parties qui interviennent au contrat de travail, c'est-à-dire à l'égard des patrons comme à l'égard des ouvriers.

Quand on admet la nomination du suffrage universel des mineurs, on met en réalité les délégués dans l'impossibilité absolue de garder une complète impartialité, soutenait à la Chambre M. Carton de Wiart. Le Dr Schuller (1), inspecteur du travail de la Confédération suisse, appelé à donner son avis sur l'élection directe des surveillants ouvriers par leurs camarades, la blâmait en ces termes : « Des chefs de parti violents conquièrent souvent en un rien de temps, les suffrages de leurs compagnons ; ils inspirent bien plus vite la confiance que les hommes calmes et réfléchis ; ils la perdent aussi, fort rapidement, et parfois injustement, lorsque la réflexion est venue à leurs électeurs, le travailleur étant beaucoup plus défiant à l'égard d'un camarade qui s'élève qu'à l'endroit d'un étranger qu'on lui impose.

« L'envie joue aussi son rôle naturel ; lorsqu'un compagnon d'atelier est porté aux honneurs ou à un bien-être meilleur, il inspire fatalement de la jalousie et excite le mécontentement chez ses pareils. Le danger de cette

(1) Discours Carton de Wiart, 9 février 1897, Chambre.

situation précaire à tous ces points de vue n'échappe pas aux ouvriers de valeur réelle. Ceux-ci ne cherchent pas la place d'inspecteur. Ils préfèrent, le plus souvent, obtenir des places de confiance chez leurs patrons ; c'est plus sûr et moins sujet aux changements brusques. Ne se présentent comme candidats que des gens habitués à pérorer, épris de leur personne, dépréciant la grandeur de leur tâche, en un mot radicalement incapables de remplir le dur service inspectoral. »

Et le même qui écrivait ces lignes, se déclarait partisan de l'admission, pour jouer un rôle de surveillance, d'ouvriers doués des capacités requises.

Quelle est d'ailleurs l'indépendance d'un homme qui doit ses fonctions à une élection, où, comme il arrive souvent, il est lié à un mandat impératif sur tous les points et sur toutes les questions qui peuvent se produire ? Parfois même, chose plus grave encore, il aura signé sa démission en blanc (1).

C'est en tenant compte de ces diverses critiques que M. Nyssens en était arrivé à donner le droit de présentation des délégués aux conseils de l'industrie et du travail et ceci nous conduit tout naturellement à nous demander ce qu'étaient ces assemblées.

Les conseils, tels qu'ils sont organisés par la loi du 16 août 1887, sont une institution que la Belgique a été la première à adopter (2). Ils sont institués, dans toutes

(1) Discours Nyssens, 10 février 1897, Chambre.

(2) Discours Braconier, 6 avril 1897.

En Hollande, il existe une loi toute récente sur les conseils de concii-



les localités où l'utilité en est constatée, avec la mission de délibérer sur les intérêts communs des patrons et

liation ou plutôt sur les Chambres de travail (Kamers van Arbeid). Cette loi, datée du 2 mai 1897, entre en vigueur en octobre 1898. En voici les dispositions essentielles, qui permettront de faire la comparaison avec la loi belge de 1897.

En Hollande, « un décret royal institue une chambre pour une ou plusieurs industries dans la commune ou les communes où il y en a besoin. Chaque Chambre se compose d'autant d'ouvriers que de patrons, généralement elle renferme dix membres. Elle a pour mission de maintenir les bonnes relations entre patrons et ouvriers.

1° C'est ainsi qu'elle collectionne les renseignements sur les conditions et les intérêts du travail. Les renseignements recueillis par toutes les Chambres sont envoyés au ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics ; ils y sont mis en ordre et, s'il y a lieu, publiés.

2° Elle donne des avis aux ministères, aux conseils provinciaux ou communaux, après ou sans demande.

3° Elle donne des avis sur demande, aux personnes ou institutions privées, si cela peut améliorer les rapports entre patrons et ouvriers.

4° Elle est chargée de la conciliation, lorsqu'une des parties en désaccord le demande.

Le bureau de la Chambre tâche tout d'abord de faire cesser le litige par une entente préalable. Si cela est impossible, la Chambre décide, s'il y a lieu, de nommer un conseil de conciliation. Ce conseil se compose de quelques-uns des membres, les patrons et ouvriers étant toujours en nombre égal, avec un président qui peut être membre de la Chambre ou non.

Le secrétaire de la Chambre qui est patron ou ouvrier ou une personne neutre est secrétaire du conseil de conciliation.

Le conseil peut publier son jugement, s'il le juge utile ; les parties ne sont pas obligées légalement, seulement moralement de s'y assujettir.

— Telles sont les chambres de travail en Hollande, et c'est ainsi qu'elles jouent parfois un rôle de conciliation.

Il en existe pour les industries d'alimentation, les industries du bâtiment, les industries du vêtement, les fabriques de tissage, de tabac, les imprimeries.

Pratiquement, la loi, nous l'avons vu, entre seulement maintenant en vigueur, il n'y a donc rien à dire sur sa valeur.

Les partis politiques progressistes n'y attachent pas une grande importance, puisque les jugements des conseils de conciliation n'obligent les parties que moralement.

(Dans cette esquisse de la loi hollandaise, M. Fuster nous a encore aidé de ses renseignements.)

des ouvriers, de prévenir et, au besoin, d'aplanir les différends qui peuvent naître (1).

Un arrêté royal les établit soit d'office, soit à la demande du conseil communal ou des intéressés, fixe l'étendue et les limites de leur ressort et les divise en autant de sections qu'il y a d'industries distinctes, réunissant les éléments nécessaires pour être utilement représentées, sans que jamais le nombre des membres de ces subdivisions puisse être inférieur à 6, ni supérieur à 12.

Les patrons et les ouvriers y sont toujours en nombre égal (2).

Les travailleurs choisissent parmi eux les délégués qui doivent les représenter dans le sein de la section ; ils désignent, en même temps, des suppléants (art. 5). Ils se conforment pour cela aux conditions fixées par la loi des prud'hommes. Les administrations communales sont donc tenues d'inscrire comme électeurs les Belges par la naissance ou la naturalisation, âgés de 25 ans et exerçant la profession.

Si les chefs d'industrie sont en nombre plus considérable que celui qui est fixé pour faire partie du conseil, ils désignent parmi eux ceux qui doivent les repré-

(1) Cf. les conseils dits de conciliation en Angleterre, loi récente de Hollande, 1898.

(2) *Recueil de rapports sur les conditions de travail dans les pays étrangers* (Belgique), 1890.

*Les associations du travail en France et à l'étranger*, Th. Villard, 1889.

senter. Si le nombre est insuffisant, il est complété par des chefs d'industrie similaire, pris dans les localités voisines (art. 6).

Le mandat des patrons comme celui des ouvriers est de trois ans. Il peut être renouvelé. En cas de décès, démission, départ de la circonscription ou abandon de l'industrie qui est exercée au moment de l'élection, les suppléants sont appelés en fonctions dans l'ordre déterminé par le nombre de voix qu'ils ont obtenues.

Si un délégué convoqué fait défaut à trois reprises, il est considéré comme démissionnaire (art. 7).

Les conseils dont il s'agit n'ont qu'une réunion annuelle obligatoire ; ils peuvent cependant, sur l'avis qu'ils en reçoivent du gouvernement, se réunir plus souvent quand cela est jugé nécessaire. Dans tous les cas, chaque fois que le nombre des patrons présents n'est pas égal à celui des délégués ouvriers, le plus jeune membre de la catégorie la plus nombreuse n'a que voix consultative (art. 12).

— Avec une pareille organisation, les conseils de l'industrie et du travail semblaient donc à M. Nyssens la représentation vraie de l'accord du capital et du travail, puisque l'un et l'autre y figuraient à égales forces (1).

Proposés par ces assemblées, les inspecteurs ouvriers seront impartiaux, condition essentielle pour qu'ils rendent de réels services. Ils rechercheront les causes des

(1) Discours Nyssens, 10 février 1897, Chambre.

catastrophes et détermineront les éléments de responsabilité, sans se préoccuper de la catégorie de la société à laquelle appartient celui qui est en faute.

Ils signaleront de même les infractions aux règlements, qu'elles incombent aux exploitants ou aux mineurs. Patrons et ouvriers ont un intérêt primordial à ce que l'inspection contribue, dans la plus large mesure, au progrès de l'hygiène et à la prévention des accidents, et par conséquent à ce que tous les agents de la police minière présentent la plus grande somme de garanties d'utile contribution à cette tâche salubre. Il leur appartient de s'entendre pour que le souci de leur intérêt commun l'emporte sur toute autre préoccupation (1).

Ainsi présentés, les délégués à la sécurité seront nommés par le Gouvernement; ils en dépendront donc dans une certaine mesure. Il faut de l'unité dans le service d'inspection, et il n'est pas admissible qu'à côté du corps des mines constitué par l'État, il y en ait un autre représentant plus spécialement la pratique et la surveillance journalière qui puisse travailler dans des voies différentes au risque d'aboutir à des heurts et à des contractions de tous les instants (2).

## § 2. — Vote de l'article 1<sup>er</sup>.

Dans cet article était inscrite, en fait, la loi tout en-

(1) Exposé des motifs du projet du gouvernement.

(2) Exposé des motifs Nyssens, et discours du même du 10 février 1897.  
— *Ibid.*, Discours Woeste des 4 et 19 février, Chambre.

tière. Aussi s'explique-t-on que les débats aient duré longtemps avant qu'une décision fût prise à ce sujet.

Les exploitants se montraient très mécontents de l'idée du suffrage universel des ouvriers.

Certains industriels, membres de l'union des charbonnages de Liège, avaient tenu à protester contre le projet Defuisseaux, même amendé par la section centrale. Dans une lettre qu'ils adressaient au ministre compétent ils déclaraient : Il n'y aura que deux classes parmi les inspecteurs ouvriers avec un pareil mode de nomination ; les hostiles par système aux patrons et ceux qui seront à leur dévotion ; de toutes manières, par conséquent, ce sera non seulement une institution inutile, mais aussi un danger réel (1).

Les exploitants de Charleroi, dans le même état d'esprit, voulaient confier à l'administration des mines la présentation des candidats.

On a songé aussi à augmenter purement et simplement le nombre des ingénieurs ou à leur adjoindre des auxiliaires ouvriers, fonctionnaires du gouvernement, qui auraient été chargés d'inspecter régulièrement les différents puits ; on avait ainsi une unité d'action (2).

A la Chambre, l'article 1<sup>er</sup> du projet du gouvernement fut, finalement, adopté le 24 février 1897. Il était ainsi conçu :

*« Tous les trois ans, les sections des conseils de l'in-*

(1) Discours Fléchet, 2 février 1897, Chambre.

(2) Discours Braconier, 6 avril 1897, Sénat.

*dustrie et du travail qui représentent l'industrie des charbonnages proposent au ministre de l'industrie et du travail, conformément aux règles tracées ci-après, des candidats aux emplois de délégués à l'inspection des travaux souterrains aux mines de houille. »*

La proposition de la section centrale tendant à l'élection directe par les ouvriers, et à la forme de laquelle M. Defuisseaux s'était rallié, avait été repoussée, par 86 voix contre 36. Des amendements Mansart et Cavrot, dans le but d'exclure l'élément patronal du choix des candidats à l'inspection des mines, avaient eu le même sort, à mains levées. M. Destrée, en présence du vote émis, s'était vu dans l'obligation de retirer son article premier.

— De plus, la commission chargée de faire le rapport sur le texte déposé par le gouvernement, avait demandé d'étendre la portée de la loi, et de comprendre dans l'action des délégués à la sécurité des mines, non seulement les travaux du fond, mais aussi ceux du jour (1). Cette idée fut abandonnée sur les observations de M. Nyssens (2). Si l'on veut renforcer le contrôle et la surveillance de ce qui a lieu à la surface, ce n'est pas aux nouveaux inspecteurs en réalité ouvriers du fond qu'il faut s'adresser, car ces derniers n'ont d'aptitudes spéciales que pour apprécier les dangers qui existent dans l'exploitation souterraine. Il y aurait un péril évident à charger d'une

(1) Rapport Warocqué, 22 mai 1896 au nom de la commission centrale.

(2) Observations Nyssens, 24 février 1897, Chambre.

mission pour laquelle ils n'ont aucune aptitude des travailleurs qui doivent remplir leur tâche là où ils peuvent rendre d'utiles services.

*Au Sénat*, l'article 1<sup>er</sup> voté par la Chambre fut adopté. Il y souleva toutefois quelques objections. La plus grave était, sans contredit, le caractère peu défini des délégués ainsi choisis.

Dans la situation actuelle, telle qu'elle s'affirme autour de nous, observait M. La Fontaine, il y a deux conceptions irréductibles et contradictoires dont la lutte constitue tout le drame social. L'une consiste à donner à la foule le plus de pouvoir possible, à voir dans l'élection la base de tout organisme social ; elle proclame que l'individu qui a besoin d'une protection peut le mieux désigner son protecteur.

L'autre au contraire, venue du passé, soutient que toute science et toute compétence sont l'apanage des classes dirigeantes seules. Quand il s'agit de nommer le dernier des inspecteurs d'une mine, les autorités publiques, affirme-t-elle, sauront mieux choisir l'homme capable que l'ouvrier vivant dans la bure au milieu de ses camarades et les connaissant personnellement (1).

Le projet du gouvernement est une espèce de transaction entre ces deux conceptions.

Il crée des délégués sans élection, des inspecteurs sans inspection. Il aurait bien mieux valu imiter l'exemple

(1) La Fontaine, Discours du 6 avril 1897, Sénat.



de l'Angleterre et de la France et donner aux ouvriers le droit de nommer qui bon leur semble, sans nuire à l'intérêt de l'exploitation (1).

M. Nyssens avait, à la Chambre, essayé de définir le caractère de l'institution nouvelle, sur une critique déjà formulée par M. de Trooz. Les délégués à l'inspection des mines ne sont pas des fonctionnaires ; ils n'en collaborent pas moins, avec une délégation de l'Etat, à un service public. Ils ne sont, en réalité, que des *collaborateurs des ingénieurs des mines*, car ils n'ont du fonctionnaire ni le caractère de perpétuité, ou le traitement proprement dit, ni la pension à la charge du gouvernement. Agents d'un caractère spécial et en quelque sorte mixte, investis d'une mission de surveillance pour un temps donné, ils redeviennent, à l'expiration de leur charge, simples ouvriers (2).

Mais, en somme, qu'importe si leur rôle est mal précisé. L'essentiel n'est pas, à notre avis, de savoir si le délégué est l'idéal rêvé par tel ou tel parti ; il faut se placer au point de vue de la sécurité des mines et de la nécessité qu'il y a d'assurer l'application des règlements existants. En d'autres termes, le principe posé dans la loi belge sera bon s'il a pour résultat de diminuer le nombre total des accidents ; il sera mauvais dans le cas contraire (3).

(1) Bara, 6-7 avril 1897, Sénat.

(2) Observations Nyssens, 24 février 1897, Chambre.

(3) Cf. Discours Wœste, 19 février 1897, Chambre.

Incontestablement, les inspecteurs, établis suivant le mode fixé par l'article 1<sup>er</sup> sont bien placés pour constater les irrégularités commises d'où qu'elles viennent ; mais auront-ils la confiance des ouvriers et ceux-ci les prendront-ils pour confidents, et leur signaleront-ils les manquements qui viennent à leur connaissance ?

§ 3. — Étendue de la circonscription.

Il faut autant de délégués que de circonscriptions ; il importe donc de voir, tout d'abord, quels sont le nombre, l'étendue et les limites de celles-ci, avant d'entrer dans plus de détails.

L'article 2 décide qu'elles *seront arrêtées tous les trois ans par le roi. Il y en aura au moins trente-cinq et au plus quarante-cinq.*

— Le Gouvernement avait primitivement choisi 20 comme minimum et 40 comme maximum ; ces chiffres avaient été jugés insuffisants, et avaient été relevés dans le texte définitif.

La commission centrale, ne se considérant pas comme satisfaite de la modification, avait demandé davantage. Par l'organe de son rapporteur, elle avait présenté une disposition d'après laquelle chaque circonscription aurait été formée d'un groupe de quinze cents à deux mille ouvriers, sans qu'elle puisse comprendre plus de quatre puits en activité. M. Destrées, allant plus loin encore, avait pris comme maximum quinze cents ouvriers. Ces divers amendements avaient été repoussés.

Il ne peut donc y avoir en Belgique plus de 45 délégués, c'est-à-dire 1 seul pour deux mille à deux mille cinq cents travailleurs. Quant au minimum de trente-cinq, c'est une garantie pour tous ceux qui réclamaient l'inspection. Le gouvernement ne saurait rendre la loi lettre morte en ne créant pas de ces circonscriptions (1).

En fait, l'arrêté royal du 18 novembre 1897 en fixa le nombre à 38 (2).

**§ 4. — Comment ont lieu les présentations  
et les nominations.**

*Deux candidats au moins sont proposés pour chaque emploi de délégués à l'inspection des mines.*

*Le cas échéant, la section compétente du Conseil de l'industrie et du travail, présente autant de listes de candidats qu'il y a de circonscriptions dans le ressort. — Si la circonscription s'étend sur les ressorts de plus d'un conseil, les sections compétentes sont réunies en assemblée plénière, à l'effet de désigner les candidats (art. 3).*

*Les sections compétentes sont convoquées en séance spéciale par le ministre de l'industrie et du travail, aux fins de procéder à la présentation des candidats. L'ordre du jour de la séance ne peut porter sur aucun autre objet (art. 4).*

(1) Observations Nyssens, séance du 7 avril 1897, Sénat.

(2) Arrêté royal du 18 novembre 1897, délimitant les circonscriptions de délégués à l'inspection des mines.

*La présentation de chaque candidat se fait séparément au scrutin secret. Elle n'est valable que pour autant que la moitié au moins des membres de la section ou des sections réunies prennent part au vote et que le candidat réunisse la majorité absolue des suffrages.*

*Les membres empêchés de se rendre au scrutin peuvent se faire remplacer par un des membres suppléants de leurs section et catégorie respectives.*

*Par dérogation à l'article 12 de la loi du 16 août 1887, tous les membres effectifs présents et les suppléants remplaçant les membres effectifs empêchés ont le droit de participer au vote (art. 5).*

— Originairement, le projet du gouvernement n'était pas, quant à l'article 5, tel qu'enfin il a été voté. Il revêtait cette forme (1) :

« La présentation de chaque candidat se fait séparément au scrutin secret. Elle n'est valable que si la moitié au moins des membres de la section ou des sections réunies prennent part au vote. Lorsque le nombre des patrons présents n'est pas égal à celui des ouvriers, ou réciproquement, les plus jeunes membres de la catégorie la plus nombreuse s'abstiendront de participer au scrutin.

Si, au premier tour de scrutin, aucun nom ne réunit la majorité absolue, il est procédé au ballottage entre les 2 noms qui ont réuni le plus de voix, la préférence, en cas de parité de suffrages, étant donnée au plus âgé.

(1) Texte du gouvernement du 30 avril 1896.

Si le ballottage ne donne aucune majorité, le résultat du vote équivaut à une absence de présentation et doit être transmis au ministre à titre de simple renseignement. »

Cette rédaction avait été acceptée par la commission centrale.

Mais de vives critiques furent adressées contre elle. En effet, le droit de présentation ainsi réglé aurait été bien souvent illusoire (1).

Il suffira, par exemple, que les patrons ne se rendent pas au Conseil de l'industrie et du travail pour que la section soit dans l'impossibilité de délibérer.

M. Nyssens fut le premier à comprendre la portée de cette objection. Aussi, dans un amendement déposé par lui et qui n'est autre que la disposition adoptée, il évita cet inconvénient.

Si les patrons ne se rendent pas au Conseil, ils auront tort ; et la loi cherche à éviter une manœuvre de cette nature. Les suppléants seront convoqués pour remplacer les membres effectifs empêchés, afin que la moitié au moins des membres de la section ou des sections réunies puisse prendre part au vote (2).

— MM. Denis et Vandervelde (3), auraient voulu l'adjonction des dispositions suivantes qui ont été très longuement discutées : sera valablement présenté le can-

(1) A Defuisseaux, 2 février 1897, Chambre.

(2) Discours Nyssens, 10 février 1897, Chambre.

(3) Séance du 24 février 1897, Chambre.

didat qui réunira la majorité des voix dans chacune des deux catégories (patrons et ouvriers), et, à défaut du concours de ces deux majorités, celui qui sera désigné par les suffrages des membres ouvriers.

Le principe posé par là aurait été de faire voter séparément les exploitants et les travailleurs. Si les premiers ont désigné A, et les seconds A, c'est A qui sera valablement présenté ; mais si les patrons ont choisi A et les ouvriers B c'est B qui triomphera (1).

Mais, dès lors, à quoi bon l'intervention des industriels ? On ne les admet à jouer un rôle que s'ils sont d'accord avec les travailleurs ; sinon on ne leur reconnaît aucun droit.

Il est cependant de l'essence du projet que les deux parties intéressées auront à rechercher ensemble quel est l'ouvrier le plus impartial, le plus capable de remplir utilement sa mission.

Ces raisons impressionnèrent la Chambre, qui rejeta les amendements Denis et Vandervelde sur ce point.

« Les conseils de conciliation ou d'usine régulièrement constitués, a-t-on demandé encore (2), et dont les statuts auront été communiqués au ministre de l'industrie et du travail feront valablement les présentations des candidats pour les circonscriptions minières qu'ils embrassent. »

La création par la loi du 16 août 1887 d'assemblées

(1) Observations Nyssens, 24 février 1897, Chambre.

(2) 2<sup>e</sup> partie de l'amendement Denis, 24 février 1897.

pouvant jouer un rôle de conciliation n'empêche nullement la formation de conseils privés, puisque le droit d'association existe en Belgique de la manière la plus large. Un semblable conseil existait à Mariemont et à Bascoup. Ce sont là des institutions privées et les pouvoirs publics n'interviennent ni dans leur organisation, ni dans leur fonctionnement.

Ne pourrait-on pas s'adresser à ces institutions libres quant aux présentations à effectuer ?

La commission centrale était allée plus avant. Elle avait mis dans la loi la disposition suivante :

Le gouvernement pourra par arrêté royal, motivé et inséré au *Moniteur* et le Conseil de l'industrie et du travail entendu, suspendre l'application de la loi en ce qui concerne les charbonnages qui, d'accord avec leurs ouvriers, auront organisé le service d'inspection, avant la mise en vigueur de la présente loi (1).

Au Sénat, un texte identique fut repris par M. Gumotte (2).

Il ne faut pas, disaient les partisans de ces amendements, enrayer l'initiative privée, mais, au contraire, l'encourager.

Il fut répondu : On ne fait pas une loi en disant que, là où les patrons et les ouvriers se sont mis d'accord,

(1) Projet de la Commission centrale du 22 mai 1896.

La Commission s'était ralliée à la rédaction de la 2<sup>e</sup> partie de l'amendement Denis à l'article 5.

(2) Discours Gumotte.



elle sera suspendue. Il serait nécessaire, avant tout, d'établir l'existence de cette entente et la manière dont elle sera constatée et, alors, que de difficultés (1) !

Le Parlement belge s'en tint en définitive aux termes impératifs de l'article 5. Du moment où il y a un conseil de l'industrie et du travail, et le ministre s'était engagé à en établir le plus grand nombre possible, le droit de présentation lui appartient (2) ; patrons et ouvriers voteront ensemble pour deux candidats successivement, au scrutin secret, et le résultat total sera relevé et seul aura autorité et effet.

— Quand la majorité sera-t-elle considérée comme acquise ?

Elle doit être absolue, par conséquent aucun résultat ne sera obtenu lorsque les industriels et les travailleurs voteront à l'unanimité pour leurs candidats respectifs et il en sera ainsi dans bon nombre de cas.

M. Keesen, au Sénat, aggravait encore cette exigence, lorsqu'il proposait, pour qu'une majorité fût réelle, les  $\frac{3}{4}$  des suffrages, car un candidat qui n'aurait obtenu que la moitié des voix plus une se heurterait nécessairement contre la malveillance de ceux qui ne l'auraient pas choisi. En imposant les  $\frac{3}{4}$ , on forcerait ainsi les ouvriers et les patrons à se mettre d'accord sur les hommes modérés et acceptables par les deux parties (3).

(1) Discours Nyssens, 7 avril 1897, Sénat.

(2) Discours Nyssens, 10 février 1897, Chambre.

(3) Discours Keesen, 6 avril 1897 ; Cooreman, 6 avril 1897, Sénat.

Cet amendement rendait encore plus difficiles les présentations valables, il ne vint pas en discussion, son auteur l'ayant retiré.

*Qui peut être valablement présenté?*

*Il faut :*

1° *Être belge ;*

2° *Être âgé de 30 ans accomplis ;*

3° *Exercer effectivement, depuis dix ans au moins, à titre d'ouvrier ou de surveillant (1), soit dans la circonscription, soit dans les circonscriptions limitrophes une ou plusieurs des branches du travail souterrain de la mine qui exigent un apprentissage, à l'exclusion de tout travail de manœuvre ou d'auxiliaire ;*

4° *Savoir lire et écrire et connaître les quatre règles de l'arithmétique ;*

5° *Posséder les notions élémentaires relativement à la lecture des plans d'une exploitation dans une même allure de couche en plateure ou en dressant ;*

6° *Ne se trouver dans aucun des cas d'indignité prévus par les articles 8 et 41 de la loi organique des conseils de prud'hommes (2) ;*

7° *N'avoir, depuis cinq ans, encouru aucune condamnation pour infraction aux règlements de police sur les mines.*

*L'âge d'éligibilité peut être réduit à 25 ans et la du-*

(1) En France les surveillants ne sont pas admis.

(2) L'art. 8 de la loi sur les conseils de prud'hommes prévoit la faillite, la cession de biens à des créanciers, etc. L'art. 41 spécifie, pour qu'il y ait indignité, un quantum des peines qu'il fixe à 6 mois.

*rée de l'exercice du métier réduite à cinq ans, pour les ouvriers ou surveillants porteurs d'un diplôme de capacité délivré par une école industrielle, agréée à cette fin, dans des conditions à déterminer par arrêté royal » (art. 6).*

Effectivement l'arrêté royal du 13 octobre 1897 (1) agréé, en ce qui concerne la délivrance des diplômes de capacité prévue en vue de faciliter le recrutement des délégués à l'inspection des mines :

1° Les écoles industrielles subsidiées et inspectées par l'État, dont le programme d'études comprend un cours d'exploitation des mines ;

2° Les écoles libres de mineurs organisées à Seraing par la société Cockerill et par la société de Marchaye satisfaisant à la même condition, et pour autant qu'elles soient accessibles à tous les ouvriers de la région.

— Il n'y a entre les dispositions du projet gouvernemental et les conditions d'éligibilité votées que quelques différences peu nombreuses. La plus importante est sans contredit relative à la durée d'exercice du métier. M. Nyssens avait pensé que le travail dans la mine n'est pas si compliqué qu'après *cinq ans* les ouvriers ne peuvent avoir une expérience suffisamment sérieuse. Dans certains pays ils sont généralement nomades, et se transportent souvent d'une région dans une autre : on serait en présence de difficultés pour trouver des candidats.

(1) Arrêté royal du 13 octobre 1897 relatif à l'agrément des écoles industrielles. Délégués à l'inspection des mines.

Pour M. Hubert, au contraire, *dix ans* sont indispensables pour avoir une connaissance de tous les coins et recoins de l'exploitation. Son avis prévalut à la Chambre (1).

Du même coup, on éleva de *trois à cinq ans* la durée d'occupation nécessaire pour les diplômés d'une école industrielle.

Il faut, en outre, que ce temps soit passé *dans les travaux souterrains* (2) et non pas seulement *dans la mine*, comme le voulait le projet du gouvernement, ce qui aurait été trop vague, et aurait permis la nomination d'inspecteurs n'ayant été employés qu'à la surface et par suite incompétents.

Par contre, la Chambre n'admit pas un amendement de M. Hubert qui substituait l'âge de trente-cinq ans à celui de trente.

— Qui plus est, diverses propositions avaient été retirées. Certains esprits, entre autres, pensaient qu'il était trop rigoureux de demander à un simple mineur des notions quant à la lecture de plans (3). Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici de plans non pas complexes mais au contraire simples. Et, du reste, presque tous les ouvriers ont cette capacité. M. A. Defuisseaux n'exigeait-il pas en effet qu'on remit aux délégués le plan de l'ex-

(1) Séance du 25 février 1897, Chambre. Discours Hubert, 24 février 1897, Chambre. Discours Nyssens, 24 février 1897, Chambre.

(2) Amendement Carton de Wiart, 24 février 1897, Chambre.

(3) Amendement Destrée retiré le 24 février 1897.

ploitation minière (1), c'est dire implicitement qu'ils sauront en user.

En somme, le côté original du système belge, relativement à la capacité des inspecteurs ouvriers, c'est *l'examen* qu'ils sont obligés de subir, examen résultant nécessairement de ce qu'ils doivent posséder un certain degré d'instruction (2).

Certes, nous sommes mal placés pour critiquer ici une garantie que nous regrettons de ne pas voir imposée aux délégués français à la sécurité ; mais que de difficultés surgissent immédiatement, par suite de l'incertitude laissée au sujet du mode d'exécution de cette prescription, dans la loi du 11 avril 1897.

Les membres du conseil de l'industrie et du travail seront-ils aptes à faire passer cet examen ? S'ils en sont chargés, ne seront-ils pas soit trop sévères, soit trop indulgents ?

Pour la lecture et le calcul, il sera aisé de constater les aptitudes ; mais quant à l'écriture faudra-t-il qu'elle soit calligraphique ? Ou se contentera-t-on d'une écriture suffisamment lisible, mais informe, comme celle que peuvent tracer des ouvriers avec leurs mains calleuses ? Qu'est-ce qu'une notion élémentaire relativement à la lecture de plan ? Autant de questions laissées sans réponses. Il n'y a point de critérium (3).

*Désignation. — Le ministre nomme à l'emploi de*

(1) Articles 6, 7, 8 du premier projet A. Defuisseaux.

(2) Discours Braconier, Sénat, 6 avril 1897.

(3) Discours La Fontaine, Séance du 6 avril 1897, Sénat.

*délégué à l'inspection l'un des candidats présentés.*

*A défaut de deux présentations valables, le ministre peut nommer le délégué de la circonscription parmi les ouvriers réunissant les conditions énumérées à l'article précédent (art. 7).*

Ici réside le point capital où se révèle la pensée dominante qui a présidé à l'élaboration de la législation qui nous occupe. C'est là que git la différence essentielle avec le texte français du 8 juillet 1890. Tandis que, chez nous, un souffle démocratique anime toute l'institution des inspecteurs ouvriers, nos voisins ont tenu à l'intervention de l'État dans le choix des délégués à la sécurité des mines.

Non seulement le gouvernement opte entre les deux candidats proposés, mais comme, souvent, l'entente ne parviendra pas à s'établir, il aura encore une plus grande latitude. Il lui sera possible de désigner soit le candidat des patrons, soit celui des ouvriers. En règle générale, il n'agira pas de la sorte, car il mécontenterait toujours l'élément évincé. Mais un inconvénient plus grave encore surgit : si le ministre choisit en dehors des listes des industriels et des travailleurs, il écartera par le fait les quatre noms qui, de l'avis des conseils compétents, offrent les meilleures garanties, et leur préférera un cinquième qui n'aura recueilli aucun suffrage et dont les aptitudes seront probablement très sujettes à caution (1).

(1) Discours Braconier, 6 avril 1897, Sénat ; Discours Lafontaine, 6 avril 1897, Sénat ; Discours Keesen, 6 avril 1897, Sénat.

Le ministre du travail ne s'est pas arrêté à cette argumentation : La présentation n'existe pas quand il n'y a pas de majorité. Le gouvernement ne peut s'engager à suivre une règle fixe ; ce serait une faute lourde de prendre toujours le candidat des industriels, ou toujours celui des ouvriers ; la solution est dans la nomination du plus capable, du plus impartial, du meilleur (1).

§ 5. — Incompatibilités.

*Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent être membres ni des conseils de prud'hommes, ni des conseils d'industrie et du travail, ni des conseils provinciaux ou communaux (art. 14).*

*Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent faire le commerce. Cette interdiction s'étend à leur femme et à leurs parents et alliés en ligne directe qui habitent avec eux (art. 15).*

Ainsi se trouve nettement déterminé que l'inspecteur ouvrier se trouvera dans des conditions d'absolue impartialité.

Il ne fera partie d'aucune assemblée qui absorberait le temps qu'il doit à ses fonctions et le rendrait inapte à les remplir utilement. Bien que la loi ne le dise pas, il abandonnera même son emploi de mineur, soit comme simple ouvrier, soit comme patron ou surveillant (2). Il n'appartient plus au personnel d'un charbonnage.

(1) Discours Nyssens, 7 avril 1897, Sénat.

(2) Observations Mansart et Nyssens, 25 février 1897, Chambre.



Ni lui ni les siens habitant avec lui ne seront cabaretiers et ne se livreront à aucun autre commerce. Le texte, il est vrai, ne portait primitivement d'interdiction que relativement aux descendants et alliés en ligne directe, mais le mot parents, plus étendu, y a été substitué.

§ 6. — *Durée des fonctions.*

*Les délégués à l'inspection des mines sont nommés pour trois ans.*

*Le délégué, dont les fonctions n'ont pas été renouvelées, ne peut être valablement présenté à nouveau comme candidat que s'il a repris le métier de mineur et l'exerce effectivement depuis un an au moins, au moment de la nouvelle présentation (art. 8).*

*En cas de décès, démission ou révocation d'un délégué à l'inspection des mines, de nouvelles propositions peuvent être demandées au collège compétent, en vue de remplacer le délégué décédé, démissionnaire ou révoqué, pour la durée restant à courir du terme de sa charge.*

*Le ministre peut aussi confier, ad interim, la fonction vacante à un ou plusieurs délégués de circonscriptions limitrophes. La même faculté appartient au ministre lorsqu'un délégué est momentanément empêché de remplir des fonctions pour cause de maladie ou tout autre motif (art. 9).*

Nous n'avons à préciser ici que le sens et la portée du 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 8. Un ancien inspecteur ouvrier

qui n'a pas repris son travail à la mine après la cessation de ses fonctions, ne se présente plus avec assez de compétence (1), si on n'exige de lui certaines garanties.

Il est vrai que l'on peut porter la question sur un autre terrain (2) et soutenir que, pour satisfaire aux exigences de la loi sur ce point, il importe que l'ouvrier se soit rendu acceptable par le patron et ait donc, dans une certaine mesure, aliéné son indépendance.

Ainsi, selon le point de vue auquel on se place, la disposition qui nous occupe assure la capacité professionnelle, et elle est à approuver ; ou elle est de nature à amoindrir la liberté d'action du délégué, et elle est à blâmer.

C'est une des prescriptions de la loi qui prête le plus à la controverse.

(1) Nyssens, séance du 25 février 1897, Chambre.

(2) Denis, séance du 25 février 1897, Chambre.

## CHAPITRE III

### FONCTIONS DES DÉLÉGUÉS. — LEUR PAIEMENT.

#### § 1. — Fonctions des délégués.

*Les délégués à l'inspection des mines ont pour mission :*

1° *D'examiner, au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux souterrains des mines ;*

2° *De concourir à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnés.*

3° *De signaler, le cas échéant, les infractions aux lois et arrêtés sur le travail, à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller.*

*Dans cette mission, ils se conformeront aux instructions que, le cas échéant, leur donneraient les ingénieurs des mines (art. 10).*

M. Destrée avait demandé (1) que les inspecteurs ouvriers fussent chargés d'examiner les travaux d'exploitation des mines de houille, *au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des personnes et des animaux qui y sont employés.*

Indépendamment des modifications de pure forme que

(1) Séance du 25 février 1897. Discours Destrée, Chambre.

cette proposition présentait, elle offrait cette particularité nouvelle et originale que la mission des inspecteurs ouvriers s'étend à ce qui concerne la sécurité et l'hygiène des animaux employés dans la fosse. En effet, disait le signataire de l'amendement, on a déjà placé dans les attributions des ingénieurs des mines la constatation des mauvais traitements et des actes de cruauté qui pouvaient se commettre dans les charbonnages vis-à-vis des animaux sur lesquels il convient de veiller puisqu'ils font partie du matériel (1).

Du reste, la vie des hommes est ici directement intéressée. Certains documents scientifiques sont d'une éloquence terriblement probante à cet égard. Des cas de contagion de cette affreuse maladie, la morve, ont déjà été signalés. Il y a sans doute des vétérinaires qui doivent inspecter fréquemment les mines. Divers événements ont prouvé que leur surveillance était insuffisante (2). Il ne peut qu'être utile de permettre aux délégués, non pas d'ordonner des réformes, mais seulement de présenter des observations sur les dangers qui peuvent résulter de la présence des animaux.

Tout en reconnaissant que M. Destrée était ici inspiré par un bon sentiment, le ministre du travail ne lui donna pas complètement gain de cause (3).

(1) Discours Destrée. Séance du 4 février 1897, Chambre.

(2) Voir les terribles cas de contagion cités par M. Destrée sur deux ouvriers travaillant dans un charbonnage des environs de Charleroi. Séance du 4 février 1897, Chambre.

(3) Séance du 25 février 1897, Chambre.

Des ouvriers mineurs n'ont guère de compétence technique relativement aux animaux. Il ne faudrait d'ailleurs pas s'occuper de la sécurité des chevaux, au même titre que de celle des hommes. Mais rien n'empêche d'introduire, pour cette partie de la surveillance, des délégués spéciaux ; et c'est l'œuvre de l'article 18 que nous aurons plus loin l'occasion d'étudier.

— M. Destrée avait aussi pensé à imposer aux inspecteurs ouvriers l'obligation de *signaler au parquet les infractions* qu'ils relèveraient. Les rapports sur les constatations qu'ils affirmeront solennellement avoir opérées *feront foi jusqu'à preuve contraire* (1).

Il fut répondu : Il y aurait inconvénient à ce que l'avis au parquet fût donné directement par les délégués ; il passera par l'*intermédiaire des ingénieurs*.

Leur rôle se bornera à *témoigner* en justice quand ils seront appelés (2). Si des réformes doivent être faites quant à la constatation des accidents, les mesures complémentaires ne sauraient être prises que par arrêté royal modifiant le règlement de 1884 qui régit la matière ; sur cette déclaration, M. Destrée ne maintint pas son amendement.

— *Chaque délégué fait au moins dix-huit visites par mois, ajoute l'article 11, dans les travaux de sa circonscription.*

*A la sortie des travaux, il consigne dans un registre*

(1) Discours Destrée, 25 février 1897, Chambre.

(2) Discours Nyssens, 25 février 1897, Chambre.

*spécial fourni par l'administration des mines et tenu au siège de l'exploitation, à la disposition de la direction et des ouvriers :*

1° *La date de la visite ;*

2° *Les heures auxquelles la visite a commencé et fini ;*

3° *L'itinéraire suivi ;*

4° *Les faits essentiels observés.*

*Le directeur de l'exploitation a le droit de consigner ses observations dans le même registre, au regard de celles du délégué.*

*Le délégué adresse sans retard copie des observations insérées au registre à l'ingénieur qui a été désigné à cette fin.*

Il avait été réclamé par la fraction gauche de la Chambre l'adoption des modifications suivantes (1) :

« L'inspecteur ouvrier devra visiter, au moins 4 fois par semaine, les travaux confiés à son inspection. Il accompagnera l'ingénieur des mines, si celui-ci en témoigne le désir.

« Chacune des visites de l'inspecteur ouvrier fera l'objet d'un rapport signé par lui dans un registre *ad hoc* tenu au siège de l'exploitation, et que tout intéressé pourra consulter. Ce registre, fourni par le ministère de l'industrie et du travail, comprendra trois colonnes : la première, destinée aux rapports de l'inspecteur ouvrier ; la seconde, aux observations de l'exploitant ; la troisième,

(1) Amendements Destrée, 19 janvier 1897.

à l'avis de l'ingénieur des mines. Il pourra être indiqué par ce dernier, le cas échéant, la solution intervenue.

« Chacun des rapports de l'inspecteur ouvrier mentionnera : 1° la date de la visite ; 2° les heures auxquelles il l'aura commencée et terminée ; 3° l'itinéraire suivi par lui ; 4° ses observations et conclusions.

« En cas d'accident intéressant la sûreté des travaux ou ayant entraîné, pour un ou plusieurs ouvriers, la mort ou une incapacité de travail, le directeur gérant doit prévenir d'urgence le ministre de l'industrie et du travail, l'administration des mines et l'inspecteur ouvrier.

« Celui-ci se rendra immédiatement sur les lieux de l'accident et procédera à toutes les constatations et interrogations qui lui paraîtront utiles. Si l'ingénieur des mines procède, à son tour, ultérieurement, à une enquête sur le même accident, il devra entendre l'inspecteur ouvrier.

« Dans tous les cas où une responsabilité est possible, les intéressés, tant exploitants qu'ouvriers ou ayants droit de ceux-ci, seront prévenus, par les soins du ministre de l'industrie et du travail, qu'une enquête est ouverte et qu'ils peuvent être entendus, ainsi que leurs témoins, soit par l'ingénieur des mines, soit par l'inspecteur ouvrier. Ils pourront se faire délivrer gratuitement par le ministre de l'industrie et du travail copie de ces informations administratives. Il leur sera signalé si une instruction est requise ou non par le procureur du roi.



« Par dérogation à l'article 11, en cas d'accident, l'inspecteur ouvrier se bornera à mentionner au registre la relation sommaire de sa visite, et enverra directement son rapport détaillé au ministre de l'industrie et du travail (1). »

Des prescriptions aussi détaillées ne pouvaient guère figurer, en l'état de la législation belge, dans une loi sur des délégués à l'inspection des mines. On aurait fait remarquer ici, tout comme à l'article 10, que si les règlements en vigueur sont insuffisants, on n'a qu'à les compléter par arrêté. M. Destrée retira donc sa proposition.

— M. Carton de Wiart crut pourtant qu'il importait de préciser quelque peu, par l'adjonction de cette simple phrase : Le délégué doit visiter trois fois par mois chacun des puits confiés à son inspection (2).

La Chambre ne se rangea pas à cette idée ; elle estima que, là encore, c'est un point d'organisation qu'il importe d'abandonner à l'administration. Les puits n'ont pas toujours la même importance. Les uns sont dangereux, les autres le sont très peu. Dans la province de Namur, par exemple, il existe des puits d'importance très secondaire où ne travaillent guère plus de 20 à 25 ouvriers.

Est-il nécessaire d'exiger trois visites par mois ?

Par contre, ce nombre ne serait-il pas totalement in-

(1) Amendements Destrée, 19 janvier 1897.

(2) Observations Carton de Wiart, séance du 25 février 1897, Chambre.

suffisant là où se trouvent de nombreux mineurs et où il y a du grisou ?

Pour en terminer avec l'article 11, disons encore que la commission centrale l'avait complété par un paragraphe. Le modèle du registre est déterminé par arrêté royal (1). Ceci fut repoussé sans discussion.

*Les délégués à l'inspection des mines peuvent exiger un guide pour leurs parcours souterrains. Ils ne peuvent refuser d'être accompagnés.*

*Au cours de leurs visites, les délégués ont toujours le droit d'enjoindre à leur guide de s'écarter momentanément, à l'effet de permettre aux ouvriers de s'entretenir avec eux.*

*Ils peuvent, sans toutefois les déplacer, et sans enlever copie, prendre connaissance des plans des couches en exploitation et des listes des ouvriers (2).*

*Ils sont tenus de se conformer aux mesures prescrites par les règlements pour assurer l'ordre et la sécurité dans les travaux (art. 12).*

— Deux thèses absolument différentes sont en présence. On permetta à l'inspecteur de descendre *seul* ou on le forcera à être *accompagné* d'un agent de la compagnie.

La *première idée* a été énergiquement affirmée dans la Chambre des représentants.

(1) Projet de la commission centrale amendant celui du gouvernement (22 mai 1896).

(2) Les listes d'ouvriers (ajoutées sous un amendement Carton de Wiart).

Si le délégué est avec un porion, ce dernier, par persuasion ou autrement, cherchera à lui faire suivre tel ou tel chemin. Ainsi guidé, l'inspecteur se rendra dans une direction autre que celle dans laquelle il pourrait découvrir quelque chose.

De plus, le jour où il est averti par des ouvriers que des infractions quelconques sont commises dans la mine, il lui est indispensable d'y aller seul, afin de les interroger; si un agent de la compagnie le suit, les mineurs questionnés prétendront qu'ils ne savent rien.

La présence d'un représentant de la direction des charbonnages empêchera les travailleurs de donner des réponses formelles et franches (1).

Que si, toutefois, la nécessité d'un guide est reconnue par l'inspecteur, soit par suite des dangers de l'exploitation, soit pour toute autre cause, le choix peut porter sur un ouvrier.

La *doctrine adverse*, c'est-à-dire celle qui oblige les délégués à être accompagnés, a triomphé pourtant en Belgique, à l'inverse de la solution admise en France (2). Deux raisons ont déterminé le Parlement, c'est d'abord l'intérêt de la propre sécurité du nouvel inspecteur (1), c'est ensuite l'intérêt même des constatations auxquelles il procède.

Il s'exposerait, parfois, à de réels dangers en s'aven-

(1) Discours de M. Mansart et amendement Defnet, séance du 25 février 1897, Chambre.

(2) Les mots : Ils (les délégués) ne peuvent refuser d'être accompagnés, furent maintenus à la Chambre belge par 58 voix contre 51.

turant seul dans une mine ; en outre, surtout quand il connaît des questions techniques, il doit être en mesure d'écouter sur place, à côté des explications des ouvriers, les observations contradictoires d'un ingénieur ou d'un surveillant.

« Très souvent, à première vue, un travail paraît mal disposé, une galerie semble mal agencée, parce que celui qui examine les travaux ne connaît pas les raisons qui ont déterminé la direction à les poursuivre dans telles ou telles conditions. L'ingénieur du charbonnage, lui, a étudié la question à fond. Il estime que telle manière est la plus sûre, la plus efficace, la plus pratique de diriger les travaux. Il pourra s'en expliquer avec le délégué à l'inspection des mines, au cours même de la descente. Souvent, on évitera ainsi des observations non justifiées ou inutiles (2). »

De semblables remarques sont, évidemment, très faibles. En effet, les visites effectuées dans les mines, en vue de la sécurité, sont trop peu nombreuses ; voilà le point de départ de la loi. En d'autres termes, les ingénieurs et leurs auxiliaires sont présumés insuffisants, et l'on vient affirmer immédiatement : les délégués n'auront pas la possibilité d'opérer dans les travaux souterrains une seule descente, sans être suivis de ceux-là mêmes qui sont surchargés de besogne et qu'il importe

(1) Cet argument ne porte pas, car, ainsi que l'a dit M. Mansart, le délégué serait, à cet effet, aussi bien guidé par un ouvrier choisi par lui, s'il en juge la nécessité.

(2) Discours Nyssens, 25 février 1897, Chambre.

d'aider. Si l'on avait poussé le système jusqu'à ses dernières conséquences, on aurait donc enlevé, par une seule disposition, tout le bénéfice de la création nouvelle.

Les travailleurs craignent d'exposer leurs griefs aux ingénieurs. Ils les publient plutôt par la voie de la presse, ou ils chargent des commissions ouvrières de signaler les abus dont ils n'osent pas se plaindre individuellement (1). Aussi, pour leur donner confiance, n'a-t-on pas voulu, dans la loi du 11 avril 1897, admettre que le guide puisse être un obstacle à une libre conversation avec le délégué. C'est ainsi que s'est introduit le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 12, proposé, au dernier moment, par le gouvernement. Les mineurs seront mis à même de présenter sans appréhension leurs remarques aux inspecteurs ouvriers ; au besoin, le guide s'écartera pendant quelque temps.

La mission des délégués ouvriers est, comme on le voit, en Belgique, très nettement définie. Ils sont seulement des observateurs intelligents et des rapporteurs consciencieux. Comme en France, ils ont à prévenir, à constater les accidents et à en rechercher les causes.

Ils auront à veiller sur la stricte application des lois et arrêtés relatifs à l'exécution matérielle du travail (2) ;

(1) Van Overbergh, *Les inspecteurs du travail* (dans son étude sur le système qui fonctionne en Suisse dans les grands centres).

(2) Remarque de M. Devolder. Sénat, 7 avril 1897.

mais là s'arrêtera leur rôle : ils ne sauraient connaître, par exemple, de questions de salaires (1).

Le pouvoir législatif a voulu surtout prévenir, dans le fonctionnement de la police des mines, les conflits qui auraient pu compromettre l'efficacité de toute surveillance.

Aussi, les ingénieurs n'auront pas à défendre aux délégués les visites que ceux-ci jugeraient nécessaires, soit le jour, soit la nuit ; mais, d'autre part, les inspecteurs ouvriers ne pourront contrevenir aux instructions qui leur seraient données pour la bonne marche du service.

Il n'appartiendra au délégué de faire des injonctions ni aux ingénieurs des mines, ni aux directeurs de charbonnages, ni aux ouvriers ; mais il consignera ses observations dans un registre spécial (2).

DÉLÉGUÉS SPÉCIAUX. — *Le ministre pourra toujours autoriser l'accès des mines à des délégués spéciaux, chargés de l'étude de questions concernant la sécurité ou la salubrité* (art. 18).

(1) On peut citer comme exemples de lois dont l'application entrera dans la compétence des inspecteurs ouvriers :

Les lois sur la police des mines.

La loi de 1810.

Le décret du 3 janvier 1813.

L'arrêté royal du 28 avril 1884.

L'arrêté royal du 13 décembre 1895 sur l'emploi des explosifs dans les mines.

La loi de 1889 sur le travail des femmes et des enfants (ceci est original) n'existe pas en France.

La loi de 1896 sur les règlements d'atelier, etc...

(2) Nyssens, 25 février 1898, Chambre ; 7 avril 1897, Sénat.

Nous savons comment ces nouveaux fonctionnaires ont été introduits.

C'est afin de donner satisfaction à M. Destrée qui avait signalé des cas de contagion entre animaux et hommes. On a soutenu que le gouvernement devait faire descendre, s'il le jugeait nécessaire, un médecin ou un vétérinaire dans les mines. Cette idée était juste, et ce principe a été posé que le ministre, qui a déjà la faculté de nommer à son choix les inspecteurs ouvriers des mines, si le conseil de l'industrie et du travail n'en propose pas, pourrait désigner également des délégués spéciaux chargés de l'étude de questions intéressant la sécurité et la salubrité.

Des critiques se sont élevées. Le ministre a-t-il ici un pouvoir discrétionnaire absolument illimité ? Aucune restriction n'est prévue. D'autre part, il s'agit, dans le texte, de théoriciens, qui n'auront nulle mission de dresser des procès-verbaux ni de formuler des griefs ; leur tâche n'aura-t-elle donc qu'un caractère objectif (1) ?

Certes, l'article 18 est assez élastique ; toutefois il renferme deux mots de nature à calmer complètement les appréhensions qui se sont manifestées : ce sont, en effet des délégués *spéciaux* chargés de *l'étude*...

Que veut dire *spéciaux* ? Cela signifie des hommes ayant, sur certains points déterminés, une compétence technique que les ingénieurs ou les délégués ouvriers

(1) Rapport Cooreman au Sénat, Discours Cooreman, 26 avril 1897.



ne possèdent pas : tels les médecins, les vétérinaires, ou encore des physiciens, qui auraient des connaissances particulières en matière de grisou.

Quel sera leur rôle ? Procéder à *des études*, rien de plus. Donc, pas d'inspection proprement dite, pas de constatations par voie de procès-verbal, pas même d'insertions au registre des observations. Ils n'auront qu'à faire un rapport à celui qui les aura désignés, c'est-à-dire au ministre. Il appartiendra à ceux qui sont investis du droit d'inspection de voir si ces études comportent une suite, si des injonctions seront données aux exploitants, ou si toute autre mesure sera prise (1).

#### § 2. — Paiement des délégués.

*Il est alloué aux délégués à l'inspection des mines, à charge de l'État, une indemnité annuelle et des frais de route à fixer par arrêté royal (art. 16).*

*Les délégués à l'inspection des mines continueront, pendant la durée de leur mandat, à jouir des avantages accordés par les caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs auxquelles se trouvaient affiliées les exploitations où ils étaient occupés en dernier lieu.*

*Les retenues réglementaires seront, le cas échéant, opérées sur leurs indemnités et versées, par les soins de l'État, aux caisses dont il s'agit (art. 17).*

(1) Discours Nyssens, 7 avril 1897, Sénat.

L'arrêté royal du 12 décembre 1897 (1), dispose :

ART. 1. — Les délégués à l'inspection des mines jouiront d'une indemnité annuelle de 1800 francs payable mensuellement par douzième. Cette indemnité subira, le cas échéant, la retenue à résulter de l'exécution de l'article 17.

ART. 2. — Les délégués recevront des indemnités pour frais de route, calculées à raison de 6 centimes par kilomètre. Sauf les déplacements résultant d'instructions spéciales du ministre de l'industrie et du travail, les courses de moins de 5 kilomètres (à l'aller ou au retour) ne donnent droit à aucune indemnité. Les distances sont comptées à partir du chef-lieu de circonscription établi par le ministre, ou avec l'autorisation du maire du lieu de résidence du délégué.

ART. 3. — La somme globale à allouer pour les indemnités relatives aux frais de route est fixée chaque année par le ministre ; elle ne peut dépasser un maximum calculé sur la base de 300 francs par circonscription. Le directeur général des mines fait, chaque année, la répartition de l'allocation entre les circonscriptions ou groupe de circonscriptions ; cette répartition est soumise à l'approbation du ministre. Le maximum attribué à chaque circonscription ou groupe de circonscriptions ne peut être dépassé, à moins de circonstances imprévues et d'une autorisation du ministre. Tandis qu'en Angle-

(1) Arrêté royal du 12 décembre 1897 fixant les indemnités annuelles et frais de route des délégués à l'inspection des mines.

terre les délégués sont payés par les ouvriers, en France par les patrons, la Belgique a adopté la solution la plus rationnelle et a décidé qu'ils seront indemnisés par l'État. Aucune discussion n'a eu lieu à ce sujet ; mais où quelques controverses se sont élevées, c'est sur le point de savoir si on devait laisser à l'administration tout pouvoir quant au chiffre à fixer. Pourquoi ne pas inscrire dans la loi que l'inspecteur recevra telle ou telle somme, au lieu de permettre au ministre de déterminer arbitrairement ce traitement (1) ?

Pourquoi aussi prévoir des frais de route, qui sont bien souvent pour les fonctionnaires l'occasion de toutes sortes de spéculations ?

Qui ne voit que, par là, l'inspecteur ouvrier aura intérêt à visiter les points les plus éloignés de sa résidence et à négliger les autres endroits (2) ?

La Chambre ne se préoccupa en aucune façon de ces observations qui, cependant, paraissent assez fondées, à première vue.

On trouve la raison de cette attitude dans les explications fournies par le ministre de l'industrie et du travail à la Chambre des représentants.

Le gouvernement, dit-il, n'accordera pas des traitements élevés ou insignifiants suivant que tels ou tels délégués lui seront ou non agréables.

Un chiffre minimum sera établi, et il ne sera pas infé-

(1) Destrée, Discours du 4 février 1897, Chambre.

(2) *Ibid.*

rieur à 1600 francs (1). On accordera des indemnités supérieures dans certains cas, par exemple, si un inspecteur ouvrier se trouvait dans une situation spéciale, s'il avait une nombreuse famille, s'il avait de longs états de service.

Relativement aux frais de route, on peut les considérer comme nécessaires, car, sans eux, les délégués feraient évidemment le moins de déplacements possible, surtout s'ils ont à se rendre à une certaine distance de leur résidence (2). L'article 16, par son laconisme même, peut prêter à des critiques ; mais l'article 17 est une très heureuse innovation. Tandis que chez nous, les textes sont muets, quant à la participation des représentants des travailleurs aux caisses de secours et de retraites, la loi belge dit que les inspecteurs ouvriers conservent leurs droits de participation aux caisses de prévoyance ; ils paieront dans ce but les cotisations réglementaires.

Quelques difficultés se présenteront peut-être, relativement à l'application de cette prescription, c'est au gouvernement qu'il appartiendra de veiller à ce que tous les intérêts soient sauvegardés.

(1) Nous avons vu que l'arrêté du 12 décembre a décidé 1800 francs.

(2) Discours Nyssens, 10 février 1897, Chambre.

## CHAPITRE IV

### SANCTION DE LA LOI. — PROPOSITIONS DIVERSES.

#### § 1. — Sanction de la loi.

A) *Sanction administrative.* — Du moment où l'inspecteur ouvrier n'est plus apte à remplir la mission qui lui est confiée, il ne saurait la continuer. Tel est le sens de l'article 13 :

*Le délégué qui est atteint d'une infirmité le rendant impropre à son service peut être relevé de ses fonctions, par le ministre.*

*Pourra être révoqué par le ministre le délégué qui se rendra coupable d'un manquement grave à ses devoirs ou qui cessera de réunir les conditions prescrites à l'article 6 (6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup>) (1) de la présente loi.*

Il est permis de regretter que les cas de révocation n'aient pas été mieux prévus.

L'inspecteur sera obligé de cesser ses fonctions à peu près quand bon semblera au ministre. On ne lui a même pas accordé formellement le droit de défense (2).

(1) 6<sup>e</sup> Cas d'indignité prévus par les articles 8 et 41 de la loi sur les Conseils de prud'hommes.

7<sup>e</sup> Condamnation, depuis moins de cinq ans, pour infraction aux règlements de la police sur les mines.

(2) Destrée, 4 février 1897, Chambre.

M. Destrée avait compris cette lacune :

« L'inspecteur ouvrier, disait-il, ne sera révoqué par le ministre de l'industrie et du travail qu'après avoir été entendu en ses explications :

1° S'il exerce le commerce par lui-même ou par autrui ;

2° S'il remplit un autre mandat, électif, politique ou judiciaire ;

3° S'il n'exécute pas les obligations qui lui sont imposées par la présente loi ;

Dans ces cas, la révocation ne pourra toutefois être prononcée que si deux avertissements préalables sont restés sans résultats.

4° S'il s'est fait remplacer sans nécessité plus de trois fois par son suppléant ;

5° Si la majorité des électeurs inscrits réclame sa révocation dans la forme à prescrire par arrêté royal (1). »

A part cette dernière disposition, sans doute hardie, la Chambre des représentants aurait dû admettre les garanties proposées. Elle ne le fit malheureusement pas ; l'administration reste donc, pour la révocation, armée d'un pouvoir redoutable, parce qu'elle peut en user à son gré.

*B) Sanction pénale. — Seront punis d'une amende de vingt-six à cinq cents francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement :*

(1) Destrée, Discours du 4 février 1897, Chambre. Rejet de son amendement 25 février 1897, Chambre.

1° Quiconque, pour déterminer un membre du Conseil de l'industrie et du travail à s'abstenir de voter, ou pour influencer son vote, lors de la présentation des candidats à l'inspection des mines, lui aura directement ou indirectement offert ou promis soit de l'argent, soit des secours, soit des valeurs ou avantages quelconques.

2° Quiconque aura, dans le même but, usé de voies de fait, de violences ou de menaces à l'égard d'un membre du Conseil de l'industrie et du travail, ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune ;

3° Les membres du Conseil de l'industrie et du travail qui auront accepté les offres ou promesses préqualifiées (art. 2).

Sera puni des peines portées en l'article précédent quiconque aura mis obstacle à l'exercice de la mission des délégués ou des délégués spéciaux à l'inspection des mines ou autres exploitations souterraines.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à la charge de leurs directeurs ou gérants en vertu du présent article (art. 21).

Le chapitre VIII et l'article 85 du livre premier du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi (art. 22).

Dans le cours de la discussion, une curieuse idée fut émise (1) : on demanda plus d'indulgence pour les tra-

(1) Discours Mansart, 3 février 1897, Chambre.



vailleurs que pour les exploitants, en ce qui concerne les amendes. S'il s'agit d'un mineur, payer 26 francs est exorbitant; c'est la gêne pendant plusieurs mois. Un patron, au contraire, condamné à déboursier cette somme, ne sera pour ainsi dire pas puni. De semblables observations n'ont rien de juridique (1), tout en étant inspirées par un sentiment d'humanité, équitable au fond.

Il est bien difficile d'en tenir compte dans une loi ; ou bien il faudrait réformer complètement les codes pénaux, et les établir sur des bases variables suivant les personnes et totalement différentes de celles qui existent.

— Les sanctions pénales votées sont presque celles qui avaient été proposées par le gouvernement. M. Nyssens, ministre du travail, ne modifia sa manière de voir que sur un point : il inscrivit dans le texte la peine d'emprisonnement de huit jours à trois mois, ce qui n'était pas son opinion primitive (2).

Cette modification est le résultat des critiques adressées, par un assez grand nombre de membres de la Chambre belge, contre le projet originaire du gouvernement, trop peu sévère à leur avis (3).

**§ 2. — Champ d'action de la loi du 11 avril 1897 ;  
propositions diverses.**

La loi du 11 avril 1897 s'applique aux mines de houille. Mais, si la délégation ouvrière, organisée dans

(1) Discours Destrée, 4 février 1897, Chambre.

(2) Discours Destrée, 4 février 1897, Chambre.

(3) *Ibid.*

de bonnes conditions, présente un caractère sérieux d'opportunité, pourquoi ne pas l'étendre aux autres exploitations souterraines ? En effet, les mêmes motifs qui justifient la collaboration des travailleurs dans l'inspection des charbonnages, militent en faveur de cette collaboration dans l'inspection des mines métalliques, des minières et des carrières souterraines.

C'est pourquoi l'article 19 de la loi belge dispose :

*Des délégués ouvriers à l'inspection des exploitations souterraines autres que les mines de houille pourront être institués par arrêté royal (1).*

Quant aux carrières à ciel ouvert, à quel régime seront-elles soumises ? M. Denis avait proposé que la surveillance ouvrière pût leur être étendue, quand le gouvernement constatera la nécessité de la leur appliquer. Leur exploitation n'est pas certes exempte d'accidents professionnels ; il est permis de l'affirmer malgré l'insuffisance des statistiques. De plus, beaucoup de ces carrières se transforment rapidement en carrières souterraines.

Mais la question ne fut pas ainsi tranchée, et voici la principale raison qui a fait écarter les carrières à ciel ouvert (2). Elles ne sont pas soumises à la surveillance de l'État, mais à la police locale (art. 81 de la loi du 24 avril 1810). C'est seulement quand leur exploitation a lieu par galeries souterraines qu'elles relèvent du corps des mines (art. 82). Elles devraient donc, avant

(1) Discours Denis, séance du 25 février 1897, Chambre.

(2) *Contra* en France.

d'avoir des délégués, rentrer tout d'abord dans l'inspection du gouvernement.

*Amendement Somzé.* — A la Chambre, M. Somzé avait voulu l'adjonction d'un rouage de plus à la surveillance nouvelle. Cette proposition fut renvoyée à la fin du débat.

Elle vint sous cette forme en discussion (1) :

« Dans chaque charbonnage, il sera nommé un nombre de délégués ou de sous-inspecteurs égal au nombre de sièges d'exploitation.

La mission de ces délégués consistera à se porter en tout point qui leur sera signalé comme dangereux ou motivant l'application de mesures de sécurité.

Ils devront également mentionner tous les faits de nature à porter préjudice à la sécurité ou à la santé des ouvriers.

Ils seront tenus de consigner leurs observations sur un carnet paraphé dont ils sont porteurs et de les inscrire journallement sur un registre officiel à deux colonnes, sur lequel le directeur du charbonnage pourra faire d'autre part ses observations.

Ce registre officiel, qui se trouvera à demeure dans un endroit déterminé, portera aussi la signature des inspecteurs du gouvernement et devra être produit à toute réquisition.

La nomination de ces délégués se fera, parmi les ou-

(1) Amendement Somzé (séance du 26 février 1897), Discours des 17 et 26 février, Chambre.

vriers, à la majorité des voix plus une des ouvriers présents, qui devront représenter au moins les trois quarts du nombre des ouvriers travaillant dans la mine.

La durée du mandat de ces délégués sera d'une année. Ils seront rééligibles.

Pour être candidat aux fonctions de délégué d'une mine, l'ouvrier devra remplir les conditions suivantes : être âgé de 30 ans accomplis, avoir travaillé dans la mine pour laquelle s'opère l'élection, pendant deux ans au moins, sans avoir fait d'infraction au règlement régissant l'exploitant des charbonnages.

Les *moniteurs* ouvriers ne pourront être révoqués ou suspendus que pour des infractions constatées aux règlements des mines, pour des faits d'insubordination, à l'égard des inspecteurs ou des ingénieurs, pour actes d'ivrognerie, de grève, de propagande ou de pression politique ou de délits entraînant une répression judiciaire.

Hors les frais prévus ci-dessus, le moniteur ouvrier ne pourra être licencié pendant le temps de ses fonctions, et, à l'expiration de celles-ci, pendant une année, il devra être maintenu comme ouvrier, avec le salaire normal qu'il recevait avant sa nomination de moniteur, ou recevoir, en cas de renvoi injustifié, une indemnité correspondant à trois mois de salaire.

Une majoration de salaire normal de 50 0/0 sera attribuée par la mine à l'ouvrier moniteur pendant la durée de ses fonctions.

Le supplément de salaire sera mis à charge du gouvernement (1). »

Cette proposition formait, comme on le voit, un ensemble complet ; elle décidait dans chaque charbonnage la nomination de *moniteurs* à élire par les ouvriers et nommés par eux.

En vain M. Somzé défendit-il lui-même ses amendements, soutenant que c'était un moyen de donner confiance aux ouvriers (2). En vain M. Daëns disait-il en substance (3) : Si nous avons des syndicats professionnels bien organisés, ceux-ci, défendant les intérêts et les aspirations des travailleurs, auraient traité d'égal à égal avec les directeurs des charbonnages ; une double inspection eût été facilement établie, l'une veillant aux intérêts des patrons, l'autre se préoccupant des revendications ouvrières. Dans cette organisation développée, *les inspecteurs ouvriers auraient été nommés par leurs syndicats*.

Mais, ajoutait l'orateur socialiste chrétien, en attendant que, grâce à ces associations, on ait armé le travailleur pour défendre ses droits, pourquoi ne pas accepter la création de moniteurs désignés par leurs compagnons de travail ?

La Chambre des représentants se rangea pourtant à l'avis contraire. Elle avait déjà manifesté son opinion,

(1) Amendement Somzé, 26 février 1897, Chambre.

(2) Discours de M. Somzé, 26 février 1897, Chambre.

(3) Discours de M. Daëns, 26 février 1897, Chambre.

en votant la présentation des délégués par les conseils de l'industrie et du travail, et en laissant leur nomination au ministre. Dans une semblable disposition d'esprit, il était contradictoire d'accepter tout choix direct par les mineurs. Il y aurait eu antagonisme.

Finalement, la loi fut adoptée, telle que le gouvernement la présentait, à part les modifications de détail que nous connaissons, par 81 voix contre 5 et 25 abstentions à la Chambre et par 58 suffrages et 11 abstentions au Sénat.

Promulguée le 11 avril 1897, elle devait être exécutoire six mois après (art. 23).

— Il serait téméraire de vouloir présager l'avenir, et de donner une appréciation générale sur la délégation ouvrière organisée en Belgique, car, de même que l'on juge un arbre à ses fruits, de même pour avoir une opinion sur une loi, il est bon d'attendre ses résultats.

Quoi qu'il en soit, un essai intéressant a été tenté. Pourquoi les deux éléments des conseils de l'industrie et du travail n'auraient-ils pas la sagesse qu'on en espère ?

Le danger ne viendrait-il pas plutôt de l'intervention abusive de l'administration, de la part trop large qui lui est faite et de l'arbitraire qui pourrait en résulter ?

Du reste, le législateur belge n'a pas eu la prétention d'édifier une œuvre définitive, les modifications commandées par les circonstances seront introduites

## QUATRIÈME PARTIE

### RÉSULTATS DE LA LOI FRANÇAISE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### HISTORIQUE DEPUIS 1890.

A la Chambre, dès le 29 mars 1892 (1), MM. Basly et Lamandin, députés du Pas-de-Calais, trouvaient que l'indépendance des délégués mineurs n'était pas suffisamment assurée par la loi française du 8 juillet 1890. Pour y remédier, ils réclamaient l'augmentation du nombre de jours de visite par mois ; à cet effet, ils voulaient des circonscriptions plus grandes.

Un rapport sommaire favorable fut fait par M. Couturier, au nom de la commission d'initiative et déposé le 28 mai suivant (2).

M. Basly s'exprimait en ces termes, le 8 juillet (3).

« La circonscription a été limitée, dans la loi, à six

(1) Proposition de loi Basly et Lamandin, 29 mars 1892.

(2) Rapport sommaire favorable de M. Couturier, 28 mai 1892, au nom de la commission d'initiative.

(3) Rapport Basly, 8 juillet 1892.



jours de visites, et une grande latitude a été laissée pour le sectionnement.

Les visites devant être faites deux fois par mois, et les constatations d'accidents occasionnant au délégué des dérangements supplémentaires, on eût pu arriver à un chiffre moyen de 15 à 18 journées par mois ; c'était assez pour que le délégué, moins ouvrier que surveillant, échappât, dans une certaine mesure, à la pression patronale. Mais, dans l'application, les préfets, nécessairement influencés par les compagnies exploitantes, se tinrent pour le tracé des circonscriptions, en deçà du maximum de six jours. »

Comme conséquence de ces observations, le paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1890 est ainsi modifié :

« § 3. — Tout ensemble de puits, galeries et chantiers dépendant d'un même exploitant et dont la visite détaillée n'exige pas *plus de douze jours* ne constitue qu'une seule circonscription. Les autres exploitations sont subdivisées en *autant de circonscriptions qu'il faut de fois douze jours pour les visiter totalement*. »

Un même arrêté statue sur la délimitation des diverses circonscriptions entre lesquelles est ainsi divisé, s'il y a lieu, l'ensemble des puits, galeries et chantiers voisins, dépendant d'un même exploitant, sous le territoire d'une même commune ou de plusieurs communes contiguës, ou *distantes entre elles de moins de 10 kilomètres*.

Par là, la mesure du temps nécessaire à la visite détaillée d'une circonscription est portée de six jours à douze. Chacune d'elles accroît donc en étendue (1).

Comme corollaire naturel de cette extension, un salaire plus fort est attaché à la fonction de délégué.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 16 sont ainsi modifiés :

« § 2. — Au mois de décembre de chaque année, le préfet, sur l'avis des ingénieurs des mines sous l'autorité du ministre des travaux publics, fixe, pour l'année suivante et pour chaque circonscription, le nombre maximum des journées que le délégué doit employer à ses visites et le prix de la journée. Il fixe également le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions *comprenant au plus 500 ouvriers* (2).

« § 3. — Dans tous les autres cas, l'indemnité à accorder au délégué pour les visites mensuelles réglementaires ne pourra être inférieur au prix de *vingt-quatre* (3) journées de travail par mois. »

La Chambre des députés adopta tels quels, ces divers changements, le 8 mai 1893. Elle suivait ainsi la ligne de conduite qu'elle avait toujours eue, puisque une de ces grandes préoccupations avait toujours été de soustraire le délégué mineur à toute pression d'où qu'elle vint (4).

(1) Rapport Basly, 8 juillet 1892.

(2) Au lieu de 120 que fixait la loi du 8 juillet 1890.

(3) Au lieu de 10 que fixait la loi du 8 juillet 1890.

(4) Rapport Baihaut, mars 1890.

Il n'y eut qu'une première délibération, et une nouvelle législature fut nommée, avant qu'elle pût aborder la seconde lecture.

Dans ces conditions, la proposition revint en question. Elle était plus étendue qu'originellement ; elle s'inspirait en effet des décisions votées par le Congrès national des mineurs tenu à la Ricamerie, en octobre 1892 (1). Il est absolument indispensable d'énumérer ces diverses réclamations.

1° Les circonscriptions minières doivent être agrandies suffisamment pour employer toutes les journées du délégué ; dans ce but le texte voté par la Chambre en 1893 est repris.

2° Le délégué ou son suppléant, quand ils ont besoin d'être accompagnés pour une constatation d'accident, le seront par un ouvrier de leur choix et non par un employé de la Compagnie. Ils rédigeront leurs observations librement sans immixtion de l'exploitant et il leur sera loisible d'en tirer telle conclusion qu'ils croient juste. L'article 3 sera complété en ce sens (2).

3° Les limites trop étroites dans lesquelles il faut actuellement prendre les candidats à la délégation seront élargies (3). L'article 6 deviendra : « seront éligibles dans *n'importe quelle circonscription minéralogique*, à la condition de savoir lire et écrire, et, en outre, de n'avoir

(1) Proposition de loi Basly, Charpentier, Jaurès, 3 mars 1894.

(2) Idée nouvelle.

(3) *Id.*

jamais encouru de condamnations pour infraction aux dispositions soit de la présente loi, soit de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813 :

A. Les électeurs ci-dessus désignés, âgés de vingt-cinq ans accomplis, travaillant au fond depuis cinq ans au moins ;

B. Les anciens ouvriers, à la condition qu'ils soient Français, qu'ils jouissent de leurs droits politiques, qu'ils aient travaillé au fond pendant cinq ans. »

Tout électeur deviendrait donc éligible, non seulement dans sa circonscription, mais dans les diverses circonscriptions d'une même région.

Pour les anciens ouvriers, serait supprimée l'obligation de n'avoir pas quitté depuis plus de dix ans l'exploitation où ils sont délégués. On invoquait, à l'appui, diverses raisons : leur absence n'implique nullement qu'ils aient perdu la pratique du métier, puisqu'ils ont pu travailler dans d'autres exploitations minières, les exclure pour cette seule considération, cela n'a d'autre objet que d'écarter de la délégation le plus possible d'hommes indépendants.

Disparaîtraient également des causes d'inéligibilité les condamnations encourues pour infraction aux articles 414 et 415 du Code pénal (1).

M. Basly rayait du reste ces condamnations de tous les articles de la loi de 1890, où elles se trouvaient men-

(1) Proposition Basly du 3 mars 1894.

tionnées « parce que, disait-il, elles ne sont jamais appliquées aux patrons, mais aux seuls ouvriers et le sont à ces derniers avec une partialité, un arbitraire tels qu'ils ne sauraient disqualifier les citoyens qui en sont victimes ».

Le signataire ajoutait, de plus, à l'article 5, qui détermine les conditions requises pour prendre part à l'élection des délégués, un deuxième paragraphe stipulant que, en cas de suspension de travail, par suite d'accident ou toute autre cause, la feuille de paye servant de liste électorale ne sera pas celle de la dernière paye effectuée, mais celle qui a précédé la cessation de travail. « La nécessité de cette réserve, affirme-t-il, a été démontrée par ce fait, assurément bizarre et imprévu, que, lors de la dernière grève du Pas-de-Calais, l'époque du renouvellement des délégués étant arrivée, le préfet fit la convocation de telle manière que plus de la moitié des ouvriers ne purent voter (1). »

La proposition en question touchait, en somme, non seulement aux articles 1<sup>er</sup> et 16 de la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, mais encore aux articles 3, 5, 6 et 15.

Elle fut renvoyée à la commission du travail.

Un grand nombre de points défectueux ou controversés allaient être éclaircis. Le 8 février 1895, en effet, la Chambre adoptait la résolution suivante : « La Chambre donne à la commission du travail le pouvoir de pro-

(1) Proposition de loi Basly du 3 mars 1894.

céder à une enquête générale sur les conditions du travail et de la sécurité dans les mines (2). »

De ce vote, sortit le rapport si complet de M. Louis Lacombe, député, au nom de la Commission du travail.

---

RAPPORT LACOMBE (2 juillet 1896).

Les réclamations des ouvriers y sont très nettement formulées, tout comme les observations des ingénieurs et patrons.

*Réclamations des ouvriers.* — Ils demandent toujours pour l'élu mineur l'indépendance.

Ceux qui sont nommés sont immédiatement attachés aux plus mauvais travaux. On ne les met pas à la porte mais on les pousse à bout (1).

Pour qu'ils puissent réellement remplir le rôle que leur assigne la loi, diverses modifications sont nécessaires :

1° Emploi d'un *plus grand nombre de journées* par mois.

2° Faculté pour le délégué de *descendre sans être accompagné*.

Ces desiderata avaient déjà été auparavant formulées à la Chambre des députés ; si nous les mentionnons de nouveau, c'est que les déposants ouvriers devant la commission d'enquête y attachaient une importance considérable.

(1) Séance du 8 février 1895, Chambre des députés.

(2) Déposition Beugnet, délégué du Pas-de-Calais.



La situation d'un chantier, peut changer du jour au lendemain.

L'élu des travailleurs devrait contrôler l'exploitation en quelque sorte heure par heure; il empêcherait ainsi l'exploitant, qu'actuellement il doit prévenir vingt-quatre heures à l'avance, de faire la toilette de la mine (1).

Ainsi occupé sans cesse par sa surveillance dans les travaux souterrains, le délégué, surtout si ses pouvoirs étaient un peu plus étendus, rendrait de grands services. Il y aurait une réelle utilité à lui permettre, par exemple, quand il reconnaît un danger imminent, d'interdire le travail jusqu'à ce que l'ingénieur soit venu. Bien des accidents seraient évités (2).

Si encore les représentants des minières étaient libres de leurs mouvements quand ils descendent dans la fosse; mais les compagnies font tout ce qu'elles peuvent, pour empêcher qu'aucun ouvrier ne leur parle, chose facile d'ailleurs avec un homme qui les accompagne et qui les surveille sans cesse (3).

Le rapport Lacombe a signalé encore bien d'autres griefs.

Les délégués à la sécurité des ouvriers demandent à être autorisés à employer les *lampes* en usage pour doser le grisou.

On ne leur accorde ce droit que très rarement, et à

(1) Déposition Beugnet, délégué mineur.

(2) Déposition Bouillien, délégué de Montceau-les-Mines.

(3) Déposition Beugnet, délégué.



certains d'entre eux seulement. Pourquoi ne pas généraliser? Les porions sont munis de ces lampes, les mandataires des travailleurs ne leur sont pas inférieurs en capacité (1).

Autre question encore soulevée à propos de la loi du 8 juillet 1890. Non seulement les représentants ouvriers ne sont pas laissés libres de remplir leurs fonctions, mais encore la *manière dont ils sont élus* laisse à désirer.

En accordant le droit aux exploitants de surveiller les opérations électorales, la circulaire de M. Yves Guyot du 19 juillet 1890 vicie la sincérité des scrutins.

Les anciens ouvriers, eux, ne peuvent se prévaloir du titre de candidat pour pénétrer dans les mairies et on leur interdit formellement l'accès des salles de scrutin accordé aux employés qui ne sont ni électeurs ni éligibles.

Une pareille anomalie ne peut pas continuer. La seule raison que pourraient avoir les ingénieurs et maîtres mineurs d'assister au scrutin serait de vérifier la liste d'émargement au moment du scrutin. On leur enlèvera ce prétexte en créant une carte électorale pour les élections des délégués (2).

*Observations des ingénieurs.* — Au dire de certains, les délégués mineurs sont peu utiles. Ils sont chargés de veiller à la sécurité des ouvriers spécialement en ce

(1) Déposition Beugnet.

(2) Rapport Lacombe. Indépendance des délégués mineurs.

qui touche le boisage. Lorsqu'ils constatent des déficiences, ils craignent de les signaler de peur d'être désagréables aux camarades qui sont fautifs.

On a parlé du grisou. Mais ils ont peu de compétence pour le signaler, et il est impossible de faire leur éducation sur des questions techniques qui exigent des études spéciales (1).

Mais en règle générale, les dépositions des ingénieurs sont favorables à l'institution nouvelle. Sans doute les délégués n'ont pas une grande envergure, ils ne traitent que de questions terre à terre, mais parfois ils ont constaté le grisou que personne n'avait dénoncé avant eux (2).

En définitive, ils rendent de très réels services. Ils ne peuvent prévoir les grandes catastrophes. Mais, pour les détails de l'exploitation qu'ils connaissent pour y avoir vécu longtemps, ils sont très utiles. De l'avis même de la plupart des patrons entendus, ils ne causent guère de difficultés à l'exploitation, car ils sont expérimentés et n'ont pas de parti pris (3). Les observations qu'ils présentent sont, au contraire, des indications précieuses.

Manquent-ils d'*indépendance*, comme l'affirment certains ouvriers? La chose est possible. Il est évident que si un plus grand nombre de visites était permis, les représentants des ouvriers seraient plus libres de leurs

(1) Déposition de M. Fèvre, ingénieur des mines à Béthune. Déposition de M. Weiss, ingénieur des mines à Arras.

(2) Déposition de M. Billy, ingénieur des mines à Saint-Etienne.

(3) Déposition de M. Tauzin, ingénieur en chef à Toulouse.

actes, car ils n'auraient plus besoin de travailler comme mineurs. Mais, en prenant cette mesure, on éloignera les hommes les plus compétents. Les mineurs nommeront ceux qui ont été renvoyés et ils les choisiront non pas à cause de leur savoir, mais parce qu'ils ont été congédiés (1).

Faut-il faire descendre les délégués sans être *accompagnés* ?

Il est difficile de répondre affirmativement ; il y va de leur propre sécurité. S'ils circulaient seuls dans la mine, ils risqueraient d'être victimes d'accidents. Mais ce qu'ils sont en droit de ne pas tolérer c'est qu'on les fasse attendre quand ils se présentent. Ils n'ont donc qu'à arriver avec des ouvriers choisis par eux ; l'accès des chantiers devra leur être ouvert immédiatement, sans qu'il soit nécessaire de leur fournir un guide.

Ils sont encore en droit d'exiger, comme ils le réclament et comme le prescrit la loi, d'être immédiatement prévenus en cas d'accident. Mais il est difficile qu'il n'y ait pas d'oubli, car on n'est obligé de les avertir qu'en cas de blessure entraînant une incapacité de travail de 20 jours ; or il est souvent malaisé de déterminer par avance pendant combien de temps un ouvrier sera dans l'impossibilité de descendre dans la mine.

On se plaint aussi de la pression patronale dans les *élections*. Bien loin que ce soient les exploitants qui

(1) Déposition de M. Tauzin, ingénieur en chef à Toulouse.

vicient la sincérité du vote, en poussant les travailleurs au scrutin, on constate dans la majorité des circonscriptions un nombre considérable d'abstentions. Ce sont les plus turbulents, les moins accessibles à l'influence des compagnies, qui seuls usent de leurs droits.

Une dernière réclamation des ouvriers mérite d'attirer l'attention, celle relative à l'emploi des *lampes*. Les ingénieurs hésitent à confier ces appareils délicats aux délégués (1).

---

— Du rapport Lacombe, il résulte que certaines réformes étaient proposées. Elles trouvèrent leur écho à la Chambre des députés. MM. Basly, Lamendin et plusieurs de leurs collègues reprirent l'idée d'obliger les exploitants à distribuer des *cartes électorales*. Pour cela, ils déposèrent, dans la séance du 6 novembre 1896, une proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 8 juillet 1890, dans la deuxième phrase du premier paragraphe ainsi qu'il suit :

« Dans le même délai de huit jours, l'exploitant fait afficher la liste électorale aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers, *en les prévenant qu'une carte électorale leur sera délivrée par lui contre récépissé.* »

Le second paragraphe du même article prend la forme suivante :

« Si l'exploitant ne remet pas aux maires et ne fait pas afficher la liste électorale dans les délais et conditions

(1) Déposition de M. Castelnau, ingénieur en chef à St-Etienne.

ci-dessus prévus, le préfet fait dresser et afficher cette liste, et assure la distribution des cartes électorales, le tout aux frais de l'exploitant et sans préjudice des peines qui pourront être prononcées contre ce dernier, pour contravention à la présente loi (1). »

Ce texte fut, lui aussi, renvoyé à la Commission du travail.

— Au moment de la fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1897, un amendement fut présenté par M. Basly. Lorsque vinrent en discussion les indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, le 4 décembre 1896, il proposa un relèvement de crédit de 50.000 francs.

C'était une façon déguisée de remettre en question les diverses réformes si souvent proposées.

Il lui fut répondu que le gouvernement ferait tous ses efforts pour hâter une solution. L'amendement fut retiré sur cette affirmation.

La Chambre ne devait pourtant pas rester longtemps sans s'occuper des délégués mineurs.

— Le 13 mars 1897, M. Basly revenait à la charge et développait une interpellation sur la *réduction du nombre de visites* faites par les mandataires ouvriers, dans les mines du Pas-de-Calais.

Il rappelait que la liberté des élections n'était pas assurée. Il insistait sur ce fait que très souvent les méde-

(1) Proposition de loi Basly, Lamendin, Defontaine, 6 novembre 1896.

cins déclarent un ouvrier blessé pour 15 jours, quand il l'est en réalité pour 40, d'où inutilité d'avertir le délégué, alors qu'en réalité il aurait dû l'être.

Qui plus est, ajoutait le député du Pas-de-Calais, le préfet d'un département a diminué le nombre de visites, dans les circonscriptions mêmes où les ouvriers augmentent (1).

Enfin, chaque fois que les délégués sont appelés à constater un accident, on ne leur paye qu'une demi-journée.

Le ministre des travaux publics montra que la loi n'a pas été si mal appliquée. Il y a dans le département du Pas-de-Calais (celui-là même dans lequel M. Basly choisissait ses exemples) 52 circonscriptions ; sur ce nombre, 6 ont été dédoublées et portées à 12. C'est une augmentation. Par suite 72 journées qui étaient allouées pour les visites en 1896 ont été portées à 101, pour 1897.

Quand des réductions sont opérées, c'est que d'une façon générale des mines sont près de s'éteindre.

Pour la sincérité du vote, le ministre des travaux publics avait envoyé au préfet du Pas-de-Calais une lettre dont voici le sens (2) :

« Les représentants de l'exploitant assistent souvent en trop grand nombre aux opérations électorales.

Pour éviter toute pression de leur part, il faut recom-

(1) Discours Basly, 13 mars 1897.

(2) Lettre du 23 octobre 1896 du ministre au préfet du Pas-de-Calais.

mander aux bureaux électoraux d'assurer aux votants la distribution des enveloppes devant renfermer leurs bulletins, en dehors de la salle de vote, dans une salle spéciale, où seuls les électeurs auront accès. »

Le ministre des travaux publics répondait, il est vrai, très faiblement, quant aux autres reproches formulés contre l'administration. Afin d'assurer les prompts déclarations d'accidents, la Chambre, tout en votant un ordre du jour de confiance au gouvernement, réclama l'application de l'article 15 du 2 novembre 1892, c'est-à-dire que : du moment où un accident a occasionné une blessure, déclaration en doit être faite par le patron ou son préposé, dans les 48 heures, au maire de la commune chargé d'aviser qui de droit (1).

— Le 18 décembre 1897, dans une interpellation, M. Basly revint sur les diverses questions par lui posées. Les mêmes réponses, à peu de choses près, furent fournies par le ministre, et la Chambre, cette fois, prononça la clôture de la discussion.

— *Au Sénat*, nous ne rencontrons pas, tant s'en faut, de pareils débats.

Pourtant, parmi les annexes à la séance du 6 avril 1898 un projet de loi y fut déposé par M. Turrel, ministre des travaux publics (2).

En effet, au renouvellement triennal des délégués, qui a eu lieu à la fin de 1896, un incident s'était produit qui

(1) Chambre des députés, 13 mars 1897.

(2) Sénat, Annexes à la séance du 6 avril 1898.



forçait le gouvernement à venir demander au législateur une addition au texte primitif.

Maintes fois, depuis 1890, le choix des ouvriers s'était porté sur des candidats inéligibles, mais après annulation de ces opérations irrégulières, les électeurs n'avaient jamais persisté dans leurs intentions et, à la suite d'un second, très exceptionnellement d'un troisième vote, un candidat ayant les capacités requises avait été finalement nommé.

Mais, le 20 décembre 1896, aux mines de Drocourt (Pas-de-Calais), les ouvriers d'une circonscription ont choisi pour délégué titulaire et délégué suppléant deux ouvriers que le Conseil de préfecture, saisi par une réclamation de l'exploitant, a, par arrêté du 29 décembre 1896, déclarés inéligibles, comme ne satisfaisant pas aux conditions de travail exigées par l'article 12 de la loi. Depuis lors, à cinq reprises différentes, les mêmes candidats ayant été désignés par les suffrages de leurs camarades, le Conseil de préfecture a toujours annulé les opérations électorales.

Il n'y a aucun motif pour que cette situation ne se prolonge pas indéfiniment; de graves inconvénients surgiraient de cette situation.

Le gouvernement, pour trouver une solution, s'est inspiré de ce qui avait été décidé pour les élections aux Conseils de prud'hommes.

Il y a une quinzaine d'années, en effet, le fonctionnement de plusieurs de ces assemblées avait été rendu im-

possible soit par l'abstention systématique d'une des deux catégories de votants, soit par la nomination de candidats notoirement inéligibles. Pour sortir de cette impasse, une loi spéciale a été faite le 10 décembre 1884. Elle déclare :

« Ceux qui persistent à choisir des inéligibles seront, à la suite de deux annulations consécutives de la juridiction compétente, assimilés à ceux qui n'usent pas de la loi. »

Dans cet esprit, le gouvernement demande d'ajouter à l'article 12, § 5, de la loi du 8 juillet 1890 un alinéa conçu :

« Toutefois, jusqu'au prochain renouvellement triennal, *il ne serait pas procédé à une nouvelle élection* pour remplacer un délégué dont *l'élection aurait été annulée deux fois pour inéligibilité.* »

Singulière conception vraiment que cette solution qui, parce que la loi est mal appliquée, la suspend. Il aurait fallu trouver autre chose. Lorsqu'un collège électoral persiste à nommer député quelqu'un qui n'a pas les conditions requises, la loi vient-elle déclarer que ce collège perd son droit à la représentation ?

---

— Nous en aurions terminé avec cet historique, si nous n'avions encore à nous préoccuper d'une question : La loi du 29 juin 1894 a organisé en faveur des ouvriers mineurs des *caisses de retraites et de secours*. Mais elle ne contient aucune disposition relative aux délé-

*gués*. En quel sens faut-il interpréter cette omission ?

Il importe ici de distinguer.

Parmi les représentants des travailleurs, il en est qui sont en même temps ouvriers dans la mine ; ceux-ci bénéficient des caisses de retraites ainsi que des caisses de secours auxquelles ils participent en qualité de mineurs.

Toutefois, on ne fait pas état de leur indemnité de délégués pour le calcul de leurs charges et avantages. Par suite, plus ils consacrent de journées à leur nouvelle fonction, moins ils sont favorisés, puisque leur salaire se trouve réduit.

La situation des délégués non ouvriers est plus grave encore. Ils ne profitent ni des caisses de secours ni des caisses de retraites (1).

De multiples plaintes se sont élevées contre ces anomalies regrettables.

Ne vaut-il pas mieux assimiler purement et simplement les mandataires des ouvriers à des travailleurs ordinaires et les faire ainsi bénéficier des caisses de secours et de retraites ?

La Chambre le pensa et vota sans débats que : « toutes les dispositions de la loi du 29 juin 1894 sur les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs sont applicables aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs institués par la loi du 8 juillet 1890 ».

(1) Cour de cassation, 24 juillet 1895,

C'était tenir compte des légitimes revendications si souvent formulées (1); mais c'était aussi se heurter, dans la pratique, à d'insurmontables difficultés.

En effet, l'exploitant est pour ainsi dire le pivot de la loi de 1894; s'il a pu être constitué le mandataire obligatoire des Caisses de secours et de retraites, c'est qu'il les dirige et les salarie en vertu d'un contrat (2). A l'égard des délégués qu'il oivent être et sont, en fait, comme tels, absolument indépendants de lui, ce rouage indispensable fait défaut; l'exploitant ne peut intervenir ni pour réclamer ou imposer des livrets, ni pour opérer des retenues sur des salaires qui ne dépendent pas de lui, ou des indemnités qu'il ne détermine ni ne distribue (3). Les formes impératives et précises de la loi du 29 juin 1894 ne sauraient être applicables d'autant plus que les catégories diverses de délégués ne peuvent se plier à la même règle. S'inspirant de ces diverses considérations, le Sénat, dans la séance du 2 février 1897 (4), vota des dispositions bien moins concises que celles antérieurement adoptées par la Chambre, elles sont par là même sensiblement plus élastiques.

---

(1) Même avant 1894, cette complète assimilation avait été réclamée (*Congrès de la Ricamerie*, octobre 1892).

(2) Rapport Lacombe.

(3) Rapport Félix Martin, Sénat, 14 décembre 1896.

(4) Séance du Sénat du 2 février 1897.

PROPOSITION DE LOI CONCERNANT LA PARTICIPATION DES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS AUX CAISSES DE RETRAITES ET DE SECOURS DES MINEURS (1).

« Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs titulaires et suppléants, bénéficient dans les conditions déterminées ci-après, des Caisses de retraites et de secours établies dans leurs circonscriptions en exécution de la loi du 29 juin 1894 (art. 1).

Tout délégué, qu'il soit ou non occupé comme ouvrier dans la mine où il exerce ses fonctions, à la seule condition de notifier préalablement au préfet et à l'exploitant qu'il est en possession d'un livret individuel délivré par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, bénéficiera sur ce livret des versements effectués par l'exploitant à raison de 4 0/0 de son indemnité de délégué ; moitié sera prélevée sur la dite indemnité et moitié sera fournie par l'exploitant lui-même.

L'exploitant sera tenu d'effectuer à la Caisse nationale des retraites le versement ci-dessus indiqué de 4 0/0 dans le mois de l'avertissement à lui adressé par le directeur des contributions directes pour le recouvrement des indemnités de délégués.

La somme à payer sur mandat délivré au délégué par le préfet, conformément à l'article 16 de la loi du 18 juillet 1890, et celle à recouvrer par le Trésor sur l'exploitant seront l'une et l'autre diminuées de 2 0/0 (art. 2).

(1) Le titre primitif était le suivant : Proposition de loi tendant à appliquer la loi du 29 juin 1894 aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

*Lorsqu'un ouvrier travaillant dans une mine y remplit les fonctions de délégué, l'indemnité qu'il reçoit pour les journées effectivement consacrées à ses visites entre en compte concurremment avec son salaire pour le calcul des charges et avantages dans la société de secours dont il fait partie.*

Il est tenu de verser la cotisation statutaire qui correspond au montant des dites journées directement à la caisse de secours, dans la huitaine de la réception du mandat mensuel qui lui est délivré par le préfet.

Sur l'avis à lui notifié par les représentants statutaires de la caisse de secours, l'exploitant doit opérer, de son côté, dans la huitaine, le versement statutaire correspondant (art. 3).

*Tout délégué qui n'est pas actuellement occupé dans une mine, participe à la caisse de secours de sa circonscription sur sa demande, qu'il doit adresser au conseil d'administration de ladite caisse et notifier à l'exploitant.*

Lorsque sa circonscription correspond à plusieurs sociétés de secours, ce délégué a droit de choisir celle à laquelle il sera inscrit, pendant la durée de ses fonctions.

Pour le calcul de ses charges et avantages, le délégué est assimilé à un sociétaire qui recevrait un salaire égal au salaire moyen des ouvriers du fond ; ce salaire moyen sera fixé, chaque année, par le préfet, dans les conditions de l'article 16 de la loi du 8 juillet 1890.

Le délégué doit verser la totalité de la somme due à la



caisse de secours, directement, et aux époques fixées par les statuts.

Dans la huitaine de l'avertissement à lui adressé par le Directeur des contributions directes pour le recouvrement des indemnités des délégués, l'exploitant est tenu de verser à la caisse de secours la moitié de la cotisation qui correspond au montant de l'indemnité du délégué. Ce versement, inscrit à l'avoir du délégué, vient en déduction de sa cotisation du mois suivant.

La participation du délégué à la caisse de secours ne lui confère pas le bénéfice de l'article 11 de la loi du 29 juin 1894 (art. 4).

Les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus ne sont pas applicables au délégué qui est occupé comme ouvrier mineur dans une circonscription autre que celle où il exerce ses fonctions (art. 5).

Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires à l'application de la loi (art. 6). »

De cet ensemble complexe ressort ceci : pour les délégués qui sont en même temps ouvriers mineurs la participation aux caisses de secours et de retraites est *obligatoire* ; elle n'est que *facultative* pour les mandataires des travailleurs qui ont cessé d'être employés dans la mine (1).

Cette proposition n'a, du reste, pas encore été adoptée par la Chambre des députés (2).

(1) Rapport Félix Martin, 14 décembre 1896. Etude approfondie article par article.

(2) Annexes de la Chambre des 6 février 1897 et 20 juin 1898.



## CHAPITRE II

### RÉSULTATS.

Quand on a ainsi examiné à grands traits les divers problèmes qu'historiquement les délégués ont soulevés, depuis leur apparition en France, il importe de dégager une opinion nette sur la loi du 8 juillet 1890.

Demandons-nous dans ce but :

1° Si le nombre des accidents est en décroissance et  
2°, si diminution il y a, doit-on l'attribuer à l'institution nouvelle.

#### § 1. — Nombre d'accidents.

Dans certaines régions, les chiffres parus immédiatement après 1890 ne sont guère rassurants.

Ainsi, la proportion des ouvriers mineurs tués dans le Nord et le Pas-de-Calais, pendant les trois années qui ont suivi celle de la promulgation de la loi, est légèrement supérieure à la proportion afférente aux trois années qui l'ont précédée.

La statistique fournit (1) :

Nombre de tués par 1000 ouvriers occupés.

|            |      |            |      |
|------------|------|------------|------|
| Année 1878 | 0.85 | Année 1891 | 1.26 |
| » 1889     | 0.95 | » 1892     | 1.10 |
| » 1890     | 0.66 | » 1893     | 1.19 |

(1) Discours Helleputte, Chambre belge, 17 février 1897.

Pour les mines de Blanzv, le nombre d'ouvriers tués par 1000 occupés est :

|                                   |      |
|-----------------------------------|------|
| Pendant la période de 1880 à 1890 | 1.82 |
| — 1890 à 1895                     | 2.02 |

Ici également, nous nous trouvons en face d'une augmentation (1).

Heureusement, de pareils chiffres ne sont nullement probants. Dans le Pas-de-Calais, là même où les statistiques semblent être plutôt défavorables, les années postérieures à 1893 permettent d'être tout à fait optimiste. La moyenne des accidents y est plus faible que partout ailleurs. Il n'y a pas un tué sur mille ouvriers du fond, exactement 0.85 p. 1000, c'est-à-dire bien moins qu'en Angleterre, qu'en Belgique et qu'actuellement dans le reste de notre pays.

D'ailleurs, pour avoir un résultat vrai, le mieux est de consulter les renseignements fournis pour l'ensemble de la France. Voici ce qu'ils donnent :

Nombre de tués pour 10.000 ouvriers :

|      |      |      |      |
|------|------|------|------|
| 1887 | 17.3 | 1891 | 16.7 |
| 1888 | 17.7 | 1892 | 9.5  |
| 1889 | 30.1 | 1893 | 9.3  |
| 1890 | 25.8 | 1894 | 8.5  |

Donc, diminution notable après la loi, et bien que, de 1894 à 1898, les chiffres soient peut-être un peu moins favorables, il est permis d'affirmer sans crainte de se

(1) Discours Helleputte, Chambre belge, 17 février 1897.

tromper que la situation s'améliore, si l'on s'en tient aux statistiques des morts toutes réserves étant faites quant à la manière dont elles sont dressées.

Relativement à la quantité si considérable des blessés, les documents officiels ne donnent que des renseignements nécessairement peu concluants. Si une augmentation est constatée, elle prouve souvent des déclarations mieux effectuées et non un état de choses plus mauvais. De ce que le nombre des tués diminue, on peut conclure que les blessés en réalité sont moins nombreux.

**§ 2. — Les délégués empêchent-ils les accidents  
de se produire ?**

Les avis, nous avons déjà eu l'occasion de le voir (1), sont assez partagés au sujet de l'institution des représentants ouvriers, en France. M. Nyssens, ministre du travail belge, disait: « Je ne pouvais pas me désintéresser de la situation de l'inspection ouvrière chez nos voisins du midi, et j'ai chargé M. le directeur général des mines de se rendre dans le nord de la France, afin de visiter les charbonnages et d'y rechercher si l'institution nouvelle avait, en réalité, produit des effets appréciables. Le directeur général est rentré en exprimant l'opinion que, dans certaines régions, les ouvriers avaient un rôle fort effacé ; que leurs observations étaient

(1) Cf. enquête Lacombe.

souvent insignifiantes ; en un mot, que les résultats paraissent nuls » (1).

Un autre membre de la Chambre belge, après avoir signalé un cas où un délégué français a été lui-même cause d'une explosion, constatait que l'inspection des mines par les ouvriers, telle qu'elle est pratiquée chez nous, entraîne presque toujours des inconvénients.

« Le délégué encourage les ouvriers dans leur esprit d'indiscipline, il abonde toujours dans leur sens et les pousse au désordre ; tout cela afin de se faire bien voir des mineurs pour être réélu.

Il va même jusqu'à s'occuper du prix des salaires. — En ce qui touche la sécurité, il se garde bien de montrer à l'ouvrier qu'il ne se garantit pas ; jamais il ne dit à un mineur qu'il s'expose mal à propos, mais toujours il cherche à mettre le patron en cause. »

S'il en était ainsi, l'institution nouvelle serait totalement inutile ; mais, heureusement, ces critiques amères ne sont guère fondées.

Nous avons cherché, en effet, à nous renseigner par nous-mêmes, et, à la lecture de rapports de délégués, il nous a été possible de voir quel était exactement leur rôle. De plus, un ingénieur en chef du nord de la France nous a donné son opinion personnelle sur le fonctionnement de la loi de 1890, et, connaissant l'esprit libéral et pondéré, l'expérience de l'homme supérieur auquel nous

(1) Discours Nyssens, 10 février 1897, Chambre belge.

nous sommes adressé, nous n'avons pas hésité à puiser largement dans les idées qu'il nous a si aimablement communiquées (1).

De cette enquête quelques impressions très nettes se dégagent.

Le délégué est très rarement malfaisant ; il ne l'est qu'en cas de grève. Alors, en effet, mais alors seulement, il lui est bien facile de s'écarter du rôle qui lui est assigné. « Il est autorisé à faire les visites ordinaires des travaux, quel que soit le nombre d'ouvriers descendant dans la mine. Par suite, il ne souffre pas personnellement du chômage et il prend, en ce moment, plus d'importance, parce qu'il profite de son droit pour aller constater quels sont les ouvriers restés fidèles au travail, et ensuite il les désigne à la rancune des agitateurs (2). »

Le remède à cet état de choses n'est point facile à trouver. Il y aurait bien un moyen d'empêcher le délégué d'être aussi ardent pour prêcher la grève. Ce serait de dire : Le représentant des travailleurs verra ses fonctions suspendues (3) tant qu'il n'y aura pas un centième du nombre des ouvriers, un quart par exemple continuant à travailler. Il resterait entendu, d'ailleurs, qu'en

(1) Nous voudrions pouvoir remercier ici nominativement l'ingénieur en chef auquel nous faisons allusion ; mais, dans sa modestie, il préfère garder le voile de l'anonyme.

Qu'il reçoive ici cependant l'expression de notre gratitude.

(2) Lettre de l'ingénieur en chef.

(3) *Ibid.*

cas d'accident, le délégué serait appelé pour faire ses constatations comme en temps normal.

Si une semblable mesure peut paraître trop énergique, car elle n'est autre qu'une suspension de la loi quant aux visites réglementaires, il n'en est pas moins incontestable qu'il faut que le mandataire des mineurs reste toujours dans la sage mission qui lui est confiée. Qu'on applique les sévérités des textes existants avec rigueur, au besoin, contre quiconque outrepassé son rôle, car la loi du 8 juillet 1890 n'a pas pour objet de créer des politiciens, mais des surveillants à la sécurité.

Cette unique réserve faite, nous n'avons plus que des éloges à adresser à l'institution nouvelle.

Sans doute, on se méprendrait singulièrement si l'on demandait au délégué son opinion sur la direction technique des travaux ; là où sa compétence ne saurait exister. Il ne se risque plus guère, au reste, sur ce terrain qui, il s'en rend compte, ne lui est pas familier (1).

Quant aux détails d'exploitation, il n'y a aucun inconvénient réel à ce que les mandataires ouvriers signalent les points défectueux qui auraient échappé à l'attention des autres inspecteurs.

Voici en effet comment la loi fonctionne : Sur 294 circonscriptions instituées dans les mines, 28 seulement n'ont pas de délégués, par suite d'une entente des ou-

(1) Lettre de l'ingénieur en chef.

vriers qui s'abstiennent de se rendre au scrutin. Dans les 266 autres, 182 délégués titulaires, c'est-à-dire 68 0/0 de l'effectif et 225 suppléants ou 85 0/0, sont en même temps travailleurs dans la mine.

D'autre part 78 titulaires ou 29 0/0 et 25 suppléants ou 10 0/0, sont d'anciens ouvriers de l'exploitation où ils sont élus.

Enfin 6 titulaires et 10 suppléants sont au travail dans une mine et délégués dans une autre (1).

Mais partout où la loi est appliquée, même lorsque les élus sont des ouvriers congédiés, elle produit de bons effets, en temps ordinaire (2).

Dans bon nombre de rapports que nous avons sous les yeux, ils remarquent le plus souvent que les conditions d'aérage sont mauvaises ou médiocres (3). Peuvent-ils constater la présence de grisou? Certains d'entre eux en seraient peut-être capables, mais tous très certainement sont à même de reconnaître, dans leurs visites, que diverses lampes de mineurs sont sans rivet, d'autres non fermées à clef, d'autres encore à feu libre, autant d'imprudences révélées, c'est-à-dire presque prévenues (4).

En principe, toutefois, il serait téméraire d'affirmer la compétence des inspecteurs ouvriers pour prévenir les

(1) Rapport Félix-Martin (Séance du 14 décembre 1896), Sénat.

(2) Lettre de l'ingénieur en chef.

(3) Rapport du délégué mineur Cadot cités par M. Roger, Chambre belge, 5 février 1897. Rapports des délégués des mines de grande concession exploitée par la Société anonyme des charbonnages des Bouches-du-Rhône (circonscription de Greasque), notamment 6 mars, 17 avril, etc. 1899.

(4) *Ibid.*, rapport du 28 janvier 1898.



accidents collectifs ; mais leur fonction, tout en étant plus restreinte, n'en est pas moins très réellement efficace. On sait, en effet, que la plupart des accidents de mine sont précisément individuels (1) et, par conséquent, il est utile qu'on fasse observer que tel individu se trouve, à un moment donné, dans des conditions de sécurité plus ou moins douteuses (2). Il en est de même pour ce qui est relatif à la solidité des parois des galeries. Un délégué peut très bien, s'il est minutieux et s'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche, s'apercevoir qu'une fissure, ayant échappé à l'œil des surveillants, existe quelque part en un point (3).

S'il rend souvent des services pour le boisage, il n'est pas non plus inutile pour révéler les infractions commises quant à la police du roulage (4).

Qu'il nous soit permis même ici de formuler un vœu : Pourquoi ne pas donner aux délégués mineurs le droit de rester constamment dans la mine, au moment où le travail bat son plein, c'est-à-dire lorsqu'ils rendraient d'utiles services ? Les ingénieurs eux-mêmes ne s'opposeraient pas à l'adoption de cette mesure (5).

Ce serait un moyen de satisfaire la classe ouvrière qui, depuis longtemps, demande cette faculté comme devant assurer l'indépendance de ses mandataires, et ce serait aussi un surcroît de sécurité dans les travaux souterrains.

(1) Lettre de l'ingénieur en chef.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) Rapports des délégués des charbonnages des Bouches-du-Rhône.

(5) Rapport Lacombe, 1896.

## CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude, nous avons à nous demander quel est théoriquement le système le meilleur, quant aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, et quel est dans la pratique, parmi les essais tentés, celui qui nous semble préférable.

Dans des questions de ce genre, il est assez difficile d'avoir, tout d'abord, un avis catégorique ; des intérêts opposés sont à concilier, des principes qui semblent se combattre sont à mettre d'accord.

Pour tout ce qui touche, de près ou de loin, à l'organisation sociale, la vérité est lente à se dégager et tant qu'elle n'a pas trouvé sa formule scientifique, on est naturellement enclin à se laisser guider par ses sympathies et ses préférences.

Pour savoir où en sont actuellement, au point de vue théorique, les opinions diverses, nous n'avons qu'à interroger les comptes rendus des congrès internationaux qui, chaque année, réunissent les représentants des travailleurs européens.

Ce n'est qu'en 1892, à Londres, que la question toute

spéciale de l'inspection des mines a été abordée (1).

Le premier programme de la Fédération portait en effet ces mots : « Art. 2. — Service d'inspection et de surveillance permanent dans les mines fait par des *inspecteurs élus par les ouvriers et payés par l'État*.

Ce texte fut presque unanimement adopté. L'année suivante (Bruxelles, 1893), le nouveau programme disait seulement :

« L'inspection des mines est insuffisante et laisse beaucoup à désirer ; il faudrait augmenter le nombre des inspecteurs, afin d'arriver à des résultats plus satisfaisants ; doivent être nommés inspecteurs *ceux qui travaillent ou ont travaillé dans la mine*. »

Ceci fut admis.

Puis, pendant quelques années, la question ne revint plus en discussion. C'est seulement, en 1895, à Paris, qu'une proposition assez vague présentée par les Français et les Belges, fut adoptée, sous cette rubrique : création de délégués à la sécurité des mineurs avec indépendance absolue.

Ce vote aurait passé inaperçu si M. Calvignac n'avait avec violence réclamé la parole pour prouver à la presse que les délégués mineurs français ne sont pas indépen-

(1) Pays représentés dans les congrès internationaux :  
Grande-Bretagne, Allemagne, France, Belgique, Autriche-Hongrie.  
Villes où ont été réunis les congrès :

1890. Jolimont.

1891. Paris.

1892. Londres.

1893. Bruxelles.

1894. Berlin.

1895. Paris.

1896. Aix-la-Chapelle.

1897. Londres.

dants ; cette affirmation souleva un incident bruyant.

L'année suivante (1896), les revendications indécises jusque-là se dégagent. Allemands, Belges, Français renouvellent leurs plaintes (1). Les inspecteurs ne sont pas assez nombreux ; leurs observations n'ont pas de sanction ; on prépare la mine avant chacune de leurs visites.

Mais si tous ces reproches ont été facilement formulés, il y eut plus de difficultés quand il s'agit de préciser les moyens pratiques d'y remédier. M. Möller propose de créer trois catégories d'inspecteurs :

1° Ceux de l'État, avec mission de visiter les mines tous les trois mois au moins et tous les mois, s'il y a du grisou ;

2° Des employés de la compagnie contrôlés par l'État, pour les chantiers grisouteux ;

3° Des ouvriers *élus par leurs camarades, payés par l'État*, exerçant un *contrôle permanent*, mais laissant à l'inspecteur de l'État, qui a seul les véritables connaissances techniques, l'initiative des modifications à opérer.

M. Calvignac proclama insuffisant le minimum de visites fixé ; il réclama l'inspection officielle hebdomadaire, et l'inspection ouvrière quotidienne.

Finalement, il fut décidé que l'inspection ouvrière devrait être permanente, faite par des travailleurs élus par

(1) Voir la circulaire du *Musée social* sur le Congrès d'Aix-la-Chapelle, 1896.

leurs camarades, et indépendants, payés par l'État.

Et, en 1897, à Londres, la cause de l'élection des inspecteurs ouvriers eux-mêmes paraît définitivement gagnée, car c'est sans débats que M. Möller fit voter une résolution plus simple que celle de 1896 et portant seulement : création d'un nombre suffisant d'inspecteurs élus *par les travailleurs*, payés *par l'État*, et chargés *de visiter les puits chaque jour ; ces inspecteurs feraient des rapports réguliers*.

De ces longues discussions, cinq systèmes se dégagent.

On peut concevoir l'élection par les ouvriers de camarades qui deviendront des fonctionnaires payés par l'État.

Dans une seconde doctrine, c'est à l'État qu'appartiendrait à la fois la nomination et le paiement d'inspecteurs pris parmi les ouvriers.

Ces deux conceptions sont restées purement théoriques ; il n'en est pas de même des autres qui ont été réalisées pratiquement. En Angleterre, les ouvriers ont le droit de déléguer, à leurs frais, deux ou plusieurs de leurs camarades pour visiter la mine (1).

En France, les travailleurs choisissent certains d'entre eux qui tout en continuant de rester ouvriers, une partie du mois, exercent, pendant un certain nombre de journées, les fonctions d'inspecteurs.

(1) Cf. Etats-Unis, Allemagne.

Enfin, en Belgique, les inspecteurs pris parmi les ouvriers sont nommés et payés par l'État, sur la présentation de leurs camarades.

C'est à ce dernier système que nous donnerons la préférence, car il nous semble que l'indépendance du délégué y est mieux assurée. En outre, en Belgique, les conditions de capacité requises sont plus sérieuses que partout ailleurs, et c'est une raison pour maintenir, en fait, notre choix.

Bien plus, il y a là une véritable consultation d'un corps légalement constitué et représentant à la fois les intérêts des patrons et ceux des ouvriers.

Et que l'on ne vienne pas dire que ces derniers sont sacrifiés, car, comme l'a dit M. Nyssens à la Chambre belge (1) : « Lorsque le contrat de travail sera organisé légalement, lorsque une législation existera sur cette matière, une nouvelle source de progrès incontestables s'ouvrira. »

Dans les conventions entre patrons et ouvriers relatives au contrat de travail, ceux-ci auront la faculté de stipuler que le contrôle de la sécurité et de la salubrité du travail sera exercé de telle ou telle manière ; ils pourront imposer même le moniteur de leur choix et dire au patron : Voici notre délégué, celui que nous chargeons de recueillir nos plaintes et de les porter à la connaissance des délégués à l'inspection.

(1) Nyssens, Chambre belge, séance du 24 février.

De même lorsque les unions professionnelles seront arrivées à leur complet développement, ces associations existant éventuellement pour chaque usine stipuleront avec les patrons à cet égard : cela rentrera dans leur rôle et dans leur mission. Les ouvriers diront : « Notre union professionnelle, composée d'ouvriers de notre établissement, délègue un tel d'entre nous pour constater tels ou tels faits relatifs à la sécurité et pour être en contact continu, au nom des ouvriers, avec les divers inspecteurs du travail. »

On nous dira, peut-être avec raison, et nous l'avons reconnu souvent nous-mêmes, que les inspecteurs ouvriers belges sont abandonnés beaucoup trop à l'arbitraire administratif. Ceci provient uniquement de ce que la question des délégués mineurs n'est pas encore suffisamment mûrie, et, sur ce point comme sur tant d'autres questions sociales, on n'arrive à la perfection que par une évolution lente et après beaucoup de tâtonnements.

Vu :

Le Président de la thèse,  
RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,  
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
GRÉARD.

---



## ANNEXES

---

### LOI FRANÇAISE

#### **Loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.**

**ART. 1<sup>er</sup>.** — Des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs sont institués conformément aux dispositions de la présente loi, pour visiter les travaux souterrains des mines, minières ou carrières, dans le but exclusif d'en examiner les conditions de sécurité pour le personnel qui y est occupé, et, d'autre part, les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit.

Un délégué et un délégué suppléant exercent leurs fonctions dans une circonscription souterraine dont les limites sont déterminées par un arrêté du préfet rendu sous l'autorité du ministre des travaux publics après rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant entendu.

Tout ensemble de puits, galeries et chantiers dépendant d'un même exploitant et dont la visite détaillée n'exige pas plus de six jours ne constitue qu'une seule circonscription. Les autres exploitations sont subdivisées en deux, trois, etc., circonscriptions, selon que la visite n'exige pas plus de douze, dix-huit, etc., jours. Un même arrêté statue sur la délimitation des diverses circonscriptions entre lesquelles est ainsi divisé, s'il y a lieu, l'ensemble des puits, galeries et chantiers voisins dépendant d'un même exploitant, sous le territoire d'une même commune ou de plusieurs communes contiguës.

A toute époque, le préfet peut, par suite de changements survenus dans les travaux, modifier, sur le rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant entendu, le nombre et les limites des circonscriptions.

A l'arrêté préfectoral est annexé un plan donnant la délimitation de chaque circonscription et portant les limites des communes sous le

territoire desquelles elle s'étend. Ce plan est fourni par l'exploitant en triple expédition, sur la demande du préfet et conformément à ses indications.

L'arrêté préfectoral est notifié, dans la huitaine, à l'exploitant auquel est remis en même temps un des plans annexés audit arrêté.

Ampliation de l'arrêté préfectoral, avec un des plans annexés, reste déposée à la mairie de la commune qui est désignée dans l'arrêté parmi celles sous lesquelles s'étendent les circonscriptions qu'il délimite ; elle y est tenue, sans déplacement, à la disposition de tous les intéressés.

Un arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines, peut dispenser de délégués toute concession de mines, ou tout ensemble de concessions de mines contiguës, ou tout ensemble de travaux souterrains de minières ou carrières qui, dépendant d'un même exploitant, emploierait moins de vingt-cinq ouvriers travaillant au fond.

ART. 2. — Le délégué doit visiter deux fois par mois tous les puits, galeries et chantiers de sa circonscription. Il visitera également les appareils servant à la circulation et au transport des ouvriers.

Il doit, en outre, procéder sans délai à la visite des lieux où est survenu un accident ayant occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers, ou pouvant compromettre la sécurité des ouvriers. Avis de l'accident doit être donné sur le champ au délégué par l'exploitant.

Le délégué, dans ses visites, est tenu de se conformer à toutes les mesures prescrites par les règlements en vue d'assurer l'ordre et la sécurité dans les travaux.

Le délégué suppléant ne remplace le délégué qu'en cas d'empêchement motivé de celui-ci, sur l'avis que le délégué en a donné tant à l'exploitant qu'au délégué suppléant.

ART. 3. — Les observations relevées par le délégué dans chacune de ses visites doivent être, le jour même, ou au plus tard le lendemain, consignées par lui sur *un registre spécial fourni par l'exploitant, et constamment tenu sur le carreau de l'exploitation à la disposition des ouvriers.*

Le délégué inscrit sur le registre les heures auxquelles il a commencé et terminé sa visite, ainsi que l'itinéraire suivi par lui.

L'exploitant peut consigner ses observations et dires sur le même registre, en regard de ceux du délégué.

Des copies des uns et des autres sont immédiatement et respective-

ment envoyées par les auteurs au préfet, qui les communique aux ingénieurs des mines.

Lors de leurs tournées, les ingénieurs des mines et les contrôleurs des mines doivent viser le registre de chaque circonscription. Ils peuvent toujours se faire accompagner dans leurs visites par le délégué de la circonscription.

ART. 4. — Le délégué et le délégué suppléant sont élus au scrutin de liste dans les formes prévues aux articles suivants.

ART. 5. — Sont électeurs dans une circonscription les ouvriers qui y travaillent au fond, à la condition :

- 1<sup>o</sup> D'être Français et de jouir de leurs droits politiques ;
- 2<sup>o</sup> D'être inscrits sur la feuille de la dernière paye effectuée pour la circonscription avant l'arrêté de convocation des électeurs.

ART. 6. — Sont éligibles dans une circonscription, à la condition de savoir lire et écrire, et, en outre, de n'avoir jamais encouru de condamnation pour infraction aux dispositions soit de la présente loi, soit de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal :

1<sup>o</sup> Les *électeurs ci-dessus désignés*, âgés de vingt-cinq ans accomplis, travaillant au fond depuis cinq ans au moins dans la circonscription ou dans l'une des circonscriptions voisines dépendant du même exploitant, qui sont délimitées par le même arrêté préfectoral conformément au paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus :

2<sup>o</sup> Les anciens ouvriers domiciliés dans les communes sous le territoire desquelles s'étend l'ensemble des circonscriptions comprises avec la circonscription en question dans le même arrêté de délimitation, conformément au susdit paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup>, à la condition qu'ils soient âgés de vingt cinq ans accomplis, qu'ils soient Français, qu'ils jouissent de leurs droits politiques, qu'ils aient travaillé au fond pendant cinq ans au moins dans les circonscriptions comprises dans l'arrêté précité, et qu'ils n'aient pas cessé d'y être employés depuis plus de dix ans, soit comme ouvrier du fond, soit comme délégué ou délégué suppléant ;

3<sup>o</sup> Les anciens ouvriers ne seront éligibles que s'ils ne sont pas déjà délégués non seulement pour une circonscription de la mine de l'exploitant, mais encore pour une circonscription d'une autre mine située dans ou en dehors du territoire de la commune.

Pendant les cinq premières années qui suivront l'ouverture à l'exploitation d'une nouvelle circonscription, pourront être élus les électeurs

justifiant de cinq ans de travail au fond dans une mine, minière ou carrière souterraine de même nature.

ART. 7. — Dans les huit jours qui suivent la publication de l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs, la liste électorale de la circonscription, dressée par l'exploitant, est remise en trois exemplaires au maire de chacune des communes sous lesquelles s'étend la circonscription. Le maire fait immédiatement afficher cette liste à la porte de la mairie et dresse procès-verbal de cet affichage ; il envoie les deux autres exemplaires au préfet et au juge de paix avec copie du procès-verbal d'affichage. Dans le même délai de huit jours, l'exploitant fait afficher ladite liste aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers.

Si l'exploitant ne remet pas aux maires et ne fait pas afficher la liste électorale dans les délais et conditions ci-dessus prévus, le préfet fait dresser et afficher cette liste, aux frais de l'exploitant, sans préjudice des peines qui pourront être prononcées contre ce dernier pour contravention à la présente loi.

En cas de réclamation des intéressés, le recours doit être formé cinq jours au plus après celui où l'affichage a été effectué par le maire le moins diligent, devant le juge de paix qui statue d'urgence et en dernier ressort.

Si une circonscription s'étend sous deux ou plusieurs cantons, le juge de paix compétent est celui dont le canton comprend la mairie de la commune désignée comme lieu du vote par l'arrêté de convocation des électeurs.

ART. 8. — Les électeurs d'une circonscription sont convoqués par un arrêté du préfet.

L'arrêté doit être publié et affiché dans les communes sous le territoire desquelles s'étend la circonscription quinze jours au moins avant l'élection, qui doit toujours avoir lieu un dimanche.

L'arrêté fixe la date de l'élection, ainsi que les heures auxquelles sera ouvert et fermé le scrutin.

Le vote a lieu à la mairie de la commune désignée par l'arrêté de convocation parmi celles sous le territoire desquelles s'étend la circonscription.

ART. 9. — Le bureau électoral est présidé par le maire, qui prend comme assesseurs le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents au moment de l'ouverture du scrutin et, à défaut d'électeurs présents ou consentant à siéger, deux membres du conseil municipal.

Chaque bulletin porte deux noms, avec l'indication de la qualité de délégué ou de délégué suppléant à chaque candidat. Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des votants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant dans les mêmes conditions de forme et de durée.

Le vote a lieu, sous peine de nullité, sous enveloppe d'un type uniforme déposé à la préfecture.

ART. 10. — Ceux qui, soit par voies de fait, violences, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un électeur de perdre son emploi, d'être privé de son travail, ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, auront influencé le vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.).

L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué.

ART. 11. — Pourra être annulée toute élection dans laquelle les candidats élus auraient influencé le vote en promettant de s'immiscer dans des questions ou revendications étrangères à l'objet des fonctions de délégué, telles qu'elles sont définies au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup>.

ART. 12. — Après le dépouillement du scrutin le président proclame le résultat du vote ; il dresse et transmet au préfet le procès-verbal des opérations.

Les protestations doivent être consignées au procès-verbal ou être adressées à peine de nullité, dans les trois jours qui suivent l'élection, au préfet qui en accuse réception.

Les exploitants peuvent, comme les électeurs, adresser dans le même délai leurs protestations au préfet.

En cas de protestation, ou si le préfet estime que les conditions prescrites par la loi ne sont pas remplies, le dossier est transmis, au plus tard, le cinquième jour après l'élection, au conseil de préfecture, qui doit statuer dans les huit jours suivants.

En cas d'annulation, il est procédé à l'élection dans le délai d'un mois.

ART. 13. — Les délégués et délégués suppléants sont élus pour

trois ans ; toutefois ils doivent continuer leurs fonctions tant qu'ils n'ont pas été remplacés.

A l'expiration de trois ans, il est procédé à de nouvelles élections dans le délai d'un mois.

Il est pourvu dans le mois qui suit la vacance au remplacement du délégué ou du délégué suppléant décédé ou démissionnaire, ou révoqué, ou déchu des qualités requises pour l'éligibilité.

Le nouvel élu est nommé pour le temps restant à courir jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplace.

Il devra être procédé à de nouvelles élections pour les circonscriptions qui seront créées ou modifiées par application du paragraphe 4 de l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi.

ART 14. — L'article 7, paragraphe 3, du décret du 3 janvier 1813 est ainsi modifié :

« En cas de contestations, trois experts seront chargés de procéder aux vérifications nécessaires. Le premier sera nommé par le préfet, le second par l'exploitant et le troisième sera de droit le délégué de la circonscription, ou sera désigné par le juge de paix, s'il n'existe pas de circonscription.

« Si la vérification intéresse plusieurs circonscriptions, les délégués de ces circonscriptions nommeront parmi eux le troisième expert. »

ART. 15. — Tout délégué ou délégué suppléant peut, pour négligence grave ou abus dans l'exercice de ses fonctions, ou à la suite de condamnations prononcées en vertu des articles 414 et 415 du Code pénal, être suspendu pendant trois mois au plus, par arrêté du préfet, pris, après enquête, sur avis motivé des ingénieurs des mines et le délégué entendu.

L'arrêté de suspension est, dans la quinzaine, soumis par le préfet au ministre des travaux publics, lequel peut lever ou réduire la suspension et, s'il y a lieu, prononcer la révocation du délégué.

Les délégués et délégués suppléants révoqués ne peuvent être réélus avant un délai de trois ans.

ART. 16. — Les visites prescrites par la présente loi sont payées par le trésor au délégué comme journées de travail.

Au mois de décembre de chaque année, le préfet, sur l'avis des ingénieurs des mines et sous l'autorité du ministre des travaux publics, fixe pour l'année suivante et pour chaque circonscription le nombre maximum des journées que le délégué doit employer à ses visites et le



prix de la journée. Il fixe également le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions comprenant au plus cent vingt ouvriers.

Dans les autres cas, l'indemnité à accorder aux délégués pour les visites mensuelles réglementaires ne pourra être inférieure au prix de dix journées de travail par mois.

Les visites supplémentaires faites par un délégué, soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, lui seront payées en outre et au même prix.

Le délégué dresse mensuellement un état de journées employées aux visites tant par lui-même que par son suppléant. Cet état est vérifié par les ingénieurs des mines et arrêté par le préfet.

La somme due à chaque délégué lui est payée par le trésor sur mandat mensuel délivré au préfet.

Les frais avancés par le trésor sont recouvrés par les exploitants comme en matière de contributions directes.

ART. 17. — Seront poursuivis et punis conformément à la loi du 21 avril 1810 :

Tous ceux qui apporteraient une entrave aux visites et constatations, ou contreviendraient aux dispositions de la présente loi.

ART. 18. — Les exploitations de mines, minières et carrières à ciel ouvert pourront, en raison des dangers qu'elles présenteront, être assimilées aux exploitations souterraines pour l'application de la présente loi, par arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines.

Dans ce cas, les ouvriers attachés à l'extraction devront être assimilés aux ouvriers du fond pour l'électorat et l'éligibilité.

## LOI BELGE

### **Loi du 11 avril 1897 instituant des délégués à l'inspection des mines.**

Léopold II, etc. Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ART. 1<sup>er</sup>. — Tous les trois ans, les sections des conseils de l'industrie et du travail qui représentent l'industrie des charbonnages proposent au ministre de l'industrie et du travail, conformément aux règles tra-



cées ci-après, des candidats aux emplois de délégués à l'inspection des travaux souterrains des mines de houille.

ART. 2. — Le nombre, l'étendue et les limites des circonscriptions dans lesquelles les délégués à l'inspection des mines exercent leurs fonctions sont arrêtés tous les trois ans par le roi.

Il y aura au moins trente-cinq et au plus quarante-cinq circonscriptions.

ART. 3. — Deux candidats au moins sont proposés pour chaque emploi de délégué à l'inspection des mines.

Le cas échéant, la section compétente du conseil de l'industrie et du travail présente autant de listes de candidats qu'il y a de circonscriptions dans son ressort.

Si la circonscription s'étend sur les ressorts de plus d'un conseil, les sections compétentes sont réunies en assemblée plénière à l'effet de désigner les candidats.

ART. 4. — Les sections compétentes sont convoquées en séance spéciale par le ministre de l'industrie et du travail, aux fins de procéder à la présentation des candidats.

L'ordre du jour de la séance ne peut porter aucun autre projet.

ART. 5. — La présentation de chaque candidat se fait séparément au scrutin secret. Elle n'est valable que pour autant que la moitié au moins des membres de la section ou des sections réunies prenne part au vote et que le candidat réunisse la majorité absolue des suffrages.

Les membres empêchés de se rendre au scrutin peuvent se faire remplacer par un des membres suppléants de leurs sections et catégorie respectives.

Par dérogation à l'article 12 de la loi du 16 août 1887, tous les membres effectifs présents et les suppléants remplaçant les membres effectifs empêchés ont le droit de participer au vote.

ART. 6. — Pour être valablement proposé à un emploi de délégué à l'inspection des mines, il faut :

1<sup>o</sup> Être Belge ;

2<sup>o</sup> Être âgé de 30 ans accomplis ;

3<sup>o</sup> Exercer effectivement, depuis dix ans au moins, à titre d'ouvrier ou de surveillant, soit dans la circonscription, soit dans les circonscriptions limitrophes, une ou plusieurs des branches du travail souterrain de la mine qui exigent un apprentissage, à l'exclusion de tout travail de manœuvre ou d'auxiliaire ;

4° Savoir lire et écrire et connaître les quatre règles de l'arithmétique ;

5° Posséder des notions élémentaires relativement à la lecture de plans d'une exploitation dans une même allure de couche en plateau ou en dressant ;

6° Ne se trouver dans aucun des cas d'indignité prévus par les articles 8 et 41 de la loi organique des conseils de prud'hommes ;

7° N'avoir, depuis cinq ans, encouru aucune condamnation pour infraction aux règlements de police sur les mines.

L'âge d'éligibilité peut être réduit à 25 ans et la durée de l'exercice du métier réduite à cinq ans, pour les ouvriers ou surveillants porteurs d'un diplôme de capacité délivré par une école industrielle, agréée à cette fin, dans des conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 7. — Le ministre nomme à l'emploi de délégué à l'inspection l'un des candidats présentés.

À défaut de deux présentations valables, le ministre peut nommer le délégué de la circonscription parmi les ouvriers réunissant les conditions énumérées à l'article précédent.

ART. 8. — Les délégués à l'inspection des mines sont nommés pour trois ans.

Le délégué dont les fonctions n'ont pas été renouvelées ne peut être valablement présenté à nouveau comme candidat que s'il a repris le métier de mineur et l'exerce effectivement depuis un an au moins au moment de la nouvelle présentation.

ART. 9. — En cas de décès, démission ou révocation d'un délégué à l'inspection des mines, de nouvelles propositions peuvent être demandées au collège compétent, en vue de remplacer le délégué décédé, démissionnaire ou révoqué, pour la durée restant à courir du terme de sa charge.

Le ministre peut aussi confier *ad interim* la fonction vacante à un ou plusieurs délégués de circonscriptions limitrophes. La même faculté appartient au ministre lorsqu'un délégué est momentanément empêché de remplir ses fonctions pour cause de maladie ou tout autre motif.

ART. 10. — Les délégués à l'inspection des mines ont pour mission :

1° D'examiner, au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux souterrains des mines ;

2° De concourir à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnés ;

3<sup>o</sup> De signaler, le cas échéant, les infractions aux lois et arrêtés sur le travail, à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller.

Dans cette mission, ils se conformeront aux instructions que, le cas échéant, leur donneraient les ingénieurs des mines.

ART. 11. — Chaque délégué fait au moins dix-huit visites par mois dans les travaux de sa circonscription.

A sa sortie des travaux, il consigne dans un registre spécial fourni par l'administration des mines et tenu, au siège de l'exploitation, à la disposition de la direction et des ouvriers :

- 1<sup>o</sup> La date de la visite ;
- 2<sup>o</sup> Les heures auxquelles la visite a commencé et fini ;
- 3<sup>o</sup> L'itinéraire suivi ;
- 4<sup>o</sup> Les faits essentiels observés.

Le directeur de l'exploitation a le droit de consigner ses observations, dans le même registre, en regard de celles du délégué.

Le délégué adresse, sans retard, copie des observations insérées au registre à l'ingénieur qui lui a été désigné à cette fin.

ART. 12. — Les délégués à l'inspection des mines peuvent exiger un guide pour leurs parcours souterrains. Ils ne peuvent refuser d'être accompagnés.

Au cours de leurs visites, les délégués ont toujours le droit d'enjoindre à leur guide de s'écarter momentanément à l'effet de permettre aux ouvriers de s'entretenir librement avec eux.

Ils peuvent, sans toutefois les déplacer et sans en lever copie, prendre connaissance des plans des couches en exploitation et des listes des ouvriers.

Ils sont tenus de se conformer aux mesures prescrites par les règlements pour assurer l'ordre et la sécurité dans les travaux.

ART. 13. — Le délégué qui est atteint d'une infirmité le rendant impropre à son service, peut être relevé de ses fonctions par le ministre.

Pourra être révoqué par le ministre, le délégué qui se rendra coupable d'un manquement grave à ses devoirs ou qui cessera de réunir les conditions prescrites à l'article 6, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, de la présente loi.

ART. 14. — Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent être membres ni des conseils de prud'hommes, ni des conseils de l'industrie

et du travail, ni des Chambres législatives, ni des conseils provinciaux ou communaux.

ART. 15. — Les délégués à l'inspection des mines ne peuvent faire le commerce. Cette interdiction s'étend à leur femme et à leurs parents et alliés en ligne directe qui habitent avec eux.

ART. 16. — Il est alloué aux délégués à l'inspection des mines, à charge de l'Etat, une indemnité annuelle et des frais de route à fixer par arrêté royal.

ART. 15. — Les délégués à l'inspection des mines continueront, pendant la durée de leur mandat, à jouir éventuellement des avantages accordés par les caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs auxquelles se trouvaient affiliées les exploitations où ils étaient occupés en dernier lieu.

Les retenues réglementaires seront, le cas échéant, opérées sur leurs indemnités et versées, par les soins de l'Etat, aux caisses dont il s'agit.

ART. 18. — Le ministre pourra toujours autoriser l'accès des mines à des délégués spéciaux chargés de l'étude de questions concernant la sécurité ou la salubrité.

ART. 19. — Des délégués ouvriers à l'inspection des exploitations souterraines autres que les mines de houille pourront être institués par arrêté royal.

ART. 20. — Seront punis d'une amende de vingt-six à cinq cents francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement :

1<sup>o</sup> Quiconque, pour déterminer un membre du conseil de l'industrie et du travail à s'abstenir de voter ou pour influencer son vote, lors de présentation des candidats à l'inspection des mines, lui aura directement ou indirectement offert ou promis soit de l'argent, soit des secours, soit des valeurs ou avantages quelconques ;

2<sup>o</sup> Quiconque aura, dans le même but, usé de voies de fait, de violences ou de menaces à l'égard d'un membre du conseil de l'industrie et du travail, ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune ;

3<sup>o</sup> Les membres du conseil de l'industrie et du travail qui auront accepté les offres ou promesses préqualifiées.

ART. 21. — Sera puni des peines portées en l'article précédent, quiconque aura mis obstacle à l'exercice de la mission des délégués ou

des délégués spéciaux à l'inspection des mines ou autres exploitations souterraines.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables du payement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs ou gérants en vertu du présent article.

ART. 22. — Le chapitre VII et l'article 85 du livre premier du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 23. — La présente loi sera exécutoire six mois après sa promulgation (1).

Promulguons, etc.

(Contresignée par le ministre de l'industrie et du travail, M. A. NYSSSENS.)

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

*Session de 1894-1895.*

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi et développements, n° 128.

*Session de 1895-1896.*

*Documents parlementaires.* — Rapport de la section centrale, n° 28. — Exposé des motifs et projet de loi du gouvernement, n° 183. — Rapport et projet de loi de la commission spéciale, n° 212.

*Session de 1896-1897.*

*Documents parlementaires.* — Amendements, nos 65, 85, 87, 93, 95, 97. — Amendements du gouvernement, n° 86.

*Annales parlementaires.* — Discussion générale, p. 484 à 497, 499 à 511, 517 à 531, 533 à 548, 549 à 564, 565 à 582, 585 à 594, 620 à 624. — Discussion des articles, p. 627 à 632, 633 à 650, 651 à 661, 665 à 675, 678 à 696, 697 à 711, 713 à 723, 729 à 740. — Adoption, p. 740 et 741.

SÉNAT.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 76. — Rapport, n° 84.

*Annales parlementaires.* — Discussion générale, p. 423 à 443. — Discussion des articles, p. 443 à 445. — Adoption, p. 445 et 446.

---

## BIBLIOGRAPHIE

(Les ouvrages les plus importants, quant aux délégués mineurs, sont en italique.)

### Mexique et Pérou.

*Guide to the mining laws of the world.* Oswald Walmesley. London, 1894 (non traduit).

**Olry.** — *Réglementation de l'inspection officielle des mines, minières, carrières.* Paris, 1889.

*Bulletin du ministère des travaux publics*, avril 1887. *Mexique.*

### Angleterre.

*Recueil de rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers.* Grande-Bretagne. Paris, 1891.

**Van Overbergh.** — *Les inspecteurs du travail.*

Discours de MM. Paris et Blavier au Sénat français, décembre 1885.

**Haveu.** — *Les délégués ouvriers.*

*Final report 1894 of the commission of labour.*

Enquête de MM. Firket et Desclaye.

Discours Denis, 16 février et Nyssens, 10 février. Chambre belge. Discours Fléchet, 3 février. Maroille, 18 février.

*The colliery guardian* 1898 (Impression sur l'exploitation des mines de houilles de Durham) non traduit.

*Circulaire du Musée social*, 1897, série A, n° 16. Les mineurs européens.

*Revue universelle*, note publiée en 1891 par M. L. Demaret.

### Etats-Unis.

*Recueil de rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers.* Etats-Unis. Paris, 1891.

**Allemagne.**

*Discours prononcés à la Chambre belge* (voir plus haut).

*Circulaires de M. Gruner* (Comité des houillères de France), nos 224, 367, 546, 358, 312.

*Enquête de M. Fuster* (Pétition de comité des houillères de Westphalie).

**France.***Principes généraux.*

**Féraud-Giraud.** — Code des mines et mineurs.

**Aguillon.** — Législation des mines françaises et étrangères.

**Block.** — Dictionnaire de l'administration française.

Rapport sur les mines. Piou, 1889.

Rapport sur les mines. Baihaut, 1886

*Loi de 1890.*

Rapport Clémenceau, 1884.

Cahier des doléances des mineurs de St-Etienne.

*Enquête Audiffred*, 1886.

*Réponse des ouvriers mineurs aux mémoires des patrons.* Albi, Nouguiès, 1884.

**Plichon.** — *La situation des ouvriers mineurs en France et à l'étranger.* 1890.

Vuillemin. — Les accidents dans les mines, 1887.

**Gomel.** — *Le projet de loi sur les délégués mineurs*, Chaix, 1887.

Mémoires de M. Dupont. Chaix, 1887.

Discours Baihaut, Chambre 19 mai 1890.

*La question des délégués mineurs.* Chaix, 1887.

*Enquête législative*, 1883.

Discours Blavier, 24 juin 1890, Sénat.

**M. Jay.** — *L'évolution du régime légal du travail. Revue politique et parlementaire*, 1897.

*Rapport Lacombe*, 1896.

Discours Piou, 17 juin 1885; Chambre.

Discours Béral, 5 décembre 1885, Sénat.

Discours Démôle, 5 décembre 1885, Sénat.

Discours Blavier, 26 juin 1890, Sénat.



- Discours Yves Guyot, 26 juin 1890, Sénat.  
Rapport supplémentaire. Baihaut, 8 mai 1890.  
Rapport Guillaumin, 1886.  
Discours Basly, 24 juin 1887, Chambre.  
**Dumolard.** — *Thèse sur les délégués mineurs.*  
Discours Jaurès, 8 juillet 1887, Chambre,  
Discours Béral, 15 juin 1888, Sénat.  
Discours Basly, 24 mai 1889, Chambre.  
Rapport Béranger, 1889, Sénat.  
Discours Béral, 24 juin 1889, Sénat.  
*Circulaire du 9 juillet* 1890. Bulletin du ministère des travaux publics.  
Conseil d'Etat, 11 mars 1892.  
*Circulaire du 19 août* 1890.  
Rapport Béral, août 1888.  
Discours Francis Laur, Chambre, 8 juillet 1887.  
Discours Piou, Chambre, 8 juillet 1887.  
Séance du Sénat du 13 juillet 1889.  
Séance du Sénat du 18 décembre 1889.  
Séance de la Chambre, 7 mai 1885.  
*Circulaire ministérielle du 9 décembre* 1897.  
*Discours Basly*, 13 mars 1897.  
*Discours Thellier de Poncheville*, 8 juillet 1887.  
*Circulaire du 17 février* 1891.  
Séance du 8 mai 1890, Chambre.  
E. Pierre. — Droit politique et parlementaire.  
Hauriou. — Droit administratif.  
*Circulaire ministérielle*, 13 janvier 1892.  
Discours Dumay, 19 mai 1890, Chambre.  
Discours de Clercq, 8 juillet 1887, Chambre.  
Discours Jaurès, 8 juillet 1887, Chambre.  
Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels. Ledru et Worms, 1885.  
*Circulaire 9 du septembre* 1893.  
Cassation, 5 mars 1885, 21 mars 1893, 18 avril 1896.  
*Revue de législation des mines*, 1891.  
Conseil d'Etat, 13 juin 1891, 14 mai, 20 juin 1891, 11 mars 1892.  
Discours de Lanjuinais, Chambre, 8 mai 1885.

- Discours de Hérédia, Chambre, 8 juillet 1887.  
 Discours Dejardin Weskinder, Chambre, 1887.  
 Conseil d'Etat, 22 février 1805.  
 Conseil de préfecture de la Loire, 7 et 21 novembre 1890, 27 janvier 1891.  
 Conseil de préfecture du Nord, 5 et 19 décembre 1890.  
*Circulaire du 9 septembre 1893.*  
**Riston.** — *De l'institution des délégués à la sécurité des mines.*  
**Nibaut.** — *Les délégués mineurs*, 1886.  
 Conseil d'Etat, 22 février 1895, 20 juin 1891, 31 juillet 1890.  
 Conseil de préfecture de l'Aveyron, 21 février 1894.  
*Circulaire du 17 mars 1891.*  
*Circulaire du 19 juillet 1890.*  
 Rapport Béral, 17 mai 1888.  
 Rapport Béral, 1890.  
 Conseil de préfecture de la Loire, 16 janvier 1891, 14 novembre 1891, 14 novembre 1890.  
 Conseil d'Etat, 3 juillet 1891, 21 novembre 1890.  
 Discours de la Batie, 24 mai 1889, Chambre.  
*Circulaire du 9 septembre 1893.*  
 Discours Bérenger, 26 juin 1890, Sénat.  
 Conseil d'Etat, 16 novembre 1890.  
 Conseil d'Etat, 14 mai 1891.  
 Conseil d'Etat, 20 juin 1891.  
 Conseil d'Etat, 24 mars 1891.  
*Circulaire du 3 juin 1891.*  
 Discours Blavier, 7 décembre 1885, Sénat.  
 Discours Demôle, 7 décembre 1885, Sénat.  
*Code ouvrier.* Paris, 1898.  
*Circulaire du 12 février 1890.*  
 Discours Béral, 9 juin 1890.  
*Circulaire du 30 septembre 1890.*

### Belgique

- Exposé des motifs du règlement de 1884.  
 Les associations du travail en France et à l'étranger. Th. Villard, 1889.  
**Haveu.** — *Des délégués mineurs*, 1895 (déjà cité).

- Discours Nyssens*, 9-10 février 1897, Chambre belge.  
*Discours Defuisseaux*, 2 février 1897, Chambre belge.  
*Discours Fléchet*, 2 février 1897, Chambre belge.  
*Discours Maroille* 3 février 1897, Chambre belge.  
**Haveu.** — *De l'industrie houillère en Belgique*, 1894.  
*Discours Roger*, 5 février 1897, Chambre belge.  
*Rapport de la commission du Sénat. Cooreman.*  
*Discours Braconier et Cooreman au Sénat*, 6 avril 1897.  
*Rapport Fléchet*, 1897.  
*Discours Mansart*, 3 février 1897, Chambre belge.  
**Bollaert.** — *Les institutions ouvrières de Mariemont.*  
**Morisseaux.** — *Les conseils de l'industrie et du travail.*  
*Recueil de rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers. Belgique*, 1890.  
Lettre de la société de Mariemont au comité central industriel, 11 oct. 1895.  
*Discours Fléchet*, 17 février 1897, Chambre.  
*Discours Montefiore Levi*, 7 avril 1897, Sénat.  
*Discours Nyssens*, 7 avril 1897, Sénat.  
*Discours Cavrot*, 3 février 1897, Chambre.  
*Discours Carton de Wiart*, 9 février 1897, Chambre.  
*Exposé des motifs du projet du gouvernement.*  
*Rapport Warocqué*, 22 mai 1896.  
*Discours La Fontaine et Bara*, 6 avril 1897, Sénat.  
*Discours Woeste*, 19 février 1897, Chambre.  
*Observations Warocqué et Destree*, 24 février 1897, Chambre.  
*Observations Nyssens*, 7 avril 1897.  
*Arrêté royal* du 18 novembre 1897.  
*Discours Keesen*, 6 avril 1897.  
*Circulaire du comité des houillères de France*, n° 1407.  
*Arrêté royal* du 13 octobre 1897.  
*Discours Hubert*, 24 février 1897, Chambre.  
*Observations Mansart et Nyssens*, 25 février 1897.  
*Discours Denis*, 25 février 1897, Chambre.  
*Discours Destree*, 25 février 1897, Chambre.  
*Discours Destree*, 4 février 1897, Chambre.  
*Arrêté royal* du 12 décembre 1897.  
*Discours Somzé*, 17 et 26 février 1897, Chambre.

*Discours Daens*, 26 février 1897, Chambre.

*Résultats de la Loi française.*

*Proposition de loi Basly et Lamendin*, 29 mars 1892.

*Rapport Basly*, 8 juillet 1892.

*Proposition de loi Basly*, 3 mars 1894.

*Rapport Lacombe*, 1896 (déjà cité).

*Proposition de la loi Basly*, 6 novembre 1896.

*Discours Basly* du 13 mars 1897 (déjà cité).

Lettre du ministre du 23 octobre 1896 au préfet du Pas-de-Calais.

Cassation, 24 juillet 1895.

*Rapport Félix Martin*. Sénat, 14 décembre 1896.

*Discours Helleputte*, 17 février 1897 à la Chambre belge.

*Discours Nyssens*, 10 février 1897. Chambre belge.

*Discours Roger*, 5 février 1897. Chambre belge.

*Lettre d'un ingénieur en chef*.

*Rapports des délégués des mines des Bouches-du-Rhône*.

*Conclusion.*

*Nyssens, Chambre belge*, 24 février 1897.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                           | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                    | 1     |
| PREMIÈRE PARTIE. — Législations autres que celles de la Belgique et de la France. . . . . |       |
| A) <i>Nomination par les patrons</i> . . . . .                                            | 5     |
| 1. — Mexique. . . . .                                                                     | 5     |
| 2. — Pérou. . . . .                                                                       | 9     |
| B) <i>Nomination par les ouvriers</i> . . . . .                                           | 10    |
| 1. — Angleterre. . . . .                                                                  | 10    |
| 2. — États-Unis. . . . .                                                                  | 20    |
| 3. — Allemagne. . . . .                                                                   | 21    |
| DEUXIÈME PARTIE. — Législation française. . . . .                                         |       |
| CHAPITRE I. — Principes généraux . . . . .                                                | 37    |
| CHAPITRE II. — Comment la loi du 8 juillet 1890 a pris naissance. . . . .                 | 46    |
| CHAPITRE III. — Qu'est-ce que le délégué ? Etendue de sa circonscription . . . . .        | 69    |
| CHAPITRE IV. — Obligations des délégués . . . . .                                         | 91    |
| CHAPITRE V. — Election des délégués . . . . .                                             | 121   |
| CHAPITRE VI. — Paiement des délégués. . . . .                                             | 183   |
| TROISIÈME PARTIE. — Législation belge . . . . .                                           |       |
| CHAPITRE I. — Avant la loi de 1897 . . . . .                                              | 201   |
| CHAPITRE II. — Nomination des délégués . . . . .                                          | 215   |
| CHAPITRE III. — Fonctions des délégués. — Leur paiement . . . . .                         | 242   |
| CHAPITRE IV. — Sanction de la loi. — Propositions diverses. . . . .                       | 258   |

|                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| QUATRIÈME PARTIE. — Résultats de la loi française. . . . .                                        | 267 |
| CHAPITRE I. — Historique depuis 1890. . . . .                                                     | 267 |
| CHAPITRE II. — Résultats. . . . .                                                                 | 289 |
| CONCLUSION . . . . .                                                                              | 297 |
| ANNEXES :                                                                                         |     |
| Loi française du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ou-<br>vriers mineurs. . . . . | 303 |
| Loi belge du 11 avril 1897, instituant des délégués à l'inspection des<br>mines. . . . .          | 309 |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                                                           | 316 |











---

A. Rousseau, imprimeur-éditeur. — Paris.

---